

## TABLE DES MATIÈRES

<b>UQAM : Rapport du vérificateur.....</b>	<b>4</b>
<b>Conseil supérieur de l'éducation (Québec) : Des acquis à préserver et des défis à relever pour les universités québécoises.....</b>	<b>4</b>
LE DEVOIR : Libre opinion - Un regard neuf sur l'université, par Ronald Cameron, Président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (CSN) - Édition du mercredi 14 mai 2008.....	4
LE DEVOIR : Avis du Conseil supérieur de l'éducation -La recherche ne doit pas supplanter la formation - Édition du mercredi 07 mai 2008.....	4
LE SOLEIL : Des universités vulnérables : la fréquentation s'est accrue, mais des x=carences minent la compétitivité universitaire du Québec - Le mercredi 07 mai 2008.....	5
CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION : Des acquis à préserver et des défis à relever pour les universités québécoises - Québec, le mardi 6 mai 2008.....	5
<b>Actualités éducation - Québec.....</b>	<b>6</b>
LE NOUVEL OBSERVATEUR : Cité en exemple par Xavier Darcos... : Le modèle québécois - En maths, en sciences, en lecture, les élèves de la province canadienne sont parmi les premiers de la classe mondiale. Enquête - Semaine du jeudi 12 juin 2008.....	6
LE DEVOIR : En bref - Entente de principe avec les auxiliaires d'enseignement - Édition du mercredi 11 juin 2008.....	7
LE DEVOIR : En bref - L'UdeM rentre dans le rang - Édition du mercredi 11 juin 2008.....	7
MÉTRO : L'Université de Montréal baissera ses vfrs affrèments ... mais les étudiants surfacturés ne seront pas remboursés - Mercredi 11 juin 2008.....	7
RADIO-CANADA : Montréal / Université McGill : Entente de principe avec les auxiliaires - Mise à jour le mardi 10 juin 2008 à 13 h 59.....	7
RADIO-CANADA : Est du Québec / Formation collégiale : Matane déjoue les prédictions - Mise à jour le lundi 9 juin 2008 à 10 h 11.....	7
RADIO-CANADA : Est du Québec / Industrie éolienne : Nouvelle formation - Mise à jour le jeudi 5 juin 2008 à 12 h 05.....	8
RADIO-CANADA : Québec / Étudiants étrangers : Baisse importante - Mise à jour le jeudi 5 juin 2008 à 11 h 32.....	8
LE DROIT : UNE ENTENTE ENTRE L'UQO ET L'UNIVERSITÉ MCGILL SERAIT OFFICIA LISÉE LUNDI : L'Outaouais aura son Campus santé - Le jeudi 05 juin 2008.....	8
LE DEVOIR : Intérêts réclamés à tort pour des prêts - Québec devra rembourser jusqu'à 30 millions à 80 000 étudiants - Édition du mardi 03 juin 2008.....	8
JOURNAL DE MONTRÉAL : Des étudiants lésés par Québec pourront récupérer 30 millions - Mardi 03 juin 2008.....	9
24 HEURES : Couverture - À la suite d'une longue bataille avec le gouvernement : 80000 étudiants se partageront 30 millions \$ - Mardi 03 juin 2008.....	9
MÉTRO : Couverture : Recours collectif de 30 M\$: Québec rembourse 80000 étudiants - Mardi 03 juin 2008.....	9
RADIO-CANADA : Montréal / Recours collectif : Québec doit 30 millions aux étudiants - Mise à jour le lundi 2 juin 2008 à 15 h 49.....	9
RADIO-CANADA : Montréal / Université McGill : La grève des chargés de cours inquiète - Mise à jour le lundi 2 juin 2008 à 11 h 50.....	10
RADIO-CANADA : Est du Québec / Technologie forestière : Soupir de soulagement à Baie-Comeau - Mise à jour le lundi 2 juin 2008 à 11 h 35.....	10
CYBERPRESSE : Des étudiants lésés pourront récupérer 30 millions \$ - Le lundi 02 juin 2008.....	10
LE DEVOIR : Libre opinion - Les jugements d'Ernst & Young sur l'UQAM, par Claude Corbo, Recteur de l'UQAM - Édition du lundi 02 juin 2008.....	10
LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Étude : Sources de la croissance du nombre de titulaires de diplôme dans les régions urbaines et rurales du Canada - 1996-2001 - Lundi 02 juin 2008.....	11
Les taux d'obtention d'un diplôme augmentent avec la taille de la ville.....	11
Les migrations interne et internationale favorisent les grands centres urbains.....	11
Le taux d'obtention d'un diplôme est plus élevé chez les jeunes des grands centres urbains.....	11
THE GAZETTE : Students teach province a valuable lesson : Must refund interest charged on loans - Saturday, May 31, 2008.....	12
LE DEVOIR : En bref - L'UdeM en vidéo - Édition du vendredi 30 mai 2008.....	12
CYBERPRESSE : Ernst & Young critique le plan de redressement de l'UQAM - Le jeudi 29 mai 2008.....	12
LE DEVOIR : Les experts critiquent le plan de redressement de l'UQAM - La gouvernance actuelle de l'université nuit à sa capacité de s'extirper du gouffre financier, selon les comptables - Édition du jeudi 29 mai 2008.....	12
LE DEVOIR : L'UQ attend toujours le plan de redressement de l'UQAM - Édition du samedi 24 et du dimanche 25 mai 2008.....	13
LE DEVOIR : Budget 2008-09 - L'UQAM prévoit ramener son déficit à 19,5 millions - Édition du mercredi 21 mai 2008.....	13
LE DEVOIR : Pas d'entente avec les étudiants - L'UdeM sabre dans les activités parascolaires - Édition du mercredi 21 mai 2008.....	14
LE DEVOIR : 1ère page : Vive demande pour des écoles ethnoculturelles Projets d'école afrocentriste et de programme en études juives à Montréal - Édition du vendredi 16 mai 2008.....	14
LE DEVOIR : Éducation - Montréal, zone sinistrée, dit la CSQ - Édition du vendredi 16 mai 2008.....	15
CYBERPRESSE : Éducation : la CSQ inquiète de la situation à Montréal - Le jeudi 15 mai 2008.....	15
LE DEVOIR : Médecine - McGill veut établir une faculté satellite à Gatineau - Édition du jeudi 15 mai 2008.....	15
LA PRESSE : École afrocentriste à Montréal: le projet fait son chemin - Le jeudi 15 mai 2008.....	16
LE SOLEIL : Budget de fonctionnement 2008-2009 de l'Université Laval : la facture des étudiants grimpe - Le mercredi 14 mai 2008.....	16
LE DEVOIR : En bref - UQAM: les chargés de cours signent - Édition du samedi 10 et du dimanche 11 mai 2008.....	16
THE GAZETTE : Business school adapts to a multilingual world : "Trilingual program has proved to be a winning formula.", by PEGGY CURRAN, on universities - Saturday, May 10, 2008.....	17
LE DEVOIR : UQAM: les professeurs veulent que Québec assume le coût de la dérive immobilière - Édition du vendredi 09 mai 2008.....	17
RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Étudiants étrangers : Un an en Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le jeudi 8 mai 2008 à 17 h 31.....	17
RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Études universitaires : Moins d'ingénieurs formés - Mise à jour le mercredi 7 mai 2008 à 12 h 00.....	17
LE DEVOIR : Opinion : Démission du représentant étudiant du conseil d'administration de l'UQAM - L'autocratie des conseils universitaires doit cesser, par Patrick Véronneau, Délégué étudiant au conseil d'administration de l'UQAM - Édition du mercredi 07 mai 2008.....	18
LE DEVOIR : Idées : Une gouvernance partagée pour les universités, par Louis Dumont, Professeur de pharmacologie à l'Université de Montréal et président du Syndicat général des professeurs de l'UdeM - Édition du mardi 06 mai 2008.....	18
LE DROIT : Le recteur suggère la création d'un comité - Le mardi 06 mai 2008.....	19
24 HEURES : 600 places de stationnement inutilisées à l'UQAM - Mardi 06 mai 2008.....	20
LE DEVOIR : Opinion : Doctorants à vendre, par Jean-François Fortier, Doctorant en sociologie à l'UQAM et professeur en sociologie au Cégep de Sherbrooke - Édition du lundi 05 mai 2008.....	20
LE DEVOIR : Libre Opinion - Les dérives de la concurrence interuniversitaire, par Denis Monière, Professeur de science politique à l'Université de Montréal - Édition du lundi 05 mai 2008.....	20
LE SOLEIL : Science : le nombre de femmes diminue à l'université - Le lundi 05 mai 2008.....	21
LE SOLEIL : Les femmes et les sciences : l'exception mathématique - Le lundi 05 mai 2008.....	21
LE QUOTIDIEN : 15 millions \$ pour 200 projets de recherche - Le lundi 05 mai 2008.....	21
LA TRIBUNE : Le Cégep de Thetford exporte des cours - Le lundi 05 mai 2008.....	22
24 Heures : Aux prises avec un déficit, l'Université de Montréal pourrait sabrer dans ses activités - Lundi 05 mai 2008.....	22
24 HEURES : FEUQ : Nouveau comité exécutif - Lundi 05 mai 2008.....	22
24 HEURES : Abolition du programme travail-études - Lundi 05 mai 2008.....	22
MÉTRO : Université de Montréal : La fin du Service des activités culturelles - Lundi 05 mai 2008.....	22
JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM - Stationnement souterrain : 600 places inutilisées - Mise à jour: Lundi 05 mai 2008, à 05:44.....	23
THE GAZETTE : First page : Climate skeptics target students U.S. think tank sends material to 11,000 Canadian schools - Monday, May 05, 2008.....	23
THE GAZETTE : Opinion : For teachers, L now stands for ' litigation' : The trend of parents suing teachers spawns new rules for the school system, by FRED A LEWKOWICZ, Teacher, Rosemere - Monday, May 05, 2008.....	24
THE GAZETTE : TA strike leaves trail of bad blood at McGill : "Disgruntled strikers are rethinking their future at McGill." - Saturday, May 03, 2008.....	24
RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Diplômes universitaires : La région tire de la patte - Mise à jour le vendredi 2 mai 2008 à 17 h 06.....	25
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégeps de l'Est du Québec : Les craintes se font plus vives - Mise à jour le vendredi 2 mai 2008 à 15 h 05.....	25
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Éducation : La CSQ réclame un réinvestissement massif - Mise à jour le vendredi 2 mai 2008 à 11 h 49.....	25
LE DEVOIR : Opinion : L'UQAM sait très bien sur quel pied danser, par Claude Corbo, Recteur de l'UQAM - Édition du vendredi 02 mai 2008.....	25
LE DEVOIR : L'UdeM menace d'abolir ses activités culturelles - Édition du vendredi 02 mai 2008.....	26
LA PRESSE / CYBERPRESSE : L'UdeM menace de sabrer dans les activités culturelles - Lundi 05 mai 2008 / Le vendredi 02 mai 2008.....	26

LE DEVOIR : L'Université du Québec s'installe à Paris - Objectifs: favoriser la mobilité des étudiants québécois et développer de nouveaux partenariats Édition du jeudi 01 mai 2008..... 27

**Manifestation 1<sup>er</sup> mai, à Montréal..... 27**

LA PRESSE : Brutale manif pour la fête des Travailleurs – Vendredi 02 mai 2008..... 27  
JOURNAL DE MONTRÉAL : Centre-Sud : trois arrestations – vendredi 02 mai 2008..... 28  
MÉDIA-MATIN QUÉBEC : Militants anticapitalistes devant le Journal de Québec - Le vendredi 2 mai 2008..... 28  
THE GAZETTE : Pepper spray scatters marchers : MAY DAY RALLY ` Some people came armed with baseball bats` - Friday, May 02, 2008 ..... 28

**Les riches, de plus en plus riches, les pauvres, de plus en plus pauvres - Statistiques Canada ..... 28**

THE GAZETTE : Poor, middle-income earners did not share in wealth boom : Canada has become a far richer country in 30 years, yet many have fallen behind, by RICK GOLDMAN , lawyer – Friday, May 16, 2008 ..... 28  
THE GAZETTE : Opinion : The rich get richer, but so do the poor : Statistics show the gap between top and bottom incomes remains much the same, by WILLIAM WATSON - Tuesday, May 13, 2008 ..... 29  
LA PRESSE : Opinion : Venez nous voir!, par Roger LaFrance, Coordonnateur par intérim de l'ACEF Montérégie-est - Le vendredi 09 mai 2008 ..... 29  
JOURNAL DE MONTRÉAL : Impôts | Entreprises : 44 milliards d'impôts reportés – Vendredi 09 mai 2008..... 30  
LA PRESSE : Forum : Des chiffres trompeurs, par Michel Kelly-Gagnon, Président du Conseil du patronat (www.cpq.qc.ca) - . Le jeudi 08 mai 2008 ..... 30  
THE GAZETTE : Rising family earnings equal more work : "One thing explains nearly all of the difference: more wives are working." – Tuesday, May 06, 2008 ..... 31  
THE NATIONAL POST : First page : Poor got richer in 2006: StatsCan – Tuesday, May 06, 2008 ..... 31  
LE QUOTIDIEN – STATISTIQUES CANADA : Le revenu des Canadiens en 2006 – Lundi 05 mai 2008..... 31

Note aux lecteurs..... 32  
Revenu du marché : augmentations pour les familles en âge de travailler ..... 32  
Augmentation des transferts gouvernementaux, pas de changement d'impôts..... 32  
Amélioration du revenu total après impôt pour presque toutes les classes de revenu ..... 32  
Les taux de faible revenu sont stables mais l'écart de faible revenu familial diminue..... 32  
Les provinces : les familles de l'Alberta ont un revenu médian nettement supérieur à celles des autres provinces ..... 33

THE GAZETTE : Editorial : Lies, damn lies – and Statistics Canada – Saturday, May 03, 2008..... 34  
LE DEVOIR : 1<sup>ère</sup> page : Le pouvoir d'achat des travailleurs a augmenté de 53\$ en 25 ans - Édition du vendredi 02 mai 2008 ..... 34  
LA PRESSE : Chronique : Le Québec bon dernier?, par Alain Dubuc - Le vendredi 02 mai 2008 ..... 35  
LA PRESSE : Le revenu des travailleurs stagne depuis 25 ans – Vendredi 02 mai 2008..... 36  
LE SOLEIL : Les familles moyennes de la région plus riches de 7% - Le vendredi 02 mai 2008 ..... 36  
LA TRIBUNE : Des revenus toujours plus bas - Le vendredi 02 mai 2008..... 36  
MÉTRO : Les pauvres s'appauvrissent et les riches s'enrichissent : À Montréal, la famille moyenne a toutefois plus d'argent qu'en 2001 – vendredi 02 mai 2008 ..... 37

JOURNAL DE MONTRÉAL : Le salaire de la classe moyenne a grimpé de 0,1% en 25 ans : Gagnez-vous plus cher que le travailleur moyen? - Mise à jour: Vendredi 02 mai 2008, à 04:00..... 37  
JOURNAL DE MONTRÉAL : Salaires : Les citoyens de Montréal ne sont pas les plus riches - Mise à jour: Vendredi 02 mai 2008, à 04:00..... 37  
JOURNAL DE MONTRÉAL : Salaires : Une famille sur neuf vit avec un faible revenu - Mise à jour: Vendredi 02 mai 2008, à 04:00 ..... 38

THE GAZETTE : Income disparities grow : STATSCAN Rich getting richer, poor getting poorer, analysis shows – Friday, May 02, 2008 ..... 38  
THE GAZETTE : Women still earn less than men : SAME AS IN 2005 ` It's just incredible, it's appalling` - Friday, May 02, 2008 ..... 39  
THE GAZETTE : 3.5 million Canadians remain in low-income group - And it's happening despite years of economic growth, economist worries – Friday, May 02, 2008..... 39  
THE GAZETTE : Province not so distinct after all : Generally, findings apply here as well – Friday, May 02, 2008 ..... 39

THE GLOBE AND MAIL : The rich, the poor, and the chasm between : Census data released Thursday show recent immigrants victims of widening income disparity as middle class stagnates - May 1, 2008 at 11:52 AM EDT..... 40  
THE GLOBE AND MAIL : Economic policies have failed the poor: critics, by TOBI COHEN - May 1, 2008 at 11:40 AM EDT ..... 40  
THE NATIONAL POST : First page : COMMENT : StatsCan sets off its own class war, by TERENCE CORCORAN – Friday, May 02, 2008 ..... 41  
THE FINANCIAL POST : Comment : The underclass myth, by NIELS VELDHIJIS AND MILAGROS PALACIOS, Economist, Fraser Institute – Friday, May 02, 2008 ..... 42

THE FINANCIAL POST : The double-income trap, by PETER SHAWN TAYLOR, editor, McLean magazine – Friday, May 02, 2008 ..... 42  
CYBERPRESSE : L'écart entre les riches et les pauvres augmente encore - Le jeudi 01 mai 2008 ..... 43  
RADIO-CANADA / NATIONAL : Gains des Canadiens : La classe moyenne fait du surplace - Mise à jour le jeudi 1 mai 2008 à 13 h 37..... 43  
CYBERPRESSE : Les points saillants des données sur les gains et revenus des Canadiens - Le jeudi 01 mai 2008 ..... 44  
LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Recensement de 2006 : Gains, revenus et coûts d'habitation - Le jeudi 1er mai 2008 ..... 44

**Lecture : les jeunes Québécois en surclassement ..... 45**

THE GAZETTE : Quebec education survey should be a wakeup call : English school boards need to be concerned about the low standards of English, by SAM ALLISON – Friday, May 02, 2008..... 45

**Les titres quotidiens de *Courrier international* ..... 46**

les titres du 13 juin 2008..... 46  
les titres du 12 juin 2008..... 46  
les titres du 11 juin 2008..... 47  
les titres du 10 juin 2008..... 47  
les titres du 9 juin 2008 ..... 48  
les titres du 6 juin 2008 ..... 49  
les titres du 5 juin 2008 ..... 49  
les titres du 4 juin 2008 ..... 50  
les titres du 3 juin 2008 ..... 50  
les titres du 2 juin 2008 ..... 51  
les titres du 30 mai 2008..... 51  
les titres du 29 mai 2008 ..... 52  
les titres du 28 mai 2008 ..... 53  
les titres du 26 mai 2008..... 53  
les titres du 23 mai 2008 ..... 54  
les titres du 22 mai 2008..... 54  
les titres du 21 mai 2008 ..... 55  
les titres du 20 mai 2008 ..... 55  
Les titres du 19 mai 2008 ..... 56  
les titres du 16 mai 2008 ..... 57  
les titres du 15 mai 2008 ..... 57  
les titres du 14 mai 2008 ..... 58  
les titres du 13 mai 2008 ..... 58  
12 mai férié en France ..... 59  
les titres du 9 mai 2008 ..... 59  
08 mai férié en France ..... 59  
les titres du 7 mai 2008 ..... 59  
les titres du 6 mai 2008 ..... 60  
les titres du 5 mai 2008 ..... 61





# UQAM : Rapport du vérificateur

VOIR REVUE DE [PRESSE UQAM 2008](#)

## Conseil supérieur de l'éducation (Québec) : Des acquis à préserver et des défis à relever pour les universités québécoises

**LE DEVOIR : Libre opinion - Un regard neuf sur l'université, par Ronald Cameron, Président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (CSN) - Édition du mercredi 14 mai 2008**

L'université québécoise subit probablement les pressions les plus fortes de tous les secteurs du système d'éducation au Québec pour accroître sa «productivité». Pas surprenant qu'on observe des pressions à la baisse pour la mettre au diapason d'une économie plus mondialisée. Toutefois, associer un risque d'affaiblissement de la qualité de l'enseignement au grand nombre de chargés de cours est non seulement injuste pour ces professionnels de l'enseignement, qui donnent presque 50 % des cours au premier cycle, cela constitue aussi un raccourci analytique facile et impropre à suggérer des solutions adéquates. C'est pourtant ce que fait [le dernier avis du Conseil supérieur de l'éducation \(Statistiques\)](#)

L'importance et le rôle du professeur d'université sont une évidence et vont de pair avec la mission globale de l'université. Son embauche l'est tout autant! Cependant, établir la qualité des universités, surtout en ce qui a trait à la formation, sur la seule corrélation basée sur le ratio de l'effectif étudiant-professeurs relève d'une vision superficielle et passéiste de l'université.

D'abord, précisons que la qualité de la formation repose sur un nombre considérable de facteurs. L'un d'eux est certes le corps enseignant. Or exclure les milliers de chargés de cours de ce

calcul, c'est être aveugle à leur expertise et à leur contribution à l'avancée des universités en matière de scolarisation de la population québécoise, qualifiée de remarquable par le Conseil supérieur de l'éducation!

La qualité du corps enseignant de l'université d'aujourd'hui se distingue par sa diversité, sa complémentarité, son expérience pédagogique et professionnelle et sa capacité de travail en équipe. Elle tient également au souci constant pour le développement pédagogique et pour la mise à jour des connaissances dont témoignent ses membres. Les chargés de cours en sont conscients et s'investissent jour après jour dans l'amélioration de leur enseignement.

En outre, plusieurs sont également actifs en recherche et en création. Ils participent aussi depuis de nombreuses années à l'élaboration et à la révision des programmes ainsi qu'à divers comités pédagogiques et ont des représentants officiels qui siègent aux instances universitaires. Il apparaît donc clairement que les chargés de cours sont beaucoup plus que de simples enseignants à forfait, qu'ils font partie intégrante de la structure des universités et qu'il est essentiel que leur contribution soit reconnue à sa juste valeur. Un acquis à préserver...

Poser un regard neuf sur les universités, ce n'est pas évaluer la performance des établissements à leur capacité de recherche. Il faut plutôt voir dans la valorisation de l'enseignement universitaire le pas essentiel pour faire face aux nouvelles réalités de l'économie du savoir. Les exigences de la qualité sont avant tout sur le plan de la formation et de l'enseignement, qui doivent être valorisés, du moins autant que la mission de recherche. Ces exigences doivent s'articuler à tous les cycles et être orientées dans le sens d'une formation intégrale aux aspects multiples: intellectuel, pratique, méthodologique, professionnel et humaniste.

L'évolution contemporaine des universités n'est pas une réalité propre au Québec. La présence accrue d'enseignants à statut précaire est un phénomène grandissant partout dans le monde, particulièrement en Amérique du Nord, manifestation qui va de pair avec un accès plus grand aux établissements universitaires. Il importe d'assurer à ces professionnels de l'enseignement une participation active à la mission des universités tout en préservant, à l'instar des professeurs réguliers, leur liberté académique. À cet égard, les chargés de cours québécois ont fait montre de leadership en se dotant de protections nécessaires.

**LE DEVOIR : Avis du Conseil supérieur de l'éducation -La recherche ne doit pas supplanter la formation - Édition du mercredi 07 mai 2008**

Clairandrée Cauchy

La recherche universitaire ne doit pas se développer au détriment de la mission de formation des étudiants. Voilà un des messages lancés par le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) dans un avis publié hier.

Le Québec fait plutôt bonne figure en matière de recherche. Les universités québécoises récoltent environ 30 % des subventions fédérales de recherche, soit un peu plus que le poids démographique du Québec (23,9 %). La proportion de la recherche effectuée dans les universités plutôt que dans le secteur privé est aussi plus grande au Québec qu'ailleurs, nous apprend [l'avis du CSE intitulé «Des acquis à préserver et des défis à relever pour les universités québécoises» \(Statistiques\)](#)

Cette recherche vigoureuse s'accompagne néanmoins d'écueils. L'organisme qui conseille le ministre de l'Éducation recommande d'assurer un meilleur équilibre entre la recherche et la formation des étudiants. On souligne que certains programmes de subvention, tel celui des Chaires

de recherche du Canada, limitent la charge d'enseignement des professeurs qui en profitent.

«Les universités ont d'abord une mission de formation et de recherche et c'est important que les fonds subventionnaires ne les prennent pas uniquement comme des centres de recherche», fait valoir la présidente du CSE, Nicole Boutin.

Les pressions exercées par le secteur privé sur l'orientation de la recherche universitaire préoccupent également le Conseil, particulièrement dans un contexte où les universités québécoises sont appelées à en faire davantage parce que les entreprises privées en font moins. Le Conseil juge important, dans son avis, que les «projets de recherche réalisés en partenariat soient sélectionnés et mis en oeuvre de manière à préserver la mission universitaire ainsi que les valeurs qui la sous-tendent, soit l'autonomie universitaire, la liberté académique, l'éthique et la probité scientifique». On invite pour ce faire les universités à fixer des balises pour encadrer les partenariats dans leurs politiques institutionnelles.

**Accessibilité**

Le réseau universitaire semble par ailleurs en voie de relever le défi du rhaussement de la scolarisation. Bien que la proportion des jeunes Québécois fréquentant l'université soit encore légèrement inférieure à la moyenne canadienne, le Québec est parvenu à atteindre en 2006 les objectifs de scolarisation qu'il s'était fixés pour 2010 pour l'accès à la maîtrise et au doctorat. Ainsi, 38,8 % des jeunes de moins de trente ans ont accédé aux études de baccalauréat, 11,8 % à celles de maîtrise, et 3,1 % ont entamé un doctorat.

La progression de la scolarisation n'est cependant pas uniforme. L'écart entre les hommes et les femmes s'accroît. Le CSE note par ailleurs que les jeunes provenant de familles à faible revenu, dont les parents n'ont pas étudié à l'université ou encore originaires des régions éloignées sont moins nombreux à accéder aux universités. Le document fait également état de faibles taux de réussite des étudiants à temps partiel, ce qui incite le CSE à recommander un meilleur soutien financier aux étudiants afin qu'ils se consacrent à leur formation à plein temps.

## LE SOLEIL : Des universités vulnérables : la fréquentation s'est accrue, mais des x-carences minent la compétitivité universitaire du Québec - Le mercredi 07 mai 2008

Isabelle Mathieu, Le Soleil  
Québec

**Les universités québécoises peuvent se vanter d'avoir, en moins de 20 ans, fait grimper la fréquentation universitaire de 18 % à plus de 25 % chez les jeunes de 20 à 24 ans. Dans un avis à la ministre de l'Éducation (Statistiques) rendu public hier, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) applaudit cette victoire en matière d'accessibilité. Mais il met aussi le doigt sur les maux qui minent le système universitaire du Québec et qui, s'ils ne sont pas traités, nuiront à sa compétitivité. Bilan de santé.**

### Parent pauvre

Lorsqu'on compare leur budget à celui des autres universités canadiennes, les universités québécoises sont en déficit de 1000 \$ par étudiant. Résultat, le ratio étudiant-professeur y est plus élevé qu'ailleurs, avec 24 étudiants par professeur. «Non seulement cette situation a des conséquences néfastes sur la qualité de l'encadrement, mais elle place les universités québécoises dans une position concurrentielle difficile lorsqu'il s'agit de recruter les meilleurs étudiants et les meilleurs professeurs», dit le Conseil supérieur de l'éducation. Le Conseil recommande à la ministre de l'Éducation de s'assurer que les budgets des universités québécoises puissent rejoindre la moyenne des universités canadiennes.

### Anarchie dans le développement des antennes universitaires

Plutôt que de s'établir dans des régions qui ont besoin d'une meilleure offre de programmes universitaires, les antennes universitaires ont

poussé en périphérie des grandes villes (Longueuil, Lévis, Laval), entraînant une course à la clientèle effrénée. Tout ce développement a besoin d'une sérieuse évaluation, juge le Conseil. «Certaines antennes sont mises sur pied dans des lieux où l'accessibilité des études universitaires ne semble pas faire l'objet d'un problème particulier, tandis que d'autres territoires conjuguent avec une offre limitée de programmes», remarque le CSE.

### Écart grandissant entre garçons et filles

Au milieu des années 80, la même proportion de jeunes hommes et de jeunes femmes de moins de 30 ans, soit environ 25 %, entraient au baccalauréat. Vingt ans plus tard, l'écart s'est creusé de façon phénoménale entre garçons et filles. Près d'une femme sur deux entame un baccalauréat alors que moins du tiers des hommes font le même choix. «C'est préoccupant de voir que le rehaussement de la scolarisation ne se fait qu'au profit des filles», souligne Nicole Boutin, présidente de l'Éducation, aux collèges et aux universités d'étudier les mesures mises en place ici et à l'étranger pour favoriser l'équilibre entre les garçons et les filles.

### Des études supérieures trop longues

Les étudiants québécois à la maîtrise et au doctorat étudient plus longtemps qu'ailleurs en Amérique du Nord et surtout plus longtemps que la durée prévue au programme et dans les règles de financement, a pu constater le Conseil. Ainsi, le gouvernement finance un étudiant à la maîtrise durant 18 mois alors qu'il étudie en réalité durant deux ans. C'est encore pire au doctorat, avec un

financement qui s'arrête après trois ans alors que l'étudiant n'aura son diplôme que deux ans plus tard. Le Conseil juge qu'une durée des études conforme à la durée des programmes amènerait un usage plus efficace des ressources. Et réduirait sûrement le taux d'abandon, considérable au doctorat.

### Les étudiants internationaux dans la misère

Les étudiants internationaux en arrachent. Selon les recherches du CSE, environ 50 % d'entre eux sont aux prises avec des difficultés financières. Les droits de scolarité excédentaires d'environ 300 \$ exigés aux étudiants étrangers nuisent au recrutement, affectant du coup plusieurs secteurs de recherche. En 2007, le ministère a haussé ces droits et a autorisé les universités à facturer de nouveaux montants aux étudiants internationaux. Le Conseil recommande à la ministre de l'Éducation d'exempter les étudiants internationaux à la maîtrise et au doctorat des droits de scolarité excédentaires.

### Plus d'équité dans le financement de la recherche

En matière de financement, la recherche en sciences de la santé, en sciences pures et en sciences appliquées récolte la part du lion, avec plus de 70 % des subventions. Ce qui laisse des miettes aux chercheurs en sciences humaines, en droit, en administration, en éducation, en arts et en lettres, constate le CSE. Aussi, les recherches menant à la commercialisation d'une innovation technologique l'emportent, le plus souvent, dans la course au financement, sur l'innovation dans le domaine social. Il faut veiller à garder un équilibre, dit le CSE.

## CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION : Des acquis à préserver et des défis à relever pour les universités québécoises - Québec, le mardi 6 mai 2008

La contribution des universités québécoises au développement de la société s'inscrit dans le contexte de transformations rapides que connaissent les sociétés industrialisées. L'accès accru aux études supérieures et l'avancement de la recherche sont des atouts qui permettront au Québec de poursuivre son développement et de participer pleinement à la société du savoir. C'est pourquoi le Conseil supérieur de l'éducation réaffirme que la mission des universités est la formation supérieure de la population québécoise. Cette mission s'appuie sur les trois activités fondamentales que sont l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité. Par ces activités, les universités contribuent à l'enrichissement des personnes, à l'innovation technologique, sociale et culturelle ainsi qu'à l'internationalisation de la recherche et de la formation. Tel est le message porté dans l'avis intitulé *Des acquis à préserver et des défis à relever pour les universités québécoises* (Statistiques) que le Conseil supérieur de l'éducation rend public aujourd'hui.

Dans cet avis, le Conseil identifie les principaux défis à relever pour les universités québécoises :

- la poursuite de leur contribution au rehaussement de la scolarisation de la population pour répondre, notamment, aux besoins accrus de la société québécoise en ce qui concerne le personnel hautement qualifié;
- le développement de la recherche en équilibre avec la formation;
- l'articulation de leurs liens avec l'État et la prise en considération des besoins de la collectivité.

Pour relever ces défis, le système universitaire québécois peut toutefois s'appuyer sur des acquis majeurs, notamment :

- la diversité des établissements qui le composent, par exemple des universités situées en région et des universités urbaines exerçant des rôles complémentaires dans le développement régional et le développement économique de l'ensemble du Québec;
- la contribution substantielle des fonds de source publique au financement des universités québécoises, par comparaison avec le reste du Canada, qui traduit le choix qu'a fait le Québec en matière d'accessibilité aux études;
- la tradition de consultations publiques qui fait de l'université une institution en relation avec la société.

### Le rehaussement de la scolarisation de la population

Le Conseil tient à souligner la contribution remarquable des universités québécoises au rehaussement de la scolarisation de la population. Les taux d'accès aux études universitaires sont en constante évolution. Par exemple, alors qu'en 1990, 17,9 % de la population âgée de 20 à 24 ans au Québec fréquentait une université, ce taux avait atteint 25,4 % en 2006. Les taux d'obtention d'un grade universitaire aux cycles supérieurs ont également progressé, dépassant même les objectifs fixés par le Conseil pour 2010.

Malgré ces avancées significatives, le Conseil souligne que des efforts particuliers doivent être faits au regard de l'accès à l'université, de la

réussite des cours et de la persévérance jusqu'au diplôme. Ainsi, il constate :

- l'écart croissant entre les hommes et les femmes quant à l'accès au baccalauréat depuis les vingt dernières années;
- le faible accès à l'université des étudiants venant de familles à faible revenu ou dont les parents n'ont pas de formation universitaire;
- le faible taux de scolarisation universitaire de la population qui demeure en région;
- les difficultés associées à la persévérance aux études jusqu'à l'obtention du diplôme chez les étudiants universitaires inscrits à temps partiel.

Par ailleurs, l'examen de l'évolution du financement public des universités à l'échelle canadienne montre que les établissements québécois disposent d'un fonds de fonctionnement général par étudiant inférieur à celui de la moyenne des universités canadiennes. Le Conseil considère que cette situation comporte des enjeux, notamment au regard de l'encadrement et de la position concurrentielle des universités québécoises.

### Le développement de la recherche

Dans son avis, le Conseil signale l'importante avancée de la recherche au sein des universités québécoises, notamment depuis une décennie. Il estime toutefois nécessaire de s'assurer que le financement de la recherche continue de croître au même rythme au Québec qu'au Canada, et ce, dans les différents domaines d'activités. Par ailleurs, le Conseil invite les divers ministères ayant des responsabilités en matière de recherche universitaire à se concerter davantage afin de

s'assurer du respect de la mission confiée aux universités.

En outre, il rappelle aux universités l'importance de s'assurer que la recherche réalisée avec des partenaires extérieurs respecte les exigences des programmes d'études et les politiques des universités. Il leur recommande finalement de maintenir un juste équilibre entre la formation, la recherche et les services à la collectivité dans les activités des professeurs ainsi que dans les mécanismes d'embauche et de promotion de ces derniers.

#### Les liens entre l'État et les universités

En dernier lieu, le Conseil réaffirme l'importance des valeurs d'autonomie universitaire, de liberté académique ainsi que d'éthique et de probité scientifique dans la réalisation de la mission des

universités. En contrepartie, il considère que ces valeurs appellent des obligations, dont celle de prendre en considération les aspirations et les besoins des diverses composantes de la société. Le Conseil recommande d'enrichir le processus de reddition de comptes des universités de manière qu'elles puissent témoigner de la réalisation de leur mission en ce qui touche notamment la qualité de la formation et de la recherche et leur articulation. De plus, il recommande à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de procéder à un suivi d'ensemble des universités à des fins de pilotage de système.

Rappelons que le Conseil supérieur de l'éducation a été institué en tant que lieu de réflexion en vue du développement global de l'éducation à moyen

et à long terme. Il a pour fonctions de collaborer avec la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et de la conseiller sur toute question relative à l'éducation.

- 30 -

Source : Josée Turcotte, Secrétaire générale  
Information : Johanne Méthot, Responsable des communications

418 643-8253 (bureau)

418 571-1359 (cellulaire)

N. B. : Vous pouvez consulter cet avis ainsi qu'un document statistique y afférent en accédant au site Internet du Conseil supérieur de l'éducation, à l'adresse suivante : [www.cse.gouv.qc.ca](http://www.cse.gouv.qc.ca)

## Actualités éducation - Québec

### LE NOUVEL OBSERVATEUR: Cité en exemple par Xavier Darcos...: Le modèle québécois - En maths, en sciences, en lecture, les élèves de la province canadienne sont parmi les premiers de la classe mondiale. Enquête - Semaine du jeudi 12 juin 2008

Il était une fois une école qui marchait mieux que les autres. Une école où un fils de pauvre avait presque autant de chances de réussir qu'un fils de roi. Une école portée par un projet collectif et un idéal d'égalité. Un conte de fées ? Jules Ferry au pays de Bisounours ? Non. Il s'agit d'une histoire bien réelle. Elle se passe au Québec, qui se classe parmi les premiers dans les évaluations internationales. En maths, sciences, lecture, il court en tête, tandis que la France est reléguée dans les profondeurs du classement. Quelles sont les recettes de son succès ? Et, accessoirement, comment peuvent-elles nous inspirer ?

#### APPRENDRE MOINS, MAIS MIEUX

Le quartier Saint-Michel est une des poches de pauvreté de la ville de Montréal. Au beau milieu, l'école Joseph-François-Perrault, une énorme bâtisse entourée de pelouse, accueille 1 600 élèves de 12 à 18 ans et affiche de très bons résultats. Un cours au hasard : celui de Mathieu, 21 ans, professeur de maths. Pour la leçon sur les fonctions sinusoidales, un sujet pas très sexy, il est allé «chercher l'attention» des élèves de première en commençant par leur faire enregistrer différents instruments de musique. Un logiciel a transformé ces sons en courbes qu'ils ont pu visualiser. Pour ces élèves dont un grand nombre suit un cursus musical, passer de l'acoustique aux mathématiques avait du sens. «C'est connecté à ce que l'on vit», résume Skander, 15 ans.

Les professeurs, quelle que soit leur matière, s'ingénient à multiplier ce genre de démarches. Ils sont rompus à cela. Pendant leur formation, ils passent le tiers du temps à étudier la discipline, le reste à travailler la didactique, la psychologie, la pédagogie. Philippe, 34 ans, est en 2e année à l'Université de Montréal pour devenir instituteur : «Je n'ai ni cours de grammaire ni cours de maths. Tout l'accent est mis sur les manières d'enseigner, de gérer la classe, voire de se remettre en question quand les élèves ne suivent pas.» C'est le leitmotiv de Roch Chouinard, professeur de psychopédagogie à l'Université de Montréal : «L'école doit susciter l'engagement des élèves dans leurs apprentissages.» Mais comment y parvenir ? «Il faut partir de leur expérience pour aller plus haut.» Ce fil rouge court dès les premières années, dans cette classe d'accueil où Mouhamed, Annifa, Yasline, T'keyah, Bahraz, hauts comme trois pommes, apprennent à parler français par toutes sortes de jeux. Toujours le même fil rouge, en primaire. Pour accrocher l'intérêt d'élèves qui étudient le Moyen Âge, l'institutrice leur fait construire un château fort, reproduire des

machines de guerre, fabriquer des figurines de plâtre... Ils sont si passionnés qu'à la récréation aucun d'entre eux ne veut s'arrêter. Sans doute n'auront-ils pas appris tous les rebondissements de la guerre de Cent Ans. Tant pis. «Au Québec, l'école a adapté ses attentes aux élèves qu'elle accueille. On apprend moins, mais on apprend mieux», résume Bernard Hugonnier, spécialiste de l'Éducation à l'OCDE.

#### POUR DES ELEVES FIERS

«Je suis fier de toi. Tu as fait énormément de progrès», s'exclame Marie-Eve, l'institutrice, à Boubacar, 10 ans, qui vient de présenter devant la classe, d'une voix timide, un écrivain québécois. L'encouragement est la règle d'or. Et quand Marie-Eve se tourne vers les autres élèves pour qu'ils réagissent à leur tour, elle exige des commentaires positifs et argumentés. Ce n'est pas facile. «Tu n'as pas parlé trop vite, et j'ai tout compris», hasarde une petite fille. On apprend très tôt à se respecter. Et à se connaître. Aujourd'hui, à l'heure du déjeuner, le réfectoire vibre aux rythmes de la salsa. Au centre, les élèves ont poussé des tables et des couples chaloupent joyeusement. «Cette semaine, nous fêtons les cultures d'origine», explique Chantal, chargée des activités péri scolaires. Nous accueillons une école de danse d'Haïti; demain, ce sera l'Irlande avec une troupe de gigue, puis l'Algérie avec des chants...» La démarche est efficace. «Il y a un moindre rejet du système éducatif quand vous retrouvez des éléments de votre propre culture à l'école», souligne Eric Dionne, le directeur de Joseph-François-Perrault.

#### RATTRAPAGE SUR MESURE

Pour les adolescents en rupture de ban, il fallait inventer. Le système donne assez de latitude aux écoles pour le faire. A Joseph-François-Perrault, une cinquantaine d'élèves sont enrôlés dans le programme Focus. Une sorte d'école à la carte, sans cours magistraux. On y progresse à son rythme et on ne recourt à l'enseignant que si besoin est. «Si tu travailles pas, c'est toi que tu pénalises», résume Loïc, 15 ans, d'origine chinoise. Ander son, 18 ans, arrivé à 9 ans d'Haïti, pétait les plombs dans le système normal. «Pour les profs, on était tous pareils. Ici, on nous traite chacun différemment.» Avec quatre adultes, beaucoup d'attention, un nombre réduit de matières, Focus réussit à fidéliser ceux qui décrochent. D'autres ont juste besoin d'un coup de main. Pour eux, chaque établissement dispose d'un ou de plusieurs «professeurs ressources», sortes de bonnes fées qui offrent du rattrapage sur mesure

dès qu'ils trébuchent. Le redoublement n'existe pratiquement pas. Ce matin, Nathalie reçoit trois adolescents de secondaire 2 (l'équivalent de la quatrième). Au menu, des exercices de repérage de mots pour améliorer la vitesse de lecture, et des recettes pour penser plus efficacement. «En quelques semaines, à raison d'une à deux séances hebdomadaires, les élèves auront surmonté leur difficulté», assure-t-elle. A l'échelle nationale, ces pratiques portent leurs fruits : à 15 ans, le niveau des élèves est assez homogène. Le milieu familial a une incidence faible sur leurs résultats, à l'inverse de la France. «L'objectif commun est de créer une société égalitaire, où il n'y a pas de citoyens de seconde zone», explique Pierre Bergevin, sous-ministre de l'Éducation.

#### L'ECOLE EST MON VILLAGE

La journée de classe se termine vers 15 heures. A l'école Sainte-Odile, au nord de Montréal, le directeur Robert Ledoux entame le tour du propriétaire pour fermer les étages, cadenasser la salle des photocopieuses, et abandonner le gymnase et les classes du rez-de-chaussée aux associations du quartier : chaque jour après 17 heures, pendant le week-end et les vacances, l'établissement se transforme en centre de loisirs. Beaucoup d'élèves vont donc revenir. «Ils découvrent l'école autrement, dit-il, et ça leur est bénéfique. Leur persévérance scolaire augmente.» Tisser davantage de liens entre le quartier et l'école pour que les enfants y réussissent mieux, c'est l'esprit de cette «école communautaire».

Le motif est d'abord économique. «Les budgets des écoles ont baissé, alors que les besoins des élèves augmentaient. Il n'y avait pas d'autre choix que de s'associer avec le milieu», rappelle Benoit Bussièr, directeur à la Commission scolaire de Montréal, l'équivalent du rectorat. Cette porosité avec le quartier et l'école peut prendre le visage d'un colosse à la voix de contrebasse, dont le rire fait trembler les murs. Jean-Yves Sylvestre est un «intervenant communautaire», une sorte de grand frère affecté à l'école Joseph-François-Perrault. Il a son bureau près du réfectoire. «Je m'occupais de réinsertion sociale auprès des jeunes qui traînaient dehors», se souvient-il. Depuis six ans, un centre social le paie pour faire de la prévention à l'intérieur même de Joseph-François-Perrault. Il rassure, discute, désamorce les conflits.

#### PROFS OMNIPRESENTS

Un vrai cauchemar pour le Snés ! Les profs font 18 heures de cours par semaine, mais ils restent 32 heures dans leur établissement, pour assurer

toutes sortes de tâches annexes : organiser les sessions d'examens, surveiller les corridors ou la bibliothèque, rencontrer les élèves... et, ô sacrilège ! remplacer même un collègue absent. «Je ne fais pas cours à sa place, je surveille simplement le travail que le professeur leur a laissé», précise

Nathalie Lecours, professeur de français. La philosophie de tout cela ? Elle est simple : «Les enseignants doivent être davantage à l'école, résume le directeur Eric Dionne, parce que les élèves en ont besoin.» Cela fait sans doute le bonheur des jeunes. Mais la profession renâcle. 30% des

enseignants abandonnent le métier au cours des cinq premières années... parce qu'ils le jugent trop pénible.  
Caroline Brizard

## LE DEVOIR : En bref - Entente de principe avec les auxiliaires d'enseignement – Édition du mercredi 11 juin 2008

Le Devoir  
Une entente de principe est intervenue cette semaine entre l'université McGill et ses auxiliaires d'enseignement, en grève depuis le 8 avril dernier. Les 2000 membres de l'Association des

étudiants diplômés de McGill (FNEEQ-CSN) obtiennent ainsi des hausses de salaire de 12,5 % sur quatre ans. L'entente prévoit également un processus pour réduire le nombre d'étudiants suivis par les auxiliaires. Les auxiliaires syndiqués

seront appelés à ratifier l'entente demain. Il reste toutefois à discuter du protocole de retour au travail, des auxiliaires ayant été congédiés d'autres fonctions qu'ils assumaient dans l'université pendant la grève.

## LE DEVOIR : En bref - L'UdeM rentre dans le rang – Édition du mercredi 11 juin 2008

Le Devoir  
L'Université de Montréal (UdeM) ne remboursera pas les étudiants qui ont payé trop cher pour leur session d'été, mais réajustera le tir pour se conformer aux nouvelles règles de Québec à la session d'automne. Ce faisant, l'UdeM s'expose à une pénalité financière équivalente au moment du versement de sa prochaine subvention par le gouvernement du Québec. «Il aurait été plus coûteux d'émettre des centaines de chèques de petits montants que d'assumer les pénalités financières, s'il y a lieu», explique la porte-parole de l'université, Sophie Langlois. On justifie la

décision par la vétusté des systèmes informatiques. La direction n'était pas en mesure de préciser hier le montant ainsi perçu en trop pour la session d'été. En vertu des nouvelles règles budgétaires, la hausse prévue des frais de gestion de 2 \$ par crédit est ramenée à 1,67 \$, tandis que les frais pour les services aux étudiants et le centre sportif sont pour le moment maintenus à 7 \$, plutôt que les 11 \$ souhaités par la direction. La direction de l'UdeM poursuit cependant ses négociations avec les associations étudiantes, dans l'espoir de convenir de hausses supérieures à celles autorisées par Québec pour financer les

services aux étudiants. La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) dénonce l'attitude de la direction. «C'est irresponsable de la part de l'université. Cela montre qu'elle préfère brimer l'accessibilité aux études et se faire couper une subvention que de rembourser les étudiants», soutient le secrétaire général de la FAECUM, Francis Hogues, alléguant que les frais perçus en trop iront dans le fonds consolidé de l'UdeM plutôt que dans les services aux étudiants, qui font l'objet de sévères coupures depuis le 1er juin.

## MÉTRO : L'Université de Montréal baissera ses vfrs affrènts ... mais les étudiants surfacturés ne seront pas remboursés – Mercredi 11 juin 2008

### L'Université de Montréal baissera ses frais affrènts... mais les étudiants surfacturés ne seront pas remboursés

**ÉDUCATION.** L'Université de Montréal se pliera au règlement budgétaire sur les frais affrènts, mais elle ne remboursera pas ses étudiants surfacturés au cours des derniers mois.  
Dans un communiqué rendu public hier, l'institu-

tion universitaire a indiqué que les frais de gestion par crédit seront baissés à 6,67 \$ plutôt que 7 \$, et les frais de service aux étudiants et de CEPsum, à 7 \$ par crédit plutôt que 11 \$. Elle se dit toutefois incapable de rembourser ses

### L'Université invoque la complexité de l'opération et la vétusté de ses systèmes.

étudiants «en raison de la complexité d'une telle opération et de la vétusté de ses systèmes de gestion». Cette diminution des frais affrènts entraînera

des pertes de 600 000 \$ dans le budget de l'Université de Montréal. Des hausses des frais affrènts variant de 230 à 560 \$ étaient prévues.

MÉTRO



## RADIO-CANADA : Montréal / Université McGill : Entente de principe avec les auxiliaires - Mise à jour le mardi 10 juin 2008 à 13 h 59

Le syndicat des auxiliaires d'enseignement, en grève depuis près de 2 mois, et la direction de l'Université McGill ont conclu une entente de principe.  
Les 2000 membres de l'Association des étudiants et étudiantes diplômés de McGill réclamaient des

hausses salariales, un nombre maximum d'étudiants par groupe de discussion et un registre des heures réellement travaillées.  
L'Université a congédié plusieurs membres de l'Association embauchés comme surveillants

d'examen, adjoints de recherche et de chargés de cours au cours du dernier mois, selon le syndicat. Les auxiliaires d'enseignement sont en grève depuis le 8 avril. Ils avaient rejeté l'offre globale de la direction de l'Université au début du mois de mai.

## RADIO-CANADA : Est du Québec / Formation collégiale : Matane déjoue les prédictions - Mise à jour le lundi 9 juin 2008 à 10 h 11

Contrairement aux prévisions du ministère de l'Éducation, la clientèle du cégep de Matane se maintient.  
Le ministère avait prévu que la clientèle du cégep s'abaisserait de 28 % en cinq ans pour s'établir à 470 élèves à l'automne 2007-2008. La réalité a été tout autre. L'automne dernier, le cégep comptait 660 étudiants inscrits à temps plein.  
Le directeur général, Émery Béland, explique que le cégep a complètement revu son offre de forma-

tion afin d'augmenter le taux de fréquentation. L'introduction de nouveaux programmes comme la production 3D ou les techniques en multimédia a su attirer une clientèle de l'extérieur de la région.  
L'équipement du département de la photographie a aussi été renouvelé et le contenu pédagogique a été redéfini, ce qui a permis d'attirer de nouveaux étudiants. Le collège s'est aussi attaqué au recrutement de la clientèle internationale. Bon an, mal

an, il accueille depuis près d'une centaine d'élèves étrangers.  
En raison de ce succès, l'établissement doit maintenant faire face à une pénurie de chambres pour les étudiants. Elle a récemment lancé un appel à la population locale pour héberger ses nouveaux étudiants.  
Le cégep travaille par ailleurs à l'implantation d'un nouveau programme au Maroc, ce qui lui permettra, espère la direction, d'exporter son expertise.



## RADIO-CANADA : Est du Québec / Industrie éolienne : Nouvelle formation - Mise à jour le jeudi 5 juin 2008 à 12 h 05

Les travailleurs des parcs éoliens pourront suivre une formation sur l'entretien, la sécurité et le sauvetage.

Ces formations seront offertes par l'Université du Québec à Rimouski en collaboration avec le Groupe Falardeau, une entreprise de Québec spécialisée dans le travail en hauteur, et la firme ATI Éolien.

Une première session de cours sera donnée en septembre sur le site de la grande éolienne de

Cap-Chat. La formation comprendra des cours théoriques, mais aussi pratiques.

Il s'agit d'un travail parfois complexe et difficile, explique Steve Tremblay du groupe Falardeau. « C'est du travail qui peut être fait en quatre heures, cinq heures de temps attaché avec des cordes à plus de 300 pieds dans les airs », précise M. Tremblay.

Les tours d'éoliennes sont en effet d'une hauteur qui va parfois jusqu'à 100 mètres. L'entretien de ces mastodontes est un métier à haut risque et

les travailleurs québécois ont peu d'accès à une formation spécialisée.

L'entreprise est responsable de la sécurité de ses travailleurs dans un parc éolien, explique Jean-Louis Chaumel du groupe éolien de l'UQAR. « Donc, il faut former votre personnel, vos ingénieurs, vos techniciens », souligne l'économiste.

D'ici cinq ans, il y aura 1500 éoliennes dans l'Est du Québec, qui compte déjà 300 de ces grands moulins à vent.

## RADIO-CANADA : Québec / Étudiants étrangers : Baisse importante - Mise à jour le jeudi 5 juin 2008 à 11 h 32

Il y a beaucoup moins d'étudiants étrangers qui viennent étudier le français à l'Université Laval cet été. Le ministère de l'Éducation vient de mettre fin à un programme qui leur permettait de payer les mêmes droits de scolarité que les étudiants québécois. Les étudiants étrangers devront désormais déboursier 2700 \$ au lieu de 900 \$.

La directrice de l'école des langues de l'Université Laval, Silvia Faitelson-Weiser, trouve la situation très difficile : « On perdait 30, 40 étudiants d'une année à l'autre, mais là, une perte de plus de 100

étudiants, c'est vraiment drastique », rapporte-t-elle.

Cette baisse importante du nombre d'étudiants cause des pertes d'emplois parmi les professeurs de français. Selon Mme Faitelson-Weiser, les conséquences vont même au-delà : « C'est que l'Université Laval perd un peu la place importante qu'elle a toujours occupée dans l'enseignement du français langue étrangère. L'Université enseigne le français depuis 1937 », souligne-t-elle.

La direction de l'Université estime que le gouvernement ne changera pas d'avis et qu'il faudra

trouver des solutions. Nicole Lacasse, vice-rectrice adjointe aux études et activités internationales, indique que les discussions devront se poursuivre avec les partenaires qui envoyaient depuis des années des étudiants étudier à l'Université Laval. « On développe notamment des cours de français à distance, français langue seconde en ligne », ajoute-t-elle.

L'Université Laval veut aussi faire la promotion de son école de langues lors du congrès international des professeurs de français qui se tiendra à Québec à la fin du mois de juillet.

## LE DROIT : UNE ENTENTE ENTRE L'UQO ET L'UNIVERSITÉ MCGILL SERAIT OFFICIAISÉE LUNDI : L'Outaouais aura son Campus santé - Le jeudi 05 juin 2008

Caroline Barrière

L'Outaouais aura son campus satellite pour former des médecins.

L'Université du Québec en Outaouais (UQO) et l'Université McGill ont conclu une entente visant à former des médecins dans la région. Selon des informations obtenues par *LeDroit*, une importante conférence de presse organisée par l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais réunira lundi des représentants de l'UQO, du Cégep de l'Outaouais ainsi que le ministre responsable de la région, Benoît Pelletier, et la nouvelle députée de Hull Maryse Gaudreault. Une invitation a même été lancée au ministre de la Santé Philippe Couillard qui ne pourra toutefois pas assister à l'événement puisqu'il sera retenu à Québec à cause de ses fonctions parlementaires.

Le projet de Campus santé Outaouais permettra aussi d'offrir davantage de places pour la formation d'infirmières. Québec aurait ainsi revu à la hausse certains budgets pour leur formation.

L'objectif du Campus santé Outaouais est de former le plus grand nombre de professionnels dans la région, ce qui assurera de meilleurs résultats lorsque vient le temps de recruter des professionnels de la santé.

Le mois dernier, le recteur de l'UQO, Jean Vaillancourt, avait déclaré qu'une première cohorte d'étudiants en médecine pourrait faire son entrée en Outaouais à l'automne 2010. Les médecins omnipraticiens pourraient débiter leur pratique sept ans après leur arrivée sur les bancs d'école et ainsi aider à soulager la pénurie de médecins qui sévit dans la région.

Grâce à l'implantation d'une faculté satellite de médecine, la formation des médecins se ferait entièrement en Outaouais.

Les cours théoriques seraient offerts à l'UQO et la formation clinique serait dirigée vers les établissements de santé régionaux, avait précisé Jean Vaillancourt.

Le recteur avait également indiqué que l'éventuel partenariat avec l'Université McGill permettrait de former des médecins spécialistes.

Les dirigeants des deux universités discutaient alors des spécialisations qui pourraient être offertes afin de répondre aux besoins les plus criants en Outaouais.

Des facultés de médecine satellite existent déjà à Trois-Rivières et Chicoutimi.

## LE DEVOIR : Intérêts réclamés à tort pour des prêts - Québec devra rembourser jusqu'à 30 millions à 80 000 étudiants - Édition du mardi 03 juin 2008

Stéphane Baillargeon

Il aura fallu dix ans et un jugement de la Cour suprême pour que commence le remboursement des intérêts payés en trop par des étudiants québécois. Au total, l'opération amorcée hier vise la distribution de 30 millions à environ 80 000 personnes ayant fréquenté les cégeps et les universités du Québec en 1997 et 1998.

Mieux: la rétrocession ne nécessite que quelques clics sur le site de l'Aide financière aux études ([afe.gouv.qc.ca](http://afe.gouv.qc.ca)). Il suffit de s'inscrire pour voir automatiquement calculer le montant dû. Les chèques suivent après environ une semaine. Aucun document n'est exigé, le gouvernement ayant en main toutes les pièces nécessaires.

« Il faut que le dernier contrat d'emprunt date d'avant le 30 juin 1997 ou le 30 avril 1998, avec des calculs différents de remboursement dans les

deux dates, explique Me Harry Dikranian, qui a déposé les poursuites. Les études peuvent donc avoir commencé quelques années auparavant ou s'être terminées après, en 1999 ou 2000 par exemple. »

### Période de grâce

La décision gouvernementale de ne plus respecter la période de grâce de sept mois prévue par la loi a entraîné le paiement de millions de dollars supplémentaires en intérêts. Harry Dikranian, tout juste diplômé de droit à l'université McGill, a entrepris le recours collectif en 1999. Il aura fallu une dizaine d'années pour remporter la bataille, avec un arrêt crucial en Cour suprême en 2005.

Les avocats ont ensuite négocié la mécanique simplifiée de distribution des fonds. Seulement, pourquoi ne pas tout simplement distribuer les chèques aux anciens étudiants, ce qui s'avérerait

encore plus simple et plus juste? « C'est une excellente question, répond Me Dikranian. Nous avons obtenu gain de cause sur le principe en décembre 2005. Nous négocions la distribution depuis et nous avons demandé sans succès au gouvernement d'envoyer les chèques tout simplement. » Il est prévu que le Vérificateur général surveille l'application du jugement.

### La vaise des millions

Le jugement profite beaucoup aux avocats. Le cabinet Sternthal Katznelson Montigny (SKM) pourrait empocher 20 % de la manne, soit 6 millions.

Le partage laisse théoriquement environ 24 millions aux étudiants lésés qui feront la demande des compensations. En moyenne, chacun recevra 375 \$.



Ce qui n'est pas une fortune, alors que multiplié par 80 000, le magot collectif aurait pu servir une bonne cause, par exemple à établir une fondation distribuant des bourses aux nouveaux étudiants, même aux futurs avocats, non? Cette fois Me Dikranian explique que la loi des recours collectif ne prévoit que des dédommagements individuels.

«Nous avons envisagé de distribuer une partie des sommes aux associations étudiantes qui nous ont appuyés au début de la poursuite, dit-il. Le problème, c'est qu'il faut fonctionner par distribution individuelle des fonds. Cet argent a été pris dans la poche des étudiants et doit y retourner.»

Libre ensuite à chacun de redonner généreusement les dollars inattendus. Me Dikranian lui-même annonce qu'il va remettre son chèque à la faculté de droit de son université. «C'est là que j'ai appris les principes de droits que j'ai fait respecter. Mais si les autres veulent aller souper en famille avec leur chèque, c'est leur affaire...»

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Des étudiants lésés par Québec pourront récupérer 30 millions – Mardi 03 juin 2008

### Des étudiants lésés par Québec pourront récupérer 30 millions

PC | Les 80 000 étudiants qui avaient eu recours au Régime des prêts et bourses de Québec en 1997 et 1998 peuvent espérer recevoir de l'argent, alors qu'un remboursement de 30 M\$ est disponible à la suite d'un recours collectif intenté contre Québec pour des intérêts payés en trop.

Depuis lundi, les étudiants qui ont signé leur contrat de prêt en 1997 et 1998 peuvent espérer un remboursement moyen d'environ 375 \$. Le montant à être remboursé varie selon la valeur du prêt. Pour obtenir le remboursement, ils doivent s'enregistrer via Internet au site web de

l'Aide financière aux études du ministère de l'Éducation.

Le montant du remboursement est calculé automatiquement et, une fois celui-ci accepté par l'étudiant, un chèque est expédié en moins d'une semaine.

## 24 HEURES : Couverture - À la suite d'une longue bataille avec le gouvernement : 80000 étudiants se partageront 30 millions \$ - Mardi 03 juin 2008



### À LA SUITE D'UNE LONGUE BATAILLE AVEC LE GOUVERNEMENT

# 80 000 étudiants se partageront 30 millions \$

Quelque 80 000 étudiants qui ont eu recours au Régime des prêts et bourses en 1997 et 1998 peuvent espérer obtenir un remboursement pour des intérêts payés en trop.

En effet, à la suite d'une longue bataille qui aura duré dix ans, la Cour suprême du Canada a tranché en faveur du dédommagement des étudiants des cégeps et universités ayant payé en trop des intérêts chargés par le ministère de l'Éducation avant le 30 avril 1998. C'est Harry Dikranian, un diplômé en droit de l'Université McGill qui est à l'origine de ce recours collectif. Il avait entrepris cette procédure après avoir payé des intérêts facturés illégalement. Il aura fallu dix ans au cabinet Sternthal Katznelson Montigny, et un passage devant la Cour suprême

pour remporter cette longue saga juridique.

Ainsi, les étudiants qui ont signé leur contrat de prêt en 1997 et 1998 peuvent espérer obtenir un remboursement d'environ 375 \$ chacun. La somme à être remboursée varie selon la valeur du prêt. Pour obtenir le remboursement, les étudiants lésés doivent s'enregistrer sur le site Web de l'Aide financière aux études du ministère de l'Éducation. Le montant du remboursement est calculé automatiquement et, dès que celui-ci est approuvé par l'étudiant, un chèque est expédié en moins de sept jours.

Les étudiants concernés seront informés par un avis qui sera expédié à leur dernière adresse connue.



(JCG) Les étudiants ont gain de cause face au gouvernement du Québec.

## MÉTRO : Couverture : Recours collectif de 30 M\$ : Québec rembourse 80000 étudiants – Mardi 03 juin 2008

Recours collectif de 30 M\$

# Québec rembourse 80 000 étudiants

MARIE-ÈVE SHAFER  
me.shaffer@journalmetro.com

**JUSTICE.** Près de 80 000 anciens étudiants pourront recouvrer les intérêts que le gouvernement leur a facturés illégalement sur leur prêt étudiant à la fin des années 1990, en effectuant une demande de remboursement en ligne. «Des réclamations individuelles, où chaque personne fait sa réclamation en ligne», je n'ai jamais vu cela», a fait part M<sup>re</sup> Guy St-Germain du cabinet Sternthal Katznelson Montigny qui a mené à terme le recours collectif. Les anciens étudiants qui ont

### En ligne seulement

Les anciens étudiants du cégep et de l'université qui ont droit à un remboursement doivent consulter le site [www.afe.gouv.qc.ca](http://www.afe.gouv.qc.ca). Il suffit de cliquer sur «Votre dossier en direct» et choisir l'option «Recours collectif Prêts étudiants 1997-1998». Aucun document ou preuve écrite n'est exigé.

contracté un prêt avant le 30 juin 1997 ou le 30 avril 1998 et qui ont terminé leurs études après ces dates se partageront 30 M\$. Chacun s'en tirera avec un remboursement variant de 375 à 400 \$,

selon le montant de leur prêt. «La réclamation se fait uniquement en ligne, sur internet», a précisé M<sup>re</sup> St-Germain.

**Un recours collectif de 10 ans** C'est Harry Dikranian, fraîchement diplômé en droit de l'Université McGill, qui a déposé une demande de recours collectif en 1998. Le jeune avocat s'est rendu compte que des intérêts étaient facturés trop tôt sur son prêt étudiant. Son contrat spécifiait pourtant que les intérêts seraient facturés seulement après une période de grâce de sept mois. Les institutions financières ont

commencé à prélever des intérêts plus tôt que prévu puisque Québec a modifié son programme de prêts et bourses. En 1997, la période de grâce a été réduite à six mois et l'année suivante, elle a été complètement supprimée.

À l'emploi depuis peu au cabinet Sternthal Katznelson Montigny, M. Dikranian a consulté ses nouveaux collègues, dont M<sup>re</sup> St-Germain. Avec l'équipe du cabinet, ils ont porté l'affaire devant la Cour suprême, où ils ont remporté une victoire décisive en 2005, après avoir essuyé deux refus en Cour supérieure et en Cour d'appel.

## RADIO-CANADA : Montréal / Recours collectif : Québec doit 30 millions aux étudiants - Mise à jour le lundi 2 juin 2008 à 15 h 49



Les étudiants remportent une bataille qui dure depuis près de 10 ans contre le gouvernement du Québec. Quelque 80 000 étudiants qui ont eu recours au Régime de prêts et bourse en 1997 et 1998 peuvent espérer recevoir un remboursement pour des intérêts payés en trop. Le remboursement collectif, d'une valeur de 30 millions de dollars, sera divisé entre les 80 000 étudiants selon le montant du prêt. Le remboursement moyen est d'environ 375 \$.

Les étudiants ayant participé au régime en 1997 et 1998 doivent remplir le formulaire sur le site web de [l'Aide financière aux études du ministère de l'Éducation](#). Le montant du remboursement est calculé automatiquement et le chèque est expédié en moins d'une semaine lorsque le règlement est accepté par l'étudiant. Un diplômé en droit de l'Université McGill, Harry Dikranian, est à l'origine de ce recours collectif. Il a entrepris la procédure après avoir payé des

intérêts facturés illégalement. Il aura fallu 10 ans au cabinet Sternthal Katznelson Montigny, et un passage devant la Cour suprême du Canada, pour remporter la bataille juridique contre Québec. Le cabinet touchera 20 % du total du montant réclamé par les étudiants, une somme qui pourrait atteindre 6 millions de dollars si les 30 millions étaient réclamés en totalité.

## **RADIO-CANADA : Montréal / Université McGill : La grève des chargés de cours inquiète - Mise à jour le lundi 2 juin 2008 à 11 h 50**

Les étudiants de premier cycle de l'Université McGill exhortent l'administration de l'établissement à négocier de bonne foi avec les chargés de cours. Ces derniers sont en grève depuis six semaines.

Les étudiants sont inquiets des répercussions que risque d'avoir la grève des auxiliaires d'enseignement sur la qualité de la formation. L'Association

étudiante de l'Université McGill, qui représente 19 000 étudiants, juge les revendications des chargés de cours raisonnables dans leur ensemble et estime qu'elles auraient pour effet d'améliorer la qualité de la formation à l'Université McGill.

Les 2000 chargés de cours de l'institution montréalaise accusent la direction de refuser de négocier le renouvellement de leur convention collecti-

ve échue depuis l'été dernier. Ils se disent prêts à faire la grève tant que l'Université ne reviendra pas à la table de négociation.

Les chargés de cours ont rejeté l'offre globale de la direction de l'Université au début du mois de mai. Ils réclament des augmentations de salaire et un nombre maximal d'étudiants dans leurs groupes.

## **RADIO-CANADA : Est du Québec / Technologie forestière : Soupir de soulagement à Baie-Comeau - Mise à jour le lundi 2 juin 2008 à 11 h 35**

Le cégep de Baie-Comeau pourra maintenir une partie de son programme de Technologie forestière l'automne prochain. Le ministère de l'Éducation financera une partie de la formation même si le nombre minimal de 10 inscriptions n'a pas été atteint. Pour sauver le programme, le cégep de Baie-Comeau a conclu une entente avec celui de Rimouski.

Les étudiants de la Côte-Nord pourront suivre leur première année de formation dans la région, mais

la poursuivront par la suite à Rimouski. La directrice générale du cégep de Baie-Comeau, Danielle Delorme, explique que le département de Technologie forestière a dû s'ajuster à cette nouvelle réalité.

Les étudiants qui partiront terminer leur diplôme d'études collégiales (DEC) à Rimouski pourront recevoir une aide financière de 2500 \$ par session pour le remboursement d'une partie de leurs frais de subsistance. Sans cette collaboration avec le

cégep de Rimouski, les six étudiants nouvellement inscrits au programme auraient dû s'exiler pour trois ans au risque de ne pas revenir dans la région, souligne Mme Delorme.

Le partenariat avec le cégep de Rimouski est d'une durée de trois ans. Le temps, espère-t-on, que les perspectives d'une carrière dans la forêt s'améliorent. En ce moment, un seul étudiant chemine en 3e année de Technologie forestière à Baie-Comeau.

## **CYBERPRESSE : Des étudiants lésés pourront récupérer 30 millions \$ - Le lundi 02 juin 2008**

Presse Canadienne, Montréal

**Les 80 000 étudiants qui avaient eu recours au Régime de prêts et bourse de Québec en 1997 et 1998 peuvent espérer recevoir de l'argent, alors qu'un remboursement de 30 millions \$ est disponible à la suite d'un recours collectif intenté contre Québec pour des intérêts payés en trop.**

Depuis lundi, les étudiants qui ont signé leur contrat de prêt en 1997 et 1998 peuvent espérer un remboursement moyen d'environ 375 \$. Le montant à être remboursé varie selon la valeur du prêt. Pour obtenir le remboursement, ils doivent s'enregistrer via Internet au site web de l'Aide financière aux études du ministère de l'Éducation.

Le montant du remboursement est calculé automatiquement et, une fois celui-ci accepté par l'étudiant, un chèque est expédié en moins d'une semaine.

La procédure de réclamation de recours collectif survient à la suite d'une décision de la Cour suprême du Canada en faveur du dédommagement des étudiants des cégeps et universités ayant payé en trop des intérêts chargés par le ministère de l'Éducation avant le 30 avril 1998. Les étudiants seront informés par un avis qui sera envoyé à la dernière adresse connue.

Harry Dikranian, un diplômé en droit de l'Université McGill ayant payé des intérêts facturés illégalement, a entrepris le recours collectif en 1999.

Il aura fallu au cabinet Sternthal Katznelson Montigny près de 10 ans pour remporter la bataille. La firme touchera des honoraires de 20 pour cent sur le total du montant réclamé par les étudiants.

Si jamais le 30 millions \$ était réclamé en totalité, la firme d'avocats toucherait donc des honoraires de 6 millions \$.

Le Vérificateur général du Québec devra faire rapport pour indiquer si le remboursement obtenu à la suite du recours juridique a été fait dans les règles du jugement.

## **LE DEVOIR : Libre opinion - Les jugements d'Ernst & Young sur l'UQAM, par Claude Corbo, Recteur de l'UQAM - Édition du lundi 02 juin 2008**

Le récent rapport de la firme Ernst & Young sur la situation financière de l'UQAM et les jugements qu'il formule, tel que cela a été évoqué dans Le Devoir du 29 mai 2008, appellent certaines mises au point:

- ✓ Jamais la firme n'a jugé bon de permettre au conseil d'administration ni à la direction de l'UQAM de prendre connaissance du projet de rapport en préparation et de formuler des commentaires. Quand on veut lancer des jugements de cette nature, l'équité naturelle et la simple courtoisie commandent de laisser au futur intimé l'occasion de s'expliquer.
- ✓ La direction de l'Université du Québec (UQ), qui a commandé le rapport, n'a pas non plus jugé nécessaire de prévenir l'UQAM de la teneur de ce document avant sa transmission pour la réunion de l'Assemblée des gouver-

neurs de l'UQ prévue pour le 22 mai 2008. En fait, le document a été reçu par courriel, dans un ensemble de documents, vers 16 h 40 le vendredi 16 mai, veille d'un long congé. Ce n'est donc que le 20 mai que la direction de l'UQAM a pu en prendre connaissance. La direction de l'UQ n'a pas déployé de zèle indu pour fournir à l'UQAM un préavis au sujet du document

✓ Le 22 mai 2008, l'Assemblée des gouverneurs a pris connaissance du document, n'a formulé aucun avis particulier et a adopté, à l'unanimité, le budget présenté comme provisoire par le conseil d'administration de l'UQAM.

✓ La gouvernance actuelle de l'UQAM s'effectue selon la Loi de l'Université du Québec. Si Ernst & Young la juge déficiente, il devrait s'adresser à la ministre responsable.

✓ Au chapitre des réalisations de la nouvelle direction de l'UQAM, que j'assume depuis janvier dernier, soulignons qu'elle a mis au point un budget révisé pour 2007-2008 réalisant les prévisions de la première année du plan de redressement. Elle a de plus terminé, le 4 mars 2008, un dossier du plan de redressement avec la collaboration de PricewaterhouseCoopers, et ce, en même temps qu'elle a dû composer avec une grève d'une partie des associations étudiantes.

Ajoutons que la direction a conclu avec le Syndicat des chargées et chargés de cours une prolongation de trois ans de la convention collective sans coûts supplémentaires. Par ailleurs, elle a préparé un budget 2008-2009 comportant un déficit de 0,9 M \$ au fonctionnement (sur 355 M \$), avant frais financiers dus au dérapage immo-

bilier, et incorporant toutes les mesures du plan de redressement ne requérant pas de négociations avec des tiers. Enfin, la direction a fermé des entreprises auxiliaires déficitaires dans le respect des droits des personnels touchés.

**Pas besoin de consultants!**

On prend bonne note du jugement d'Ernst & Young au sujet d'un plan de retour à l'équilibre, selon lequel l'UQAM «n'a pas toutes les ressources ni l'expertise requises pour mener à bien un tel projet seule». Si l'UQAM manque de quelque

chose pour revenir à l'équilibre budgétaire, ce n'est pas de consultants qu'elle a besoin.

En effet, comme l'ont dit PricewaterhouseCoopers et le Vérificateur général du Québec, l'UQAM ne peut se sortir seule du bourbier financier dans lequel elle est plongée. Ce sont les frais financiers qui l'étouffent, et c'est pour cette raison qu'elle demande l'aide du MELS. Elle a fait, à ce stade-ci, tout ce qu'elle pouvait pour atteindre l'équilibre budgétaire, sans frais financiers, et c'est un déficit de moins de un million que l'UQAM a présenté.

Depuis le début de la crise, l'UQAM a coupé son budget de plus de 10 % et a déposé un plan pour revoir sa programmation, pour revoir ses façons d'être et de faire, etc. Il y a des limites à ce qu'elle peut faire seule.

En attendant, en laissant Ernst & Young à son humeur chagrine, l'UQAM, sa communauté, son conseil d'administration et sa direction continueront à faire preuve de responsabilité pour ce qui relève de leurs champs de compétence en demandant que ses partenaires fassent de même, dans le respect de sa mission académique.

**LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Étude : Sources de la croissance du nombre de titulaires de diplôme dans les régions urbaines et rurales du Canada – 1996-2001 – Lundi 02 juin 2008**

Les diplômés universitaires sont plus nombreux et leur nombre croît plus rapidement dans les grandes villes que dans les petites villes et les régions rurales, selon un nouveau document de recherche.

En outre, l'étude «[Les villes et la croissance : croissance du capital humain migratoire et in situ](#)» montre que les taux élevés d'obtention d'un diplôme dans les populations des villes s'expliquent par la capacité des villes d'attirer des titulaires de diplôme et par les taux plus élevés d'obtention d'un diplôme dans les populations des grandes villes.

En s'appuyant sur les données tirées des recensements de 1996 et de 2001, les auteurs de l'étude ont examiné l'importance relative de deux sources de croissance du capital humain, soit les flux migratoires nets, tant intérieurs qu'étrangers, et les taux plus élevés d'obtention d'un diplôme dans les populations des résidents des villes.

Selon le document, ces deux sources sont importantes. Le taux relativement élevé de croissance du nombre de titulaires d'un diplôme universitaire dans les villes est le résultat des flux migratoires nets. Toutefois, la principale source est le taux plus élevé d'obtention d'un diplôme dans les villes.

**Les taux d'obtention d'un diplôme augmentent avec la taille de la ville**

Il existe un lien étroit, positif et constant entre la population d'une région métropolitaine et la part de sa population âgée de 15 ans et plus que représentent les titulaires d'un diplôme universitaire.

En 2001, 7 % en moyenne des habitants des régions rurales avaient un diplôme universitaire. Cette part était plus grande, soit d'environ 10 %, dans les petites régions urbaines comptant entre 10 000 et 99 999 habitants, et encore plus importante, à un peu moins de 15 %, dans les régions urbaines de taille moyenne comptant entre 100 000 et 499 999 habitants.

Dans les grandes régions métropolitaines, c'est-à-dire celles comptant plus de 500 000 habitants, les titulaires d'un diplôme représentaient le cinquième (20 %) de la population.

L'étude a permis de déterminer que la présence en grand nombre de titulaires d'un diplôme dans les grands centres urbains est associée à la capacité de ces derniers d'attirer et de produire des titulaires d'un diplôme.

En 2001, un jeune vivant dans une grande région urbaine était deux fois plus susceptible d'obtenir un diplôme qu'un jeune vivant dans une région rurale.

Dans les grandes régions urbaines, 12,7 % des jeunes adultes âgés de 20 à 24 ans étaient titulaires d'un diplôme universitaire, soit plus de deux fois la proportion de 5,8 % enregistrée dans les régions rurales.

La concentration géographique des titulaires d'un diplôme est importante pour deux raisons. D'une part, il est de plus en plus évident que les villes où la présence de titulaires de diplôme est relativement importante connaissent en moyenne une croissance subséquente de l'emploi plus forte.

D'autre part, il existe des preuves convaincantes en France, aux États-Unis et au Canada que jusqu'à la moitié de la différence dans les niveaux de rémunération entre les régions urbaines et les régions rurales est attribuable à la concentration de travailleurs. Cela est particulièrement vrai dans les grandes villes qui ont fait des investissements significatifs dans le capital humain grâce à l'éducation.

**Les migrations interne et internationale favorisent les grands centres urbains**

Les rôles relatifs des flux migratoires internes et internationaux varient en fonction des régions urbaines et rurales.

Dans le cas des grandes régions urbaines, les flux migratoires nets en provenance d'autres régions du Canada jouent un rôle relativement petit. Dans les grandes villes, environ 8 % de la hausse nette du nombre de titulaires d'un diplôme entre 1996 et 2001 a été le résultat de l'afflux en provenance de régions urbaines et rurales plus petites au Canada.

À l'extérieur des grands centres urbains, la migration interne joue un rôle beaucoup plus important. Toutes les catégories de régions urbaines et rurales perdent des titulaires d'un diplôme au profit des grands centres urbains. Par exemple, le nombre de titulaires d'un diplôme dans les petites régions urbaines a augmenté de 55 780 entre 1996 et 2001, en dépit d'une perte nette de 12 550 titulaires d'un diplôme par suite de la migration.

Du point de vue de ces petites régions urbaines, il s'agit de flux relativement importants qui réduisent considérablement le nombre de titulaires d'un diplôme, particulièrement chez les jeunes.

L'immigration contribue de façon importante à la croissance dans les grands centres urbains. L'immigration nette représente en moyenne 42 % de l'augmentation du nombre de titulaires d'un diplôme. À l'extérieur des grands centres urbains, l'immigration contribue dans une mesure beaucoup moins grande à l'augmentation du nombre de titulaires d'un diplôme et, en général, ne compense pas la perte de titulaires d'un diplôme attribuable à la migration interne.

Ainsi, les hausses nettes du nombre de titulaires de diplôme dans ces petites régions urbaines et rurales étaient attribuables à la capacité de ces régions de produire des titulaires d'un diplôme dans leurs propres populations.

**Le taux d'obtention d'un diplôme est plus élevé chez les jeunes des grands centres urbains**

Le lieu de résidence a un effet important sur la probabilité qu'un jeune obtienne un diplôme universitaire.

Dans le cas des jeunes adultes âgés de 22 à 24 ans qui résidaient dans une grande région urbaine en 1996, 12,7 % ont obtenu un diplôme universitaire. Cette proportion passe à 12,1 % pour les régions urbaines de taille moyenne, à 8,9 % pour les petites régions urbaines et à 5,8 % pour les régions rurales.

Le modèle de base se maintient même lorsque des âges différents sont utilisés, en tenant compte de l'âge auquel les jeunes sont susceptibles de toujours fréquenter l'école secondaire, ainsi qu'une série d'autres facteurs contrôlés.

Le rôle des migrations interne et internationale consiste à renforcer cette tendance en matière d'obtention d'un diplôme.

Le document de recherche «[Les villes et la croissance : croissance du capital humain migratoire et in situ](#)», qui fait partie de la collection *L'économie canadienne en transition*, n° 19 ([11-622-MIF2008019](#), gratuit), est maintenant accessible sur notre site Web. À partir de la page d'accueil, cliquez sur *Publications*, puis sur *Études*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au 613-951-8588, Division de l'analyse microéconomique.

**Composantes de l'augmentation du nombre de titulaires d'un diplôme, selon la catégorie de régions urbaines et rurales, 1996 à 2001**

Région urbaine et rurale	Variation de 1996 à 2001	Composantes		
		Migration nette	Immigration nette	Croissance interne
		titulaires d'un diplôme		
<b>Canada</b>	<b>669 230</b>	<b>0</b>	<b>228 490</b>	<b>440 740</b>
Grande	497 780	38 230	209 160	250 390



Moyenne	67 980	-23 830	12 800	79 010
Petite	55 780	-12 550	4 660	63 670
Rurale	47 690	-1 850	1 870	47 670

## THE GAZETTE : Students teach province a valuable lesson : Must refund interest charged on loans – Saturday, may 31, 2008

JULIA KILPATRICK, THE GAZETTE

### Who is eligible for compensation?

Anyone who obtained their last Quebec student loan before April 30, 1998, and has since completed their studies.

If you're eligible, visit [afe.gouv.qc.ca](http://afe.gouv.qc.ca) or call 1-866-584-3979.

To learn more about the case, visit <http://www.skm.ca>

### Loan statistics at a glance

159,956: Number of post-secondary students receiving government loans in 1997-1998.

\$3,317: Average amount borrowed for one year of post-secondary education in 1997-1998.

\$530.5 million: Total amount lent to post-secondary students by Quebec in 1997-1998.

65,582: Number of students required to repay loans in 1997-1998.

\$9,751: Average amount requiring payment.

AIDES FINANCIÈRES AUX ÉTUDES, RAPPORT STATISTIQUE 1997-1998

The Quebec government will soon start cutting cheques for as many as 80,000 former students who were charged too much interest on their student loans.

In December 2005, the Supreme Court of Canada ruled that the government had violated the rights of students by reducing and later eliminating the delay period before students were required to pay interest on their loans.

Harry Dikranian, a Montreal-based corporate lawyer, launched the class-action suit over \$308.53 in interest payments he made after graduating from McGill University's law program.

Until 1997, the government would pay the interest on outstanding student loans for seven months after the end of the semester. But by May 1998, the National Assembly had eliminated the grace period.

That decision left students like Dikranian in the lurch. When he went to pay off his loan at the end of the exemption period, he was surprised to learn that the bank had already begun charging interest on the account.

"I was told there was nothing they could do," Dikranian recounted. He paid off the loan and the extra interest, and sent a letter to the government explaining that he was paying "under protest."

Dikranian wasn't alone. An employee at the Student Financial Aid office told Dikranian that students across the province had been complaining about the extra charges, and suggested they should organize.

"We didn't know the numbers at the time," Dikranian said. "I thought about just going to small claims court, but we were just taught that we have rights and we should do what we can to defend them."

So Dikranian decided to challenge Quebec in a \$30-million suit that has set an important precedent for how the province makes changes to loan contracts.

The case went to the Supreme Court after the Quebec Superior Court and the Quebec Court of Appeal upheld the government's right to change the rules.

Supreme Court Justice Michel Bastarache, who wrote the ruling in Dikranian's favour, said the loan agreement is a contract between the student and the financial institution. As such, he wrote, the government violated the rights of the students by changing the interest obligation in the contract through a legislative amendment.

Starting Monday, affected students can register online to receive compensation. They can expect to be reimbursed for the interest they paid during the contractual exemption period, as well as the interest on that amount for the years that have passed since the rules changed.

Dikranian estimates that the average payout will be \$375 to \$400, with 20 per cent going to his law firm and two per cent to the provincial class-action fund, which helped to pay for the case. Dikranian plans to donate his payout to the McGill Faculty of Law.

"The idea was not one of attaining a windfall, but of righting a wrong," Dikranian said.

"It certainly gives me a lot of faith in the system."

## LE DEVOIR : En bref - L'UdeM en vidéo - Édition du vendredi 30 mai 2008

Devoir Le

L'Université de Montréal annonce qu'elle est la première université canadienne à diffuser ses nouvelles sous forme de vidéos.

Depuis cette semaine, elle offre des reportages vidéo de trois minutes sur ses activités, «Forum en clips», réalisés par une journaliste du journal de l'université, Forum. Ces vidéos, qui portent sur les activités scientifiques, culturelles et sportives

de l'établissement ou qui tracent le portrait d'employés, de chercheurs, sont disponibles sur le site Internet de l'université ainsi que sur YouTube et iTunes U.

## CYBERPRESSE : Ernst & Young critique le plan de redressement de l'UQAM - Le jeudi 29 mai 2008

La Presse Canadienne, Montréal

**Une analyse comptable en arrive à la conclusion que le problème financier de l'UQAM demeure entier. Dans un document obtenu par le quotidien Le Devoir, la firme Ernst & Young juge que le plan de redressement de l'Université du Québec à Montréal n'est pas robuste et que son exécution est incertaine et fragile.**

Les comptables estiment que la gouvernance actuelle de l'UQAM nuit à sa capacité de s'extirper du gouffre financier causé par les ratés immobiliers

du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur. Ernst & Young estime que plusieurs éléments du plan demandent à être complétés, notamment l'échéancier et l'identification des responsables de son implantation. Le document a été présenté la semaine dernière à l'Assemblée des gouverneurs du réseau de l'Université du Québec.

Du côté de l'UQAM, on souligne l'importance du travail accompli à ce jour, alors que 150 mesures ont été mises en place touchant autant l'augmentation des revenus que la compression des dépenses.

La vice-rectrice à l'administration et aux finances, Monique Goyette, fait valoir qu'il y a des limites à ce qu'on peut demander à la communauté universitaire, expliquant que l'UQAM est là pour rendre des services.

Malgré les nombreuses mesures de redressement, l'UQAM estime qu'elle sera toujours aux prises avec un déficit annuel de 24,4 millions \$ en 2011-12, principalement en raison des frais financiers liés à la construction du Complexe des sciences et du projet avorté de l'îlot Voyageur.

## LE DEVOIR : Les experts critiquent le plan de redressement de l'UQAM - La gouvernance actuelle de l'université nuit à sa capacité de s'extirper du gouffre financier, selon les comptables - Édition du jeudi 29 mai 2008

Clairandré Cauchy, Kathleen Lévesque

La firme Ernst & Young rabroue l'Université du Québec à Montréal, jugeant que son plan de redressement «n'est pas robuste» et que «son exécution est incertaine et fragile». De surcroît, les comptables estiment que la gouvernance actuelle de l'UQAM nuit à sa capacité de s'extirper

du gouffre financier causé par les ratés immobiliers du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur.

C'est la conclusion à laquelle arrive la firme Ernst & Young dans un document dont Le Devoir a obtenu copie et qui a été présenté jeudi dernier à l'Assemblée des gouverneurs du réseau de l'Uni-

versité du Québec (UQ). À la lumière de cette analyse, les chefs d'établissement du réseau UQ ont refusé de considérer le document déposé par l'UQAM comme un plan de redressement.

D'entrée de jeu, l'analyse comptable constate que le problème demeure entier: «le plan de redressement ne prévoit pas de retour à l'équilibre».

C'était pourtant la commande de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, l'automne dernier.

En plus de ne pas atteindre l'objectif, l'UQAM est jugée sévèrement par Ernst & Young pour l'effort effectué jusqu'à présent. Les mesures mises de l'avant par l'UQAM sont encore à l'état de «pistes tout comme en juin 2007», peut-on lire dans le document daté du 22 mai. Plusieurs éléments du plan demandent à être complétés: «la documentation supportant la quantification des mesures», «l'échéancier détaillé d'implantation et d'exécution des mesures», «l'identification des responsables de l'implantation et du suivi des mesures» et «l'intégration des pistes de redressement identifiées dans un plan global».

À l'UQAM, on estime cette analyse quelque peu limitée. «Des comptables qui n'ont jamais travaillé dans le milieu universitaire ont peut-être besoin de plus de détails que d'autres personnes qui sont dedans», fait valoir la vice-rectrice à l'administration et aux finances, Monique Goyette, précisant que le budget de l'UQAM compte pas moins de 5000 postes différents, reliés les uns aux autres. Elle souligne l'importance du travail accompli à ce jour, alors que 150 mesures ont été mises en place touchant autant l'augmentation des revenus que la compression des dépenses.

«Oui, on s'est trompé sur le plan immobilier. Mais est-ce que l'UQAM est capable d'assumer et de rembourser elle-même l'ensemble de ses erreurs sans nuire à sa mission?», s'interroge Mme Goyette.

Si on ne s'en tenait qu'à une vision comptable, il faudrait retrancher 72,8 millions dans le budget

en 2011-12 pour revenir à l'équilibre. Cela équivaudrait à une diminution de la masse salariale de l'ordre de 20 %, explique Mme Goyette qui écarte ce scénario de Ernst & Young. La firme considère le renouvellement des conventions collectives comme une «opportunité» à saisir.

«Il y a des limites à ce qu'on peut demander à la communauté universitaire. On a déjà fait un effort de 30 millions par année, ce qui n'est pas cosmétique», rétorque l'argentière de l'UQAM.

#### Gouvernance

La structure même de l'UQAM constitue par ailleurs aux yeux des comptables un obstacle à la réalisation d'un plan de retour à l'équilibre. «Les cadres et membres du conseil d'administration auxquels [sic] la responsabilité incombe de mettre en place le plan de redressement sont les personnes mêmes qui en seront affectées au quotidien», écrivent les experts.

De plus, l'UQAM ne dispose pas, affirme-t-on dans le document, «de toute les ressources ni de l'expertise requise pour mener à bien un tel projet seule».

Ernst & Young reproche en outre à la direction de l'UQAM son manque de collaboration. La firme embauchée par l'UQAM pour l'accompagner dans ses démarches, PricewaterhouseCoopers, n'a eu qu'un accès partiel aux informations financières et au personnel de l'UQAM, selon la deuxième firme comptable mandatée par l'UQ. Déjà, en novembre dernier, PricewaterhouseCoopers soulignait la complexité du mode de gestion collégial de l'UQAM.

L'analyse de Ernst & Young s'inscrit dans la foulée du protocole convenu en septembre dernier entre

l'UQAM, l'UQ et la ministre de l'Éducation. Celui-ci prévoyait que l'UQAM et PricewaterhouseCoopers produiraient un plan de redressement qui serait ensuite analysé par Ernst & Young pour le compte de l'UQ. Le plan et l'analyse de l'UQ seraient ensuite transmis à un comité de sages où siège notamment la directrice de la Grande Bibliothèque, Lise Bissonnette. Le tout, dans l'espoir d'arriver à un plan final de redressement.

Or, Ernst & Young estime que seuls le gouvernement et l'UQ ont respecté les termes de l'entente jusqu'à ce jour, l'UQAM n'ayant pas fourni de plan de retour à l'équilibre budgétaire complet. Cela s'avère mission impossible aux dires de l'UQAM.

«On essaie de travailler avec le gros bon sens. [...] Oui, on peut équilibrer comme on le ferait dans une entreprise normale qui ferait des profits, mais l'UQAM est là pour rendre des services», laisse tomber Mme Goyette.

Le budget de fonctionnement pour l'année 2008-09 comporte un léger déficit de moins d'un million. Toutefois, le déficit s'emballa à 19,5 millions lorsqu'on additionne les frais financiers reliés aux dérapages immobiliers et aux subventions conditionnelles retenues par Québec. L'UQ, qui doit approuver le budget de l'UQAM, a plutôt donné jeudi dernier une autorisation de dépenses jusqu'en décembre prochain.

Malgré les nombreuses mesures de redressement, l'UQAM estime qu'elle sera toujours aux prises avec un déficit annuel de 24,4 millions en 2011-12, principalement en raison des frais financiers liés à la construction du Complexe des sciences et du projet avorté de l'îlot Voyageur.

## LE DEVOIR : L'UQ attend toujours le plan de redressement de l'UQAM - Édition du samedi 24 et du dimanche 25 mai 2008

Kathleen Lévesque

L'UQAM a beau estimer avoir entrepris avec force sa reconstruction, le réseau de l'Université du Québec considère qu'il ne s'agit pas pour autant d'un plan de redressement puisque l'équilibre budgétaire n'est toujours pas au rendez-vous.

Rassemblés jeudi, les dirigeants des universités, écoles et instituts qui composent le réseau de l'Université du Québec (UQ) ne se sont pas prononcés sur le plan de redressement que l'UQAM a déposé à son conseil d'administration au début du mois de mars. À la sortie de la réunion, aucun commentaire officiel n'a été émis sur «le plan de redressement qui n'en est pas un».

À l'UQAM, on ne s'offusque pas de la situation. «Même s'il n'est pas accepté formellement, on a déjà mis de l'avant des mesures de redressement. On n'a pas attendu. On a agi de façon responsable», a affirmé le directeur des communications, Daniel Hébert.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a exigé l'année dernière que l'UQAM mette tout en oeuvre afin d'éliminer les problèmes financiers liés à l'aventure immobilière du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur. Malgré les multiples essais et l'aide des comptables de PricewaterhouseCoopers, l'UQAM n'arrive pas à répondre à la commande ministérielle.

D'ailleurs, le budget adopté mardi dernier par le conseil d'administration de l'UQAM comporte un déficit de 19,5 millions pour l'année 2008-09. Si l'on exclut les frais financiers dus au dérapage immobilier, le déficit de fonctionnement n'atteint pas le million de dollars, sur un total de 355 millions. «La situation est sérieuse, mais elle est sur la bonne voie», a souligné M. Hébert.

Le budget de l'UQAM a été présenté à l'UQ. Pour la deuxième année de suite, l'assemblée des gouverneurs ne l'a pas approuvé dans son entièreté. Une autorisation de dépenses jusqu'à la mi-

décembre a été accordée à l'UQAM. Il s'agit d'une amélioration par rapport à l'année dernière, alors que l'UQAM avait reçu des autorisations de dépenser trimestrielles.

«On peut très bien s'accommoder d'un budget provisoire», a assuré Daniel Hébert, certain que les progrès majeurs de l'UQAM ont été pris en compte.

Cela dit, l'UQAM espère que le gouvernement du Québec lui viendra en aide. Déjà, la ministre Courchesne a annoncé que Québec prendra à sa charge l'îlot Voyageur. En adoptant une attitude studieuse qui a entraîné des compressions majeures au fil des mois, l'UQAM espère convaincre Québec de faire plus. En mars, la firme PricewaterhouseCoopers affirmait que, sans un soutien financier du gouvernement, la mission de l'UQAM et même «sa survie» pouvaient être compromises.

## LE DEVOIR : Budget 2008-09 - L'UQAM prévoit ramener son déficit à 19,5 millions - Édition du mercredi 21 mai 2008

Clairandré Cauchy

L'opération minceur se poursuit à l'Université du Québec à Montréal. Le budget pour l'année financière 2008-09 proposé par la direction de l'UQAM comprend des compressions additionnelles, notamment des coupures de postes ainsi qu'une réduction des primes de départ à la retraite et des allègements de tâches d'enseignement pour les professeurs qui dirigent des centres de recherche. Malgré cette nouvelle vague de compressions, l'UQAM prévoit conclure son année financière avec un déficit anticipé de 19,5 millions, selon les documents budgétaires dont Le Devoir a obtenu

copie. Celui-ci est toutefois principalement dû aux frais financiers sur les emprunts, puisque le déficit des opérations courantes devrait quant à lui être ramené à 900 000 \$.

L'ampleur du déficit projeté est néanmoins inférieure à ce que prévoyait en mars dernier le rapport de la firme comptable PricewaterhouseCoopers, soit 26,8 millions. L'écart s'explique en partie par des taux d'intérêt favorables, ce qui fait en sorte de réduire les frais financiers de près de quatre millions.

Outre les mesures de redressement appliquées l'an dernier (18,5 millions), le budget prévoit la

reconduction des compressions temporaires imposées en 2007-08, de l'ordre de 2,9 millions, l'abolition de 20 postes par attrition, ce qui correspond à un million de dollars, et de nouvelles mesures de redressement, qui restent à être négociées, devant générer des économies de 2,6 millions.

Parmi ces «mesures à négocier», on retrouve la réduction des primes de séparation de 12 mois à 9 mois, la réduction de la masse salariale des cadres (300 000 \$) et la diminution du nombre de dégrèvements accordés aux professeurs qui dirigent un centre de recherche. Ces mesures «doivent se concrétiser d'ici le mois de décembre



2008 afin d'en assurer la mise en place et l'effet escompté», peut-on lire dans le document de présentation.

D'autres compressions sont à prévoir dans les départements académiques et pourraient survenir d'ici novembre, indique-t-on dans le document discuté hier soir au conseil d'administration. L'UQAM envisage par ailleurs la vente du centre écologique et de l'auberge La Huardière, située à Saint-Michel-des-Saints, qui servait notamment pour l'enseignement et pour des colloques ou des conférences.

Les frais afférents sont en outre indexés et de nouveaux frais institutionnels voient le jour, tels

ceux pour l'étude des dossiers d'équivalence, la révision de notes ou encore la révision d'une demande d'admission.

Au total, le déficit accumulé de l'UQAM devrait s'élever en juin 2009 à 90,8 millions, pour un endettement total de 394 millions. Le budget présenté hier exclut toutefois les frais engagés pour la construction avortée de l'îlot Voyageur, que le gouvernement du Québec a promis de prendre en charge.

Plusieurs éléments affectant le budget de l'université restent par ailleurs à négocier. Dans le sommaire qui accompagne le budget, Monique Goyette, vice-rectrice aux affaires administratives et

aux finances, fait état de la réalisation d'une entente avec les syndicats d'ici la fin décembre afin d'appliquer les mesures de redressement liées aux conditions de travail. Elle compte en outre sur une entente de principe avec Québec au sujet du plan de redressement définitif au cours de l'automne, et sur le versement «au plus tard à la fin de décembre» des subventions conditionnelles, qui totalisent 65 millions et engorgent la marge de crédit.

## LE DEVOIR : Pas d'entente avec les étudiants - L'UdeM sabre dans les activités parascolaires - Édition du mercredi 21 mai 2008

Clairandrée Cauchy

L'Université de Montréal met sa menace à exécution et sabre dans les activités culturelles parascolaires et dans l'action communautaire, faute d'un accord avec les associations étudiantes pour augmenter les frais afférents.

La direction de l'université a prévenu vendredi les cadres des services aux étudiants qu'on amputerait le budget du Service des activités culturelles et celui de l'Action humanitaire et communautaire de 350 000 \$ dès le 1er juin. Un autre 250 000 \$ sera également coupé au Centre sportif. Si les négociations entre la direction et les associations étudiantes, qui se poursuivent toujours, s'avéraient infructueuses, une autre tranche de 400 000 \$ pourrait être coupée à la session d'hiver, a-t-on indiqué à l'Université de Montréal.

«La planification de l'automne et l'engagement des surnuméraires se font pendant l'été. Nous sommes donc obligés de faire certaines compressions immédiatement, mais on laisse une chance à la négociation. [...] Les activités sont suspen-

dues et on espère qu'elles pourront reprendre à l'hiver», affirme Sophie Langlois, porte-parole de l'UdeM. La direction souhaite voir ces services financés entièrement par une augmentation de la cotisation étudiante, ce qui représenterait une hausse de cotisation de 30 \$, qui viendrait s'ajouter à l'augmentation de 50 \$ déjà prévue en vertu des nouvelles directives de la ministre de l'Éducation. Cette compression de 350 000 \$ signifie la fin des troupes de théâtre, de danse et des spectacles musicaux dans le cadre des activités parascolaires. Les cours ou ateliers qui ne nécessitent pas l'utilisation du centre d'essai (une salle d'environ 200 places), tels ceux de langue, de photo ou d'artisanat, sont pour l'instant maintenus.

Du côté de l'Action humanitaire et communautaire, on devrait préserver la campagne des paniers de Noël et la levée de fonds de Centraide. Ainsi, on mettrait fin aux services d'écoute active, de prévention du suicide, de jumelage linguistique, ou encore à l'organisation de semaines thématiques (interculturelle, prévention de la violence

dans les relations hommes-femmes, prévention du harcèlement, etc.) ainsi qu'à la tenue d'un bazar où les étudiants pouvaient se procurer des livres, des vêtements et des fournitures scolaires. La décision a fait bondir la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), qui refuse d'en porter l'odieux. «L'augmentation déjà prévue est suffisante pour assurer la survie des deux services. L'université a fait le choix de ne pas en faire une priorité et d'injecter plutôt cette somme dans les frais de gestion», déplore Francis Hogues, nouveau secrétaire-général de la FAECUM. Il juge que les deux services constituent des «activités essentielles» et entend poursuivre les négociations avec la direction dans l'espoir de relancer les activités parascolaires. La FAECUM éprouve cependant un malaise à l'idée que les étudiants en assument seuls le coût par des hausses de frais afférents supplémentaires.

## LE DEVOIR : 1ère page : Vive demande pour des écoles ethnoculturelles Projets d'école afrocentriste et de programme en études juives à Montréal - Édition du vendredi 16 mai 2008

Clairandrée Cauchy

La demande est vive pour des écoles visant une clientèle ethnoculturelle particulière à la Commission scolaire English-Montréal (EMSB). Outre le projet d'école secondaire afrocentriste qui devrait être déposé d'ici la fin du mois, le maire de Côte-Saint-Luc, Anthony Housefather, caresse l'idée de proposer une école secondaire offrant une concentration en études juives.

Déjà, deux écoles primaires de l'EMSB offrent des projets pédagogiques à caractère ethnoculturel, soit une sur la culture italienne et l'autre sur la culture juive.

Un comité formé de cinq commissaires de l'EMSB entendra les 26 et 27 mai les propositions pour la création d'écoles ou de concentrations à vocation particulière. Le maire de Côte-Saint-Luc entend profiter de l'occasion pour convaincre la commission scolaire anglophone de rouvrir une école secondaire à Côte-Saint-Luc.

«Il manque une école secondaire publique à Côte-Saint-Luc. Il y a plusieurs écoles privées, mais aucune publique. C'est quand même la troisième municipalité de l'île de Montréal», explique M. Housefather. Soulignant que la première communauté en importance à Côte-Saint-Luc est la communauté juive, il suggère d'offrir une concentration axée sur la culture juive et peut-être une autre axée sur la culture italienne, puisque les Italiens forment le deuxième groupe en importance. Une telle école ne serait cependant pas destinée seulement aux élèves d'origine juive ou italienne.

Le maire jongle aussi avec l'idée d'offrir des programmes enrichis ou encore des programmes sport-étude, en mettant à contribution l'aréna municipal situé à proximité ou en construisant une piscine sur le terrain adjacent à l'école secondaire Wagar, qui accueillait jusque dans les années 1990 les élèves du coin. La nature du projet pédagogique qui sera privilégié par la commission scolaire lui importe cependant peu, pourvu que l'école secondaire soit ouverte.

Il en va autrement pour un groupe réunissant différents organismes représentant la communauté noire, le Comité d'action pour la création d'une école afrocentriste, qui entend déposer une demande à la Commission scolaire English-Montréal lors des audiences du 27 mai prochain. Le projet s'inspire de l'expérience torontoise, où le Conseil scolaire a donné le feu vert en janvier dernier à une école alternative afro-canadienne, qui ouvrira ses portes en septembre 2009.

«Notre communauté est ici depuis très longtemps et, pourtant, c'est comme si on n'était jamais là. Notre histoire, notre implication, notre sacrifice, avec l'esclavage au Québec et au Canada, ne sont jamais reconnus. Il est difficile dans ces conditions de développer une fierté chez les jeunes», explique le président de la Ligue des Noirs du Québec, Dan Phillip.

Il souligne que le taux de décrochage des jeunes Noirs, d'environ 50 %, est dramatique et que les difficultés économiques et sociales frappent davantage sa communauté, notamment en raison d'une forte proportion de familles monoparentales. Une école afrocentriste permettrait, selon M.

Phillip, d'enseigner davantage l'histoire des Noirs et d'organiser davantage d'activités parascolaires. Bien qu'elle vise en premier lieu les Noirs, une telle école pourrait aussi admettre des élèves d'autres origines, précise M. Phillip. L'activiste réfute les critiques voulant qu'on confine ainsi les jeunes Noirs à des ghettos: «On parle plutôt de donner une fierté à ces jeunes, de développer leur sentiment d'appartenance.»

### Déjà deux écoles primaires

La Commission scolaire English-Montréal s'abstient de se prononcer pour le moment sur la faisabilité ou la pertinence de telles écoles à vocation ethnoculturelle. «Pour le moment, on écoute et on pose des questions», fait valoir le porte-parole de l'EMSB, Michael Cohen.

La commission scolaire ne s'oppose cependant pas a priori au principe des écoles ayant un projet pédagogique lié à une communauté en particulier. En effet, il existe déjà deux écoles primaires de ce type au sein de la commission scolaire anglophone.

L'école primaire East Hill, à Rivière-des-Prairies, offre depuis l'an dernier un programme qui intègre 90 minutes par semaine de cours sur la culture et la langue italienne. L'école accueille une clientèle à 95 % d'origine italienne. Outre les cours en italien, la classe s'y déroule en français de la maternelle à la deuxième année, puis en anglais et en français par la suite.

Le scénario est semblable à l'école Royal Vale, qui offre un programme axé sur la culture juive. Notons cependant que seulement 40 % des élèves y sont d'origine juive. Ainsi, deux périodes par

semaine sont consacrées à l'étude de la culture juive (jewish heritage studies). Les élèves qui n'y sont pas inscrits ont quant à eux accès pendant cette période à un programme enrichi en littérature anglaise.

«Ces deux écoles sont très populaires. Des parents campent même dans la cour d'école au moment de l'inscription, ce qui est plutôt rare puisque notre commission scolaire a perdu quelque 800 élèves l'an dernier», précise M. Cohen.

#### Réaction

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Michèle Courchesne, on se montre prudent au sujet du

développement des écoles à vocation ethnoculturelle. On dit s'opposer à la création d'écoles qui seraient strictement réservées aux enfants d'une communauté en particulier. Cela dit, les écoles peuvent toutefois se doter d'un projet pédagogique particulier.

Le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent, qui défend depuis belle lurette l'école commune, s'inscrit quant à lui en faux contre de telles demandes. «On va avoir des écoles de toutes les catégories tantôt si on embarque dans un pareil repli identitaire», déplore M. Parent. Il souligne que des études américai-

nes ont montré récemment que les Afro-Américains ou les hispaniques réussissaient moins bien dans des écoles séparées.

Précisons que le projet de loi déposé mardi par la ministre de l'Éducation amendant la loi sur l'instruction publique sonnait le glas des contrats d'association entre les commissions scolaires et les écoles privées grecques. Cette disposition permettait de financer à 100 % les écoles privées Socrate et Démosthène plutôt qu'à 60 %. C'est d'ailleurs de la même disposition que voulaient se prévaloir les écoles privées juives en 2005.

## LE DEVOIR : Éducation - Montréal, zone sinistrée, dit la CSQ - Édition du vendredi 16 mai 2008

Clairandrée Cauchy

Montréal est une «zone sinistrée» en éducation, selon le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Réjean Parent. Le syndicaliste appuie ce constat alarmiste sur le fort taux de décrochage des jeunes, qui avoisine les 31 % (24 % au Québec), la désertion du système public par près du tiers des élèves du secondaire au profit du secteur privé (30 % comparativement à 20 % dans l'ensemble du Québec) et par la forte proportion d'élèves en difficulté.

La CSQ tenait hier soir le Rendez-vous de l'éducation de Montréal, soit un des derniers arrêts d'une tournée du Québec où les artisans du réseau de l'éducation réfléchissent sur l'état de l'éducation, tentant de dégager des pistes de solution.

«Il va falloir faire les vrais débats de société, arrêter de croire que les choses vont se régler en mettant la tête dans le sable et en occultant les moyens dont ne dispose pas le personnel de l'éducation», tonne M. Parent, qui a sillonné ces

dernières semaines les régions du Québec pour discuter, principalement avec ses membres, des enjeux de l'éducation.

La présidente du Syndicat des professionnels du milieu de l'éducation de Montréal (SPPMEM\_CSQ), Sophie Massé, fait observer que le défi de la scolarisation est d'autant plus important à Montréal en raison de la compétition féroce entre les secteurs public et privé, voire entre les écoles publiques. La proportion d'élèves en difficulté s'en trouve d'autant plus importante dans les écoles dites régulières. «Les ressources sont insuffisantes. On n'est pas capables de donner le service que les élèves [handicapés] avaient autrefois dans le milieu hospitalier», souligne Mme Massé.

Outre le manque de professionnels pour venir en aide aux élèves en difficulté, on souligne aussi les ressources déficitaires dans les services de garde et les bibliothèques scolaires.

La CSQ entend colliger les propos tenus au cours de la tournée cet été et discuter en août prochain

dans ses instances de propositions afin d'améliorer le système d'éducation. La centrale fera ensuite appel à d'autres acteurs socioéconomiques pour peaufiner sa réflexion au cours de l'automne. Mais déjà, certaines pistes se dégagent. On mentionne évidemment l'argent, le nerf de la guerre. Le syndicat estime qu'il manque 500 millions dans l'éducation primaire et secondaire, 300 millions au collégial et 400 millions à l'université.

On s'aventure aussi dans des avenues plus philosophiques. «On a le sentiment, dans le réseau public, d'être abandonnés. Il va falloir une stratégie de mise en valeur du réseau public», croit M. Parent.

Il réclame par ailleurs la fin du financement public des écoles privées, actuellement financées à 60 %. Même si une telle mesure n'apporterait pas nécessairement des subsides importants au réseau public, elle permettrait une meilleure mixité sociale, fait valoir M. Parent.

## CYBERPRESSE : Éducation: la CSQ inquiète de la situation à Montréal - Le jeudi 15 mai 2008

Presse Canadienne, Montréal

**La CSQ se dit inquiète de la situation de l'éducation sur l'île de Montréal et pointe Québec pour ses politiques qui ont pour effet de contrer les efforts pour améliorer l'école publique.**

Le constat fait par le président de la CSQ, Réjean Parent, se veut éloquent: bien que la population ait augmenté à Montréal au cours des dernières années, le nombre de jeunes inscrits en formation générale dans les écoles publiques francophones a

diminué de façon significative, alors que les écoles privées connaissent une hausse des inscriptions. Livrant le portrait de l'état de l'éducation sur l'île de Montréal, M. Parent souligne que l'école privée attirait 30 pour cent des élèves, seulement sur l'île de Montréal, en 2006.

Il pointe également du doigt le fait que le gouvernement du Québec finance les écoles privées jusqu'à hauteur de 60 pour cent à même les fonds publics. Il en conclut que l'État encourage financièrement la fragilisation du réseau d'éducation public.

Réjean Parent souligne que le décrochage est plus élevé à Montréal alors que le taux de diplomation est moins élevé que la moyenne provinciale.

Il rappelle également que les conditions de travail deviennent de plus en plus difficiles, non pas seulement à Montréal, mais également à travers la province.

Le président de la CSQ rappelle qu'il manque de personnel pour accomplir la tâche dans un nombre anormalement élevé d'écoles.

## LE DEVOIR : Médecine - McGill veut établir une faculté satellite à Gatineau - Édition du jeudi 15 mai 2008

Devoir Le

Québec -- L'université McGill projette de fonder une faculté satellite de médecine à Gatineau qui prendra, dans un premier temps, la forme d'un centre de formation voué à l'internat d'étudiants en médecine.

Cette faculté de médecine est un des éléments du Campus Santé que les milieux de la santé et de l'éducation de l'Outaouais tentent de créer, a souligné le p.-d.g. de l'Agence de la santé et des services sociaux de l'Outaouais (ASSSO), le Dr Guy Morissette. L'Université du Québec en Outaouais (OQO), le Cégep de l'Outaouais et les centres hospitaliers de la région seront mis à contribution.

L'affiliation à l'université McGill est commandée par le fait que la région de l'Outaouais fait partie du territoire du Réseau universitaire intégré de santé (RUIS) de McGill. En 2003, le ministère de la Santé et des Services sociaux a confié à chacun des quatre RUIS (université McGill, Université de Montréal, Université Laval et Université de Sher-

brooke) la responsabilité de desservir une partie du territoire québécois. Outre l'Outaouais, le RUIS McGill dessert le centre et l'ouest de l'île de Montréal, l'ouest de la Montérégie, l'Abitibi-Témiscamingue, les territoires cris, la Baie-James et le Nunavik, soit 23 % de la population québécoise, dont une bonne partie de francophones.

Le réseau de la santé de l'Outaouais ne parvient pas à répondre aux besoins de la population de la région. Selon Marthe Robitaille, de la Coalition Outaouais à l'urgence - phase 2, seulement les deux tiers des besoins sont comblés par le réseau québécois. Pour plusieurs traitements ou chirurgies spécialisées, les patients québécois sont transférés dans des hôpitaux d'Ottawa. En vertu d'ententes avec le gouvernement ontarien, le ministère de la Santé et des Services sociaux a versé 225 millions en trois ans au réseau de la santé de l'Ontario pour qu'il accueille des patients québécois.

Dans l'Outaouais perdure une grave pénurie d'infirmières et d'autres professionnels de la

santé. En juin 2007, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, a annoncé un train de mesures pour tenter de remédier partiellement à la situation. La création de ce Campus Santé vise à former, à compter de l'an prochain, un plus grand nombre de professionnels sur place de façon à améliorer leur rétention. «C'est un consortium intersectoriel qui mènera plusieurs projets de formation en santé. Ce n'est pas un campus physique», a précisé le Dr Morissette. On veut former des inhalothérapeutes, des physiothérapeutes et davantage d'infirmières et d'infirmières auxiliaires.

Pour la médecine, McGill entend doubler le nombre de médecins résidents dans l'unité de médecine familiale qu'elle chapeaute actuellement. Ils passeront de 10 à 20. Si tout va bien, dès 2009 on accueillera aussi de six à huit étudiants en 3e et en 4e année de médecine à des stages d'internat. À terme, au début de la prochaine décennie, on entend offrir les deux premières années de médecine et constituer ainsi une véritable faculté



satellite de médecine comme il en existe à Trois-Rivières et à Chicoutimi depuis quelques années. Selon le Dr Morissette, les cours se donneront principalement en français tandis que ce sont les médecins des deux centres hospitaliers de la région qui superviseront les stages. Certains cours pourront se donner en anglais, parce que 25 % de la population de la région est anglophone, a-t-il toutefois précisé.

Impératif français s'oppose à ce que la nouvelle faculté de médecine relève du RUIS de McGill. Ce mouvement de défense de la langue française souhaite que l'UQO crée de toutes pièces sa propre faculté. Impératif français note que le McGill University Health Center, de Montréal, a fait l'objet de plusieurs plaintes relativement au piètre usage du français par le personnel soignant.

Les services de santé ont constitué le principal enjeu de la dernière élection partielle dans Hull. Le candidat du Parti québécois, l'urgentologue Gilles Aubé, était, avant de se présenter à l'élection, membre de la Coalition Outaouais à l'urgence. Il appuie le projet de McGill.

## LA PRESSE : École afrocentriste à Montréal: le projet fait son chemin - Le jeudi 15 mai 2008

Isabelle Hachey, La Presse

**Adopté dans la controverse à Toronto, un projet d'école «afrocentriste» fait son chemin à Montréal. Des représentants de la communauté noire soumettront un projet d'école publique faisant une place importante à la promotion du patrimoine africain, le 27 mai, à la commission scolaire English-Montreal (CSEM).**

«La bataille vient de commencer. On y va étape par étape. La première, c'est de présenter le dossier à la CSEM et de là, voir si un dialogue est possible pour aller de l'avant avec le dossier», explique Vladimir Delva, intervenant au Centre d'union multiculturelle et artistique des jeunes, dans le quartier Ahuntsic.

De nombreuses rencontres ont eu lieu au cours des dernières semaines entre les représentants de la communauté noire montréalaise, qui ont décidé de faire converger leurs efforts dans une seule direction. Le nouveau Comité d'action pour la création d'une école afrocentriste à Montréal

regroupe entre autres Dan Philip, président la Ligue des Noirs, le révérend Darryl Gray, le Réseau des étudiants noirs de McGill, et le comité local du Millions More Movement, lié au leader noir américain Louis Farrakhan.

Ils exigent la création d'une école publique «inclusive», qui enseignerait le curriculum exigé par le ministère de l'Éducation, mais aussi la culture, l'histoire et les valeurs africaines.

Sans fermer la porte au projet, la CSEM se demande s'il est réalisable. «Ce n'est pas facile, dit le porte-parole, Michael Cohen. La commission scolaire de Toronto compte 150 000 élèves. Nous en avons 24 000. Est-ce suffisant pour créer une école de ce genre?»

À Toronto, l'école afrocentriste ouvrira ses portes en septembre 2009. Après quatre ans de débats acrimonieux, les membres de la commission scolaire ont voté en janvier à 11 contre 9 en faveur du projet. Là-bas, plusieurs craignent que cette initiative ne cause encore plus de ségréga-

tion en enfermant les élèves noirs dans une institution parallèle.

Au Québec, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a aussi exprimé des réserves. «Est-ce qu'il devrait y avoir des écoles publiques exclusivement pour des élèves de race noire? Je ne favoriserais pas une telle chose. Le vivre ensemble est très important pour moi, a-t-elle déclaré au Soleil de Québec, en février. Je ne vois pas comment on pourrait encourager une telle situation alors que nous prônons tout le contraire.»

Mais pour M. Philip, la peur de l'école-ghetto n'a «pas de fondements». L'école afrocentriste permettrait de redonner une fierté aux jeunes Noirs déconnectés de leur héritage culturel. Elle encadrerait mieux les jeunes et contribuerait à lutter contre le décrochage scolaire, qui frôle les 50% chez les élèves noirs au secondaire. «C'est pénible pour la communauté, dit-il. Beaucoup de gens n'ont pas d'espoir, pas d'avenir. Il faut trouver des solutions pour améliorer leur sort.»

## LE SOLEIL : Budget de fonctionnement 2008-2009 de l'Université Laval : la facture des étudiants grimpe - Le mercredi 14 mai 2008

**453,8 millions \$**  
de revenus

**452,4 millions \$**  
de dépenses

**1,4 million \$**  
de surplus affecté au déficit accumulé

**118,6 millions \$**  
de déficit accumulé au terme de l'exercice

### Retard dans les infrastructures

→ Comme bien des institutions publiques, l'Université Laval peine à rattraper ses infrastructures et doit reporter des travaux à plus tard. Les différents services ont fait pour 151 millions \$ de demandes qu'ils jugent importantes. L'Université parviendra à en financer pour à peine 36 millions \$ en 2008-2009. Aucun pavillon est non sécuritaire, assure le recteur, Denis Brière. L'Université Laval laissera quand même sur le carreau des projets comme l'installation de nouvelles bornes téléphoniques d'urgence extérieures sur le campus, l'éclairage dans les sentiers boisés derrière le pavillon Casault, le remplacement de vannes de coupure d'urgence sur le réseau de gaz propane et la mise aux normes des moyens d'évacuation au grand stade couvert.

Isabelle Mathieu

Isabelle Mathieu, Le Soleil Québec

**La facture des étudiants de l'Université Laval grimpera d'au moins 150 \$ pour la prochaine année scolaire. Et ce, même si les perspectives de recrutement sont bonnes.**

Le budget 2008-2009 déposé hier au conseil universitaire renfermait de bien mauvaises surpris-

ses pour les 35 000 étudiants de l'Université Laval.

En plus de la hausse annuelle de 100 \$ des frais de scolarité décrétée l'an dernier par le gouvernement provincial, les étudiants encaisseront une augmentation de 50 \$ des frais afférents, maintenant connus sous le vocable de «frais institutionnels obligatoires».

Ainsi, un étudiant québécois — la facture est plus salée pour les étudiants étrangers — qui payait 2257 \$ cette année pour étudier à temps plein devra déboursier 2407 \$ pour l'année 2008-2009. De plus, à partir de janvier, l'Université augmentera ses frais d'analyse du dossier d'admission.

La hausse annoncée de 102 \$ des frais technologiques avait soulevé la colère des étudiants cet hiver. La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, avait condamné cette facture qui ne respectait pas son cadre réglementaire.

Depuis, le ministère et l'Université Laval se sont entendus pour une augmentation annuelle de 50 \$ par étudiant, dont 25 \$ serviront à financer les frais de gestion des nombreux projets informatiques.

«Notre financement est sécurisé pour 10 ans pour ces projets, se réjouit le vice-recteur Éric Bauce. Et les étudiants vont payer beaucoup moins grâce à l'aide du gouvernement.»

Le MELS a accepté de verser une contribution deux fois plus élevée que prévue, soit 36 millions \$ en sept ans, pour aider l'Université Laval à

réaliser ses chantiers technologiques, évalués à 210 millions \$.

Le recteur Denis Brière en a assez de passer pour le méchant. «Avec la réglementation de la ministre, si la tendance se maintient, d'ici 2015, l'Université McGill va avoir eu 105 millions \$ de plus que l'Université Laval en frais afférents!» lance M. Brière.

Lorsqu'elle a bâti ses prévisions budgétaires, l'Université Laval anticipait une baisse de clientèle de 1 %. Mais les demandes d'admission pour l'automne, en hausse de 7 %, soit 14 000 étudiants potentiels, laissent présager de meilleurs jours.

«Si on avait seulement 2 % de plus, je serais bien content! dit le recteur, soulignant que chaque hausse de 1 % de l'effectif étudiant amène 3,5 millions \$ dans les coffres de l'Université.

### Toujours la plus endettée?

Pour la première fois en 10 ans, l'Université Laval investit pour réduire son déficit accumulé.

«C'est sûr qu'une réduction de 1,4 million \$ sur un déficit de 120 millions \$, ce n'est pas la fin du monde, convient Denis Brière. Mais on envoie un message et on est la seule université à le faire.»

D'ailleurs, ajoute le recteur, si Laval imitait les autres universités et retirait le déficit des régimes de retraite de sa dette, elle perdrait enfin son titre d'université québécoise la plus endettée.

## LE DEVOIR : En bref - UQAM: les chargés de cours signent - Édition du samedi 10 et du dimanche 11 mai 2008

Devoir Le

Le syndicat des chargés de cours de l'Université du Québec à Montréal (SCCUQ) a entériné hier une nouvelle convention collective, dont la durée s'étendra jusqu'en 2011.

Même si l'ancienne convention collective n'arrivait à échéance qu'à la fin de l'année, le SCCUQ a estimé l'offre patronale valable dans le contexte de la crise financière qui secoue l'UQAM. L'entente prévoit les hausses normales accordées par le

gouvernement, soit 2 % par année. La direction a cependant exigé une récupération de 150 000 \$ sur la masse salariale des chargés de cours. Le syndicat s'est engagé à trouver les mesures



## THE GAZETTE : Business school adapts to a multilingual world : "Trilingual program has proved to be a winning formula.", by PEGGY CURRAN, on universities – Saturday, May 10, 2008

In the global marketplace, English isn't just the language of business anymore. Now it's the language of business schools.

From Madrid to Seoul, from Copenhagen to Abu Dhabi, English is the language of instruction – alone or shared – for 3,300 programs, most of them at the graduate level, at 1,700 universities. Even in France, esteemed management schools in Paris and Lille have met their Waterloo, despite complaints from MBA students demanding basic accounting classes in the language of Descartes. As Christian Bredillet, the associate dean of management in Lille, explained recently: "The French market for local students is not unlimited."

Faced with the hegemony of English and wilting demographic forecasts in the West, what's a business school to do?

At HEC Montréal, the answer was simple: diversify.

Three years ago, HEC launched a trilingual bachelor's degree program in which business administration students take classes in French, English and Spanish. Instead of quietly giving in, the Université de Montréal business school decided to carve out a niche for undergraduates with a flair for languages and an appetite for travel.

Catherine Tees, a Montrealer, had always studied in French but was planning to switch to English for

business school when she heard about the trilingual program. She was intrigued by the chance to study abroad, but feared her high school Spanish wasn't good enough.

"A lot of us were nervous about our Spanish, so we bonded that way," Tees said.

"Making a university presentation in your third language is nerve-racking, for sure."

"Working on assignments and defending one's ideas in English and Spanish are huge challenges when you're not as strong in those languages," program director Federico Pasin said.

"It calls for exceptional flexibility and adaptability, and the experience teaches you humility."

During the first half of the program, students take five courses in French, English and Spanish. For their term abroad, they can study at one of 88 partner schools in 32 countries, returning to HEC to complete the course.

Tees, 20, credits her semester abroad at the University of Bath with helping her build self-confidence and learn to fend for herself.

"Now I know I can work in other places and other countries."

She is going to law school in the fall, at the Université de Montréal or McGill University.

This spring, the first class of 68 students will graduate from HEC's trilingual program, and

another 150 are already on track. Meanwhile, recruiting officer Santiago Bravo is fresh off a scouting junket to nine countries in Latin America. Incoming students need a working knowledge of all three languages, but Bravo said they can brush up on the rough spots along the way.

"Most of the students from Latin America are fluent in English and Spanish when they arrive," he noted.

"But we make it clear these are not language courses; they are business courses that happen to be offered in another language."

A native of Colombia who came to Canada as a foreign student 15 years ago, Bravo reassures parents anxious about letting their children slip away while selling students on Montreal's quality of life and cosmopolitan atmosphere – a place where it is possible to practise all those language skills.

The trilingual program has proved to be a winning formula for HEC Montréal, allowing it to showcase English courses as part of a larger package while boosting its attractiveness in emerging target markets in Central and South America.

## LE DEVOIR : UQAM: les professeurs veulent que Québec assume le coût de la dérive immobilière - Édition du vendredi 09 mai 2008

Clairandrée Cauchy

Le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal (SPUQ) presse le comité de sages qui étudie la proposition de plan de redressement de l'UQAM, élaborée en collaboration avec la firme comptable Pricewaterhouse Coopers (PwC), d'écarter les coupes dans le budget de fonctionnement de l'université pour plutôt demander à Québec de prendre à sa charge les conséquences de la dérive immobilière.

Le rapport de PwC «exclut de son analyse les vrais facteurs responsables du déficit et propose de faire absorber par les revenus de fonctionnement -- c'est-à-dire la communauté uqamienne -- la plus grande part des coûts directs et indirects qui relèvent des immobilisations et des intérêts résultant des subventions retenues par le ministère de l'Éducation. Ainsi les propositions de solutions portent-elles directement atteinte à la mission de l'UQAM», peut-on lire dans le document déposé hier au comité formé par la p.-d.g. de

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Lise Bissonnette, de l'ancien recteur Michel Gervais et d'un ancien sous-ministre aux Finances, Alain Rhéaume.

Le SPUQ souhaite plutôt voir le gouvernement prendre à sa charge les frais liés aux constructions immobilières du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur et édicter des règles pour assurer l'étanchéité entre les fonds de fonctionnement des universités et ceux voués aux immobilisations. L'utilisation de la marge de crédit devrait aussi être balisée, selon le SPUQ, afin qu'elle ne serve qu'à payer des dépenses courantes et non des projets liés aux immobilisations.

Le syndicat appelle par ailleurs de tous ses voeux une révision de la formule de financement pour mieux tenir compte de la réalité uqamienne, dont les disciplines seraient généralement moins bien financées, qui accueille 48 % d'étudiants à temps partiel et qui compte une plus grande portion d'étudiants au premier cycle (pour lesquels les

subventions sont aussi moins élevées). «On voudrait qu'on prenne en compte la spécificité de l'UQAM, avec le sous-financement chronique dont elle souffre depuis le début. On aimerait que le comité reconnaisse l'importance de l'UQAM dans la société québécoise et la nécessité de respecter sa mission», a fait valoir en entrevue la présidente du SPUQ, Michèle Nevert.

Les professeurs réclament par ailleurs l'embauche de professeurs, s'insurgent contre les suggestions de compressions salariales de PwC et défendent le mode de gestion collégial de l'établissement, remis en question par la firme comptable.

Le comité de sages étudie actuellement le rapport de PwC et la proposition de plan de redressement de l'UQAM. Ses conclusions jetteront les bases de négociations entre l'UQAM, le réseau de l'UQ et le ministère de l'Éducation en vue de la version finale du plan de redressement de l'UQAM.

## RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Étudiants étrangers : Un an en Abitibi-Témiscamingue - Mise à jour le jeudi 8 mai 2008 à 17 h 31

Plus d'info

Audio et Vidéo

[Un reportage de Jessica L'Heureux](#)

La vingtaine d'étudiants de la Nouvelle-Calédonie et de l'île de la Réunion venus dans la région pour étudier terminent leur première année au Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue.

Bien que quatre étudiants aient été incapables de s'adapter à la vie abitibienne et aient décidé de retourner dans leur pays, la plupart apprécient leur séjour. Ils affirment apprécier grandement le support apporté par les professeurs pour favoriser leur réussite.

Certains souhaitent même travailler dans la région à la fin de leur formation. C'est le cas de

Flora Bège, qui veut devenir travailleuse sociale. « Pour travailler dans le domaine où je suis, c'est ici que j'ai le plus d'opportunités. Chez moi je n'ai pas vraiment d'opportunités, puisque les filles veulent toutes devenir travailleuses sociales », dit-elle.

## RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Études universitaires : Moins d'ingénieurs formés - Mise à jour le mercredi 7 mai 2008 à 12 h 00

Le nombre d'inscriptions dans les facultés de génie du Québec est en diminution. L'Université



du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) remarque cette tendance dans le programme de génie électromécanique. Certaines firmes de génie-conseil craignent les impacts à long terme du manque d'ingénieurs. La firme québécoise Stavibel, par exemple, affirme qu'elle subit encore les contrecoups de la baisse des inscriptions dans les facultés de génie du début des années 90. La directrice des ressources humaines de Stavibel, Madeleine Lamoureux, indique en effet qu'il est

difficile de trouver des ingénieurs d'expérience. « On en embaucherait plus. Ce qui fait que ça nous empêche. Des fois on se dit on ne soumissionnera pas sur un tel projet, parce qu'il faut le faire faire », dit-elle. Selon la directrice du département des sciences appliquées de l'UQAT, Suzanne Brais, la baisse des inscriptions peut être expliquée par plusieurs phénomènes, dont la baisse démographique et la compétition qui existe entre le génie et les sciences de la santé. La baisse d'intérêt des hommes

pour les sciences pourrait aussi être un autre facteur. « Je pense qu'il y a une désaffectation en général des garçons pour les études en sciences. Et évidemment, c'est les garçons qui étaient le plus attirés vers le génie », mentionne-t-elle. L'Ordre des ingénieurs du Québec travaille toutefois en collaboration avec les établissements d'enseignement de la province pour faire la promotion du génie auprès des jeunes.

## LE DEVOIR : Opinion : Démission du représentant étudiant du conseil d'administration de l'UQAM - L'autocratie des conseils universitaires doit cesser, par Patrick Véronneau, Délégué étudiant au conseil d'administration de l'UQAM - Édition du mercredi 07 mai 2008

C'est avec un soulagement certain que je vous annonce ma démission à titre d'administrateur de l'UQAM. C'est au terme d'une réflexion qui s'est échelonnée sur plusieurs semaines que j'en viens à cette décision. [...] Maintenu jusqu'alors dans l'ignorance par rapport aux enjeux débattus au conseil, la communauté étudiante de l'UQAM m'a élu, au trimestre de l'automne 2006, en tant que son représentant. Il m'apparaissait et m'apparaît toujours vital que les représentants des étudiants soient redevables et responsables devant la communauté qui les a élus. [...]

Conséquemment, c'est en tant que délégué étudiant que j'ai siégé au sein du conseil. À cet égard, je quitte avec le sentiment du devoir accompli. Je dénonce et m'oppose à toute culture gestionnaire et élitiste qui veut que les membres d'un conseil d'administration, de leur seul jugement, soient les décideurs autonomes et indépendants des destinées de toute une communauté universitaire.

### Absence de démocratie

La direction de l'UQAM et son conseil, au nom d'une efficacité décisionnelle ou de leur toute-puissance gestionnaire, se croient légitimes -- réconfortés par une loi antidémocratique -- de procéder seuls à la prise de décisions qui influenceront pourtant directement les conditions d'études ou les conditions de travail de milliers d'individus. Il est inacceptable qu'un administrateur ne siége qu'en son nom personnel [...].

De plus, les intervenants externes, qualifiés de «représentants des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail», ne devraient pas avoir le

droit de proposition et de vote, car ils ne peuvent pas obtenir des mandats votés démocratiquement et ne sont pas concernés par la prise de décisions puisqu'ils ne sont pas issus du milieu universitaire. En somme, je m'oppose à cette absence de consultations, de démocratie, que je n'ai et ne passerai jamais sous silence.

### Îlot Voyageur

Rappelons-nous que la communauté universitaire (professeurs, étudiants, chargés de cours et employés) s'était fortement opposée au projet de l'Îlot Voyageur, le jugeant trop risqué, notamment par le recours au secteur privé pour son financement. Si les membres de la direction et du conseil d'administration de l'UQAM avaient été élus en tant que délégués et non en tant que décideurs autocratiques, nous aurions pu éviter le pire, car ils n'auraient pas donné leur aval au projet de l'Îlot Voyageur.

Maintenant qu'il y a eu dérapage immobilier -- et ce, malgré qu'elle a été écartée de la prise de décision --, c'est la communauté universitaire qui doit payer les pots cassés. Ce faisant, la direction et son conseil n'assument pas qu'ils sont les seuls responsables des «mauvaises décisions» qu'ils ont prises. En plus de prendre forme dans la prise de décisions, l'autocratie qui règne au conseil entraîne également, sous le couvert de la confidentialité et des huis clos à outrance, un manque flagrant de transparence qui se traduit par l'ignorance de la communauté universitaire en ce qui a trait aux enjeux qui y sont débattus.

### Plus de transparence

Il faut mettre un terme aux documents numérotés et confidentiels que seuls les administrateurs pourront consulter, et ce, pour la toute première fois à peine quelques instants avant leur adoption. Aussi, je m'insurge contre le recours à de douteuses ententes de confidentialité qui non seulement réduisent les administrateurs au silence mais les contraignent parfois même à devoir prendre certaines décisions sur la base d'informations manquantes ou partielles, ce qui est tout simplement inacceptable.

Conséquemment, les documents devraient être publics et accessibles à tous, non pas seulement aux administrateurs. Autrement, l'information ne ferait que circuler dans des cercles concentriques. En tant que délégués, les administrateurs devraient disposer de l'information et des délais nécessaires afin d'entreprendre des consultations avant que des décisions ne soient prises au conseil. Il va sans dire qu'il devrait également en être ainsi pour la commission des études, les conseils facultaires et toute autre instance de l'UQAM. [...]

À la veille du dépôt de la seconde partie du rapport du Vérificateur général du Québec portant sur la crise financière de l'UQAM, le sujet de la gouvernance anime actuellement bon nombre de discussions et de débats. À mon avis, ces débats doivent être contextualisés à l'aune du sombre portrait des événements liés à la crise uqamienne et, surtout, aux pratiques courantes qui les ont entraînés. [...]

\*\*\*

## LE DEVOIR : Idées : Une gouvernance partagée pour les universités, par Louis Dumont, Professeur de pharmacologie à l'Université de Montréal et président du Syndicat général des professeurs de l'UdeM - Édition du mardi 06 mai 2008

La bonne gestion et le mode de développement des universités québécoises ont été sérieusement mis en cause ces derniers mois. Le rapport d'un groupe de travail mis sur pied par l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP) a trouvé un certain écho dans ces discussions sur la gouvernance. Ses recommandations ne font toutefois pas autorité et d'autres voies de réforme, selon nous mieux adaptées à la culture universitaire, doivent être envisagées.

### Les partis pris du rapport de l'IGOPP

Les recommandations du rapport de l'IGOPP découlent d'une analyse très partielle et partielle de la réalité universitaire. Sur le terrain, la démarche a consisté dans une série d'entrevues auprès, quasi exclusivement, de hauts dirigeants. Le groupe de travail présente d'ailleurs un profil similaire. Ses perspectives auraient été autrement plus éclairantes s'il avait pris en compte avec une attention comparable l'expérience des représentants -- professeurs, étudiants, chargés de cours

et employés -- actifs au sein des instances universitaires.

La conséquence de cette faiblesse méthodologique est par trop prévisible: les auteurs du rapport abandonnent le principe de la «gouvernance partagée», qui fonde la gestion sur l'équilibre des pouvoirs. On attend mieux d'un projet de réforme de la gouvernance des universités québécoises. Surtout, on voudrait y voir des solutions novatrices qui intègrent les valeurs fondamentales de la culture universitaire.

### La concentration des pouvoirs

Si l'on se fie au rapport de l'IGOPP, la clé d'une bonne gouvernance des universités serait de confier un rôle accru et prépondérant à des «membres indépendants» au sein de conseils d'administration aux pouvoirs très larges et exclusifs. Le problème à résoudre tiendrait-il donc principalement à la position de conflit d'intérêts dans laquelle l'université se trouverait par rapport à la société?

Nous sommes loin d'en être sûrs: du moment que l'on n'étouffe pas la délibération, l'université est bien trop pluraliste, par nature, pour se détacher ainsi en bloc de l'intérêt commun. Par ailleurs, la «non-indépendance» peut tout aussi bien être attribuée aux réseaux d'influence qui ont tendance à se tisser, à l'abri du regard public et, dans le pire des cas, jusqu'à la collusion, entre les membres de conseils d'administration.

Nous ne remettons nullement en cause les rôles de conseil et de surveillance que l'on confie à une instance qui accueille des membres extérieurs à l'Université, dits «indépendants» -- quoiqu'il faudrait s'assurer que ceux-ci soient suffisamment représentatifs des divers secteurs d'activité sociale. Une réforme de la gouvernance ferait toutefois peu de chemin en aboutissant à une simple concentration des pouvoirs.

L'apport de l'université à la société est important; on accepte dans cette optique qu'elle mobilise des ressources considérables. Son financement, ses orientations, son développement deviennent dès

lors des enjeux très disputés, car il y a pour chacun à perdre et à gagner. Une réforme de la gouvernance doit permettre de garder le cap: assurer la mise en place de bonnes pratiques de gestion tout en veillant à ne pas détruire la vitalité et le caractère propre de l'institution.

#### **Pourquoi craindre la délibération?**

Il serait bien ardu de montrer du doigt les difficultés auxquelles font face les universités et qui seraient attribuables à un «excès de démocratie» plutôt qu'à des manoeuvres conduites par des instances restreintes se sentant très peu redevables devant quiconque. Quels exemples pourrait-on donner de dossiers qui ont mal cheminé ou qui ont conduit à des désastres financiers parce que l'on aurait posé trop de questions, fait valoir trop d'aspects du problème à prendre en compte, trop incité à la prudence?

L'UQAM n'aurait-elle pas bénéficié d'une plus grande implication de ses instances participatives dans le processus de prise de décision concernant les investissements immobiliers? Rappelons que le syndicat des professeurs de l'UQAM ainsi que les associations étudiantes n'étaient pas favorables aux projets immobiliers de la direction qui se sont avérés désastreux.

Pour être pertinente, une réforme de la gouvernance des universités doit s'attaquer aux dérives qui créent le plus de dommages, c'est-à-dire: la gestion en vase clos, le manque de transparence et de rigueur dans la reddition de comptes, la promotion d'intérêts sectoriels par des jeux d'influence, l'absence de légitimité et l'incapacité de mener des projets rassembleurs.

#### **Université de Montréal**

À l'Université de Montréal, le conseil d'administration peut compter jusqu'à 24 membres; il se compose actuellement de 18 membres en poste, en plus du recteur qui y siège d'office. Parmi ses 8 membres externes, 3 sont identifiés comme administrateurs de sociétés et 5 sont directement associés au secteur des affaires.

Il existe par ailleurs à l'Université de Montréal une instance participative plus large, l'Assemblée universitaire. Celle-ci compte 114 membres, soit: 54 professeurs élus provenant de 11 facultés, 3 professeurs d'écoles affiliées, 14 chargés de

cours, 8 étudiants, 3 représentants du personnel, 24 cadres académiques ou administratifs et 8 membres nommés par le Conseil de l'Université. On voit bien l'avantage d'un tel forum lorsqu'on a le souci d'en arriver à des décisions légitimes, transparentes, respectueuses de la mission de l'université et des conditions nécessaires à l'avancement des connaissances.

La vision de la gouvernance défendue dans le rapport de l'IGOPP marginalise l'apport d'une instance telle que l'Assemblée universitaire. De notre point de vue, c'est une erreur. Les dysfonctionnements et les malaises actuels n'en seraient qu'accentués. [...]

Par exemple, en 2005, un recteur a été choisi alors que l'Assemblée universitaire avait donné sa faveur à une autre candidate. Cette «nomination forcée», que nulle situation de crise ne justifiait, a eu des conséquences désastreuses sur le climat institutionnel. Faute d'un appui solide de la communauté universitaire, la direction de l'université s'est embourbée dans la controverse, incapable de faire preuve d'un leadership efficace.

#### **Garde de triage**

L'établissement d'un second campus de l'Université de Montréal sur le site de la gare de triage d'Outremont est une décision appelée à peser lourdement sur l'avenir de l'institution. Le projet implique une réorganisation radicale de la vie universitaire. Il touche le sort d'un patrimoine immobilier d'envergure sur la montagne. Et il implique un engagement financier extrêmement compromettant, dans un contexte où les universités québécoises ont déjà peine à assurer leur fonctionnement de base.

Peut-on parler de «bonne gouvernance» quand on constate qu'un processus de «consultation» a été mis en oeuvre uniquement après l'achat des terrains de la gare de triage d'Outremont? La communauté universitaire s'interroge encore sur les sommes engagées dans les multiples travaux d'experts liés à ce projet qui suscite une adhésion très mitigée.

La direction de l'université s'apprête à effectuer de façon aussi précipitée la vente du 1420 Mont-Royal, un joyau patrimonial, sans que l'Assemblée universitaire ait pu même discuter de ce choix et

faire entendre son avis au Conseil de l'Université. L'enjeu encore une fois est de taille: la perte de cet immeuble diminue considérablement les possibilités d'un développement intégral de l'Université de Montréal sur la montagne, et il y a lieu de se demander si sa mise en vente ne sert pas d'abord et avant tout les intérêts des promoteurs inconditionnels d'un nouveau campus sur le site de la gare de triage d'Outremont. Quel mal y aurait-il à en délibérer?

#### **Viser la collaboration**

Une réforme de la gouvernance des universités qui suivrait les recommandations centrales du rapport de l'IGOPP accentuerait le clivage entre les dirigeants et les communautés universitaires. À l'inverse, il faut favoriser le rapprochement entre la vigilance externe et les instances internes participatives qui sont au coeur même de la culture universitaire: que les uns puissent connaître les préoccupations des autres, que l'information circule, qu'il y ait une influence mutuelle en vue de décisions sages, innovatrices et rassembleuses. Si peu de modèles à cet égard ont été éprouvés, il y a lieu justement d'y travailler.

Le groupe de travail de l'IGOPP propose la mise sur pied dans toutes les universités de trois comités émanant du conseil d'administration: un comité de la vérification, un comité de la gouvernance et de l'éthique, et un comité des ressources humaines. Nous adhérons à cette idée d'établir des cibles de vigilance. Dans l'optique de préserver la «gouvernance partagée» au sein des universités, nous suggérons toutefois d'en faire des comités conjoints du Conseil de l'Université et de l'Assemblée des représentants de la communauté universitaire.

Loin de constituer une «pensée en bloc», les représentants élus de la communauté universitaire sont aussi des experts dans une variété de disciplines scientifiques. Leur diversité, de surcroît, constitue un bon rempart contre l'appropriation du pouvoir par un seul groupe ou un réseau d'influence. Voilà qui compte lorsque l'on se préoccupe de l'utilisation qui est faite des fonds publics.

## **LE DROIT : Le recteur suggère la création d'un comité - Le mardi 06 mai 2008**

Charles Dubé, Le Droit

Le recteur de [l'Université d'Ottawa](#), Gilles Patry, a suggéré hier, lors d'une réunion du sénat de l'institution, la création d'un groupe de travail pour étudier la création d'un bureau de l'ombudsman et l'élaboration d'un "code des droits et responsabilités des étudiants", une proposition accueillie avec prudence par les associations étudiantes.

M. Patry répondait ainsi à une motion présentée par l'étudiante sénatrice Nathalie Payette, qui demandait à l'Université de retirer "immédiatement et de façon permanente" sa [proposition de code de conduite pour les étudiants](#) et de soumettre à l'avenir de tels règlements à un processus de consultation beaucoup plus complet. Cette motion a été suspendue pour être étudiée plus tard - certains sénateurs faisant remarquer que le

code de conduite n'avait jamais été présenté au sénat et que, par conséquent, aucune proposition ne pouvait être retirée.

Le groupe de travail suggéré par le recteur devrait avoir un nombre égal d'étudiants et de membres de l'administration.

"Nous allons discuter avec les deux fédérations étudiantes d'un mandat et d'une composition pour ce comité. Nous retournerons ensuite au sénat et au bureau des gouverneurs en juin ou en septembre", a indiqué M. Patry au *Droit*, assurant que sa promesse sera respectée, même si la création du comité devait se faire après son départ prévu le 30 juin.

Le vice-président aux affaires universitaires de la Fédération étudiante de l'Université d'Ottawa, Seamus Wolfe, a estimé que la création de ce groupe de travail pourrait être une bonne chose

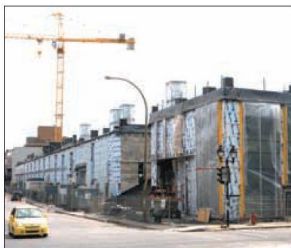
notamment en menant à la création d'un poste d'ombudsman - une requête de longue date des étudiants.

"Je suis toutefois déçu de voir qu'on a refusé de reconnaître qu'un code de conduite était quelque chose d'inacceptable pour les étudiants", a-t-il dit. M. Wolfe a ajouté qu'une éventuelle charte des droits et responsabilités devrait toucher toute la communauté universitaire et pas seulement les étudiants.

D'autres voient la solution proposée par le recteur d'un moins bon oeil.

"Je trouve ça dangereux, la création d'un comité mènera directement à un code", a plaidé Mireille Gervais, une étudiante qui travaille au Centre de recours des étudiants.

## 600 places de stationnement inutilisées à l'UQAM



Le projet de l'Hotel Voyageur continue de soulever la controverse.

Les 600 places de stationnements inutilisées par l'Université du Québec à Montréal pour son nouvel Hotel Voyageur pourraient rapporter des milliers de dollars à l'établissement. Le ministre de l'Éducation explique qu'il est « impossible pour l'instant d'exploiter ces places. » Les travaux sont présentement suspendus et le gouvernement du Québec et le promoteur sont en discussion pour conclure une entente avant de continuer les travaux. Rappelons que le projet de l'Hotel Voyageur a engendré un déficit de 200 millions \$ à l'université.

(AB)

## LE DEVOIR : Opinion : Doctorants à vendre, par Jean-François Fortier, Doctorant en sociologie à l'UQAM et professeur en sociologie au Cégep de Sherbrooke - Édition du lundi 05 mai 2008

Selon les auteurs d'une [étude portant sur les doctorants québécois](#) réalisée pour le compte du Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ) et dont Le Devoir a rendu compte dans ses pages le mercredi 30 avril, il serait impératif de rendre les étudiants du troisième cycle plus « attractifs » pour les entreprises.

Pour ce faire, on propose notamment d'introduire davantage de « compétences pratiques » au niveau de la formation supérieure, par exemple au chapitre de la gestion des projets de recherche ou des procédures d'obtention de brevets. Dans cette veine, après les sempiternelles dénonciations de la prétendue tour d'ivoire dans laquelle les universitaires seraient confinés, un journal concurrent y est même allé d'un appel à « crever la bulle universitaire »: pourquoi pas des agences indépendantes pour juger de la qualité des formations et des projets, se questionnent nos chercheurs? Si l'on voulait achever d'éliminer toute forme de pensée autonome dans ce monde, on ne s'y prendrait pas autrement.

### Industrie du savoir

Mais il n'y a pas tout à fait de quoi être surpris. Depuis plusieurs années, la voie en était déjà tracée. Parallèlement à la réduction de la culture

en industrie culturelle (la musique en industrie du disque, l'humour en industrie de l'humour, la littérature en industrie de l'édition, etc.), on fit de même avec la connaissance, réduite à l'information et à l'industrie qui la produit et la commercialise.

Ne restait plus qu'à mater les résidus qui, souvent bien malgré eux, coûteux investissements en « recherche et développement » oblige, résistaient. Le mot d'ordre était né: nous sommes entrés dans l'« économie du savoir » où, précisément, toutes les formes de savoir devaient être mobilisés dans la grande concurrence économique universelle sous peine d'être condamnée.

### Transformer l'enseignement

« Se brancher sur le monde » signifiait dès lors pour les universités la nécessité de transmuter l'enseignement en « formation à la recherche », de raccourcir les temps et les exigences de la formation, de valoriser la constitution d'équipes de pointe où les étudiants n'ont plus qu'à opérationnaliser les programmes de recherche dûment subventionnés et, surtout, à ouvrir les valves des « partenariats » avec le monde des affaires, réputé faire plus partie du « vrai monde » que quiconque. De l'immobilier en mode PPP avec ça?

À bien y penser, puisque tout cela est largement entamé, en effet, pourquoi ne pas terminer le travail et rendre obligatoire un certificat en « sciences de la gestion » à tous les « étudiants-chercheurs »? Pourquoi diantre avons-nous pris tant de temps avant d'y penser: un physicien, un mathématicien, un philosophe ou un sociologue méritent-ils moins que le meilleur de ce que l'on offre en pharmacologie, c'est-à-dire un cours de marketing?

### Doctorants à vendre

Et tant pis si une part importante des champs de connaissance s'épuise faute de ressources, si l'idéal d'une pensée autonome est broyé dans la recherche-marchandise et si les étudiants sont lancés dans une course à l'employabilité pour ces carrières passionnantes que nous offrent les entreprises à capital de risque!

De toute façon, si le journaliste moyen, l'animateur de variété ou quelconque employeur ne peuvent pas comprendre ce qui est dit ou écrit, c'est la preuve de l'hermétisme et de l'inutilité de la connaissance ainsi produite. Alors, voilà la solution que je propose: coter les doctorants en bourse et laisser le marché décider de la valeur de leur adaptation! Avec sur le fronton des universités: doctorants à vendre.

## LE DEVOIR : Libre Opinion - Les dérives de la concurrence interuniversitaire, par Denis Monière, Professeur de science politique à l'Université de Montréal - Édition du lundi 05 mai 2008

La concurrence effrénée que se livrent les universités québécoises dans la chasse aux clientèles entraîne des effets pervers. On a vu ces dernières années les universités se lancer dans de vastes projets de développement immobilier et de délocalisation qui visent à phagocytter les clientèles des autres universités.

Ainsi, l'Université de Rimouski a installé une succursale à Lévis, plus imposante que l'université-mère, afin de concurrencer l'Université Laval; l'Université de Sherbrooke a entrepris de gonfler son campus de Longueuil pour drainer les clientèles des universités montréalaises; l'Université de Montréal développe des programmes à Trois-Rivières et à Ville de Laval, et l'Université Laval s'est elle aussi délocalisée en région pour la même raison.

À la concurrence sur le territoire national s'ajoute la concurrence sur la scène mondiale, car, ne l'oublions pas, nous sommes à l'ère de l'internationalisation des savoirs. Les universités québécoises sont en rivalité les unes avec les autres pour attirer le plus grand nombre d'étudiants

étrangers. Pour ce faire, non seulement faut-il que les professeurs soient bien classés dans les index de citations, mais il faut aussi atteindre les plus hauts échelons dans les classements nationaux (Macleans University Ranking) et internationaux des universités (The Times World University Ranking, Academic Ranking of World University) qui sont, faut-il le rappeler, outrageusement dominés par les universités américaines.

Mais l'excellence des professeurs ne suffit pas à établir la bonne réputation de nos institutions. Celles-ci doivent encore être proactives sur le marché international des étudiants.

Ainsi, on apprendait la semaine dernière dans Le Devoir que l'Université du Québec s'est installée à Paris où elle a ouvert un bureau de promotion, afin de favoriser la mobilité internationale des étudiants et d'établir des partenariats avec les universités françaises.

L'Université de Montréal a elle aussi adopté une stratégie d'internationalisation. Elle prévoit ouvrir un bureau à Paris pour la représenter auprès des milieux universitaires français. Le geste de l'Uni-

versité du Québec accélérera sans doute la réalisation de ce projet. On peut parier que Laval, Sherbrooke et McGill et Concordia ne voudront pas être en reste; pour jouer le jeu de la concurrence, ces universités enverront sans doute bientôt des émissaires à Paris.

Alors que les universités québécoises accumulent année après année des déficits et se plaignent de sous-financement, pourquoi se lance-t-on dans cette concurrence effrénée sur le territoire français? Pourquoi dépensera-t-on collectivement autour d'un million de dollars pour développer les relations universitaires avec la France alors qu'elles sont déjà excellentes et que l'on se plaint même dans certaines officines à Québec qu'il y a trop d'étudiants français qui viennent dans nos universités?

### Conquête

Ces stratégies débridées d'internationalisation découlent du système de financement des universités. Puisque la subvention de fonctionnement de chaque université dépend du nombre d'étudiants recrutés, puisque le recrutement sur le marché

local est saturé, les universités se lancent en ordre dispersé à la conquête des marchés extérieurs. Plus elles attireront d'étudiants étrangers, plus elles augmenteront leur enveloppe budgétaire. Elles font le pari qu'en ayant chacune un représentant en France, elles sauront mieux vendre leur institution et capturer de nouvelles clientèles. Mais pourquoi s'arrêter en route et ne pas aussi installer des représentations ailleurs dans le monde, comme au Mexique ou en Chine, ce que projette aussi de faire l'Université de Montréal?

Cette logique frôle l'absurdité surtout lorsque l'on sait que les recteurs des universités ont demandé eux-mêmes la fermeture du Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise (CCIFQ)

qui avait précisément pour mission de faire collectivement ce que les universités québécoises veulent faire individuellement. Or, le CCIFQ, qui représentait l'ensemble des universités québécoises, avait réussi depuis plus de 20 ans à relancer la coopération universitaire avec la France, il avait développé des programmes intégrés et des partenariats avec les universités françaises et même européennes, toute chose que se proposent de faire nos futurs représentants universitaires en France.

Ne s'agit-il pas d'un gaspillage de fonds publics? Pourquoi les universités québécoises ne peuvent-elles pas agir en concertation et en coopération? Comme contribuables, nous investissons déjà beaucoup dans la représentation du Québec à

l'étranger. Nous avons des délégations qui ont le mandat de promouvoir nos institutions universitaires à l'étranger. Au lieu de renforcer ce qui fonctionnait bien, on est en train de disperser de trop maigres ressources. Voilà comment la concurrence engendre des contradictions et des dépenses inutiles.

Le ministère de l'Éducation serait avisé de freiner ces appétits de représentation internationale et de revenir à une action collective de représentation universitaire, car il en coûtera plus cher au contribuable de financer la multiplication des opérations de visibilité universitaire à l'étranger que de soutenir un organisme qui représente l'ensemble des universités comme c'était le cas avec le CCIFQ.

## LE SOLEIL : Science : le nombre de femmes diminue à l'université - Le lundi 05 mai 2008

Jean-François Cliche, Le Soleil  
Québec

**Les femmes n'ont pas fini de bouder les sciences, et en particulier des disciplines comme la physique et l'informatique. Malgré tous les efforts investis au cours des dernières années pour attirer les étudiantes vers ces bastions masculins, elles sont aujourd'hui encore plus minoritaires qu'avant dans les facultés de sciences et génie du Québec.**

Bien qu'elles composent plus de 50 % des étudiants dans toutes les autres facultés, «les femmes forment maintenant 25 % des étudiants inscrits en sciences et génie, mais elles étaient 34 % en 1999, alors ça diminue», a constaté mercredi Nadia Ghazzali, professeure de statistiques à l'Université Laval, lors de son premier discours à titre de directrice de la Chaire CRSNG/Industrielle Alliance pour les femmes en sciences et génie au Québec.

«On peut se dire que 25 %, ce n'est pas si pire que cela, mais il y a des domaines comme le génie informatique et le génie électrique (...) où

elles forment moins de 10 % des effectifs», a renchéri le doyen de la faculté, Guy Gendron.

Dans certaines disciplines proches des rôles féminins traditionnels, comme les sciences de la santé et la biologie, les femmes sont majoritaires (parfois largement) depuis déjà plusieurs années et devraient le rester encore longtemps. Mais les autres secteurs écopent. Dans un document coécrit par Claire Deschênes, professeure de génie mécanique et ancienne directrice de la Chaire sur les femmes en sciences, on apprend que seulement 12,2 % des nouvelles étudiantes choisissaient les sciences et génie en 2005 au Québec, alors qu'elles étaient 17,6 % en 1999. Ce désintérêt touche tout le monde, sans égard au sexe, mais il reste que cette proportion était encore de 38,2 % chez les jeunes hommes en 2005. Même dans les programmes de génie, où on aurait pu croire que les taux de femmes ne pouvaient pas être plus bas, elles ont perdu du terrain, ne représentant plus que 16,5 % des étudiants, contre 18,4 % en 1999. Et en informatique, la dégringolade est tout simplement spectaculaire : de 28 % des nouveaux inscrits en

1999, les femmes n'étaient plus que 10 % six ans plus tard.

«Pourtant, les sciences offrent des carrières stimulantes et de bonnes perspectives d'emploi, lance Mme Ghazzali. Alors pourquoi on y trouve si peu de femmes? Ne faut-il pas s'intéresser aux jeunes filles dès le secondaire, pour savoir quand et comment elles se désintéressent des sciences? (...) On a besoin de cette main-d'œuvre spécialisée si nous voulons continuer à vivre dans un pays prospère. C'est donc aussi une question économique et sociétale.»

Mme Ghazzali a montré du doigt le manque de modèles scientifiques féminins, les stéréotypes, et même la conciliation travail-famille, mais ce sont des phénomènes connus sur lesquels les gouvernements travaillent depuis un certain temps déjà — ce qui n'a pas empêché les jeunes filles de continuer de tourner le dos aux sciences.

«J'aimerais bien vous dire que dans cinq ans, il y aura une amélioration significative, mais je pense qu'il ne faut pas se leurrer, a conclu Mme Ghazzali. Le problème n'est pas simple. (...) C'est un projet à moyen et à long terme. Il va falloir combattre les préjugés.»

## LE SOLEIL : Les femmes et les sciences : l'exception mathématique - Le lundi 05 mai 2008

Jean-François Cliche, Le Soleil  
Québec

**Si les femmes sont très minoritaires dans des domaines comme l'informatique et la physique, elles doivent nécessairement l'être en mathématiques aussi, n'est-ce pas? Eh bien non, justement, et bien malin qui pourra l'expliquer.**

Au cours des cinq dernières années, à l'Université Laval, 44 % des diplômés du Département de mathématiques et de statistiques étaient des femmes. À l'échelle de la province, les programmes de maths accueillent en général entre 40 et 45 % d'étudiantes depuis 1999, et les programmes de statistiques entre 40 et 60 %, d'après des

données de la Chaire pour les femmes en sciences et génie.

Mais qu'ont donc les maths que n'ont pas le génie et les ordinateurs? «Je n'ai pas vraiment d'explication, admet Nadia Ghazzali, elle-même professeure de statistique à l'Université Laval. Peut-être que celles qui s'inscrivent le font par défi intellectuel.» Peut-être aussi, poursuit-elle, que la taille généralement petite des départements de mathématiques crée un climat de camaraderie dans lequel les femmes sont à l'aise.

Mais les quelques étudiantes en mathématiques rencontrées mercredi dans les corridors de l'Université donnent un autre son de cloche : «parce que j'aime les maths», disent-elles simplement.

«Je voulais être médecin, mais j'ai le cœur hypersensible, alors ce n'était pas pour moi», témoigne Anne-Sophie Julien, 20 ans, qui termine sa deuxième année en statistiques. Mme Julien espère travailler en statistiques médicales, mais dit être la seule de son année à s'intéresser à ce domaine.

«Les maths, ce n'est pas vraiment intuitif, mais c'est organisé, et les femmes aiment bien comprendre la structure, ce qui est derrière les choses», dit quant à elle Joëlle Boucher, 20 ans, étudiante en maths-informatique.

Deux autres étudiantes interviewées par Le Soleil ont par ailleurs dit étudier en maths dans le but de devenir enseignantes.

## LE QUOTIDIEN : 15 millions \$ pour 200 projets de recherche - Le lundi 05 mai 2008

Catherine Bergeron, Le Quotidien  
Chicoutimi

**L'Université du Québec à Chicoutimi est l'une des plus productives au Québec en ce qui a trait aux recherches. Chaque année, plus de 200 projets sont effectués par les professeurs de l'UQAC et pas moins de 15M\$ sont injectés dans ces projets. À ce montant, il faut ajouter l'achat d'équipement et les immobilisations. En 2006-2007, 33M\$ ont été attribués à la recherche. Ces données font de l'UQAC l'une des institutions les plus**

**actives. "À l'échelle du réseau des universités du Québec, nous sommes l'une des plus performantes en matière de volume de financement. Seul l'Institut national de la recherche scientifique (INRS) nous devance", affirme Nicole Bouchard, doyenne des cycles supérieurs et de la recherche à l'UQAC.**

Claude Gilbert, coordonnateur à la recherche scientifique, explique que les enseignants sont très actifs. "Pour évaluer le rendement, nous divisons le budget de recherche de l'UQAC par le

nombre de professeurs et c'est l'UQAC qui arrive en tête, juste derrière l'INRS avec 164 514\$ de financement par année par professeur", précise-t-il. À l'échelle du Canada, l'UQAC fait également très bonne figure. "Si nous nous comparons avec les autres universités canadiennes, nous avons un rendement comparable aux universités qui emploient 400 professeurs alors que nous en avons 206", illustre Mme Bouchard.

Selon les responsables, c'est grâce aux créneaux d'excellence en recherche que l'UQAC peut jouir d'une telle réputation. Ces créneaux d'excellence



mis en branle au début des années 2000 par l'université avaient pour objectif l'établissement d'un plan institutionnel qui guiderait le développement de la recherche. Les spécialistes ont alors privilégié des domaines d'avenir en lien avec la région comme l'aluminium, le givrage atmosphérique, la forêt, les ressources minérales et végétales ainsi que l'étude des populations. "C'est ce qui nous a permis de nous démarquer et d'exceller dans notre domaine", confie la doyenne. D'ailleurs, l'UQAC désire renouveler l'expérience et ajouter de nouveaux créneaux. "Nous avons plusieurs jeunes professeurs qui ouvrent de nouveaux champs d'expertise. Il y a notamment Bruno Bouchard en intelligence artificielle, Cathé-

rine Laprise qui travaille sur l'asthme ainsi qu'André Pichette et Jean Legault de la Chaire de recherche sur les agents anticancéreux d'origine naturelle. Nous avons une relève très prometteuse", s'exclame Mme Bouchard.

#### International

C'est par la qualité de ses recherches que l'UQAC a su se tailler une place au sein de la communauté internationale. Entre les murs de l'UQAC se cachent d'imposants laboratoires et des chercheurs émérites. Le professeur Masoud Farzaneh, titulaire de la Chaire industrielle sur le givrage atmosphérique des équipements des réseaux électriques, est l'un d'eux. De plus, de nombreux

collaborations sont effectuées avec des universités de partout dans le monde.

Mais ce qui fait la force de l'UQAC, c'est sans aucun doute sa dimension. "Comme nous sommes une petite université, les chercheurs se connaissent davantage et cela donne souvent lieu à de très belles collaborations qui n'auraient jamais pu naître ailleurs. Cela donne des sujets de recherche variés et très riches", soutient Myriam Duperré, agente de recherche. L'UQAC est désormais une fenêtre ouverte sur le monde. La doyenne des cycles supérieurs et de la recherche à l'UQAC envisage l'avenir avec beaucoup d'enthousiasme et est convaincue que l'institution régionale saura se démarquer sur l'échiquier universitaire.

## LA TRIBUNE : Le Cégep de Thetford exporte des cours - Le lundi 05 mai 2008

Nelson Fecteau, La Tribune  
Thetford Mines

Le Cégep de Thetford et le Cégep de l'Outaouais procéderont à la délocalisation vers le Maroc de quatre programmes d'études menant à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales (DEC).

Les deux collèges se sont regroupés en consortium afin d'implanter ces programmes à la rentrée 2008.

C'est ainsi que des étudiants auront la possibilité d'entreprendre des études dans ce pays d'Afrique et de recevoir un diplôme d'études collégiales du Québec en Techniques de comptabilité et de gestion, en Gestion de commerces, en Techniques

de l'informatique, spécialisation en informatique de gestion, et en Techniques de l'informatique, spécialisation en gestion de réseaux.

L'implantation se fera en partenariat avec deux établissements marocains de formation privée, Syner Éducation et Sup'Management, tous deux accrédités par le Royaume du Maroc.

Le président de Syner Éducation, Hilal Bensaid, s'est dit heureux d'accueillir trois de ces programmes dans sa filiale IF-PRO de Casablanca, sous la gouverne de Abderrahim Guerballi, directeur de l'établissement. La filiale IF-PRO de Syner Éducation comprend six établissements au Maroc et un nouvel établissement à Chypre.

L'autre partenaire, Sup'Management, représenté par Abdesselam Erkik, président-fondateur, rayonne sur l'Afrique depuis 1992. Il est présent dans sept pays. Il accueille, chaque année, plus de 2 000 étudiants de 23 nationalités différentes. L'automne prochain, Sup'Management offrira les quatre programmes québécois.

Quant au niveau de qualité anticipé par ce transfert d'expertise, chaque programme, chaque cours, chaque équipe de gestion, chaque corps professoral sera soumis à la même rigueur et au même processus de suivi imposés aux établissements québécois par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

## 24 Heures : Aux prises avec un déficit, l'Université de Montréal pourrait sabrer dans ses activités - Lundi 05 mai 2008

■ AUX PRISES AVEC UN DÉFICIT

### L'Université de Montréal pourrait sabrer dans ses activités

Aux prises avec un déficit, la direction de l'Université de Montréal songe à abolir plusieurs activités culturelles si les associations étudiantes n'approuvent pas une hausse des frais afférents plus importante que celle autorisée par le gouvernement du Québec. Les activités de la troupe de danse, de la chorale, du

théâtre et de la comédie musicale pourraient être supprimées. Tout comme celles de l'Action humanitaire et communautaire qui organise la distribution de milliers de paniers de Noël. L'Université songe à hausser les frais de 180 \$ par année. L'institution doit composer avec un déficit accumulé de

115 millions \$ et un déficit de fonctionnement de 7,8 millions \$ pour la prochaine année. Si l'établissement ne parvient pas à reflowser ses coffres le gouvernement Charest pourrait retenir de nouveau une partie de sa subvention, en vertu de mesures de redressement convenues récemment. (JCG)

## 24 HEURES : FEUQ : Nouveau comité exécutif - Lundi 05 mai 2008

### FEUQ

Un nouveau comité exécutif vient d'être formé à la Fédération universitaire du Québec pour l'année 2008-2009. Le nouveau président est David Paradis, de l'Université de Montréal. La vice-présidence aux affaires universitaires est occupée par Pascal Marchi de l'École Polytechnique. La vice-présidence aux affaires sociopolitiques revient à Daniel-Pierre Roy de l'UQAM puis Philippe Brisson occupe la vice-présidence aux affaires institutionnelles. (JCG)

## 24 HEURES : Abolition du programme travail-études - Lundi 05 mai 2008

### Abolition du programme travail-études

Le gouvernement du Québec s'apprête à abolir le programme travail-études dès septembre prochain au grand désespoir des étudiants et des employeurs. Selon eux, ce programme est une véritable bouée de sauvetage pour les élèves qui ne cadrent pas dans le programme scolaire régulier. Remarquait l'Inquéteur provoquée par la décision, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, va permettre aux commissions scolaires qui le souhaitent de présenter des projets particuliers adaptés aux besoins de leurs élèves.

Les commissions scolaires pourront intégrer dans leur formation générale de l'observation en milieu de travail, des stages, de l'expérimentation et de « l'exploration professionnelle plus intensive ». Par contre, le volet II (travail) sera complètement aboli pour être remplacé par la « Formation menant à un métier semi-spécialisé ».

Le volet II proposait trois jours d'école par semaine et deux jours de stage en entreprise par semaine. Le sous-ministre de l'Éducation, Pierre Paré, a expliqué que « le volet II ne comportait qu'un millier d'inscriptions par année pour tout le Québec. Selon certains intervenants, « le volet II (travail) permettait aux étudiants en difficulté de retrouver une estime de soi, des compétences et un emploi. »

(Audrey Baril)

## MÉTRO : Université de Montréal : La fin du Service des activités culturelles - Lundi 05 mai 2008

**180 \$**

FORMATION. L'Université de Montréal, qui est aux prises avec un déficit, menace d'abolir le Service des activités culturelles si les associations étudiantes n'approuvent pas une hausse des frais afférents plus importante que celle autorisée par le gouvernement du Québec. Plusieurs activités parascolaires risquent ainsi de disparaître dès septembre, telles la troupe de danse, la chorale, la troupe de comédie musicale ou encore celle de théâtre. Le service de l'Action

activités culturelles?



diants. Du côté de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), on souligne que les négociations se poursuivent avec la direction. Les usagers indiquent que les deux services menacés contribuent à développer le sentiment d'appartenance à l'université et à mieux intégrer les étudiants étrangers et ceux issus des différentes régions du Québec. L'Université de Montréal est aux prises avec un déficit accumulé de 115 M\$ et un déficit de fonctionnement de 7,8 M\$ pour la prochaine année. Si l'établissement n'arrive pas à atteindre ses cibles budgétaires, Québec retiendra de nouveau une partie de sa subvention, en vertu des mesures de redressement convenues récemment. LA PRESSE CANADIENNE

**JOURNAL DE MONTRÉAL : UQAM - Stationnement souterrain : 600 places inutilisées - Mise à jour: Lundi 05 mai 2008, à 05:44**

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal



**L'Îlot voyageur, qui a coûté une fortune, est abandonné.**  
Photo d'archives - Claude Rivest  
Au cœur d'une crise financière sans précédent, l'UQAM se prive de milliers de dollars en n'utilisant pas 600 espaces de stationnement en plein centre-ville. Le stationnement souterrain du complexe de l'Îlot voyageur est totalement terminé. Seules les

guérites à l'entrée restent à être installées, selon les informations obtenues par le Journal. Malgré cela, les 600 espaces de stationnement, qui pourraient permettre d'alléger le fardeau financier qui pèse sur l'UQAM et le gouvernement, ne sont pas utilisés. «On pourrait toujours mettre ça à profit. Ce serait déjà ça de moins de perdu», avance Patrick Véronneau, membre du conseil d'administration et représentant étudiant. Deux étages du complexe de l'Îlot voyageur sont aussi terminés depuis le mois d'août, mais ne sont pas utilisés par l'UQAM. **Discussions en cours**  
Au bureau de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, on explique qu'il est impossible d'utiliser le complexe et ses stationnements tant et aussi longtemps qu'une entente ne sera pas conclue avec le promoteur immobilier sur la suite des choses. La construction de l'Îlot voyageur devait initialement permettre à l'UQAM de renflouer ses coffres

et mettre à sa disposition des locaux à peu de frais. Le projet étant basé sur de mauvaises données financières, l'établissement s'est finalement retrouvé devant un déficit de 200 M\$. **Abandonné depuis des mois**  
Le complexe de l'Îlot voyageur, situé dans le périmètre des rues Berri, Ontario, Saint-Hubert et de Maisonneuve, est littéralement abandonné. La construction a cessé il y a plusieurs mois. Au-delà des deux premiers étages, le béton et des tiges de métal constituent l'essentiel des étages supérieurs. En discussion avec le promoteur pour modifier l'entente de construction, le gouvernement a convenu d'arrêter les travaux. L'UQAM s'est refusée à tout commentaire sur le projet de l'Îlot voyageur, martelant simplement être liée par une entente de confidentialité avec le promoteur actuel.

**THE GAZETTE : First page : Climate skeptics target students U.S. think tank sends material to 11,000 Canadian schools – Monday, May 05, 2008**

MIKE DE SOUZA CANWEST NEWS SERVICE  
OTTAWA – A U.S. think tank has sent more than 11,000 brochures and DVDs to Canadian schools urging them to teach their students that scientists are exaggerating how human activity is the driving force behind global warming. The Chicago-based group, the Heartland Institute, said its goal is to ensure that students are provided with a "balanced" education about "an important and controversial issue." But critics, including a leading climate scientist, described it as a campaign of misinformation. The mailing included results from international surveys of climate scientists conducted in 1996 and 2003, along with a 10-minute DVD called Unstoppable Solar Cycles: The Real Story of Greenland. "It took me a while to figure out what they were up to," said Eric Betteridge, who teaches at Hillcrest High School in Ottawa. The Heartland Institute says that it purchased a database list of addresses of 11,250 schools across Canada – including about 10,000 private or faith-based schools – for a massive mail campaign aimed at children in all provinces.

"All the kids in our schools are being taught that climate change is a serious crisis and that we've got to reduce our CO2 and they're being taught (that) quite falsely," said Jay Lehr, the science director at the Heartland Institute who sent the package in February. "We would like to educate people and basically give them the other side of the issue, so we send out materials only in hope of a little balance." The Sierra Club of Canada said that the Heartland Institute's information was far from being balanced. "It's alarming that an American think tank is distributing misinformation on the most important issue of our time in Canadian schools, to actually create an illusion that there is a scientific debate," said Emilie Moorhouse, a spokesperson for the environmental group. The Heartland Institute describes itself as a national nonprofit research and education organization whose mission is "to discover, develop and promote free-market solutions to social and economic problems." The brochure and DVD say scientists are "deeply divided" about "the notion that climate change is mostly the result of human activities." It also

suggests the sun was the main factor behind recent warming recorded on the planet. The package does not make reference to the conclusions reached by governments and scientists from around the world in their 2007 assessment of the latest peer-reviewed research on climate change. The Intergovernmental Panel on Climate Change wrote in its summary of a Nobel Peace Prize-winning report that global warming is unequivocal and there is a 90-per-cent chance it is being caused by humans. After reviewing the Heartland Institute package, Betteridge said he was left feeling amused and distressed that someone would try to promote this material to children in the classroom. "I would be concerned because it was well written, and if somebody hadn't been aware of what the general consensus is among climatologists about global warming, you would begin to think, 'Wow, somebody's giving me the wrong story here.'" The Heartland Institute – which has received \$791,000 in funding from Exxon-Mobil since 1998, according to a recent analysis by Greenpeace USA – also mailed out its package to 200

influential Canadian decisionmakers, including federal Finance Minister Jim Flaherty. Moorhouse from the Sierra Club suggested that this might explain why the government has adopted climate-change policies that were criticized for being soft on the oil and gas industry. "It looks like they're listening to the Heartland Institute and other oil industry-sponsored think tanks and they're following their curriculum rather

than listening to the vast majority of what the scientific community is saying around the world," she said. A spokesperson for the Heartland Institute said that no company has contributed more than five per cent of the think tank's total revenues and no industry sector contributed more than 10 per cent of its revenues.

Although Flaherty's office sent a letter of acknowledgment to the Heartland Institute confirming that the comments would be brought to the minister's attention, spokesperson Chisholm Pothier said that the government is not taking advice from people who question climate change.

**THE GAZETTE : Opinion : For teachers, L now stands for ' litigation' : The trend of parents suing teachers spawns new rules for the school system, by FREDA LEWKOWICZ, Teacher, Rosemere – Monday, May 05, 2008**

These are the new dangers in school, a place where alleged human-rights violations and trumped-up charges of humiliation and anxiety damage quality education. Suddenly, simple acts of teaching, from innocent congratulatory hugs to assigning homework, can be powder kegs of litigation, and teachers are liable to charges of verbal and physical abuse and my personal favourite, causing a loss of self-esteem. What's needed is a modern guide that will help everyone thrive without the benefit of financial windfalls from lawsuits. Something must be done to keep an outbreak of frightened K-12 teachers, those who dare to teach and talk the tough talk, from incarceration. Something must be done to arrest the trend of dangerous over-parenting by meddling parents. Before today's lawsuit culture robs public education of good teachers and common sense, the following commandments must become part of teacher training programs across Canada. Don't assign homework. Beware, especially in Toronto, because as of September 2008, homework is forbidden on holidays and "days of significance," whatever that means. (I suspect it means the promotion of family wellness by watching significant Stanley Cup playoffs together instead of struggling over that darn volcano science experiment). The rest of the time, it is imperative that there be no punitive measures for incomplete homework because they "provide powerful disincentives." Huh? Lest their homework policy run amok completely, the Toronto District School Board does believe timidly in something called progressive consequences. I hope that these will not be too pugnacious, and will still allow the student's ID status (I Deserve) to flourish. Assign Homework In Victoria, not forcing students to complete homework can place a teacher in

Susan Rialp's unfortunate shoes. Kenneth H. Finkelstein, a parent in Victoria, B.C. is suing her because she damaged his son's self-esteem and is guilty of "intentional infliction of emotional distress." If only she had forced that boy to finish his poem. Why didn't she improve his spelling skills? Who could have guessed that non- mastery of the I before E except after C spelling rule could launch a lawsuit in this wacky world? It makes no sense to shackle poor Rialp to a litigious fate given the volatile nature of spelling exceptions in English. Is it moot to remind Finkelstein that homework is usually done at home? (Home and work. Compound word. Get it?) Cause No Anxiety More bad news. A judge in the Finkelstein-Rialp case ruled that anxiety is a psychiatric illness and so the lawsuit against Rialp could proceed. Reading between the dangerous lines here, teachers must guarantee that their teaching and classroom management style produce no anxiety. Bye bye tests and projects? Au revoir to unpopular seating plans and rules? Oh, what nonsense we weave when first we practise to deceive and protect kids from failure and criticism. Say no to discipline While omissions by teachers are dangerous magnets for lawsuits in B.C., the opposite is true in Westmount, where two lawsuits prove that what teachers do can be harmful. At Roslyn School, Hagop Artinian and Kathryn Rosenstein sued their son's teacher because he felt "fearful and constantly victimized" and even developed a facial tic when he spoke of his former teacher. This suit has now been settled out of court. In another suit, also at Roslyn School, Jennifer Jones alleges that the same teacher

"discouraged, disparaged and screamed." Screamed? How criminal. Speak Softly I confess that I returned after a one-day absence to discover that some of my Grade 7 girls had playfully called the substitute teacher a pedophile. I definitely raised my voice and even frowned. I hope I don't get into trouble for scaring my students or damaging their hearing or self-esteem. Include everyone I don't mean displaying everyone's religious symbols during holidays or calling the pumpkincarving contest a vegetable carving contest. I mean, rewarding and inviting everyone everywhere. While I felt that taking 86 great kids to New York City recently was complicated enough, I lessened the fear factor by taking only those students whom I viewed as self-disciplined. Was this prudent or an invitation to a discrimination lawsuit? Can schools bar students from participation or does everyone have to make the sports team and get a gold sticker? Don't confiscate any student possessions Taking food from kids eating in restricted areas, or confiscating knives, violates students' rights just as surely as school rules banning cellphones violate parents' rights to keep their children safe. Teachers, keep your hands manacled and your mouth muzzled. Fortunately, the time to mothball teachers and the teaching profession is not yet here, and so, for the healthy proliferation of the species, something has to change. If teachers cannot be protected from the litigation explosion in the classroom, it's clear that they must adjust their teaching styles. Immediately.

**THE GAZETTE : TA strike leaves trail of bad blood at McGill : "Disgruntled strikers are rethinking their future at McGill." – Saturday, May 03, 2008**

PEGGY CURRAN, on illogical decisions Where's the logic? McGill University takes pride in its reputation as one of the premier schools in North America, maybe the world – an image built on academic standards and professors with alphabet soup after their names. McGill finds itself embroiled in a labour dispute with teaching assistants. It fires strikers from their other jobs on campus, citing a strict interpretation of the Quebec Labour Code. Professors, uneasy with the optics or besieged with extra chores because of the strike, don't jump to fill in the blanks in the spring course calendar. Eleven courses have been cancelled this month because the people slated to teach them belong to the TA union. Other courses set to begin next month are listed as "to be announced." But there are some courses graduating students need to complete degree requirements, if not in June, then by the fall.

Which brings us to the strange tale of "Introduction to Deductive Logic." A mandatory course for philosophy majors, logic is a tough nut many students postpone until the last moment. This month, the course was supposed to be taught by a PhD candidate in philosophy. When he was fired – TAs belong to their union for a year after their last term of employment – the philosophy department scrambled to find a replacement. And so, PHIL 210 is being taught by two computer science majors who won't collect bachelor's degrees until next month. Morton Mendelson, deputy provost for student life and learning, yesterday refused to discuss the academic status of the replacement lecturers, citing privacy rules. He said logic is offered in many disciplines, and the chair of the philosophy department is confident the duo have the skills to teach the course. Given that the pair have not

taught "this course" before, Mendelson said, a faculty supervisor will oversee their classes. Last week, a Quebec labour board ruled in favour of McGill's interpretation that professors are ultimately responsible for their classes and that marking exams does not constitute strikebreaking. Now we've got professors monitoring student teachers, who, brilliant though they may be, won't begin studying for master's degrees until September. There were hints yesterday a settlement is near at McGill. Teaching assistants dropped their monetary demands. McGill clarified how much work a TA can be expected to do. But this strike has left a trail of bad blood. Disgruntled strikers – many hot-shots who've collected prizes and fat grants – are rethinking their future at McGill. The squabble has professors questioning not only the administration but the McGill Association of University Teachers, the faculty association that represents them.



"Faculty members may criticize the university administration for a heavy hand, but senate meetings are more collegial, more open for dissent, and more constructive than MAUT gatherings," said one of 17 professors who wrote to provost Anthony Masi supporting the TAs. "Negotiations for faculty salary increases are under way, I assume, and I guess the MAUT folks don't want to rile the administration, but for one group of

teachers to ignore the efforts of another group to improve their working conditions is shameful, at least." A lecturer on a temporary contract senses a shift in the mood by colleagues shocked by the administration's "egregious and despicable behaviour." "McGill has attempted to bully its TAs, bully its professors, bully its lecturers," he said in an email. "A few weeks ago, the university could have

argued that the issues were minor, that it was just a matter of establishing pay, working conditions. The issue now is one of values: what are the values of the university? Do we value the bottom line above all? Do we hold that might makes right?" McGill may discover it has won the battle but lost the war. And where's the logic in that?

## **RADIO-CANADA / ABITIBI-TÉMISCAMINGUE : Diplômes universitaires : La région tire de la patte - Mise à jour le vendredi 2 mai 2008 à 17 h 06**

Plus d'info  
Audio et Vidéo

[Un reportage de Jessica L'Heureux](#)

Moins de gens possèdent un diplôme universitaire en Abitibi-Témiscamingue que dans l'ensemble du Québec. Le recensement 2006 de Statistique Canada révèle que l'écart entre la région et le reste du Québec est de 8 %, un écart qui a peu changé au cours des dernières années. En fait, seulement 13 % des résidents de la région ont en poche un diplôme universitaire.

Selon l'agente de recherche à l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, Julie Thibault, l'âge a un impact sur le taux de scolarisation. « Il y a plusieurs personnes qui sont plus âgées qui n'ont pas fait de longues études, entre autres en raison de la structure de notre économie, qui est très orientée vers le secteur primaire. Alors à l'époque, pour travailler dans les mines ou en forêt, ce n'était pas nécessaire d'avoir fait de longues études. Et ça se traduit dans les données qu'on regarde aujourd'hui », dit-elle.

Quant à la rectrice de l'université régionale, Johanne Jean, elle explique en partie le faible nombre de diplômés par le manque d'accessibilité aux études universitaires dans certaines MRC de la région.

Johanne Jean est tout de même satisfaite des efforts déployés pour améliorer le taux de scolarisation. Elle ajoute qu'il est primordial que les niveaux secondaire, collégial et universitaire travaillent ensemble pour favoriser la réussite.

## **RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégeps de l'Est du Québec : Les craintes se font plus vives - Mise à jour le vendredi 2 mai 2008 à 15 h 05**

Les enseignants des cégeps de Rimouski et de la Gaspésie demandent à nouveau à Québec de réinvestir en éducation. Les enseignants estiment que leurs institutions souffrent d'un sous-financement chronique qui pénalise leur avenir. Récemment, le collège de la Gaspésie et des Îles a dû fermer neuf programmes en raison de la décroissance démographique.

À Rimouski, 7 des 28 programmes offerts par le cégep attire de moins en moins d'élèves. Ces programmes sont menacés à court et à moyen terme, croit Claude Gaudreau, coordonnateur du Syndicat des enseignants du cégep de Rimouski. Le nombre d'enseignants à temps complet a diminué de 80 au cours des 10 dernières années au cégep de Rimouski. « 80 fois 60 000 \$, on est

dans les gros chiffres comme impact économique direct dans la région de Rimouski », fait valoir Claude Gaudreau.

Les enseignants demandent donc à nouveau à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, de revoir le financement des collèges situés en région afin d'en assurer l'avenir.

## **RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Éducation : La CSQ réclame un réinvestissement massif - Mise à jour le vendredi 2 mai 2008 à 11 h 49**

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) craint que la baisse de la clientèle scolaire en Mauricie ait des conséquences négatives sur les services offerts dans la région. Selon la CSQ, le gouvernement doit consacrer plus d'argent à l'éducation pour éviter une telle situation. La Mauricie est l'une des régions du Québec les plus fortement touchées par la diminution du nombre d'élèves. Il y a cinq ans, 30 000 jeunes étaient inscrits au niveau préscolaire et dans les écoles primaires et secondaires de la Mauricie. Dans 13 ans, il en restera un peu moins de 23 000.

Cette diminution du nombre d'élèves entraînera une baisse des subventions pour les commissions scolaires.

Selon le président de la CSQ, Réjean Parent, la solution passe par un financement accru dans le secteur de l'éducation. « Il y a quelques semaines, on rencontrait la ministre des Finances et on l'invitait à réinvestir en éducation. Sur trois ans, un réinvestissement de 1 milliard et demi. [...] Ça fait seulement nous mettre au même niveau que la moyenne canadienne. »

Avec plus d'argent, les commissions scolaires pourraient réduire le nombre d'élèves par classe et mieux encadrer les élèves en difficulté, soutient M. Parent. Le président de la CSQ donne l'exemple de la Finlande où il y a 18 élèves par classe, comparativement à une trentaine au Québec.

Au Centre-du-Québec, la baisse du nombre d'élèves sera beaucoup moins marquée qu'en Mauricie. La CSQ est toutefois d'avis que cela ne diminue en rien le besoin d'investissements supplémentaires.

## **LE DEVOIR : Opinion : L'UQAM sait très bien sur quel pied danser, par Claude Corbo, Recteur de l'UQAM - Édition du vendredi 02 mai 2008**

Dans le cahier «Université» du Devoir des 26 et 27 avril 2008, sous le titre «Mission sociale pour le haut savoir! L'utilitaire a aussi la cote», Normand Thériault s'interroge sur les intentions de l'UQAM en ce qui concerne ses programmes de danse. «Le recteur Corbo, écrit M. Thériault, s'est ainsi demandé s'il ne fallait pas se retirer au propre et au figuré de la danse.» Le propos appelle une mise au point.

Premièrement, l'UQAM tire une grande fierté d'abriter une très importante faculté des arts rassemblant les arts visuels, le design, la littérature, les arts de la scène -- dont la danse -- et l'histoire de l'art. Cet engagement dans les arts remonte aux origines de l'établissement et en demeure un des fleurons. Il n'a donc jamais été question de mettre méthodiquement la hache dans les programmes d'arts.

Deuxièmement, l'utilitaire, puisque ce mot semble avoir la cote, n'est pas nécessairement circonscrit

à une élite de disciplines choisies. Exclure les arts d'une vocation réelle à l'«utilité» économique et sociale résulte d'une singulière myopie.

Vitalité culturelle

Ainsi, par son sommet sur la culture de novembre 2007, la Ville de Montréal a clairement démontré sa volonté d'être une importante métropole culturelle. Outre une évidente contribution à la qualité de vie de sa population, le statut de métropole culturelle contribue directement à la prospérité économique de tous [...].

Dans l'économie contemporaine, les «industries culturelles» sont un secteur efficacement générateur de richesse. Les blockbusters cinématographiques, le Cirque du Soleil ou l'artiste Céline Dion ne sont que quelques exemples de phénomènes dont les retombées économiques se chiffrent par centaines de millions et même par milliards de dollars.

**Utilité économique**

L'opiniâtre acharnement des États-Unis à libéraliser sans restrictions le «commerce» des biens culturels prouve l'importance et la valeur financière de ce secteur d'activité. Cela élargit la notion d'«utilité économique et sociale» et projette un éclairage révélateur sur le caractère essentiel de l'enseignement universitaire des arts.

Le Québec, dans la brutale concurrence économique entre nations qui accompagne la mondialisation, n'a que peu d'atouts pouvant échapper à la délocalisation et lui permettant de développer des secteurs économiques forts. L'un d'eux est sa nature, qui peut servir de base à des activités touristiques. Un autre est son identité culturelle propre, base nécessaire d'industries culturelles (qui peuvent aussi aider l'industrie touristique, avec le patrimoine). Ici aussi, l'«utilitaire» est présent.

**Former la relève**



Seulement, pour faire de Montréal une métropole culturelle, pour développer des entreprises culturelles fortes, pour tirer de l'identité culturelle des biens et des services susceptibles de répondre aux marchés intérieurs et extérieurs, pour faire naître d'autres Cirque du Soleil, d'autres Céline Dion ou d'autres Invasions barbares, il faut former sans cesse une relève de créateurs, d'artistes, d'interprètes, d'écrivains, de critiques et de gestionnaires culturels.

C'est précisément le rôle de l'enseignement universitaire en arts plastiques, en design, en arts de la scène, etc., et aussi de la recherche et de la création qu'effectuent les professeurs des facultés des arts. C'est pourquoi l'UQAM tire grande fierté de sa faculté des arts et entend la soutenir et la développer pour répondre à d'évidents besoins de Montréal et du Québec, besoins non seulement culturels et sociaux mais aussi économiques. Au sens large du terme, les arts sont tout aussi

«utilitaires» que les autres disciplines universitaires.

#### La danse revue et corrigée

Venons-en enfin à la danse. L'UQAM offre un programme de baccalauréat en danse et aussi une maîtrise. Il n'est pas question de les supprimer. Cependant, comme d'autres, ces programmes font l'objet d'une revue qui a pour objectif de les préserver dans les meilleures conditions pédagogiques et économiques possibles.

C'est le cas du baccalauréat en danse. Cependant, quand un programme ne compte pas d'étudiants (par exemple, le diplôme d'études supérieures en danse comptait un inscrit en 2006 et aussi un seul en 2007), une décision doit être prise. Avec l'accord des instances intéressées, il fut décidé de suspendre les admissions; il ne faut pas s'obstiner.

#### Maitrise

Quant à la maîtrise en danse, la décision a été prise, encore une fois avec l'accord des unités concernées, d'ouvrir les admissions aux deux ans dans l'espoir de constituer une cohorte suffisamment nombreuse pour que le programme puisse se donner avec la variété de cours appropriés. Il est injustifié de croire que l'UQAM veut abolir la formation en danse. Mais on ne peut pas forcer une université à dispenser des programmes où il n'y a pas d'inscrits.

Ainsi, tant pour la formation en danse que pour la formation en arts en général, l'UQAM sait très bien sur quel pied danser. Il s'agit de maintenir le meilleur éventail possible de programmes en arts pour répondre aux besoins de la société en privilégiant les programmes menant à des grades parce que, par leur nature même, les programmes courts visant le réoutillage ou le recyclage de groupes limités ne peuvent avoir une semblable permanence.

## LE DEVOIR : L'UdeM menace d'abolir ses activités culturelles - Édition du vendredi 02 mai 2008

Clairstandée Cauchy

L'Université de Montréal menace d'abolir le Service des activités culturelles si les associations étudiantes ne donnent pas leur aval à une hausse des frais afférents plus importante que celle autorisée par le gouvernement du Québec.

Une pléiade d'activités parascolaires risquent ainsi de disparaître dès septembre prochain, telles la troupe de danse, la chorale, la comédie musicale ou encore les activités de théâtre. Le service de l'Action humanitaire et communautaire, qui organise entre autres la distribution de milliers de paniers de Noël, est aussi dans la mire de l'administration. Ces deux unités, dont les budgets relèvent de la direction des Services aux étudiants (SAE), coûtent respectivement 435 000 \$ et 300 000 \$. Or les Services aux étudiants accusent un manque à gagner d'environ 750 000 \$, sur un budget total de neuf millions, pour couvrir les «coûts de système» et réinvestir un peu dans l'aide psychologique aux étudiants, selon la direction de l'université.

Pour pallier ce problème et financer de nouveaux services, l'UdeM comptait hausser les frais de 180 \$ par année (hausse à laquelle on ajoute une nouvelle cotisation automatique non obligatoire), ce qui générerait des revenus d'environ sept millions. Mais voilà, la nouvelle politique du gouvernement sur les frais institutionnels annoncée en février dernier est venue contrecarrer les plans de la direction en limitant les hausses à 50 \$ par année, à moins qu'une entente ne soit conclue avec les représentants des étudiants.

L'administration a fait savoir au cours des derniers jours que les activités culturelles et celles de l'Action humanitaire et communautaire (AHC) ne pourront être maintenues à moins de procéder à des hausses plus importantes que celles autorisées.

«C'est le scénario du pire. Toutes les petites coupes qu'on pouvait faire au jour le jour, on les a faites au cours des dernières années. Maintenant, nous avons besoin d'une hausse des frais afférents pour couvrir les coûts de système et faire un peu de développement là où on doit absolument en faire. Mais la première option, c'est la négociation avec les étudiants», explique la porte-parole de l'Université de Montréal, Sophie Langlois.

Elle précise que les autres activités des SAE, telles que la distribution de l'aide financière, l'aide aux étudiants handicapés, le soutien pédagogique, l'accueil des étudiants internationaux et le soutien pédagogique, ne peuvent faire l'objet de compressions.

À la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), on se dit très conscient de l'importance des services menacés de fermeture. Sans commenter plus avant la situation, la FAECUM précise toutefois que les négociations se poursuivent avec la direction.

«Négociez!»

Le «plan de contingence» de l'Université de Montréal est tombé comme une tonne de briques cette semaine sur les artistes étudiants qui gravitent autour du Service des activités culturelles. Ces derniers ont entrepris de faire pression sur l'association étudiante et la direction, les sommant d'arriver à une solution négociée. «C'est incroyable qu'on pense mettre la hache dans des services aussi rassembleurs pour moins d'un million», s'exclame la porte-parole de la coalition spontanée d'utilisateurs des services, Olivier Sylvestre, qui fait partie de la troupe de théâtre.

Les usagers soulignent que les deux services menacés contribuent à développer le sentiment d'appartenance à l'université et à mieux intégrer

les étudiants étrangers et ceux issus des différentes régions du Québec.

La direction de l'Université de Montréal estime qu'une hausse supplémentaire de 30 \$ par année (1 \$ par crédit) permettrait de maintenir les deux services. Cette augmentation s'ajouterait à celle de 50 \$ déjà prévue, ce qui correspond à 1,75 million. La majeure partie de cette somme, voire la totalité, servira à renflouer le fonds de gestion, explique Mme Langlois pour justifier la nécessité de hausses supplémentaires dédiées aux SAE.

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, on préfère ne pas commenter les discussions en cours à l'Université de Montréal. «La politique sur les frais institutionnels vise à assurer une plus grande transparence. On veut que, lorsqu'il y a une hausse de frais, les étudiants sachent exactement pour quoi ils vont payer. On veut que les universités discutent avec les associations étudiantes. Si elles ne s'entendent pas, les barèmes [de hausses maximales] s'appliquent», indique l'attaché de presse de la ministre, Jean-Pascal Bernier.

L'Université de Montréal est aux prises avec un déficit accumulé de 115 millions et un déficit de fonctionnement de 7,8 millions pour la prochaine année. Si l'établissement n'arrive pas à atteindre ses cibles budgétaires, Québec retiendra de nouveau une partie de sa subvention, en vertu des mesures de redressement convenues récemment. Au cours de l'année financière qui s'achève, l'UdeM a dû déboursier environ un million en frais d'intérêt parce que Québec a retenu pendant plusieurs mois la subvention conditionnelle. «On ne le fait pas de gaieté de coeur. C'est triste d'en être rendu à évaluer ces options. Mais dans notre situation financière, on ne peut pas faire de déficit supplémentaire», conclut Mme Langlois.

## LA PRESSE / CYBERPRESSE : L'UdeM menace de sabrer dans les activités culturelles - Lundi 05 mai 2008 / Le vendredi 02 mai 2008

La Presse Canadienne  
Montréal

L'Université de Montréal, qui est aux prises avec un déficit, menace d'abolir le Service des activités culturelles si les associations étudiantes n'approuvent pas une hausse des frais afférents plus importante que celle autorisée par le gouvernement du Québec.

Plusieurs activités parascolaires risquent ainsi de disparaître dès septembre, telles la troupe de danse, la chorale, la comédie musicale ou encore les activités de théâtre.

Le service de l'Action humanitaire et communautaire, qui organise entre autres la distribution de milliers de

paniers de Noël, est aussi dans la mire de l'administration.

Ces deux unités, dont les budgets relèvent de la direction des Services aux étudiants (SAE), coûtent respectivement 435 000 \$ et 300 000 \$. Or les Services aux étudiants accusent un manque à gagner d'environ 750 000 \$, sur un budget total de neuf millions. Pour pallier ce problème et financer de nouveaux services, l'institution comptait hausser les frais de 180 \$ par année.

Mais la nouvelle politique du gouvernement sur les frais institutionnels annoncée en février dernier est venue contrecarrer les plans de la direction en limitant les hausses à 50 \$ par année, à moins qu'une entente ne

soit conclue avec les représentants des étudiants. Du côté de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), on souligne que les négociations se poursuivent avec la direction.

Les usagers soulignent que les deux services menacés contribuent à développer le sentiment d'appartenance à l'université et à mieux intégrer les étudiants étrangers et ceux issus des différentes régions du Québec.

L'Université de Montréal est aux prises avec un déficit accumulé de 115 millions \$ et un déficit de fonctionnement de 7,8 millions \$ pour la prochaine année. Si l'établissement n'arrive pas à atteindre ses cibles budg-

## LE DEVOIR : L'Université du Québec s'installe à Paris - Objectifs: favoriser la mobilité des étudiants québécois et développer de nouveaux partenariats Édition du jeudi 01 mai 2008

Clairandree Cauchy

L'heure est à l'internationalisation de l'éducation. De plus en plus, les universités cherchent à attirer davantage d'étudiants étrangers et à faire vivre des expériences internationales à leurs étudiants québécois. Le réseau de l'Université du Québec s'inscrit résolument dans cette tendance en ouvrant un bureau à Paris.

Le réseau de l'Université du Québec (UQ) a désormais pignon sur rue à Paris. Le regroupement des neuf universités publiques québécoises inaugurerà à la fin du mois la Maison de l'Université du Québec dans la métropole française dans l'espoir de tisser des liens plus étroits avec le milieu universitaire français. On souhaite ainsi favoriser la mobilité des étudiants québécois et développer des projets de recherche conjoints avec des universités françaises.

Avant même que le ruban ne soit officiellement coupé, le bureau parisien compte déjà un employé, un seul, depuis janvier. Il s'agit du directeur des affaires étudiantes, Georges Arcand, qui continuera à assumer ses fonctions en collaboration avec ses vis-à-vis des universités québécoises tout en développant des partenariats avec les institutions françaises.

Le bureau, dont l'inauguration est prévue le 27 mai, dispose d'un budget de fonctionnement annuel de quelque 200 000 \$. On précise cependant à l'UQ que le salaire du directeur des affaires étudiantes était déjà couvert par le réseau. Pour l'heure, le siège social finance la dépense, mais des négociations sont à prévoir avec les différentes composantes de l'UQ afin que les coûts soient partagés.

Selon le vice-président à l'enseignement et à la recherche du réseau UQ, Daniel Coderre, cette

présence physique en France contribuera à établir des partenariats avec les universités françaises, voire européennes, pour l'enseignement et la recherche. «En ayant quelqu'un en France, on fait rapidement partie des cercles où l'information circule», a expliqué M. Coderre.

La Maison de l'UQ à Paris ne vise pas nécessairement à recruter des étudiants français. Dans ce rayon, les affaires vont déjà plutôt bien. En fait, il y a cinq étudiants français dans le réseau de l'UQ pour chaque étudiant québécois qui effectue un séjour en France. La croissance des effectifs du réseau depuis deux ans, qui s'établit à 0,7 %, est en effet essentiellement attribuable à l'accroissement du nombre de séjours d'étudiants étrangers, dont une très grande majorité proviennent de France. Le nombre d'étudiants français dans les composantes de l'UQ est passé de 1481 en 2005 à 1734 deux ans plus tard.

«On veut faire bouger davantage les étudiants québécois à l'étranger. La Maison du Québec devient un acteur facilitateur», a poursuivi M. Coderre. L'UQ veut notamment développer des programmes de formation conjoints entre ses établissements et des universités françaises. «Nous voulons nous assurer de développer des cursus intégrés pour nos étudiants québécois à l'étranger. On veut éviter le simple tourisme académique», a indiqué M. Coderre.

Déjà, les projets vont bon train avec des universités parisiennes ainsi que les régions de l'Aquitaine et de la Bretagne. Un projet de maîtrise commune sur l'eau en coopération avec l'Université de Bordeaux est d'ailleurs dans les cartons.

L'UQ espère même que les partenariats avec les universités françaises serviront de tremplin vers l'Europe, voire avec le reste du monde, notam-

ment grâce au programme de l'Union européenne Erasmus Mundus, dont l'objectif consiste à favoriser la mobilité étudiante.

Recherche conjointe

Au-delà de la mobilité étudiante, l'UQ caresse aussi l'espoir de développer des projets de recherche conjoints France-Québec, ce qui permettrait de tirer profit de la manne de financement universitaire de l'Union européenne. «Par notre présence plus continue, cela facilite un type de maillage et de financement auquel nous n'avons pas accès actuellement», a ajouté M. Coderre.

L'UQ espère ainsi gagner certains avantages sur le plan de la recherche internationale dans ses créneaux comme la forêt, l'eau, l'énergie, la santé et le développement régional. «C'est notre réponse à la mondialisation. Les universités de pays comme le Brésil, la Russie ou la Chine connaissent des croissances incroyables en recherche. Nous ne voulons pas rester isolés ici. [...] Notre masse critique avec notre réseau au Québec, ajoutée à une masse critique en France, va nous permettre de mieux nous positionner à l'international», croit M. Coderre.

L'ouverture de ce bureau survient au moment même où le Centre de coopération inter-universitaire franco-québécoise (CCIFQ), qui existait depuis près de 25 ans, est en train de fermer ses portes, selon ce qu'a appris Le Devoir. Québec songerait à créer un organisme qui nécessiterait moins de dépenses fixes (comme un bureau à Paris) et distribuerait plutôt des enveloppes directes aux universités. Les discussions se poursuivent toujours entre les gouvernement français et québécois afin de définir ce qui remplacera le CCIFQ.

## Manifestation 1<sup>er</sup> mai, à Montréal

### LA PRESSE : Brutale manif pour la fête des Travailleurs – Vendredi 02 mai 2008

#### Brutale manif pour la fête des Travailleurs



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE  
Une manifestation anticapitaliste organisée en l'honneur de la fête des Travailleurs a tourné au vinaigre, hier. Peu avant 18 h, quelques centaines de personnes se sont rassemblées au coin des rues Ontario et Valois, dans l'est de la ville. Ils ont entrepris une marche vers la rue Sainte-Catherine, non loin du pont Jacques-Cartier. Mais en chemin, des bagarres ont éclaté parmi les manifestants. Certains ont lancé des projectiles sur les policiers. D'autres ont été blessés après avoir été pris à partie. Peu avant 20 h, l'escouade antiémeute a chargé le groupe, utilisant matraques et gaz poivre pour le disperser. Trois personnes ont été arrêtées. Deux seront accusées de voies de fait contre des policiers et une autre de méfait pour avoir peint un graffiti. — Martin Croteau

CENTRE-SUD

**Trois arrestations**

Les policiers du SPVM ont arrêté trois individus, hier soir, lors de la manifestation en l'honneur de la Journée des travailleurs, qui se tenait dans le quartier Centre-Sud à Montréal.

Les trois suspects devraient comparaître ce matin, l'une pour répondre à une accusation de méfaits pour des graffitis et les deux autres pour voies de fait sur des policiers. La manifestation, qui s'est déroulée près du pont Jacques-Cartier, a passablement perturbé la circulation juste après l'heure de pointe.

**MEDIA-MATIN QUÉBEC : Militants anticapitalistes devant le Journal de Québec - Le vendredi 2 mai 2008**

CÉDRIC BÉLANGER

Environ 35 militants anticapitalistes ont manifesté dans les rues de Vanier, notamment devant les bureaux du Journal de Québec, hier soir, dans le contexte de la Journée internationale des travail-

leurs. Des membres du Parti communiste révolutionnaire, du Parti communiste du Québec, de l'Association québécoise des amis de Cuba et de la Fédération des communistes libertaires du nord-est ont pris part à cette marche pacifique.

Lors de leur arrêt au Journal de Québec, où les attendaient plusieurs agents de sécurité, un porte-parole a dénoncé la gestion de l'empire Quebecor. Les manifestants sont ensuite allés marcher dans les quartiers résidentiels de Vanier.

**THE GAZETTE : Pepper spray scatters marchers : MAY DAY RALLY ' Some people came armed with baseball bats' - Friday, May 02, 2008**

JASON MAGDER THE GAZETTE

Police used pepper spray to disperse a May Day rally and march minutes after it began last night in the eastern part of downtown.

Montreal police Constable Laurent Gingras said some of the 300 protesters became violent during the anti-capitalism march that started about 6:30 at the corner of Valois and Ontario Sts.

Police moved in to disperse the crowd about a half hour after the demonstration began.

"Some people came armed with baseball bats that had nails sticking out of them. Some people also threw billiard balls at police officers," Gingras said.

Many protesters said the police were unduly violent.

"I saw them hitting people, mostly with their clubs," protester Marco Iosabvitch said. "They didn't discriminate. They hit women, old people, young people."

Another protester said police seemed to instigate most of the violence.

"They circled us and they became very aggressive," said the 21-year-old Montrealer who would not give his name.

"There wasn't any act of violence on the part of the protesters. There was no broken glass," he added.

One of the protesters, Marco Iosabvitch, 18, said he believes police moved in because a group of

anarchists started a fight with two well-known neo-Nazis who attended the protest.

"We think the neo-Nazis were there to sabotage the demonstration," he said. "But the violence only lasted a few seconds and then they all ran away."

Protesters were also seen throwing beer bottles, cans of spray paint, and sticks at police.

Police answered with pepper spray, and by penetrating the crowd to disperse the protesters.

Gingras said he didn't know if police used pepper spray.

"It's possible some protesters were pepper sprayed. I can't confirm that," Gingras said.

Gingras said it would take several days before he could confirm whether pepper spray was used.

A protester who calls himself S.I.D. Killer said police were "damn brutal."

"They provoked us so that they could show that we are violent," he said.

Gingras said police acted appropriately.

"The protest became illegal as soon as it became violent. We had the responsibility to intervene and to disperse the crowd."

The riot squad was deployed at the intersection of Ste. Catherine St. and De Lorimier Ave. Gingras said it was in order to prevent the protesters from blocking the Jacques Cartier bridge.

Gingras said police arrested three people, two for assaulting police officers and a third person for

mischief, because he was spray painting graffiti on public property.

He said there were no reports of injuries last night.

The protest ended in front of the Papineau métro station at the corner of Ste. Catherine St. East and Cartier St. As a group of protesters gathered and chanted about 8 p.m. However, the protesters descended into the métro as a group of about 20 police officers surrounded the station.

About 10 officers followed the protesters into the station and down to the métro platform, to make sure they got on the train.

Several protesters said they believe police were overly anxious to quell the demonstration in light of recent violence that erupted last month after celebration of the Canadiens' win in the first round of the hockey playoffs against Boston got out of control.

Gingras said that's not the case and that the event could have gone much smoother if organizers had been more co-operative with police.

"We have 1,500 events organized every year. 98 per cent of them go well. In this case, when we tried to approach organizers to find out what their plan was, we received no co-operation.

**Les riches, de plus en plus riches, les pauvres, de plus en plus pauvres - Statistiques Canada**

**THE GAZETTE : Poor, middle-income earners did not share in wealth boom : Canada has become a far richer country in 30 years, yet many have fallen behind, by RICK GOLDMAN , lawyer – Friday, May 16, 2008**

As William Watson correctly points out in commenting on two recent Statistics Canada reports, statistics can be selectively used to make the case that things are getting better or worse for the poor in Canada ("The rich get richer but so do the poor," Opinion, May 13). Indeed, whether he

realized it or not, Watson's article included two examples of such selective use of statistics.

In terms of the percentage of Canadians living under our unofficial "poverty line" (StatsCan's "low-income cutoff ") Watson states that the picture has been quite rosy since 1996. And he's right: the percentage of us living in relative low

income dropped from 15.7 in 1996 to 10.5 in 2006. As Watson puts it, if you believe that neo-conservatives have been running economic policy in Canada during that period, well, they just might know what they are doing!

But 1996 was the end of a recession and poverty was at a peak. Taking a slightly longer view,



StatsCan figures reveal that we are actually doing worse today than we were in 1989, when the low-income rate was 10.2 per cent. So, far from making dramatic progress, we are going nowhere fast.

But are the rich getting richer and the poor getting poorer? No, Watson, tells us. While the rich are getting richer, the incomes of the poor are also rising (though not quite as quickly). He is right here as well – as long as we compare the incomes of the richest 20 per cent of families with those of the poorest 20 per cent and again use 1996 as the starting point (as Watson and the recent StatsCan report do). However, a May 2007 StatsCan study tells us that, if we narrow the comparison to the richest 10 per cent of families versus the poorest 10 per cent, and use 1989 as the starting point, the rich still got richer, but the poor actually lost about eight per cent of their after-tax income since then, even accounting for all government transfers.

So, what, if anything, can we state with certainty? Why it's elementary, my dear Watson (sorry, couldn't resist). In the past three decades, Canada has become a far richer country. Real GDP per capita grew by 51 per cent between 1981 and 2006. Yet we have been spinning our wheels, or even losing ground, with regard to poverty and inequality. Nor has the average non-poor "working stiff" benefited from Canada's long-term gains in prosperity. As one of the recent StatsCan studies reports, the median earnings of Canadians

employed all year on a fulltime basis increased by just \$53 – from \$41,348 in 1980 to \$41,401 in 2005 (in 2005 dollars).

As Watson points out, conservatives argue that this wage stagnation doesn't matter, because many families have compensated by having two wage earners. But what kind of a social contract do we have when middleclass families can benefit from decades of economic prosperity only by sending both spouses out to work, instead of just one?

In fact, reducing poverty and inequality are not rocket science. One of the greatest success stories is that of Canadian seniors. In 1986, their low-income rate was 13.5 per cent. By 2005 it had dropped to 5.4 per cent – in other words, about half the low-income rate for all Canadians. What happened? Canada simply resolved to adopt a pension scheme that provided all seniors with a certain minimum standard of living. Some countries have taken the same approach and extended it to all their citizens. For example, Finland and Sweden have overall low-income rates similar to Canada's low-income rate for seniors.

"Aha!" conservatives will shout, "but all that taxing and redistribution will make us an economic basket case." In fact, the "high-equality" Nordic countries have held up well in terms of income per capita, labour productivity and total employment rates, compared with "smaller government" countries like the U.S. and Britain, while maintaining much higher levels of

equality and much lower poverty rates. At present, Canada finds itself somewhere in between these two economic models, though considerably closer to the Anglo-American one.

High-equality countries have also been much more effective at promoting other aspects of their citizens' well-being, notably health outcomes. In his book, the Impact of Inequality: How to Make Sick Societies Healthier, Richard Wilkinson of the University of Nottingham points out that Greeks have a longer life expectancy than Americans – from the richest but most unequal developed country in the world – even though Greece has half the per-capita income of the U.S. Life expectancy is higher in Bangladesh than in Harlem. The infant mortality rate in the U.S. is more than twice that of Finland. Other studies show that "high-equality" countries score better than "small government" countries on social indicators like trust in fellow citizens and in government institutions, leisure time, incidence of drug use and homicides.

The incredible amount of new wealth that Canada has generated in the past three decades has, unfortunately, largely bypassed the poor as well as average wage earners. Canada has, thus far, squandered a wonderful opportunity to use that increased wealth to reduce poverty and inequality and improve the wellbeing, not just of the poor, but of all Canadians.

But, as the old saying goes: "better late than never."

## THE GAZETTE : Opinion : The rich get richer, but so do the poor : Statistics show the gap between top and bottom incomes remains much the same, by WILLIAM WATSON - Tuesday, May 13, 2008

In the last three weeks, Statistics Canada has come out with two reports on Canadians' incomes. One, based on census data, suggested incomes have barely risen since 1980. The other, drawn from a rolling survey of a subset of Canadians, pointed to quite respectable gains over the last 10 years – and in all income groups, not just at the top end.

Not surprisingly, how people reacted to the two reports depended on their politics. The left seized on the first to suggest "neoconservative" government has produced disappointing results. Strangely, many conservatives seemed to accept the premise that they've been running policy since 1980 – which would be more believable if after a quarter century of "conservatism," taxes weren't still running at 40 per cent of GDP – and attacked StatsCan for mistakenly focusing on individual rather than family incomes, which have gone up a little more respectably since 1980.

To my mind, the most interesting fact to come out of either study suggests that despite our ideological ups and downs, things have been strangely constant over the last 30 years. In fact, it almost looks as if there's an "iron law of redistribution" in Canada: Year after year, after all taxes and government transfers have been counted, people in the top fifth of the income distribution make between five and six times what people in the bottom fifth make.

As the bottom line in the chart shows, that ratio – median income of the top fifth of income earners divided by median income of the bottom fifth – is about as flat as Saskatchewan (which means, as you know if you've driven across Saskatchewan, not perfectly flat, but pretty flat).

And it's flat even though the pre-government version of that ratio – the top line in the graph below – looks like the Rockies. Count only what people earn before taxes and before receiving income transfers from government and the top fifth have made as much as 15 times more "market income" than the bottom fifth and also as little as 10 times.

From "market income" there are two steps to after-tax income. Counting people's income from government gets you to the middle line in the table. (In 2006, the latest year for which data are available, it took the ratio from 12.3 to 6.7.) Adding the effect of taxes takes you the rest of the way (to 5.3 in 2006).

Spending is more levelling than taxing but no matter what we've done, we always come back to roughly the same final distribution of income. If you think government has withdrawn from the field, best think again.

And if you do think conservatives have been running things for the last little while – since the mid-1990s, say, when the war on deficits began

in earnest – the data suggest they might know what they're doing.

In 1996, 1.3 million Canadian children lived "in poverty," that is, in families that fell below StatsCan's "low-income cut-off," or LICO (the income below which families typically spend 20 points more of their income on necessities than the median family does). Ten reputedly neoconservative years later how many children lived below LICO? Just 760,000.

In 1996, single mothers earned \$8,700 a year in the labour market. Ten years later, they earned \$23,100 and after taxes and transfers ended up with \$31,700. True, that left 28 per cent of them living below LICO. But that's barely half the 53 per cent who did in 1996.

If you think the rich are always getting richer and the poor poorer – as so many headlines have declared – you have another think coming. Again looking at fifths of the distribution, and going from the lowest to the highest fifth, the growth in real income over the last 10 years was: 24, 21, 19, 20, and 27 per cent. Yes, it was highest in the top fifth but it was pretty good throughout.

Alas, income distributions are complicated things, too complicated to conclude we've had 10 good years simply because our governments finally saw the fiscal-conservative light – however tempting that conclusion might be.

## LA PRESSE : Opinion : Venez nous voir!, par Roger Lafrance, Coordonnateur par intérim de l'ACEF Montérégie-est - Le vendredi 09 mai 2008

**M. Michel Kelly-Gagnon, président du Conseil du patronat;**

**Il faut être particulièrement déconnecté de la réalité pour affirmer qu'il «est tout simplement faux de prétendre que les pauvres se sont appauvris au Canada depuis 25 ans» (La Presse, 8 mai 2008). Si vous le permet-**

**tez, j'aimerais bien vous inviter à vivre une journée dans notre organisme. Votre perception de la pauvreté changerait certainement.**

À l'ACEF Montérégie-Est où je travaille, la moitié de notre clientèle se compose de gens vivant d'aide sociale, l'autre de travailleurs à faible ou moyen revenus. Si vous venez nous voir, vous

constateriez que ces personnes font beaucoup avec très peu. Vous verriez qu'avec 575 ou 692\$ par mois sur l'aide sociale, il faut faire des miracles pour boucler son budget. Vous pourriez aussi m'aider à identifier des solutions possibles pour ces gens.



S'il est si vrai que les pauvres se sont enrichis depuis 25 ans, pourriez-vous me dire pourquoi les banques alimentaires doivent répondre à plus de demandes chaque année, pourquoi les listes d'attente sont si longues pour les logements sociaux et pourquoi il faut aider les parents à chaque rentrée scolaire?

La réalité, c'est qu'il en coûte de plus en plus cher pour se loger au Québec. Les hausses de tarifs chez Hydro-Québec viennent gruger davantage le portefeuille des plus petits. Et que dire des augmentations de l'essence, de la nourriture et de toutes les autres hausses de tarifs de l'État.

Il est vrai que les plus pauvres ne paient pas d'impôts, mais c'est justement parce qu'ils n'ont pas les moyens d'en payer. La hausse récente du salaire minimum va aider beaucoup de travailleurs. Par contre, surtout dans le commerce et la restauration, un grand nombre d'entre eux travaillent moins que 40 heures/semaine. Essayez donc de boucler votre budget en ne travaillant que 24 heures par semaine au salaire minimum! Contrairement à beaucoup d'autres, je ne pense pas que c'est en s'attaquant au salaire des riches qu'on enrichira les plus pauvres de notre société. C'est vrai que certains patrons ont des revenus

disproportionnés mais cela concerne surtout leurs actionnaires. Par contre, pour les plus pauvres, il est important de maintenir et d'accroître le filet social leur permettant de vivre décemment. Dans votre lettre ouverte, j'aurais aimé lire les mots compassion, entraide et justice sociale. C'est pour cela que je vous invite à venir passer quelques heures dans les organismes communautaires qui viennent en aide directement aux plus démunis. Votre perception de la réalité en ressortirait sans doute changée.

**JOURNAL DE MONTRÉAL : Impôts | Entreprises : 44 milliards d'impôts reportés – Vendredi 09 mai 2008**

IMPÔTS

ENTREPRISES



PHOTO D'ARCHIVES

■ Les pétrolières figurent au premier rang des grandes entreprises qui reportent leurs impôts année après année, selon l'étude effectuée par la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM.

## 44 milliards d'impôts reportés

de l'Institut canadien des produits pétroliers, s'en remet au gouvernement.

« On ne peut quand même pas reprocher aux compagnies qui investissent le plus de profiter des politiques fiscales du gouvernement fédéral », explique-t-il.

De l'autre côté, le professeur Lauzon estime que « la classe moyenne paie pour la générosité de nos gouvernements » envers les grandes entreprises.

ter cet impôt l'année suivante, et l'année d'après, sans jamais donner un sou à l'État.

« Cet argent pourrait être utilisé dans les programmes sociaux, qui en ont bien besoin », selon lui.

D'après l'étude, en 2005, 8 des 10 plus grands reporteurs d'impôt au Canada étaient des pétrolières.

Carol Montreuil, porte-parole

Ottawa se prive de milliards de dollars fiscaux en permettant aux grandes entreprises de reporter le paiement de leurs impôts, estime le professeur Léo-Paul Lauzon.

**CÉDRIC LIZOTTE**  
Le Journal de Montréal

Quarante-quatre milliards de dollars, c'est le montant d'impôt qui a été reporté par les grandes entreprises lors de l'année fiscale 2006.

C'est ce que dévoile une nouvelle étude de la Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM.

Avec sa verve habituelle, celui-ci dénonce les pratiques du gouvernement fédéral.

« Au cours des 13 dernières années, (les gouvernements) ont baissé le taux d'impôt statutaire et effacé des grandes entreprises et effacé des grandes entreprises privées. Durant cette même période, le chiffre d'impôt reporté a doublé », indique-t-il.

Il affirme que cet impôt est reporté *ad vitam aeternam* et qu'il n'est jamais payé.

« Rien ne les empêche de repor-

PHOTO D'ARCHIVES-YVAN TREMBLAY

■ Léo-Paul Lauzon dénonce les pratiques du gouvernement fédéral en matière d'impôts.

**IMPÔTS REPORTÉS**

Les 10 plus grands reporteurs d'impôt au Canada en 2005 (en milliards de dollars)

1. EnCana	5,3
2. Canadian Natural Resources	5,0
3. CN	4,8
4. Talisman Energy	3,6
5. Suncor Energy	3,3
6. Husky Energy	3,3
7. Petro-Canada	2,4
8. BCE	2,1
9. Nexsen	2,0
10. Shell Canada	1,7

**LA PRESSE : Forum : Des chiffres trompeurs, par Michel Kelly-Gagnon, Président du Conseil du patronat (www.cpq.qc.ca) - . Le jeudi 08 mai 2008**

**Des données alarmistes publiées par Statistique Canada ont permis à de nombreux médias de clamer, encore une fois, le 1er mai, que «les pauvres s'appauvrissent et les riches s'enrichissent».**

Selon cette étude, le salaire médian des Canadiens, en dollars ajustés pour tenir compte de l'inflation, n'aurait augmenté que de 53\$ de 1980 à 2005. Les 20% les plus pauvres n'auraient même pas bénéficié de cette maigre augmentation, puisque leur salaire réel aurait diminué de 20% pendant cette même période. Les 20% les plus riches quant à eux auraient vu leur salaire s'accroître de 16%.

Ces données ont suscité de nombreuses réactions qui ont permis d'apporter un éclairage beaucoup plus nuancé de la situation. D'ailleurs, Statistique Canada a publié une autre étude cinq jours plus tard contredisant en partie cette conclusion pes-

simiste. Malheureusement, les médias n'y ont pas porté la même attention.

Il est tout simplement faux de prétendre que les pauvres se sont appauvris au Canada depuis 25 ans, et ce, pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, les personnes qui sont pauvres d'une année à l'autre ne sont pas les mêmes. Chaque année, des étudiants et de jeunes travailleurs arrivent sur le marché du travail au bas de l'échelle et ont naturellement de bas salaires. Ils n'y restent pas longtemps.

En fait, de 50 à 60% des gens qui ont connu une période de faible revenu pendant une année n'étaient plus dans cette situation l'année suivante. Selon une analyse de Statistique Canada faite durant les années 90, si l'on observe la situation sur une période de six années, ce sont seulement 3,3% des Canadiens qui sont restés pauvres durant toute cette période.

Les données récentes de l'organisme fédéral doivent aussi être prises avec un grain de sel. Tout d'abord, elles ne tiennent compte que du salaire avant impôt, qui ne reflète pas vraiment le niveau de vie réel des gens. En effet, les plus pauvres paient très peu d'impôt et une partie importante de leur revenu total provient de programmes sociaux. Lorsqu'on inclut les transferts de l'État, la situation est bien différente. Les 20% les plus pauvres ont vu au contraire leur revenu médian passer de 21 100\$ par année à 25 000\$ aujourd'hui en dollars réels (donc en tenant compte de l'inflation).

La situation se complique encore plus lorsqu'on parle de ménages plutôt que d'individus. Comme 87% des Canadiens vivent au sein d'une famille, cette donnée est beaucoup plus pertinente que le salaire individuel pour évaluer la situation concrète des gens.



En effet, depuis 25 ans, les femmes ont continué à entrer en plus grand nombre sur le marché du travail. Et pendant ce temps, les hommes ont eu tendance à faire un peu moins d'heures, même ceux qui travaillent à temps plein. D'une certaine façon, il y a eu un transfert des sources de revenus au sein des familles.

Cette évolution a fait en sorte que le revenu salarial de toutes les familles n'a cessé de croître depuis 1980, même si les salaires des individus sont restés relativement stables. Pour reprendre le cas des deux extrêmes, les 20% les plus pauvres ont vu leur revenu familial augmenter de

15% en dollars réels de 1980 à 2005, alors que les 20% les plus riches bénéficiaient d'un gain de 23%. On parle ici des salaires uniquement, avant les autres transferts. Bref, le scénario marxiste d'une concentration toujours plus poussée de la richesse aux mains d'une petite élite paraît tout à coup bien moins évident!

Enfin, il faut relativiser la notion de «dollars réels». Même en ajustant ces montants pour tenir compte de l'inflation, lorsqu'on compare des données sur une période de plusieurs décennies, on ne parle plus de la même économie. Et cela fait une différence.

Un montant de 1000\$ vous permet aujourd'hui d'acheter un ordinateur portable, un écran de télévision plat, et beaucoup d'autres choses qui n'existaient pas il y a 25 ans. Avec le même montant de 1000\$ (ajusté pour l'inflation) en 1980, ou même avec plus, vous n'auriez pu vous offrir aucun de ces biens et services qui contribuent à votre niveau de vie aujourd'hui.

À cause des échanges internationaux, des améliorations technologiques, de l'évolution relative des prix et de nombreux autres facteurs, la comparaison devient très difficile sur de longues périodes.

---

## THE GAZETTE : Rising family earnings equal more work : "One thing explains nearly all of the difference: more wives are working." – Tuesday, May 06, 2008

---

JAY BRYAN, on earnings

Last week, Statistics Canada was telling us that the earnings of a middle-income Canadian with a full-time job hadn't budged from 1980 to 2005, once you adjusted for inflation. How depressing. But in a report yesterday, the federal agency seemed much cheerier, emphasizing that a middle-income family enjoyed a boost of 11.1 per cent over the same period. Then in 2006, median family income rose another 2.1 per cent. Much more encouraging.

But wait a minute. If individuals aren't earning any more and if families are made up of individuals, how can it be that families are earning more? One thing explains nearly all of the difference: more wives are working. While this has brought significant benefits, we shouldn't confuse it with a pay raise. The extra family earnings simply come from more hours of work.

The trend toward women joining the job market is decades old and it's one of the most powerful drivers of change in Canadian society.

On the debit side, it can be hard for a two-earner family to squeeze in the time to raise children and carry out family chores. As well, much of the added income can be consumed by child care.

On the credit side, a second earner can roughly double a family's income, although the gain isn't usually that great because many women continue to earn less than men.

On balance, though, the slow, steady move of couples toward two-income status has had a

powerful influence. Rising average incomes of female partners much more than offset a small decline in the incomes of male partners during the 25 years up to 2005.

Even if you ignore stuff like transfer payments and investment income that contributed a little to the 11.1-per-cent headline income-growth number, the earnings of the median family rose by 9.3 per cent.

And if you leave out singleparent families in order to capture the full impact of the two-earner phenomenon, earnings grew by 14.5 per cent.

This is much happier news than we got in last week's grim report on stagnating median income for individuals, but it's essential to keep something in mind: just like that depressing report, this encouraging one paints only part of the picture.

It's true that a typical family has higher earnings than it did a generation ago, but it's also true that these earnings were generated entirely by additional work.

Although many women wanted this work, which provided independence and sometimes interesting careers, it's not as if people in this middle-income slice of Canada's population got a real pay raise.

Why should anyone care where the money came from? Because a raise is something that you can aspire to year after year all during your working years. A spouse's additional income comes along but once.

That isn't contradicted by the fact that family incomes have continued rising all during the past 25 years. This is merely a national average, reflecting the impact of more and more women working, of increasing numbers of them working fulltime instead of part-time and of the higher degree of education attained by a typical woman.

Now we could be nearing the end of the positive impact from this two-earner effect.

"As women's participation rate rises, we're starting to approach a plateau. Obviously, there's a limit," noted René Morissette of Statistics Canada. Back in 1980, only 57 per cent of adult women were participants in the job market, compared with 86 per cent of men. By 2005, that gap had shrunk by two-thirds, with 73 per cent of women in the job market compared with 83 per cent of men.

Since women still do all of the child-bearing and most of the child-rearing in most families, it could be unreasonable to expect that their participation rate will ever rise all the way to match that of men.

On the other hand, there's still hope for higher incomes. Real individual incomes have turned upward again in recent years, driven partly by labour shortages and possibly also by Canada's long-running commodity boom. Analysts are betting that this trend will probably intensify as baby boomers retire and labour markets get even tighter.

---

## THE NATIONAL POST : First page : Poor got richer in 2006: StatsCan – Tuesday, May 06, 2008

---

BY ERIC BEAUCHESNE

OT TAWA • The rich did not get richer in 2006, but the poor did, according to a Statistics Canada report yesterday.

As a result of strong economic growth and gains in employment, pre-tax family income rose by 2.1% after inflation — an increase for the third consecutive year, Statistics Canada said.

And thanks to increases in government transfers, after-tax incomes also rose by 2.1%.

The report is in contrast to last week's highly publicized census, in which the federal agency reported that earnings of individual Canadians for 2005 had changed little over the past quarter century, and had declined for those at the bottom of the income ladder but rose for those at the top. In yesterday's report, Statistics Canada said families — especially those at the bottom of the income ladder, and those in Alberta and Saskatchewan — saw strong growth in their earnings in 2006.

"After-tax income improved for families in all five income groups, except for those at the top, where it remained stable," Statistics Canada said. "It would, of course, be embarrassing to have to admit that an army of reporters had fallen into the usual rip-and-read news gathering trap, especially when the trap is one that, ideologically, most media like to fall into. Reporters merely picked up the slant that was built in to last week's StatsCan press release. It focused on only income Canadians earn from employment earnings, and downplayed the true measure of what drives the well-being of Canadians: total family income."

Senior families — main income earner is over 65 — had a median after-tax income of \$42,000, up 2.9%. Workingage families had a median of \$62,000, a 1.8% gain. However, for both groups this was about an 18% increase since 1996, the end of the last recession.

Single people saw median after-tax income rise 4.6% to \$22,800 in 2006 — an increase of 23%

since 1996. The report also looked at median total income. For all families this figure was \$67,600, an increase of 5.9% since 2000.

In this category, the highest percentage increase was loneparent families with a median total income of \$37,200 — a rise of 12.4% since 2000. Elderly families saw an 11.6% increase since 2000, to \$46,000.

Meanwhile, the one-fifth of families with the lowest income had an average after-tax income of \$24,600, up 5.6% after inflation, while the 20% with the highest incomes was virtually unchanged at \$133,900.

"Nevertheless, the dollar difference between the average after-tax income of the one-fifth of families with the highest and lowest incomes remained stable in 2006," it added.

Still, that temporarily halted a trend underway over the past decade, in which the gap between the highest- and lowest-income workers has widened

---

## LE QUOTIDIEN – STATISTIQUES CANADA : Le revenu des Canadiens en 2006 – Lundi 05 mai 2008

---



Les données du recensement diffusées le 1<sup>er</sup> mai ont montré une augmentation de 11,1 % du revenu familial médian (avant impôt) entre 1980 et 2005. À la suite de l'essor économique important favorisé par l'accroissement de l'emploi, une hausse additionnelle de 2,1 % a été observée entre 2005 et 2006, selon les nouvelles données provenant de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu. Durant la même période, les transferts gouvernementaux ont aussi augmenté, menant à un accroissement similaire du revenu familial après impôt.

Le revenu médian après impôt des familles était estimé à 58 300 \$ en 2006, en hausse de 2,1 %, en termes réels, par rapport à 2005. Il s'agit d'une troisième augmentation annuelle consécutive. En 2006, cette croissance était le résultat d'une progression du revenu du marché et des transferts gouvernementaux.

L'accroissement du revenu après impôt a été partagé par la plupart des types de familles, y compris les familles d'ainés, soit celles dont le soutien économique principal avait 65 ans ou plus, et les familles plus jeunes en âge de travailler. Les familles d'ainés avaient un revenu médian après impôt de 42 400 \$, en hausse de 2,9 %, alors que les familles en âge de travailler avaient un revenu médian de 62 000 \$, en hausse de 1,8 %.

Le revenu médian après impôt des familles âgées et des familles en âge de travailler a augmenté d'environ 18 %, en termes réels, depuis 1996.

Les personnes seules avaient un revenu médian après impôt de 22 800 \$ en 2006, en hausse de 4,6 % par rapport à 2005.

Deux des trois principales composantes du revenu après impôt (le revenu du marché et les transferts gouvernementaux) ont augmenté en 2006, tandis que la médiane des impôts sur le revenu des particuliers est demeurée pratiquement inchangée.

Pour une troisième année consécutive, les familles albertaines ont enregistré le revenu médian le plus élevé après impôt, soit 70 500 \$. Elles étaient suivies des familles de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.

#### **Note aux lecteurs**

Le présent communiqué offre une analyse du revenu des personnes seules et des familles, ainsi que des renseignements sur la situation du faible revenu. L'analyse du revenu est faite séparément pour les familles et les personnes seules et met l'accent sur les comparaisons entre les années 2005 et 2006.

Puisque les familles excluent les personnes seules, le revenu familial ne donne qu'une vue partielle de l'état du revenu et de son évolution. Pour l'analyse des distributions, en particulier pour l'étude des tendances à long terme, les analyses devraient être faites en ajustant le revenu familial selon la taille de la famille. Cela permet de tenir compte de l'augmentation du nombre de personnes vivant seules ainsi que de la diminution à long terme de la taille des familles. De telles analyses ne sont pas comprises dans le présent rapport, mais feront l'objet d'études à venir.

Il est à noter que le présent rapport analyse le revenu familial en fonction des médianes. La médiane est le point où la moitié de toutes les familles ont un revenu supérieur au reste, et l'autre moitié, un revenu inférieur. Toutes les estimations de revenu tiennent compte de l'inflation, étant exprimées en dollars constants de 2006; elles sont donc comparables dans le temps, en termes réels.

Le revenu du marché est la somme des gains d'emploi, du revenu net provenant d'un travail autonome, du revenu de placements (sans les gains en capital) et du revenu de retraite d'un

régime privé. Il s'appelle aussi «revenu avant impôt et transferts». Les composantes du revenu du marché ne sont pas analysées séparément. Le revenu après impôt est la somme du revenu du marché et des transferts gouvernementaux, moins l'impôt sur le revenu.

La famille est définie comme un groupe de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont liées les unes aux autres par le sang, le mariage, l'union libre ou l'adoption. Une personne seule est une personne qui vit seule ou avec d'autres personnes qui n'ont pas de lien de parenté avec elle, comme un colocataire ou un pensionnaire.

Le taux de faible revenu de Statistique Canada mesure le pourcentage de personnes seules et de familles qui se trouvent en deçà du seuil de faible revenu (SFR). Le SFR est le revenu après impôt en deçà duquel la plupart des Canadiens consacrent au moins 20 points de pourcentage de plus que la moyenne à l'alimentation, l'habitation et l'habillement.

Ce rapport est fondé sur les données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu. L'enquête vise les personnes vivant dans des ménages privés dans les 10 provinces à l'exception des personnes vivant dans des réserves indiennes et dans des casernes militaires.

Pour obtenir plus de renseignements, consultez le document *À propos de la pauvreté et du faible revenu (13F0027XIF, gratuit)* offert en ligne.

La situation du faible revenu au Canada est demeurée relativement stable en 2006. On estime à 633 000 (7,0 % du total) le nombre de familles qui étaient en deçà du seuil de faible revenu après impôt de Statistique Canada. Environ 760 000 enfants de 18 ans et moins, soit 11,3 % du total, vivaient dans des familles à faible revenu.

#### **Revenu du marché : augmentations pour les familles en âge de travailler**

Les familles en âge de travailler, soit celles dont le soutien économique principal était de 64 ans ou moins, avaient un revenu médian du marché de 66 800 \$, en hausse de 1,8 % par rapport à 2005.

Le revenu du marché des familles d'ainés et des familles monoparentales ayant une femme à leur tête est demeuré inchangé en 2006. Cependant, au cours des 10 dernières années, les deux groupes ont connu des augmentations importantes, qui reflètent les hausses de leurs niveaux d'emploi et de leurs gains.

Les familles d'ainés avaient un revenu médian du marché de 23 300 \$ en 2006, en hausse de 40 % par rapport à 1996, après correction pour tenir compte de l'inflation. Les mères seules avaient un revenu médian du marché de 23 100 \$ comparativement à 8 700 \$ en 1996, laquelle avait été la plus faible valeur observée en 30 ans.

Les familles et les personnes seules ont tiré la plus grande part de leur revenu total du revenu du marché. Pour chaque tranche de 100 \$ de revenu total, les familles en âge de travailler ont reçu 93 \$ en revenu du marché et 7 \$ en transferts gouvernementaux. Par comparaison, les familles d'ainés ont reçu 39 \$ de transferts gouvernementaux et 61 \$ de revenu du marché pour chaque tranche de 100 \$ de revenu total en 2006.

#### **Augmentation des transferts gouvernementaux, pas de changement d'impôts**

Les familles de même que les personnes seules ont vu leurs transferts gouvernementaux augmenter en 2006, en raison de l'introduction de nouveaux programmes. En même temps, les impôts payés sont demeurés à peu près inchangés.

Les transferts gouvernementaux médians des familles ont été de 4 500 \$ en 2006, en hausse

de 500 \$ par rapport à 2005. Par contre, la médiane des impôts payés a été de 9 000 \$, soit un niveau similaire à celui enregistré en 2005.

Les transferts gouvernementaux aux familles d'ainés sont demeurés inchangés, s'étant fixés à 22 600 \$; toutefois, ces derniers ont néanmoins constitué le montant de transferts le plus élevé parmi tous les types de familles.

Les familles biparentales avec enfants ont profité d'une augmentation du montant des transferts gouvernementaux qu'elles ont reçus. Ceux-ci sont passés de 2 800 \$ en 2005 à 3 300 \$ en 2006, en partie en raison de modifications apportées aux programmes, telles que l'ajout de la Prestation universelle pour la garde d'enfants. Le nombre de familles qui ont touché une prestation fiscale pour enfants en 2006 s'est accru de 3,6 % comparativement à l'année précédente.

Pour les personnes seules, les transferts gouvernementaux médians sont passés d'environ 500 \$ à 600 \$; ces personnes ont payé 2 100 \$ d'impôts.

Selon les estimations de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, 78,2 milliards de dollars ont été transférés aux familles en 2006, en hausse de 5,9 % comparativement à 2005. Une somme estimée à 25,3 milliards de dollars a été distribuée aux personnes vivant seules, en hausse de 2,8 %.

#### **Amélioration du revenu total après impôt pour presque toutes les classes de revenu**

Aux fins de notre analyse, les familles ont été réparties également en cinq groupes, selon leur revenu après impôt, chaque groupe représentant 20 % de l'ensemble des familles.

Le revenu après impôt s'est amélioré pour les familles des cinq groupes de revenu, sauf pour celles du groupe supérieur, où le revenu après impôt est demeuré stable.

Le revenu moyen après impôt du cinquième des familles ayant les plus faibles revenus a crû de 5,6 % par rapport à 2005 pour atteindre 24 600 \$ en 2006. À l'opposé, le revenu moyen après impôt en 2006 pour les 20 % de familles ayant les revenus les plus élevés était pratiquement inchangé, s'étant établi à 133 900 \$ (en termes réels).

Néanmoins, la différence (en dollars) entre la moyenne du revenu après impôt du cinquième des familles dans le niveau le plus élevé et celle des familles dans le plus bas niveau de revenu est demeurée stable en 2006.

#### **Les taux de faible revenu sont stables mais l'écart de faible revenu familial diminue**

La situation du faible revenu au Canada est demeurée relativement stable en 2006. On estime que 3,4 millions de Canadiens (ou 10,5 %) étaient en situation de faible revenu (après impôt) en 2006.

Environ 760 000 enfants de moins de 18 ans, ou 11,3 %, vivaient dans des familles à faible revenu en 2006, soit une proportion qui est également inchangée. Quelque 307 000, ou 40 %, de ces enfants vivaient dans une famille monoparentale dirigée par une femme. De fait, environ un enfant sur trois vivant avec une mère seule était en situation de faible revenu.

Environ 633 000 familles canadiennes, c'est-à-dire 7,0 % du total, étaient en deçà du seuil de faible revenu, ce qui constitue une proportion inchangée par rapport à celle affichée en 2005. Les familles en situation de faible revenu avaient besoin, en moyenne, de 7 000 \$ pour franchir le seuil de faible revenu. Cela représente une amélioration par rapport à l'écart de faible revenu de 8 000 \$ observé en 2005.

Les familles d'ainés, qui ont affiché le plus faible taux de situation de faible revenu en 2006, ont vu



leur taux demeurer relativement stable, celui-ci s'étant établi à 2,3 %.

Environ 29 % des personnes seules vivaient en deçà du seuil de faible revenu. Ce taux variait selon l'âge des personnes; 34 % des personnes non aînées étaient dans cette situation contre 16 % des aînés.

**Les provinces : les familles de l'Alberta ont un revenu médian nettement supérieur à celles des autres provinces**

Pour une troisième année consécutive, les familles vivant en Alberta avaient le revenu médian après impôt le plus élevé (70 500 \$), suivies de celles de l'Ontario (62 400 \$) et de la Colombie-Britannique (60 300 \$).

L'Alberta et la Saskatchewan étaient les deux seules provinces où la variation annuelle du revenu familial après impôt était statistiquement

significative. La médiane a augmenté de 7,0 % en Alberta et de 6,3 % en Saskatchewan.

Les transferts gouvernementaux médians pour les familles ont progressé dans trois provinces : le Nouveau-Brunswick, l'Ontario et l'Alberta.

En Alberta, les transferts gouvernementaux médians ont doublé pour atteindre 3 000 \$ en 2006, comparativement à 1 500 \$ en 2005. Cette forte augmentation a été générée par un programme spécifique à l'année 2006 de remises liées à l'énergie. Selon les estimations de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, cette remise de 400 \$ à chaque déclarant a été distribuée à quelques 910 000 familles et s'est élevée à environ 1,1 milliard de dollars. De même, approximativement 454 000 personnes seules ont bénéficié de ce programme en se partageant 182 millions de dollars.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au 613-951-7355 ou composez sans frais le 1-888-297-7355 ([revenu@statcan.ca](mailto:revenu@statcan.ca)), Division de la statistique du revenu.

Un rapport plus détaillé, *Le revenu au Canada, 2006* (75-202-XWF, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Il contient une analyse ainsi que 15 tableaux aux échelons national et provincial. La publication *Tendances du revenu au Canada, 2006* (13F0022XIF, gratuite), est également offerte. Elle contient 40 tableaux aux échelons national et provincial, ainsi que certaines données à l'échelon des régions métropolitaines de recensement.

**Certains concepts de revenu, selon les principaux types de familles**

	2005				2006			
	Revenu du marché	Transferts gouvernementaux	Impôts sur le revenu	Revenu après impôt	Revenu du marché	Transferts gouvernementaux	Impôts sur le revenu	Revenu après impôt
médiane (\$ constants de 2006)								
Familles économiques de deux personnes ou plus	58 800	4 000	8 700	57 100	59 600	4 500	9 000	58 300
Familles de personnes âgées	22 600	22 400	3 000	41 200	23 300	22 600	2 800	42 400
Couples autres que de personnes âgées, sans enfants	65 000	200	10 600	56 800	65 400	700	10 500	57 900
Familles biparentales avec enfants	74 200	2 800	11 800	67 000	74 900	3 300	12 000	67 900
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	22 600	6 900	500	30 900	23 100	7 400	700	31 700
Personnes seules	18 400	500	2 000	21 800	18 900	600	2 100	22 800

**Taux de faible revenu (SFR<sup>1</sup> fondé sur le revenu après impôt sur la base de 1992), selon les principaux types de familles**

	1996	1998	2000	2002	2004	2005	2006
%							
Familles économiques de deux personnes ou plus	12,1	10,1	9,0	8,6	8,0	7,4	7,0
Familles de personnes âgées	3,3	3,9	3,1	2,9	2,1	1,6	2,3
Couples autres que de personnes âgées, sans enfants	8,4	6,7	6,9	7,1	6,4	6,4	5,7
Familles biparentales avec enfants	10,8	8,6	8,3	6,6	6,9	6,7	6,6
Familles monoparentales ayant une femme à leur tête	52,7	42,9	36,3	39,4	36,0	29,1	28,2
Personnes seules	37,2	35,2	32,9	29,5	30,1	30,4	29,2

1. (SFR) seuil de faible revenu.

**Pourcentage de personnes sous le seuil de faible revenu (SFR<sup>1</sup> fondé sur le revenu après impôt sur la base de 1992)**

	1996	1998	2000	2002	2004	2005	2006
%							
Personnes de moins de 18 ans	18,5	15,5	13,8	12,3	13,0	11,7	11,3
Vivant dans des familles biparentales	12,4	9,9	9,5	7,4	8,4	7,8	7,7
Vivant dans des familles monoparentales ayant une femme à leur tête	55,8	46,1	40,1	43,0	40,4	33,4	32,3



Personnes âgées entre 18 et 64 ans	15,7	14,0	12,9	12,1	11,9	11,4	11,3
Personnes de 65 ans et plus	9,8	8,6	7,6	7,6	5,6	6,1	5,4
1. (SFR) seuil de faible revenu.							

### Certains concepts de revenu pour les familles économiques de deux personnes ou plus, selon la province, 2006

	Revenu du marché	Transferts gouvernementaux	Impôts sur le revenu	Revenu après impôt	Taux de faible revenu après impôt
	médiane (\$ constants de 2006)				%
<b>Canada</b>	<b>59 600</b>	<b>4 500</b>	<b>9 000</b>	<b>58 300</b>	<b>7,0</b>
Terre-Neuve-et-Labrador	38 700	12 300	6 300	45 800	4,9
Île-du-Prince-Édouard	46 500	9 400	7 100	50 000	2,9
Nouvelle-Écosse	52 300	5 500	8 200	51 600	4,5
Nouveau-Brunswick	43 700	7 400	6 200	47 600	6,4
Québec	51 800	6 700	8 200	51 500	7,1
Ontario	64 600	4 000	9 700	62 400	7,7
Manitoba	56 800	3 500	8 600	53 900	7,9
Saskatchewan	59 100	3 100	8 900	55 900	7,0
Alberta	76 300	3 000	11 400	70 500	4,0
Colombie-Britannique	61 700	3 300	8 000	60 300	8,4

## THE GAZETTE : Editorial : Lies, damn lies – and Statistics Canada – Saturday, May 03, 2008

Friday's shock-horror headlines about Canada's median income concealed more than they explained. In fact every income quintile in Canada is better off than it was in 1980, and income disparity is not as great as the numbers suggest.

Nobody would suggest that Canada has perfect economic justice, by any definition. But in the long run nobody benefits from a skewed public understanding of how wealth is actually distributed in this country.

Statistics Canada reported Thursday that once you adjust for inflation, Canadians' median earnings barely budged between 1980 and 2005. And, the agency said, while earnings rose sharply for the richest fifth ("quintile") of Canadians, median earnings actually fell for the poorest fifth of us. Could this be right? After years of economic growth, are we really just treading water, and many of us sinking?

No we're not. Such numbers made for big headlines, but when you look more closely, it turns out that Canada is not headed for a class apocalypse after all, or at least ought not to be.

The headline above is not quite fair: StatsCan isn't lying. But the emphasis it put on some figures over others can certainly be misleading, and some media reports played right along. Consider: First, StatsCan emphasized earnings from employment. But non-employment income – pensions, welfare, other government transfers, and so on – reportedly counts for more than half of all income in that bottom quintile. So earnings figures alone distort the gap between rich and poor.

Second, Canada now has more two-income families than it had in 1980. With more women in the labour force, median income – from all sources – was up by more than 11 per cent since 1980. For the poorest quintile, median family income climbed by 15.4 per cent. (It's interesting that StatsCan chose not to publish that number, though they did provide it to Terence Corcoran of the Financial Post when he asked.)

Compared with 1980, Canada also now has more single parents, who are likely to have very low earnings. When it comes to both two-income families and single parents, the figures change in society, they don't it.

Third, remember that people in that bottom quintile don't always stay there. Another StatsCan study, cited yesterday by economists at the Fraser Institute, showed that the so-called "poverty trap" is not the norm. In the 13 per cent of Canadians StatsCan found in 1999 to be the poorest, five out of six had left that level by 2002.

Poverty certainly can be a dead end for some people. Nobody could argue that there is no poverty in Canada, and few would claim that a steady increase in income disparity is a good thing.

Fortunately Canada doesn't have such a steady increase: When you look at total income for the whole period, 1980 to 2005, the top quintile's income did climb faster than the bottom quintile's. But from 2000 to 2005, the reverse was true.

Economists use a concept called the Gini coefficient to measure income inequality. If one person

had all of Canada's income, our Gini number would be 1. If everyone had exactly the same income, the Gini coefficient would be zero. StatsCan has data from 1980 to 2005 showing that the Canadian Gini number for "market income" did climb during the period, to just over 0.5. But the Gini number for after-tax income has increased more slowly, to 0.39. Last year the United Nations, using a different scale, ranked Canada's overall Gini index as one of the best in the world.

Another point: Common sense should tell you that our society is much better off than it was in 1980. Although the StatsCan figures are adjusted for inflation, they don't factor in technological progress, or the benefits of free trade.

For example: in 1980 a cabinet-style 26-inch colour TV cost \$1,089 – we went to the microfilm and checked some 1980 Gazettes – which would be \$2,700 today, according to the inflation calculator at the Bank of Canada's website ([www.bankofcanada.ca/en/rates/inflation\\_calc.html](http://www.bankofcanada.ca/en/rates/inflation_calc.html)). You can certainly get a lot more TV for that money now. So it's wrong in this way, too, to say Canadians are no better off now.

Ultimately, extreme equality of income is a sinister goal, anyway, considering what would be needed to enforce it. We would do better to strive for equality of opportunity, so that everyone's effort can be fairly rewarded. A level playing field, not engineered income equality, is what we need.

## LE DEVOIR : 1<sup>ère</sup> page : Le pouvoir d'achat des travailleurs a augmenté de 53\$ en 25 ans - Édition du vendredi 02 mai 2008

Guillaume Bourgault-Côté

Un petit dollar par semaine: c'est là toute l'augmentation réelle du pouvoir d'achat que le travail-

leur moyen canadien à temps plein a pu obtenir en 25 ans au Canada. Une stagnation qui cache

aussi de fortes inégalités qui rendent les riches plus riches et les pauvres plus pauvres.

Dans le dernier grand volet du recensement 2006 dévoilé hier par Statistique Canada (SC), on apprend en effet que les gains médians des Canadiens travaillant à temps plein toute l'année ont à peine bougé d'un chouïa depuis 1980. Au Québec, ils ont baissé de 5,5 %.

Traduits en dollars de 2005, les travailleurs canadiens (qui représentent essentiellement la classe moyenne) gagnaient 41 348 \$ il y a 25 ans. Aujourd'hui, la somme s'élève à 41 401 \$. Une différence de 53 \$ qui représente à peine de quoi faire un plein d'essence.

Dans la province, le travailleur de cette catégorie gagnait pour sa part 39 938 \$ en 1980, contre 37 722 \$ en 2005. Cette somme classe le Québec au quatrième rang dans le tableau des gains médians.

À l'échelle nationale, l'apparente stabilité des gains médians traduit mal la situation réelle de plusieurs Canadiens. Car les 20 % de travailleurs qui composent le quintile supérieur des revenus d'emploi ont vu leurs gains augmenter de 16,4 % en 25 ans. Il y a ainsi 6,5 % des travailleurs à temps plein qui gagnent aujourd'hui plus de 100 000 \$ par année. C'est le double de la proportion de 1980. À l'inverse, le quintile qui ferme la marche des revenus d'emploi a subi une baisse de 20 %.

«C'est un chiffre important, même énorme, quand on parle d'un pouvoir d'achat diminué de 20 %, note l'économiste Nicolas Marceau, professeur à l'UQAM. C'est impossible de nier que les inégalités augmentent au pays.»

Tout comme il faut conclure que le Québécois «moyen», celui qui se trouve exactement au milieu de la distribution des revenus, s'est appauvri depuis 25 ans, ajoute René Morissette, économiste senior à Statistique Canada. Mais l'analyste relève une particularité dans la situation québécoise.

Statistique Canada a en effet observé qu'en ce qui concerne les revenus médians (salaire, prestations, placements, etc.) avant impôt des familles de deux personnes et plus, le Québec vit une situation inversée de la moyenne nationale.

Entre 1980 et 2005, ces familles ont noté une augmentation de leurs revenus de l'ordre de 7,5 %, pour atteindre 59 700 \$. La quintile le plus haut a des revenus de 125 000 \$ (une augmentation de 13 %), et le quintile le plus bas engrange 23 800 \$ (+ 23 %).

Dans cette même catégorie des revenus des familles, la moyenne nationale indique quant à elle que les mieux nantis ont eu une bonification de 23 % de leurs revenus, contre 15 % pour les moins bien nantis (médian de 11,1 %).

«Cela tend à démontrer que la croissance des inégalités a été moindre au Québec qu'ailleurs au Canada en ce qui concerne le revenu familial», estime M. Morissette.

Sauf qu'il ne faut pas se leurrer: si les revenus des familles augmentent, c'est simplement parce que les femmes sont plus présentes sur le marché du travail. «L'individu ne gagne pas plus qu'en 1980. Les salaires des travailleurs ont peu changé au fil des ans. Mais la présence des femmes fait en sorte qu'il y a maintenant davantage de couples avec deux gagne-pain. Ils ont de meilleurs revenus mais doivent faire des sacrifices dans leurs loisirs.»

#### Mouvements

Plusieurs facteurs expliquent cette stagnation relative des gains des travailleurs, indique René Morissette. «On ne sait pas exactement pourquoi les gains sont stables, mais il y a quatre facteurs qui entrent en ligne de compte.»

Il cite l'introduction de l'informatique, qui a augmenté la demande de travailleurs qualifiés (salaires élevés) tout en diminuant celle des travailleurs non qualifiés (salaires bas); l'augmentation de la concurrence entre les entreprises, qui sont incitées à réduire les coûts de production et les salaires des employés; l'augmentation des échanges dans le commerce international; et finalement, la baisse du taux de syndicalisation, alors que les syndicats assurent des salaires au moins 10 % plus élevés selon M. Morissette.

«Ces changements ont tous fait augmenter ou baisser les salaires depuis 25 ans, dit-il. Mais comme plusieurs sont survenus à peu près au même moment, on n'arrive pas à déterminer lequel fut le plus important. Par exemple, le

commerce international a pu stimuler la création de bons emplois, mais les échanges ont fini par faire baisser les salaires.»

#### Impôts

Les données dévoilées hier permettent aussi de connaître pour la première fois dans le cadre d'un recensement le revenu après impôt des familles, ce qui donne un plus juste reflet de leur pouvoir de dépenser. Statistique Canada a calculé que 11,4 % de la population totale a un faible revenu une fois l'impôt payé. Quelque 900 000 enfants vivent ainsi dans la pauvreté.

Aussi, l'ensemble des familles économiques ont touché un revenu médian de 57 178 \$ après impôt.

On remarque de cette manière que le passage de l'impôt rétablit un peu le déséquilibre entre les quintiles des extrêmes. Avant impôt, les plus riches ont en moyenne 5,9 fois les gains des moins riches. Après impôt, le ratio est ramené à 4,8 fois.

«En apparence, le système fiscal joue son rôle de Robin des Bois, évalue Nicolas Marceau. Mais ça, c'est seulement si on tient compte de l'impôt traditionnel. Il y a toutes sortes d'autres impôts qu'on paie, la TPS, la TVQ, l'impôt foncier, où il n'y a à peu près aucune gradation. Au final, quand on regarde le portrait global, le système fiscal canadien n'est pas particulièrement redistribuant.»

Autrement, la montagne de statistiques rendues publiques hier indique aussi qu'il existe toujours un écart de 15 % entre le salaire des jeunes femmes de 25 à 29 ans et leurs collègues masculins du même âge; que l'écart entre les revenus d'emploi des immigrants récents et des Canadiens de naissance ne cesse de croître; que les mères de famille monoparentale touchaient 36 700 \$ en 2005, soit le plus bas revenu médian de tous les grands types de familles économiques.

Statistique Canada produira un dernier rapport d'analyse du recensement dans un mois. Plus court, il concernera la question du logement, à peine effleurée dans le document d'hier.

## LA PRESSE : Chronique : Le Québec bon dernier?, par Alain Dubuc - Le vendredi 02 mai 2008

**Dans trois ou quatre ans, le Québec, pour son niveau de vie, sera en neuvième position au Canada, juste devant l'Île-du-Prince-Édouard. Le Québec ne sera donc pas au dernier rang, mais plutôt à l'avant-dernier. Mince consolation.**

Si je reviens avec ces thèmes, ce n'est pas pour le plaisir de ressasser des chiffres, ni pour gratter le bobo. Mais parce qu'il faut voir ce genre de données comme des voyants lumineux et qu'il faut tenir compte du message qu'elles nous envoient, le fait qu'il se passe quelque chose et qu'il faut se ressaisir.

La plupart des comparaisons de niveau de vie se font avec le produit intérieur brut par habitant. Cet indicateur comporte cependant des défauts et certains économistes estiment que, pour mieux évaluer le bien être des Québécois, il est préférable d'utiliser une autre statistique, le revenu personnel disponible, qui tient compte de l'ensemble des revenus touchés par les particuliers après impôts. Cette mesure est plus proche du portefeuille. En outre, elle avantage historiquement le Québec, ce qu'apprécient ceux qui tentent de démontrer que tout va très bien dans la Belle province. Jusqu'en 2005, le Québec se classait en effet au quatrième rang pour son revenu personnel disponible.

Mais ce n'est plus le cas. C'est ce que j'ai découvert à la lecture d'une chronique récente de mon collègue Claude Picher. Les plus récentes comparaisons interprovinciales de l'Institut de la statistique du Québec montrent, qu'avec les données préliminaires de 2008, le Québec se retrouve maintenant au septième rang canadien.

En plus des trois provinces riches qui nous devancent traditionnellement, l'Alberta, l'Ontario et la Colombie-Britannique, on assiste à l'émergence de nouveaux riches, des provinces dont les revenus sont gonflés par le boom pétrolier et l'augmentation du prix des ressources, la Saskatchewan et le Manitoba, maintenant quatrième et cinquième.

Il y a d'autres phénomènes en jeu. On le voit au progrès d'une autre province, la Nouvelle-Écosse, dont le revenu personnel disponible, à 25 311\$, devance maintenant légèrement celui du Québec, qui est à 25 009\$. Il est vrai que cette province dispose, elle aussi, de revenus provenant des hydrocarbures. Mais ces résultats tiennent aussi aux progrès constants de l'économie de cette province, plus diversifiée que l'on croit. C'est ce succès néo-écossais qui nous place au septième rang.

Ce n'est cependant pas fini. Le Nouveau-Brunswick fait lui aussi des pas de géants. Il n'est pas loin derrière le Québec, avec un revenu de 24

493\$. Un écart de 2,1%. Et si cette province maintient sa performance des cinq dernières années, elle aura rejoint et rattrapé le Québec dans trois ou quatre ans. Cela nous ramènera au huitième rang.

Mais il y a aussi Terre-Neuve, notre nouveau géant pétrolier. Déjà, cette province est au deuxième rang canadien, devant l'Ontario, pour son PIB per capita dopé aux stéroïdes pétroliers. Le PIB per capita terre-neuvien atteint maintenant 50 348\$, devant celui de l'Ontario, à 47 431\$, et loin devant celui du Québec, à 40 437\$. Cette richesse ne se rend pas encore jusqu'aux citoyens. Mais ça s'en vient à grand pas. Il ne faudra pas beaucoup de temps pour que Terre-Neuve nous double. Cela nous reléguera au neuvième rang, où nous ne serons pas menacés par l'Île-du-Prince-Édouard.

On peut trouver une consolation dans le fait qu'une autre province a du mal à maintenir le cap, l'Ontario, plus malmenée que le Québec. Elle reste au deuxième rang, mais l'écart qui nous sépare de l'Ontario s'est réduit: de 13,6% en l'an 2000, il n'est plus que de 11,4%. L'Ontario reste cependant une province riche. Même si, comme le prédisait cette semaine la Banque TD, sa capacité fiscale deviendra inférieure à la moyenne canadienne en 2010, ce qui en ferait une récipiendaire de la péréquation.



Mais ce qui est intéressant, c'est de voir la vivacité avec laquelle les Ontariens, en commençant par leur premier ministre, ont réagi à cette nouvelle. Ils acceptent moins bien leur rôle de vache à lait de la confédération et n'acceptent pas de perdre leur suprématie.

C'est le même genre de réflexe que devraient développer les Québécois. Il y a des réalités nouvelles contre lesquelles on ne peut pas grand-chose et qui, de toutes façons, ne changent rien à nos vies, comme l'enrichissement soudain d'une province qui profite des prix pétroliers.

Mais dans notre passage en queue de peloton, il y a aussi les indices d'un dynamisme insuffisant, l'illustration que nous n'exploitons pas notre plein potentiel, la démonstration qu'il y a des gens qui font plus d'efforts ailleurs. Et cela devrait nous faire bouger.

## LA PRESSE : Le revenu des travailleurs stagne depuis 25 ans – Vendredi 02 mai 2008

# Le revenu des travailleurs stagne depuis 25 ans

PHILIPPE MERCURE

Les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent et la classe moyenne fait du surplace. Résultat : dans l'ensemble, le chèque de paye des travailleurs canadiens est exactement le même qu'il y a un quart de siècle.

C'est la conclusion surprenante à laquelle est arrivée Statistique Canada en analysant les données du recensement de 2006. Dans un document publié hier, l'organisme dresse le portrait d'un pays où l'écart de revenu entre les riches et les pauvres se creuse, où la situa-

tion des immigrants se dégrade et où les travailleurs ne gagnent collectivement pas plus qu'il y a 25 ans.

Ces constats ont créé un certain étonnement chez les économistes. « Dans un contexte où la scolarité et la main-d'œuvre augmentent et où l'expérience des

travailleurs croît avec le vieillissement de la population, on s'attend normalement à une hausse des salaires », explique René Morissette, économiste senior à Statistique Canada.

Les chiffres montrent pourtant que ce n'est pas le cas. En 1980, Ronald Reagan était élu prési-

dent des États-Unis, le micro-ordinateur (PC) faisait figure de bête exotique et Pink Floyd lançait sa tournée The Wall. Les travailleurs canadiens, eux, gagnaient un salaire médian de 41 348 \$ (en dollars de 2005).

➔ Voir **REVENU** en page 4

## Le revenu des travailleurs stagne depuis 25 ans

### REVENU

suite de la page 1

Vingt-cinq ans plus tard, en 2005, le chiffre était passé à 41 401 \$. Un gain de 53 \$ en dollars constants, soit un peu plus de 2,5 par année.

« En 25 ans, que les gains réels tirent pas vraiment augmenté, il faut pas s'attendre à ce que ça devienne », dit Jérôme Bégin, économiste au Mouvement Desjardins.

Que s'est-il passé ? « On ne le sait pas », répond M. Morissette, qui note tout de même que tout n'est pas resté figé depuis l'époque où *Back in Black* de AC/DC trônait au sommet des palmarès. Parce que si les revenus des travailleurs de la classe moyenne ont effectivement stagné – les gains médians de ceux se situant dans la tranche intermédiaire n'ont augmenté que de 0,1 % – ce n'est pas le cas de tout le

**Les travailleurs du sommet de la pyramide ont vu leurs gains grimper de 16,4 %, tandis que ceux du dernier cinquième essayaient une baisse de 20,6 %.**

monde. Les travailleurs du sommet de la pyramide ont vu leurs gains grimper de 16,4 %, tandis que ceux du dernier cinquième essayaient une baisse de 20,6 %.

Comment expliquer ce décalage ? « On ne sait pas », dit Jérôme Bégin, économiste au Mouvement Desjardins, précisant toutefois qu'il faudrait compiler les données pour s'en assurer.

L'arrivée massive des travailleurs autonomes sur le marché a aussi certainement contribué au recul. M. Morissette souligne également que le monde a bien évolué depuis 1980. Les changements technologiques ont provoqué un « biais en faveur des travailleurs qualifiés », tandis que l'arrivée

des pays émergents a amené une pression à la baisse sur les salaires. Même au Canada, la concurrence interne entre les entreprises a augmenté, incluant les employeurs à réduire leurs coûts de main-d'œuvre. La baisse du taux de syndicalisation est aussi évoquée par les économistes.

### Une bonne nouvelle

Si la hausse de revenu des plus riches peut paraître bien insignifiante à ceux qui écopent, Hélène Bégin rappelle qu'il y a tout de même une bonne nouvelle à en tirer : les plus riches paient plus d'impôts. Le fait que la proportion de travailleurs canadiens qui gagnent plus de 100 000 \$ soit passée de 3,4 % à 6,5 % en 25 ans augmente ainsi les recettes fiscales des gouvernements.

« Le brassage fiscal de l'État vient atténuer les différences », rappelle-t-elle. Les chiffres d'hier montrent aussi une dégradation de la situation des immigrants masculins qui touchent 8,5 % du chèque de paye de 25 ans plus tard, ce pourcentage avait fondé à 63 %.

La baisse est encore plus abrupte du côté des femmes, où la proportion est passée de 85 à 56 %.

Statistique Canada souligne que l'éclatement de la bulle techno a affecté la situation des immigrants récents puisqu'un « nombre disproportionnellement élevé d'entre eux avaient une formation en sciences informatiques et en génie ».

Le rayon des bonnes nouvelles se rétrécit encore quand on s'améliore : entre 2000 et 2005, le gain médian de ceux qui travaillent à temps plein a grimpé de 2,4 %. Et si les travailleurs n'ont pas connu d'augmentation de revenus dans l'ensemble depuis 1980, les familles, elles, sont plus prospères (amélioration de 11 %). L'explication : les femmes sont plus nombreuses à travailler qu'en 1980. Et les salaires ont beau plafonner, en avoir deux à la maison aide à payer les factures.

## LE SOLEIL : Les familles moyennes de la région plus riches de 7% - Le vendredi 02 mai 2008

Guy Benjamin, Le Soleil Québec

**Les nouvelles économiques sont bonnes pour les citoyens de la région de Québec, qui se retrouvent avec plus d'argent dans leurs poches. C'est du moins ce que disent les chiffres du recensement de 2006 dévoilés hier par Statistique Canada.**

Les familles de la région étaient plus riches de 7 % en 2005 comparativement à cinq ans plus tôt, leur revenu médian atteignant 65 685 \$, alors qu'il était de 61 375 \$ lors du précédent recensement. À l'échelle nationale, la hausse se situe à 3,7 %.

Les familles de la région de Québec s'en tirent mieux que celles de Montréal alors que leur revenu médian a progressé de 2,2 %, pour atteindre 62 764 \$.

Sur le plan individuel, le revenu médian est passé de 25 241 \$ à 27 479 \$ en cinq ans dans la région de Québec. Les chiffres sont exprimés en dollars constants de 2005. Les gains médians séparent la population en deux parties égales, la moitié reçoit moins que le montant mentionné, et la moitié reçoit plus.

Les bonnes nouvelles économiques ont un effet positif sur la situation des locataires. Malgré une augmentation de 15 % des loyers en cinq ans, le

nombre de locataires consacrant plus de 30 % de ses revenus à cette dépense a diminué de 5,9 % dans la région de Québec, alors que la hausse est de 2 % à Québec.

Les travailleurs de moins de 34 ans bénéficient d'un revenu médian de 28 845 \$, alors que les personnes âgées se débrouillent avec le revenu médian de 19 767 \$.

Le vieux dicton selon lequel qui s'instruit s'enrichit est encore une fois confirmé par le recensement. Dans la région de Québec, un travailleur n'ayant pas complété son secondaire aura un revenu médian de 28 101 \$, comparativement à 63 934 \$ pour le travailleur détenant un postbaccalauréat.

L'enrichissement n'est toutefois pas le même pour les deux sexes. Pour un homme n'ayant pas complété son secondaire, les gains médians se situeront à 32 064 \$, comparativement à 21 047 \$ pour une femme, une différence de près de 35 %. Les détenteurs d'un bac ont droit à un gain médian de 61 684 \$, tandis que la détentrice d'un tel diplôme a touché en 2005 un gain médian de 47 072 \$. L'écart est de 24 %.

Sur le plan général, les données du recensement indiquent que l'écart du salaire entre les hommes et les femmes dans la région de Québec a légèrement diminué en cinq ans. Le revenu des femmes se situait à 77 % de celui des hommes en

2005, alors qu'il était de 75 % lors du précédent recensement. En dollars, les hommes ont gagné 44 206 \$ en 2005, alors que les femmes empochaient 33 988 \$.

Le recensement nous apprend que la situation économique des familles monoparentales dirigées par une femme s'est améliorée en cinq ans. Le revenu médian de cette famille a progressé de 9,3 % pour atteindre 39 239 \$. Dans les familles monoparentales dirigées par un homme, le revenu médian a progressé de 13 % pour atteindre 55 212 \$.

La provanence du travailleur a aussi une influence sur son salaire. Dans la région de Québec, un immigrant touche un revenu médian inférieur de 10,4 % comparativement à une personne née aux pays.

Statistique Canada ne définit pas de façon précise le seuil de pauvreté. Ce qui ne l'empêche pas d'affirmer que la région compte 10,5 % des familles à faibles revenus, alors qu'elles étaient 13,9 % dans cette situation cinq ans plus tôt.

Enfin, le recensement nous apprend que 15 315 travailleurs de la région ont gagné plus de 100 000 \$ en 2005, et 1625 ont déclaré avoir touché plus qu'un quart de million de dollars.

## LA TRIBUNE : Des revenus toujours plus bas - Le vendredi 02 mai 2008

**Un recensement plus tard, les choses n'ont guère changé dans la région sherbrookoise. Les revenus des travailleurs continuent d'être les plus bas avec ceux de leurs collègues de Trois-Rivières.**

Et il vaut mieux d'être un homme qu'une femme à ce sujet, encore qu'il est pire d'être un immigré et, surtout, une femme immigrante.

Voilà ce qu'on pourrait retenir de l'analyse détaillée des données du recensement de 2006 sur les gains et les revenus qu'a publiée, jeudi matin, Statistique Canada. Parmi les nombreuses données que contient le document Gains et revenus des Canadiens durant le dernier quart de siècle, Recensement de 2006 qui peut être consulté en ligne ([www.statcan.ca](http://www.statcan.ca)), on peut constater que seules les régions métropolitaines de Sherbrooke et de Trois-Rivières affi-

chent au Canada des revenus médians après impôts des familles économiques (terme désignant deux personnes vivant dans le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, par union libre ou par adoption) sous la barre du 50 000 \$. À Sherbrooke, ce revenu médian après impôts s'établit à 49 445 \$ alors qu'il est de 48 844 \$ à Trois-Rivières.

**MÉTRO : Les pauvres s'appauvrissent et les riches s'enrichissent : À Montréal, la famille moyenne a toutefois plus d'argent qu'en 2001 – vendredi 02 mai 2008**

## Les pauvres s'appauvrissent et les riches s'enrichissent

À Montréal, la famille moyenne a toutefois plus d'argent qu'en 2001

**STATISTIQUES.** La croissance économique des années 1990 n'a pas profité à tout le monde, et l'écart entre les plus fortunés et ceux qui se trouvent au bas de l'échelle est plus important que jamais, révèlent les données du dernier recensement dévoilées hier par Statistique Canada.

En 1980, le salaire médian des Canadiens était de 41 348 \$. Un quart de siècle plus tard, il était de 53 \$ de plus, en dollars constants de 2005.

Il s'agit d'une hausse d'à peine 1 \$ par semaine. Et les plus démunis n'en ont même pas bénéficié. Le revenu des travailleurs les moins bien payés a en effet diminué de 20 % par rapport à ce qu'il était au début des années 1980. Les jeunes et les nouveaux arrivants ont le plus souffert de cette situation.

Ces derniers ont notamment été victimes de l'éclatement de la bulle technologique qui a privé plusieurs des plus éduqués d'entre eux d'un emploi bien rémunéré. Pendant ce temps, le revenu des plus riches s'est accru de 16 %. Leur nombre a aussi augmenté. En 2005, 601 510 travailleurs gagnaient plus de 100 000 \$ par an.

Quant à la classe moyenne, elle a littéralement stagné. Ses gains avant impôt ont en

**900 000**

En dépit des efforts et des résolutions d'Ottawa, la pauvreté ne semble pas reculer au pays. Quelque 900 000 enfants vivent encore dans des familles à faible revenu, le plus souvent dans les grandes villes.

effet augmenté d'à peine 0,1 % en l'espace de 25 ans. D'après Sylvie Michaud, directrice de la division de la statistique du revenu à Statistique Canada, les inégalités croissantes découleraient en partie de la transformation du marché du travail et de l'évolution technologique.

« Il y a plusieurs hypothèses, mais des études plus approfondies seront nécessaires pour décomposer ces facteurs », a-t-elle confié jeudi.

Chose certaine, l'éducation demeure la voix royale pour grimper les échelons. Même s'ils ne constituent qu'un quart des travailleurs à temps plein, les diplômés universitaires comptent en effet pour 65 % des personnes ayant gagné plus de 150 000 \$ en 2005. **LA PRESSE CANADIENNE**



**Les Montréalais un peu plus riches**

En 2006, le revenu médian des familles de la métropole était de 62 764 \$ — une hausse par rapport au recensement de 2001, alors qu'il était de 61 406 \$, après ajustement pour l'inflation. Cette augmentation de 2,2 % se compare à la hausse nationale de 3,7 % et à la hausse provinciale de 4,0 %. Les individus dans la région métropolitaine ont eu un revenu médian de 25 161 \$. Il y a cinq ans, le revenu médian était de 24 566 \$.

**JOURNAL DE MONTRÉAL : Le salaire de la classe moyenne a grimpé de 0,1% en 25 ans : Gagnez-vous plus cher que le travailleur moyen? - Mise à jour: Vendredi 02 mai 2008, à 04:00**

**Josée-Ann Moisan, Le Journal de Montréal**

La classe moyenne est au neutre depuis 25 ans : pendant cette période, son revenu médian n'a augmenté que de 0,1 %, soit 53 \$, révèlent les récentes données de Statistique Canada.

Selon les données publiées hier par Statistique Canada, le revenu médian des Canadiens, en dollars constants, est passé de 41 348 \$ en 1980 à 41 401 \$ en 2005.

Pour Pierre Fortin, professeur au département des sciences économiques de l'Université du Québec à Montréal, ces données ne sont pas surprenantes.

« Les problèmes de croissance de population et les difficultés économiques du Canada expliquent l'absence d'une hausse plus importante, dit-il. C'est le syndrome du PSP, dit-il. C'est pas si pire, mais il y a place à l'amélioration. »

**L'écart s'agrandit**

Autre donnée saisissante : pendant cette période, les riches sont de plus en plus riches et les pauvres, de plus en plus pauvres.

Selon Statistique Canada, un peu plus de 1 Canadien sur 10 était considéré comme une personne à faible revenu après impôts en 2005.

Le revenu des travailleurs moins bien payés a diminué de 20 % en 25 ans.

Du côté des mieux nantis, la proportion de travailleurs touchant un revenu supérieur à 100 000 \$ a presque doublé en un quart de siècle et leur revenu s'est accru de 16 %.

En 2005, 2,2 % des travailleurs canadiens ont déclaré gagner plus de 150 000 \$ par an.

**Le sexe et l'âge comptent**

Selon les données de Statistique Canada, le sexe et l'occupation professionnelle étaient toujours sources d'écart salarial en 2005.

Une femme gagnait environ 85 % du salaire d'un homme, chiffre resté stable depuis l'an 2000.

Pour ce qui est de l'âge, les personnes plus âgées sont dans une meilleure position financière que les jeunes.

**La scolarité compte toujours**

Par ailleurs, plus de 6 diplômés universitaires sur 10 gagnaient plus de 150 000 \$ en 2005.

Le pourcentage de travailleurs diplômés est aussi passé de 15 % en 1980 à près de 25 % en 2005.

« Il y a un certain retour à l'éducation, souligne la directrice de la division de la statistique du revenu à Statistique Canada, Sylvie Michaud. Mais ça ne veut pas dire que l'éducation est la seule garantie de haut revenu. »

Les immigrants qui possèdent un diplôme universitaire gagnaient moins de la moitié du salaire d'un Canadien né au pays et ayant fréquenté l'université.

✓ La région de Wood Buffalo, dans le nord de l'Alberta, est la zone urbaine la plus riche du pays, avec un revenu familial médian de près de 130 000 \$.

### Martin Bisaillon, Le Journal de Montréal

Si Montréal est le centre économique du Québec, ses citoyens sont loin d'être les plus riches de la province, révèlent les données publiées hier par Statistique Canada.

Les Montréalais occupent le dernier rang de la grande région métropolitaine - y compris les municipalités de la Rive-Sud et de la Rive-Nord - en ce qui a trait à leurs revenus avec une moyenne de 21 459 \$ par an.

À titre de comparaison, ce sont trois agglomérations à majorité anglophone qui enregistrent les

taux les plus élevés, frôlant les 40 000 \$ par personne.

L'indice utilisé pour arriver à brosser ce tableau est le revenu médian annuel des personnes de 15 ans et plus. Il permet de se faire une idée assez précise de la richesse des villes canadiennes.

« Cet indice décrit l'ensemble des sources de revenu possibles par individu, dont les prestations d'aide sociale, les placements et les salaires », précise Éric Olson, de Statistique Canada.

### Comparaisons malaisées

Le revenu médian au Québec est de 24 430 \$, alors que la moyenne canadienne est de 25 615

\$. Fait intéressant, ce sont les Territoires du Nord-Ouest qui ont obtenu la plus haute moyenne par province ou territoire, avec 35 006 \$ par an. Mais il y a un bémol.

« Il est difficile de faire des comparaisons entre les villes et les provinces en raison de leur taille et de leur profil économique », tient à souligner M. Olson.

À cet égard, la ville de plus de 2 000 habitants qui détient le premier rang au Canada en dit beaucoup. Il s'agit de Fermont, la cité minière du nord du Québec en forme de mur avec une moyenne de 58 871 \$.

## JOURNAL DE MONTRÉAL : Salaires : Une famille sur neuf vit avec un faible revenu - Mise à jour: Vendredi 02 mai 2008, à 04:00

### Josée-Ann Moisan, Le Journal de Montréal

Près d'une famille sur neuf vivait avec un faible revenu en 2005, ce qui n'a rien de rassurant, selon les deux familles interrogées par le Journal. « C'est un peu désolant, dit Geneviève Martineau-Parent, mère de trois garçons de 4 mois, 3 ans et 6 ans. L'écart entre notre revenu et l'inflation ne nous permet pas de souffler. »

Bien que le père de famille ait la chance d'avoir un emploi stable en génie médical, la famille de Mascouche a adopté la simplicité volontaire.

Le couple ne possède qu'un véhicule, et la majorité des vêtements et jouets des petits ont été prêtés ou donnés par des amis.

« Ça nous aide à passer au travers et ça fait surtout partie de nos valeurs », explique la mère, en congé de maternité.

### À bout de souffle

Pour les mères de familles monoparentales, la situation s'est à peine améliorée depuis le début des années 1980 lorsque 20 % des bambins et 18,7 % des enfants d'âge scolaire étaient considérés comme défavorisés.

Valérie Grant, éducatrice en garderie, est toujours à la recherche de ressources pour combler les besoins de ses trois enfants de 9, 15 et 16 ans.

« C'est très difficile, dit-elle. J'ai 30 000 \$ de dettes. Il faut que je travaille très fort et que je tiens un budget serré pour joindre les deux bouts. »

Elle croit que les deux ordres de gouvernement devraient s'impliquer plus dans les allocations.

« Je connais plein de gens dans ma situation, et ce n'est pas facile du tout, dit-elle. Il nous faut beaucoup plus de soutien. »

### Des données inquiétantes

Près de 900 000 enfants vivent encore dans une famille à faible revenu, selon Statistique Canada.

Elle évalue qu'une famille à un faible revenu si elle consacre 20 % de plus que la moyenne à combler ses besoins essentiels, dont l'alimentation, le loyer et l'habillement.

Le seuil est fixé à 38 610 \$ pour une famille de quatre dans une grande ville et à 26 579 \$ dans les régions rurales.

✓ Pour la première fois en 2006, le seuil de faible revenu a été défini en s'appuyant sur le revenu après impôts.

## THE GAZETTE : Income disparities grow : STATSCAN Rich getting richer, poor getting poorer, analysis shows - Friday, May 02, 2008

### Biggest raises

The following occupations recorded the largest raises between 2000 and 2005, in dollar terms, ranging from \$38,000 more for judges to \$10,000 for oil and gas drilling workers. Figures are national and apply to median earnings for those age 15 and above who worked full time year-round.



NORMA GREENAWAY CANWEST NEWS SERVICE OTTAWA - Feel like you're just treading water economically? Well, join the club. Most working Canadians are in the same boat, according to the latest Statistics Canada analysis of the 2006 census.

The agency reported yesterday that despite a stretch of healthy economic times, there has been almost no growth in the after-inflation earnings of Canadian workers over the last quarter century.

It also said the gap between the rich and the poor widened dramatically during that period and that the gap was only partially offset by the tax system.

"This report really does show the rich man's 'double, double,'" said Armine Yalnizyan, senior

economist with the Canadian Centre for Policy Alternatives, who specializes in income issues.

"The most affluent got most of the benefits from economic growth and the most affluent, we know, are also getting most of the benefits from the tax regime that we've enjoyed.

"It's telling us Canadians have been pedalling as fast as they can and they are not getting much further than they were when there were fewer of them working and they were working fewer hours and they were less educated."

The report said the median earnings of Canadians who work full time, year round edged up a mere 0.1 per cent to \$41,401 in 2005 from \$41,348 in 1980, despite a 2.4-per-cent gain since 2000. All figures are in inflation-adjusted 2005 dollars.

By contrast, those in the top 20 per cent of earners saw their incomes rise 16.4 per cent over the quarter century, including a 6.2 -per-cent gain since 2000.

Moreover, the proportion of Canadians earning \$100,000 or more almost doubled to 6.5 per cent in 2005 from 3.4 per cent in 1980.

Those in the bottom 20 per cent saw their incomes shrink 20.6 per cent since 1980, including a drop of 3.1 per cent since 2000.

The report also said that 11.4 per cent of the population, or 3.5 million people - including almost 900,000 under the age of 18, qualified as low-income in 2005, based on their after-tax income. This means they are estimated to devote at least one-fifth more of their income than the average family to the necessities of food, shelter and clothing, the report said.

Michael McCracken, president of Infrometrica Ltd., an Ottawa-based research firm, said the findings are not good news, considering the economy grew 2.4 per cent between 2000 and 2005.

"You would expect an economy that has been performing better to be helping to raise the bottom end as part of the old saw that 'a rising tide lifts all ships.' Of course, the cynics say, 'It just lifts all yachts,' and we're seeing that," McCracken said.

The Statistics Canada report, which for the first time documents after-tax incomes, credited the tax system and such government transfers as child benefits and Old Age Security with helping to reduce income inequalities.

"After-tax income more accurately depicts what families have available to spend," the report said. Using after-tax income as a measure also means the income gap between different types of families is smaller because the after-tax income reflects the fact that people with higher incomes generally pay taxes at a higher rate.

New Democrat Tony Martin, the party's poverty critic, said the report shows the tax system alone cannot address income inequities.

Martin said the federal government also needs to implement national strategies to meet such needs as housing and child care.

He also said a major overhaul of the federal Employment Insurance plan is needed to identify people who deserve to qualify for the benefits but who now are falling through the cracks.

"There are a lot of people just treading water, and a lot of people are underwater," Martin said.

Economist Yalnizyan said the picture painted by the census doesn't bode well for the future.

"This is the story when we were doing extremely well," she said. "So, what's going to happen in this economic downturn, if not an economic recession?"

---

## THE GAZETTE : Women still earn less than men : SAME AS IN 2005 ` It's just incredible, it's appalling' - Friday, May 02, 2008

---

MEAGAN FITZPATRICK CANWEST NEWS SERVICE  
OTTAWA – Young women heading into the workforce be warned: You might think it's an even playing field, but be prepared to earn less than the men from your graduating class and in the cubicles next to you.

That's one of the messages Fran Donaldson, president of the Canadian Federation of Business and Professional Women, says should be drawn from 2006 census data made public yesterday on income and earnings.

The Statistics Canada report showed that the gap in earnings between men and women is still a sizeable one as young, uneducated males cash in on the construction and oil boom in western Canada – especially in Alberta.

In 2005, women earned 85 cents for every dollar paid to men in a comparison of fulltime, full-year workers age 25 to 29 where there's little difference between the genders in labour market experience and tenure.

"It's just incredible, it's appalling," Donaldson said about the persistent disparity.

The pay gap was exactly the same size in 2005 as it was five years earlier, the report shows.

But for young women in some professions, that gap may not appear right away.

As an articling student with a national law firm, 26-year-old Jahmiah Ferdinand is confident that she is making "the exact same salary" as the three other students – one female and two males. And she expects that to continue, at least at the start of her law career.

"Generally, for the first five years, it seems like you just go up at the same rate. Everyone goes up about \$5,000 a year, as far as I know," Ferdinand said. But, she added, taking time to have children may trigger a divergence in career paths for men and women.

"I imagine that's when women may fall behind, depending on their personal decisions on work-life balance and where they want to take their careers," Ferdinand said.

Statistics Canada gives two reasons for the lack of progress in closing the wage gender gap.

"First, young women experienced no growth in median earnings during this period, even though their educational levels kept increasing," the report said.

Second, median earnings of young men also changed relatively little between 2000 and 2005 after dropping substantially between 1980 and 2000.

The median earnings – the level at which half a population falls above and half below – for full-time male workers age 25 to 29 in 2005 was \$37,680. For women it was \$32,104.

That difference is something young women may be surprised to encounter.

"The first thing I'd like them to do is understand that it's not as even a playing field as it might appear to be at the beginning," Donaldson said.

Leaving the workplace temporarily to have a baby is one reason why women can get knocked off an equal footing, but there are many other factors at play, she said.

Unwelcoming environments and sexist attitudes still permeate some workplaces and women are held back, despite their education, qualifications and experience, because they are still not considered by their superiors to be "leadership material," according to Donaldson.

---

## THE GAZETTE : 3.5 million Canadians remain in low-income group - And it's happening despite years of economic growth, economist worries – Friday, May 02, 2008

---

SHANNON PROUDFOOT CANWEST NEWS SERVICE  
More than one in 10 Canadians – almost 3.5 million people – are living on a low income that leaves them with little to spare after paying for basic daily necessities, the latest census shows.

Over the last 25 years, the before-tax low-income rate has dropped by only two per cent in the general population, Statistics Canada reports, while there's been uneven progress in specific age groups.

The low-income rate measures the percentage of families below the low-income cutoff.

"The rate has dropped substantially for seniors," says Ted Wannell, senior analyst for Statistics Canada. "It's fallen by half, from 30 per cent to 14.4 per cent. If we look at kids, it's barely tailed off a little bit, by a percentage point or two."

The agency's low-income cutoff is determined by the proportion of income spent on the basics of food, clothing and shelter, and is adjusted for the cost of living in cities of different size. A four-person family in city like Kamloops, B.C., for example, fell below the 2005 cutoff with an annual income of less than \$27,190 before tax, while the same family living in Montreal would be considered low-income with less than \$32,556.

"What's most striking me to is how young families and children, in particular, are falling further behind than they were in the recession-plagued 1980s," said Armine Yalnizyan, senior economist with the Canadian Centre for Policy Alternatives.

"Governments can continue to ignore this – so can Canadians – but it's not going to go away."

Meanwhile, the low-income rate for recent immigrants is three times higher than the average, with 34 per cent of those who arrived in Canada in 2004 falling below the after-tax low-income cutoff the following year, compared to 11 per cent of the general population.

Children in lone-parent families headed by women fare worse than those in two-parent families or those headed by men alone, the report also reveals.

"This data does point out that we're not as caring and as generous a society as perhaps we'd like to think," said Rob Rainer, executive director of the National Anti-Poverty Organization.

"We clearly have to wake up to some realities with regard to incomes and wealth – who's benefiting, who's not."

---

## THE GAZETTE : Province not so distinct after all : Generally, findings apply here as well – Friday, May 02, 2008

---

PHILIP AUTHIER, THE GAZETTE

Quebec did not come across as all that distinct in the main census findings made public yesterday by Statistics Canada.

If the national data showed the salary gaps grew between rich and poor, men and women and immigrant and non-immigrants, the same applies in findings on Quebec.

What does remain true is that for certain jobs, such as teaching and nursing, there's more money to be made in Ontario than Quebec for those bilingual enough to make the leap.

Issuing its latest report on findings from the 2006 census, Statistics Canada said while the rich are getting richer, the median earnings of Canadian fulltime workers is stagnating, going up only 0.1 per cent from 1980 to 2005. In 1980 the number was \$41,348. In 2005 it was \$41,401.

Median earnings is the level at which half the population earned above the amount and half earned below it.

In Quebec, the median salary in 2005 was pegged at \$37,722, a 0.3-per-cent drop over the last 25 years. The median salary in Ontario in 2005 was \$44,748. Broken down further, the median income in Montreal was \$39,419 compared with \$45,350 in Toronto.

To compare a few professions, a teacher in Quebec earned a median salary of \$52,026 in 2005 compared with his or her Ontario counterpart who earned \$63,780. In Quebec a registered nurse earned \$52,478 compared with \$64,911 in Ontario.

Statistics Canada also said the gap between native-born Canadians and immigrants widened in the last five years even though the education levels of immigrants grew.

Median earnings of a Canadian with a university degree were \$51,656 compared with \$36,451 for an immigrant with a university degree. The median income for a Quebecer with a degree was \$48,987 compared with \$29,695 for an immigrant.

Women in Canada and Quebec are still earning less than men and the pay gap is the same as it was in 2005.

A Canadian male with a bachelor's degree had median earnings of \$62,723 compared with a woman who earned \$50,149. In Quebec alone, a man with a bachelor's degree earned \$59,935 compared with a woman who earned \$47,705.

StatsCan also found that Montreal has a higher-than-average rate of people aged 15 or older earning a low income before tax. Across Canada, 15.3 per cent fall into that category, while in Montreal the number is 29 per cent. Toronto, by comparison, has 24.5 per cent. And Montrealers are more reliant on government transfers for that money, drawing 13.4 per cent of their income from the state, compared with 11.1 per cent in Canada and 9.2 per cent in Toronto.

The report also identified the economy's so-called hot jobs or those with high earnings growth. The report said Canadians working as managers in oil, gas and resources industries had the best earn-

ings. The median earnings of pharmacists, dieticians and nutritionists rose by 27 per cent since 2005.

## THE GLOBE AND MAIL : The rich, the poor, and the chasm between : Census data released Thursday show recent immigrants victims of widening income disparity as middle class stagnates - May 1, 2008 at 11:52 AM EDT

TAVIA GRANT , Globe and Mail Update

TORONTO — The earnings gap between the rich and the poor is widening in Canada, with incomes among recent immigrants showing especially dramatic declines in recent years, according to sweeping new census data.

Earnings among the richest fifth of Canadians grew 16.4 per cent between 1980 and 2005 while the poorest fifth of the population saw earnings tumble 20.6 per cent over the 25-year time period, Statistics Canada said in its 2006 census release on income and earnings. Earnings among people in the middle stagnated.

That earnings didn't budge for middle income earners was particularly surprising, given that the economy has generally expanded over the past quarter century, said one business professor.

"It's not just that there's inequality growing. We knew that. But that the middle income earner is flat-lining over a long period of time — that's stunning to me," said Tony Frost, professor at the Richard Ivey School of Business at the University of Western Ontario, who'd previously figured the middle class was moving up.

He gives two main reasons for the overall income disparity: globalization — or a bigger labour pool that's keeping Canadian wages down — and sea changes in the work-force, which now gives greater rewards to people with higher education and specialized skills.

Recent immigrants have lost much ground compared to their Canadian-born counterparts over the past quarter century. One reason for the chasm, more recently, may be that so many newcomers arrived with IT degrees, said Statscan director of income statistics Sylvie Michaud.

"Part of the difference seems to relate to the education they came with," she said in an interview. "A number came with an IT diploma or an engineering degree related to the high-tech sector. And there's been a slowdown in employment in that sector."

Web designers and developers, for example, saw wages slide between 2000 and 2005, "and there's a higher proportion of immigrants who came in these categories."

In 1980, recent immigrant men with some employment income earned 85 cents for each dollar received by Canadian-born men. By 2005 though, the ratio had dropped to 63 cents, the report said. Recent immigrant women saw earnings slide to just 56 cents from 85 cents.

Earnings disparities between recent immigrants and Canadian-born workers increased not only during the two previous decades, but also between 2000 and 2005, the report said.

On average, salaries haven't changed much over the past quarter century. Median earnings of Canadians who work full time edged to \$41,401 in 2005 from \$41,348 in 1980, measured in constant dollars.

At the top end, a growing number of Canadians have become high earners. The rapid growth among those at the top means an increasing proportion of Canadians have become "high earners" over the past quarter century.

In 1980, 3.4 per cent of full-time earners garnered \$100,000 or more, when measured in 2005 constant dollars. By 2005, that proportion had almost doubled to 6.5 per cent, Statscan said.

There's a clear link between higher education and strong earnings. People with a university degree account for 57 per cent of those who received at least \$100,000 in 2005, and about two thirds of those who earned at least \$150,000 — even though they represented a quarter of full-time earners.

Families, meantime, are earning more than individuals, "mainly due to the increasing participation of female partners in the labour market."

Working couples with children had the highest earnings of all family types in 2005, with a 20.6-per-cent jump from 1980.

Single moms still have the lowest incomes of all family types, but their lot is improving. Single mother household incomes rose 26.4 per cent over 25 years, while families headed by men fell 4.1 per cent.

Senior couples are faring better, with median income soaring 55.8 per cent from 1980.

In one reversal from 1980, there are now more lower-income children than there are seniors.

Statscan also broke down incomes. Employment earnings account for four-fifths of income, though that's a smaller proportion from a quarter century ago, when earnings accounted for almost \$84 out of every \$100 received.

Government transfer payments, such as Old Age Security, Employment Insurance benefits, Child Benefits, and credits, contributed \$9.90 of every \$100 in income in 2005.

Investment income represented \$4.20 of every \$100, while retirement income sources, such as private pensions, more than doubled the level of 1980, accounting for \$5.90.

"This gain in the share of retirement income can be attributed to both an aging population and increases in the average amount per recipient," the report said.

The latest data also included details on after-tax income for the first time, revealing how much Canadians actually have to spend.

The median after-tax income of all economic families was \$57,178 in 2005, compared with pre-tax income of \$66,343.

After-tax, the wealth disparity in Canada is narrower, simply because those with higher incomes have a higher tax rate.

It's also the first time the census can calculate low-income rates based on after-tax income.

More than one in ten — or 11.4 per cent of the total population — lived in low income in 2005, based on that measure.

Low-income rates are highest among kids and young people. In 2005, 14.5 per cent of children aged 5 and under were part of a low-income family. The rate dropped to 13 per cent for children aged 6 to 14, and to 11.4 per cent for teens aged 15 to 17.

### Highlights from the 2006 census release on income and earning

- The earnings of the average Canadian has stagnated over the last 25 years.

- In 2005, a person with a full-time job earned a median pre-tax salary of \$41,348 — only about a buck a week more than what the average worker took home in 1980, when adjusted for inflation.

- While middle class workers experienced no real growth in earnings, those at the top end got a lot richer (16.4 per cent increase between 1980-2005) and those at the bottom got much poorer (20.6 per cent decline).

- The median family income in Canada was \$66,343, ranging from a high of \$90,865 in the Northwest Territories to \$51,791 in Newfoundland and Labrador.

- All provinces and territories experienced some growth in median family income between 2000 and 2005 — with Nunavut (19.0 per cent), the Northwest Territories (10.4) and Alberta (10.0) leading the way. Ontario (1.4) and British Columbia (1.8) were below the national rate of 3.7 per cent.

- Almost 3.5 million Canadians, or 11.4 per cent of the population, live below what Statistics Canada calls the low-income cut off — a term others often refer to as the poverty line.

- Immigrants have fallen further behind Canadian-born workers. In 2005, immigrant men earned 63 cents for every dollar earned by a Canadian-born male worker. Twenty five years ago, the ratio was 85 cents. There was a more dramatic drop for immigrant women — 85 cents to 56 cents.

- The wage gap between young male and female workers has stalled after narrowing for years. The wage gender gap — unchanged from the last census — means women earned on average 85 cents for every dollar earned by a man.

- More than 600,000 Canadians earned \$100,000 or more in 2005 — a 25 per cent increase from the last census. Statistics Canada does not reveal how many millionaires there are.

- The Wood Buffalo region of northern Alberta, which includes the oil sands capital of Fort McMurray, could stake a claim as Canada's richest community. Its median family income of almost \$130,000 is the highest among any city with a population of more than 10,000.

## THE GLOBE AND MAIL : Economic policies have failed the poor: critics, by TOBI COHEN - May 1, 2008 at 11:40 AM EDT

Canadian Press

OTTAWA — Now more than ever, Canada's rich are getting richer while the poor get poorer and the middle class stagnates, according to the latest

census data released Thursday by Statistics Canada.

Between 1980 and 2005, median earnings among Canada's top earners rose more than 16 per cent

while those in the bottom fifth saw their wages dip by 20 per cent.

"Most people, most of the time, are interested in who is getting poorer, not necessarily who is



getting richer. At least from a policy perspective," said Michael Haan, a sociology professor at the University of Alberta.

"One of the things that stands out over the last 20 years ... is young lone-parents, immigrants, visible minority groups, they're going to continue to be hard hit."

Still, Mr. Haan suggested credit has made it possible for struggling Canadians to have many of the same luxuries as those who are better off financially.

"If you're poor or relatively poor, it's possible to have many of the things the middle class has," he said. "It's just that you have to pay for them for a longer period of time."

Armine Yalnizyan, senior economist at the Canadian Centre for Policy Alternatives, said the census report should set alarm bells ringing.

The biggest economic boom since the 1960s has basically only boosted the rich, she said, leaving the middle class stagnant and the poor worse off.

"In the 1960s, when the economy grew this rapidly, almost everybody got a bigger piece," she said. "In this generation of economic growth, the gains are accruing primarily to those on the top."

This should have been a time when the income gap narrowed, not broadened.

"It's a wake-up call for Canadians and their governments," she said. "You can't keep ignoring this, especially with financial storm clouds from the south moving into Canada."

"This is not a sustainable trajectory."

New Democrat MPs said they are "alarmed and worried" about the data.

"Most Canadians are stuck in neutral on income, while the richest five per cent in Canada are dramatically accumulating more wealth," said Tony Martin, the party's social development critic. "The poorest of us are even worse off than we suspected."

He said the economic and social policies of recent years have failed.

"Successive Conservative and Liberal governments have blindly assumed that a rising tide lifts all boats," he said. "But obviously not all boats have risen and too many paddlers, in fact, have no boats."

Bill Siksay, the NDP housing critic, said Canada needs a national program to provide affordable housing.

"Far too many Canadians are homeless or spending far too much of their income on housing."

Median earnings among those in the middle remained status quo, registering a mere 0.1 per cent increase over the course of 25 years.

Recent increases to basic personal tax exemption amounts are likely to benefit the middle class, Mr. Haan suggested, noting they may see higher earnings in the future.

As for the country's top earners, the number hitting \$100,000-plus nearly doubled to 6.5 per cent in the last quarter century. Meanwhile, the number of full-time workers earning upwards of \$150,000 rose one per cent, accounting for some 2.2 per cent of workers.

The majority of those earning hefty salaries were highly educated with some 57 per cent of \$100,000-plus earners and 65 per cent of \$150,000-plus earners holding university degrees. The 2006 census also shows a marked increase in the number of top earners in the previous five years alone.

In 2005 there were 601,510 full-time workers raking in \$100K-plus salaries — a 26 per cent jump over 2000.

The jump was even more pronounced among the 206,160 full-time workers who earned \$150,000-plus salaries. Their numbers were up nearly 30 per cent in 2005.

The Northwest Territories, Nunavut and Alberta had the largest and fastest growing proportion of six-figure salaried workers, followed by Ontario and Newfoundland.

Men between the ages of 45 and 64 accounted for roughly two-thirds of the increase in both high-earner groups.

Those earning at least \$150,000 tended to work in management, finance, oil extraction, health and law.

According to the 2006 census, nearly 3.5 million Canadians, or 11.4 per cent of the total population, are living in low-income households. Nearly 15 per cent of them, some 879,955, are children under the age of 17.

The low-income rate was higher for children in female lone-parent families, regardless of their mother's employment status, and for recent immigrants.

## THE NATIONAL POST : First page : COMMENT : StatsCan sets off its own class war, by TERENCE CORCORAN – Friday, May 02, 2008

Canada doesn't need any political parties to generate economic conflict. We've got Statistics Canada. You want class warfare? Here's what StatsCan said yesterday about income distribution: Between 1980 and 2005, "Earnings ... rose for those at the top of the earnings distribution, stagnated for those in the middle and declined for those at the bottom."

At the bottom of the income pyramid, the economic equality crusher drove earnings of full-time workers down from \$19,367 in 1980 to \$15,375 in 2005. Media Web sites flamed with indignation over the growing rich-poor earnings gap.

Or how about freshening up the war of the sexes. "The gender gap," StatsCan calls it. Men are still paid more than women, and between 2000 and 2005, the gap remained unchanged, with women stuck at 85% of male wages.

Then there's the immigration hot button. "During this (1980-2005) time period, immigrants lost ground relative to their Canadian-born counterparts."

There's something for everybody here, enough to get anti- and pro-immigrationists running in the hallways of Parliament.

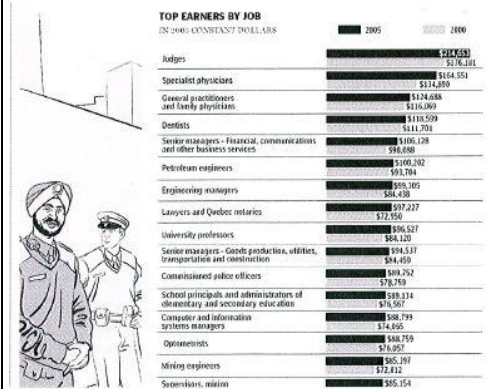
### This just in: The poor are getting richer

National Post

StatsCan did all this with one deft little news release based on a 51-page report called Earnings and Incomes of Canadians Over the Past Quarter Century. It's a dense piece of statistical work that moulds the latest 2006 Census data into dozens of factoids that will become the raw material for renewal of various ideological feuds.

In the run-and-grab business of news, it's easy to scoop up the hot nuggets of class-war gold. Earnings of top 20% jump 16.4% in 25 years. Bottom 20% see earnings drop 20%. Over the past quarter century, the number of people earning \$100,000 doubled. Restage Les Miserables!

Nobody would argue that Canada is perfect, that all boats are lifted by a rising tide, and that nobody is left behind in poverty or less-than-ideal conditions. But this StatsCan report is actually a strong reflection of an economy that has lifted all boats that could be lifted.



The problem is that StatsCan buried the news. In one case, it actually omitted a core table that shows that Canadians in all income classes have gained over the past 25 years.

The Census number that most accurately captures the economic wellbeing of Canadians is family incomes. While the headline-grabbing portions of the StatsCan report picked up on individual earnings, what really matters to Canadians is total income at the family level.

There are 8.8 million families in Canada, representing 26.7 million people or 87% of the population. Since 1980, the median income of these families has risen 11.1% to \$66,343. These are real inflation-adjusted dollars. Couples with children made up 46% of families, and their median income rose 21% from 1980 to \$82,943.

But the StatsCan report doesn't break the family income data into high- and low-income segments. So I asked a StatsCan official for the numbers, and what they show is that — to use the ideological vernacular — the poor are getting richer. In 1980, the lowest 20% of families had income of \$21,134. By 2005, the lowest group earned \$24,379, for a gain of \$3,245 or 15%. The top income-earning group had median income of \$116,000 in 1980, rising to \$143,000 in 2005, for a gain of 23%. OK, kill the rerun of Les Miz!

Marc Frenette, StatsCan's media point man on the income report yesterday, said a focus on family income rather than individual earnings gives a more accurate picture of Canadians' economic well-being. "Most individuals are grouped in families. A benefit of that, of course, is you can share your economic resources," he said.

At the family level, "because of a long-term trend of women participating in the labour market, we've actually seen family earnings increase," he said. Total family income is also more relevant than individual or even family earnings. Earnings are income from work. "Families don't just rely on earnings to get by. They rely on investment income, retirement income, transfers — social assistance, employment insurance and child-tax benefits."

These are all elements of the complex income structure of all Canadians. "To really get a better picture than just earnings of well-being, we have to look at total income and at the family level. Canadian family income actually rose by 11.1% between 1980 and 2000," Mr. Frenette said.

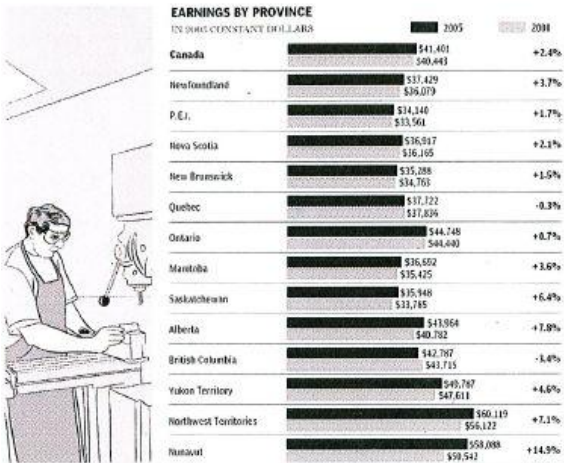
For a look at the numbers on family income gains over 25 years, the table StatsCan sent me but did not publish as part of its report, please have a look at today's FP Comment on page FP13.

There, you will see that, contrary to the main spin in StatsCan's report to the media, in Canada the poor are getting richer.

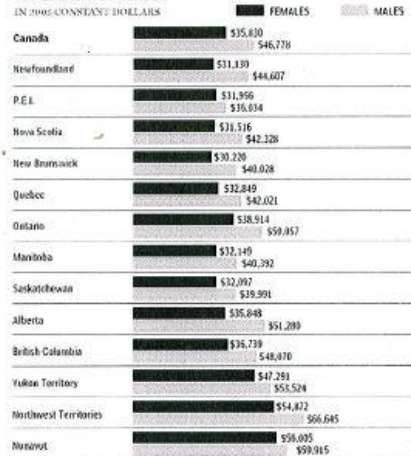


## EARNING A LIVING

Statistics Canada released a report on earnings and income from its 2006 Census yesterday. Although earnings have jumped highest in Alberta, the Northwest Territories and Nunavut since 2000, women still trail men nationwide. Even though they now outnumber men in higher education, women aged 25 to 29 earned 85% of what men did, a gender gap that has remained unchanged since 2000. Figures are in real earnings — but are above that figure and half below.



### TOP EARNERS BY GENDER



## THE FINANCIAL POST : Comment : The underclass myth, by NIELS VELDHUIS AND MILAGROS PALACIOS, Economist, Fraser Institute – Friday, May 02, 2008

Statistics Canada, with the aid of the media, perpetuated yesterday the old cliché that the rich are getting richer and the poor are getting poorer. Earnings between 1980 and 2005 “rose for those at the top of the earnings distribution, stagnated for those in the middle and declined for those at the bottom,” concluded Statistics Canada. The Globe and Mail spun that into: “Those at the top end got a lot richer ... and those at the bottom got much poorer.” And the Canadian Press headline screamed: “Rich get richer, poor get poorer.” In reality, those who were considered “poor” are in fact better off today than they were in 1980. And even more significant, individuals and families that were considered “poor” in 1980 are not the same ones who are “poor” today. Start with what Statistics Canada actually measures. It divides Canadians into five income groups based on their employment income levels, with each group representing one-fifth of the total number of workers. It then examines changes in median earnings for the five income groups over time. Statistics Canada finds that between 1980 and 2005 median earnings among the top 20% of earners increased by 16.4%, while the median

earnings among those in the bottom 20% decreased by 20.6%. In dollar terms, the median income among the bottom 20% was \$19,367 (in today’s dollars) in 1980 and a mere \$15,375 in 2005. But before we hit the streets in protest, a closer look is warranted. First, Statistics Canada only examines “earnings” or employment income. It does not consider all other forms of income, including retirement income, investment income and government transfer payments. Naturally, individuals and families in the bottom income group receive significantly more of their total income from government transfer payments than middle or upper income groups. These transfers include Old Age Security (OAS) pensions, Employment Insurance, child benefits and GST tax credits. In fact, \$52 out of every \$100 received by families in the in the lowest income group comes from government sources. Clearly, the Statistics Canada measure has the potential for grossly understating real income at the bottom end. When we examine income inequality using total income, the conclusion that the poor are getting

poorer disappears. Specifically, median total income of those in the bottom 20% actually increased from \$21,134 in 1980 (in today’s dollars) to \$24,379 in 2005. More significantly, Statistics Canada failed to examine or mention income mobility in its latest report. Consider that most young Canadians, given their inexperience, start out in the low-income group and work their way up to the middle or high-income group. Their incomes peak when they hit middle age, the prime earning years, and then begin to fall as they approach retirement. Consider evidence from another Statistics Canada report, “Income in Canada 2005,” which shows that 13% of Canadians were in the “low income” group in 1999, but most moved out of low income within six years. Specifically, from 1999 to 2004 only 2.2% of Canadians remained in low income for all six years. Climbing the income ladder in Canada is not a fantasy. Indeed, the fantasy is that there is a large and permanent underclass that is getting poorer. Niels Veldhuis and Milagros Palacios are economists with the Fraser Institute.

## THE FINANCIAL POST : The double-income trap, by PETER SHAWN TAYLOR, editor, McLean magazine – Friday, May 02, 2008

Yesterday’s release of income data from the 2006 Census by Statistics Canada has everyone in lather over an observed increase in inequality in Canada — not only is there an earnings gap but also a gender gap, an immigrant gap and so on. A lot of this hand-wringing is over-wrought. But if we’re really worried about what StatsCan observes as “greater inequality in family earnings,” we won’t find the solution in higher tax rates or more government transfers. The real reason behind growing family income inequality is that the shape of the Canadian family has been changing. And no one seems prepared to do anything about that. With respect to immigrants and females, some gaps also exist. But their importance is up for debate. There are few differences between the

earnings of men and women of equal age and education entering identical occupations. For immigrants, the income gap shows a distinct decline over time. After 20 years in Canada, foreign-born residents actually have a lower rate of low income than do native-born residents. The big question is whether inequality is a bad thing. The solution to inequality is strict equality, which must be enforced via confiscatory taxes. The negative incentive effects and loss of liberty this would entail are obviously unappealing. Then again, steeply rising levels of inequality can be politically undesirable. That’s the reason governments engage in redistribution in the first place. So is Canada’s tax and transfer system failing? Research suggests not. Last year StatsCan economist Andrew Heisz found that government

redistribution has just as big an impact on equalizing family income today as it did back in the 1980s. The reason for changes in family income inequality is to be found in market earnings, not government programs. It is also the case that rising Canadian inequality is not an isolated event. Most developed countries have experienced the same thing. This includes the United States and the U.K., as well as less likely suspects Finland, Norway and Sweden. The answer to this growing dichotomy in family market earnings probably lies in the changing demographics of families themselves. In Canada, as elsewhere, the top end of the income spectrum is now dominated by double-income families. The share of families with two-incomes has risen by 80% over the past 25 years. At the other end of



the income distribution, and also on the rise over the past two-and-half decades, is the poverty-prone single-parent family. The polarization of family earnings revealed by the census mirrors the polarization of the family unit itself. Back in 1980, the traditional one-income, two-parent family was far more the norm than it is today. And for all the well-discussed reasons that

have led to the decline of the traditional family, what has been overlooked is the fact that it served as a great equalizer. Two parents splitting one income kept most families solidly on middle ground. Having dispensed with this old-fashioned model, however, the result has been an increase at the top and bottom ends and more inequality. Anyone

who thinks they can solve income inequality had better have an idea or two about how to put the old family back together again. Peter Shawn Taylor is editor-at-large at Maclean's magazine.

## CYBERPRESSE : L'écart entre les riches et les pauvres augmente encore - Le jeudi 01 mai 2008

Karine Fortin, La Presse Canadienne  
Ottawa

### La croissance économique des années 1990 n'a pas profité à tout le monde et l'écart entre les plus fortunés et ceux qui se trouvent au bas de l'échelle est plus important que jamais, révèlent les données du dernier recensement dévoilées jeudi par Statistique Canada.

En 1980, le salaire médian des Canadiens était de 41 348 \$. Un quart de siècle plus tard, il était de 53 \$ de plus, en dollars constants de 2005. Il s'agit d'une hausse d'à peine 1 \$ par semaine. Et les plus démunis n'en ont même pas bénéficié. Le revenu des travailleurs les moins bien payés a en effet diminué de 20 pour cent par rapport à ce qu'il était au début des années 1980. Les jeunes et les nouveaux arrivants ont le plus souffert. Ces derniers ont notamment été victimes de l'éclatement de la bulle technologique qui a privé plusieurs des plus éduqués d'entre eux d'un emploi bien rémunéré. Pendant ce temps, le revenu des plus riches s'est accru de 16 pour cent. Leur nombre a aussi augmenté. En 2005, 601 510 travailleurs gagnaient plus de 100 000 \$ par an.

Quant à la classe moyenne, elle a littéralement stagné. Ses gains avant impôt ont en effet augmenté d'à peine 0,1 pour cent en l'espace de 25 ans.

D'après Sylvie Michaud, directrice de la division de la statistique du revenu à Statistique Canada, les inégalités croissantes découleraient en partie de la transformation du marché du travail et l'évolution technologique.

«Il y a plusieurs hypothèses, mais des études plus approfondies seront nécessaires pour décomposer ces facteurs», a-t-elle confié jeudi.

Chose certaine, l'éducation demeure la voix royale pour grimper les échelons. Même s'ils ne constituent qu'un quart des travailleurs à temps plein, les diplômés universitaires comptent en effet pour 65 pour cent des personnes ayant gagné plus de 150 000 \$ en 2005.

«Il y a un certain retour à l'éducation, a souligné Mme Michaud. Mais ça ne veut pas dire que l'éducation est la seule garantie de haut revenu.»

Le sexe et l'occupation professionnelle ont aussi beaucoup d'importance. Ainsi, les hommes gagnent toujours plus d'argent que les femmes. Et les plus vieux s'en tirent beaucoup mieux que les plus jeunes, surtout s'ils sont gestionnaires,

financiers, avocats, médecins ou s'ils travaillent dans l'extraction du pétrole.

### La pauvreté ne recule pas

Par ailleurs, en dépit des efforts et des résolutions, la pauvreté ne semble pas reculer au pays. D'après Statistique Canada, près de 900 000 enfants vivent encore dans des familles à faible revenu, le plus souvent dans les grandes villes.

Les mères monoparentales sont encore nombreuses à se battre pour joindre les deux bouts.

La situation s'est à peine améliorée depuis le début des années 1980, alors que 20 pour cent des bambins et 18,7 pour cent des enfants d'âge scolaire étaient considérés comme défavorisés.

Statistique Canada considère une famille comme ayant un faible revenu si elle consacre 20 pour cent de plus que la moyenne à combler ses besoins essentiels dont l'alimentation, le loyer et l'habillement.

Pour une famille de quatre dans une grande ville, le seuil a été fixé à 38 610 \$. Il est de 26 579 \$ dans les régions rurales.

Pour la première fois en 2006, le seuil de faible revenu a été défini en s'appuyant sur le revenu après impôt. D'après Mme Michaud, cela reflète plus précisément le revenu réel.

## RADIO-CANADA / NATIONAL : Gains des Canadiens : La classe moyenne fait du surplace - Mise à jour le jeudi 1 mai 2008 à 13 h 37

### Gains médians par provinces et territoires, 1980 à 2005

Provinces et territoires	Gains médians				Variation	
	1980	1990	2000	2005	1980 à 2005	2000 à 2005
	dollars constants de 2005				pourcentage	
Canada	41 348	40 778	40 443	41 401	0,1	2,4
Terre-Neuve-et-Labrador	37 510	38 153	36 079	37 429	-0,2	3,7
Île-du-Prince-Édouard	32 405	33 441	33 561	34 140	5,4	1,7
Nouvelle-Écosse	36 532	38 237	36 165	36 917	1,1	2,1
Nouveau-Brunswick	36 436	36 848	34 763	35 288	-3,2	1,5
Québec	39 938	38 325	37 836	37 722	-5,5	-0,3
Ontario	41 395	42 354	44 440	44 748	8,1	0,7
Manitoba	37 247	36 564	35 425	36 692	-1,5	3,6
Saskatchewan	38 804	34 082	33 785	35 948	-7,4	6,4
Alberta	43 732	40 711	40 782	43 964	0,5	7,8
Colombie-Britannique	47 605	42 173	43 715	42 230	-11,3	-3,4
Territoire du Yukon	52 942	49 410	47 611	49 787	-6,0	4,6
Territoires du Nord-Ouest <sup>a</sup>	50 353	54 759	56 122	60 119	19,4	7,1
Nunavut <sup>b</sup>	46 140	49 701	50 542	58 088	25,9	14,9

#### Notes :

- Les travailleurs à temps plein toute l'année ont travaillé de 49 à 52 semaines au cours de l'année ayant précédé le recensement, principalement à temps plein (c.-à-d. 30 heures ou plus par semaine). Les personnes ayant un revenu d'un travail autonome sont incluses et celles qui vivent en établissement sont exclues.
- Le territoire du Nunavut a été créé en 1999. Les données de 1980 et de 1990 pour le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest ont été rajustées pour tenir compte des nouvelles limites.

Sources : Statistique Canada

Plus d'info

Audio et Vidéo

[Philippe Leblanc explique les écarts entre riches et pauvres au Canada.](#)

[L'ère de croissance n'a pas profité à tout le monde, rapporte Mathieu Rompré.](#)

Les plus récentes données de Statistique Canada sur les gains et les revenus des Canadiens démontrent clairement que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent.

À l'aide des données du recensement de 2006, l'agence fédérale établit que les gains médians des travailleurs à temps plein sont passés de

41 380 \$ en 1980 à 41 401 \$ aujourd'hui. Il s'agit d'une hausse infinitésimale de 0,1 %.

Au cours de la même période, les gains des travailleurs faisant partie du premier quintile (tranche de 20 %) ont progressé de 16,4 % pour s'établir à 86 253 \$; ceux des travailleurs du dernier quintile ont chuté de 20,6 % et ne sont plus que de 15 375 \$.

Ces données cachent toutefois d'importantes différences d'une province à l'autre. Les gains médians ont ainsi progressé fortement au Nunavut (25,9 %), dans les Territoires du Nord-Ouest (19,4 %) et en Ontario (8,1 %), mais ont diminué en Colombie-Britannique (-11,3 %), en Saskat-

chewan (-7,4 %), au Québec (-5,5 %) et au Nouveau-Brunswick (-3,2 %).

L'agence fédérale indique en outre qu'un demi-million de Canadiens amassaient des revenus annuels de 100 000 \$ ou plus en 2005, soit 6,5 % de la population. Cette proportion était de 3,4 % en 1980.

#### Méthodologie

Les montants médians représentent les niveaux des gains et des revenus qui séparent la population en deux parties égales, c'est-à-dire que la moitié de la population reçoit moins que le montant donné, et l'autre



tre moitié reçoit plus. Un travailleur à temps plein est une personne qui a travaillé au moins 49 semaines au cours de l'année précédant le recensement, principalement à temps plein (soit 30 heures ou plus par semaine). Tous les gains sont exprimés en dollars constants.

Statistique Canada n'avance pas d'explication pour expliquer ce phénomène. Le professeur d'économie Nicolas Marceau, de l'Université du Québec à Montréal, explique que des économistes avancent différentes hypothèses pour expliquer cette situation, qui n'est pas unique au Canada. Il évoque notamment la théorie des « changements technologiques biaisés », qui impute cet écart au fait que les gens les plus scolarisés s'adaptent

mieux aux nouvelles technologies, ce qui favorise la croissance de leur salaire.

L'agence souligne également les disparités accrues des revenus d'emplois entre les immigrants récents et les travailleurs nés au Canada. En 1980, un immigrant, homme ou femme, recevait 85 ¢ pour chaque dollar gagné par un Canadien; en 2005, cette proportion n'était plus que de 63 ¢ pour un homme et 56 ¢ pour une femme.

## CYBERPRESSE : Les points saillants des données sur les gains et revenus des Canadiens - Le jeu-di 01 mai 2008

La Presse Canadienne  
Ottawa

### Voici les points saillants des données sur les gains et revenus des Canadiens tirées du recensement de 2006 et rendues publiques jeudi par Statistique Canada:

- Si l'on tient compte de l'inflation, le revenu médian des Canadiens n'a augmenté que de 53 \$, soit environ 1 \$ par semaine, entre 1980 et 2005;  
- Le revenu des travailleurs les moins bien payés a chuté de 20,6 pour cent au cours de cette période. Pendant ce temps, celui des mieux rémunérés a bondi de 16,4 pour cent.

- En 2005, 2,2 pour cent des travailleurs Canadiens gagnaient plus de 150 000 \$ par an;  
- La même année, 14,5 pour cent des enfants de moins de 5 ans vivaient dans ce que Statistique Canada considère comme des familles à faible revenu;  
- Plus du quart des travailleurs détenaient un diplôme universitaire en 2005, comparativement à environ 15 pour cent en 1980;  
- En 2005, un immigrant récent possédant un diplôme universitaire gagnait moins de la moitié du salaire d'un Canadien né au pays ayant fréquenté l'université;

- L'écart entre le revenu des hommes et celui des femmes est demeuré stable entre 2000 et 2005. Une femme gagne en moyenne 85 pour cent du salaire d'un homme.

- Plus de 600 000 Canadiens ont déclaré un revenu de plus de 100 000 \$ en 2005. Statistique Canada n'a pas compilé le nombre de millionnaires au pays;

- La région de Wood Buffalo, dans le nord de l'Alberta, est la zone urbaine la plus riche du pays avec un revenu familial médian de près de 130 000 \$. La capitale des sables bitumineux, Fort McMurray, se trouve dans ce coin de pays.

## LE QUOTIDIEN (STATISTIQUES CANADA) : Recensement de 2006 : Gains, revenus et coûts d'habitation - Le jeudi 1er mai 2008

Statistique Canada diffuse aujourd'hui une analyse détaillée des données du Recensement de 2006 sur les gains et les revenus.

Cette analyse est maintenant accessible dans le document en ligne intitulé *Gains et revenus des Canadiens durant le dernier quart de siècle, Recensement de 2006*.

Plusieurs tableaux de données du Recensement de 2006 sur les coûts d'habitation sont également accessibles à compter d'aujourd'hui. Comme complément aux données sur les caractéristiques du logement du Recensement de 2006 diffusées en septembre 2007, les données sur les coûts d'habitation dresseront un portrait plus détaillé du logement au Canada. Un rapport d'analyse sur le logement et les coûts d'habitation sera diffusé le 4 juin 2008.

Les chiffres sur les familles économiques renvoient aux familles qui ont été dénombrées le 16 mai 2006, jour du recensement. Les gains et les revenus dont il est question dans les résultats ont été réalisés durant l'année civile complète ayant précédé le recensement. Dans le cas du Recensement de 2006, les données sur les gains et les revenus s'appliquent à l'année 2005. Tous les montants correspondent à la valeur, ou au pouvoir d'achat, de 2005, dite «dollars constants de 2005» dans le rapport.

Une famille économique est définie comme un groupe de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance, par union libre ou par adoption. Le couple peut être de sexe opposé ou de même sexe. En 2006, les enfants en famille d'accueil font partie de cette catégorie.

### Les gains ont peu changé durant le dernier quart de siècle

Les gains médians des Canadiens ayant un emploi à temps plein toute l'année ont peu changé durant le dernier quart de siècle, ayant légèrement progressé pour passer de 41 348 \$ en 1980 à 41 401 \$ en 2005 (en dollars constants de 2005).

Les gains des personnes touchant un revenu d'emploi à temps plein toute l'année se sont accrues à l'échelon supérieur de la répartition des

revenus d'emploi, ont stagné à l'échelon moyen et ont diminué à l'échelon inférieur.

Pour les besoins de la présente analyse, les personnes touchant un revenu d'emploi à temps plein toute l'année ont été divisées en cinq groupes correspondant au niveau de leur revenu d'emploi, chaque groupe représentant le cinquième, ou 20 %, du nombre total des travailleurs.

De 1980 à 2005, les gains médians de la tranche supérieure de 20 % des personnes touchant un revenu d'emploi à temps plein toute l'année ont progressé de 16,4 %. Chez le cinquième inférieur, en revanche, ils ont chuté de 20,6 %. Les gains moyens de la tranche de 20 % du milieu ont stagné, augmentant d'à peine 0,1 %.

La croissance plus rapide observée au cinquième supérieur de l'échelle de répartition des gains a fait augmenter la proportion des personnes à revenu d'emploi élevé durant le dernier quart de siècle.

En 1980, 3,4 % des personnes touchant un revenu d'emploi à temps plein toute l'année gagnaient 100 000 \$ ou plus (en dollars constants de 2005). En 2005, cette proportion avait presque doublé pour atteindre 6,5 %. Par conséquent, plus d'un demi-million de personnes gagnaient 100 000 \$ ou plus en 2005.

Durant cette période de 25 ans, les nouveaux immigrants ont perdu du terrain par rapport à leurs homologues nés au Canada.

En 1980, les nouveaux immigrants de sexe masculin qui avaient un revenu d'emploi gagnaient 85 cents pour chaque dollar de revenu d'emploi des hommes nés au Canada. En 2005, ils n'en gagnaient plus que 63. Chez les nouvelles immigrantes, les chiffres correspondants étaient de 85 cents et de 56 cents respectivement.

Les disparités des revenus d'emploi entre les immigrants récents et les travailleurs nés au Canada ont augmenté non seulement durant les deux dernières décennies, mais également de 2000 à 2005.

**Gains familiaux : les couples qui travaillent et qui ont des enfants avaient les gains médians les plus élevés de tous les types de familles**

De 1980 à 2005, les gains médians des familles économiques dont au moins un partenaire ou le parent était âgé de 15 à 64 ans ont augmenté de 9,3 % pour atteindre 63 715 \$. Les hausses dans les gains étaient plus marquées pour les familles que pour les personnes en raison de l'augmentation de l'activité sur le marché du travail des partenaires de sexe féminin.

De tous les types de familles, ce sont les couples qui travaillent et qui ont des enfants qui touchaient les gains médians les plus élevés en 2005, soit un montant estimatif de 75 997 \$, en hausse de 20,6 % par rapport à 1980. Les gains médians des familles monoparentales ayant une femme à leur tête ont, quant à eux, augmenté de 10,9 % pour atteindre 30 958 \$. Leurs homologues masculins ont vu leurs gains médians chuter de 8,5 % depuis 1980 pour s'établir à 47 943 \$.

### Revenus des familles : les couples ayant des enfants à l'échelon supérieur de l'échelle des revenus

Les couples ayant des enfants, qui étaient jadis le type prépondérant de familles économiques, ne représentent plus la majorité des familles. Leur proportion de l'ensemble des familles économiques composées de deux personnes ou plus est passée de 56,3 % en 1981 à 46,2 % en 2006.

Les couples sans enfants, par contre, ont vu leur proportion correspondante passer de 30,3 % en 1981 à 37,0 % en 2006.

Bien que leur part ait diminué, les couples ayant des enfants ont un revenu médian beaucoup plus élevé que celui de tout autre type de famille économique. En 2005, leur revenu médian s'élevait à 21,6 % par rapport à 1980 pour atteindre 82 943 \$, en raison surtout de l'augmentation du nombre de familles à deux soutiens économiques.

Le revenu médian des couples sans enfants à la maison était de 59 834 \$, ayant progressé de 14,6 % par rapport à 1980.

On peut aussi examiner les familles selon leur structure par âge. Des 3 252 990 couples sans enfants à la maison au Canada, 24,8 % étaient des couples âgés, c'est-à-dire dont les deux partenaires avaient 65 ans ou plus. Le revenu mé-

dian de ces couples âgés s'est accru de 55,8 % de 1980 à 2005 pour s'établir à 45 674 \$.

En 2006, le nombre de familles monoparentales ayant une femme à leur tête a franchi la barre du million, pour s'élever à 1 037 425. Le Recensement de 2006 a également montré que 248 900 familles monoparentales étaient dirigées par un homme, soit plus du double du chiffre enregistré en 1981.

Les données du recensement révèlent que l'écart de revenu entre ces deux types de familles s'est légèrement amenuisé au cours des 25 dernières années.

En 2005, les mères seules touchaient 36 765 \$, soit le plus bas revenu médian de tous les grands types de familles économiques. Il s'agissait tout de même de 26,4 % de plus qu'en 1980. Les pères seuls, en revanche, ont vu leur revenu médian diminuer de 4,1 % pour passer à 51 974 \$, durant cette période de 25 ans.

#### Sources de revenu : les gains provenant d'un emploi représentent les quatre cinquièmes du revenu

Les gains provenant d'un emploi représentaient la majeure partie du revenu de l'ensemble des familles économiques, qui, en 2005, tiraient de ceux-ci 78 \$ pour chaque tranche de revenu de 100 \$. Il s'agissait tout de même d'une baisse par rapport aux 84 \$ enregistrés un quart de siècle plus tôt.

De plus, les transferts gouvernementaux tels que les prestations de la Sécurité de la vieillesse, les prestations d'assurance-emploi, la prestation pour enfants et le crédit pour taxe sur les produits et services ont contribué pour 9,90 \$ à chaque tranche de 100,00 \$ de revenu de ces familles en 2005.

Le revenu de placements représentait 4,20 \$ de chaque tranche de 100,00 \$, tandis que les sources de revenu de retraite tels que les régimes privés de pension en représentaient 5,90 \$, ce qui

est supérieur au double des 2,30 \$ enregistrés en 1980.

Cet élargissement de la part du revenu de retraite tient tout autant au vieillissement de la population qu'à l'augmentation du versement moyen par bénéficiaire.

#### Revenu après impôt : premières données du recensement

Pour la première fois, le recensement a recueilli de l'information sur le revenu après impôt des Canadiens, c'est-à-dire sur le revenu total de toutes les sources moins l'impôt sur le revenu. Le revenu après impôt donne une meilleure idée de ce que les familles peuvent dépenser.

En 2005, l'ensemble des familles économiques ont touché un revenu médian de 57 178 \$ après impôt et de 66 343 \$ avant impôt.

L'écart de revenu après impôt entre les différents types de familles est plus petit que l'écart de revenu total parce que le revenu après impôt témoigne du fait que les personnes touchant un revenu supérieur ont généralement un taux d'imposition plus élevé. Par exemple, les familles monoparentales ayant une femme à leur tête touchaient un revenu médian correspondant à 49,1 %, après impôt, et à 44,3 %, avant impôt, à celui des couples ayant des enfants.

Autre première, le recensement permet maintenant de calculer les taux de faible revenu à partir du revenu après impôt.

Les données du recensement montrent que 11,4 % de la population totale, ce que l'on estime correspondre à 3 484 625 personnes, était à faible revenu, après impôt, en 2005.

On estime que 879 955 d'entre elles avaient 17 ans ou moins et vivaient dans une famille à faible revenu en 2005.

Les taux de faible revenu culminent chez les enfants et les jeunes. En 2005, 14,5 % de tous les enfants de 5 ans et moins faisaient partie d'une famille à faible revenu. Le taux descendait

pour s'établir à 13,0 % chez les enfants de 6 à 14 ans et à 11,4 % chez les adolescents de 15 à 17 ans.

#### Sous-module du Recensement de 2006

Statistique Canada diffuse également aujourd'hui divers produits et services accessibles à partir du sous-module [Recensement de 2006](#) de son site Web. En cliquant sur le lien *Thèmes et dates de diffusion* puis sur celui *Revenus et gains* ou *Logement et coûts d'habitation*, les utilisateurs trouveront l'information du Recensement de 2006 sur les revenus et les gains ou sur les coûts d'habitation de la population canadienne.

L'information sur cette page Web est divisée en quatre grandes catégories intitulées *Produits de données*, *Série «Analyses»*, *Documents de référence* et *Géographie*.

La catégorie *Produits de données* présente les données sur les revenus et les gains ou sur les coûts d'habitation pour de multiples régions géographiques.

Les données sont présentées dans [Revenu et gains - Faits saillants en tableaux](#), [Tableaux thématiques](#), [Composantes de diffusion des profils](#), [Profils des communautés de 2006](#) et [Profils des secteurs de recensement \(SR\)](#).

La catégorie *Série «Analyses»* présente le rapport d'analyse du revenu et des gains intitulé [Gains et revenus des Canadiens durant le dernier quart de siècle](#), [Recensement de 2006](#).

La catégorie *Géographie* présente des cartes thématiques renfermant des données sur les revenus et les gains pour les régions géographiques normalisées du Canada.

[GéoRecherche2006](#), un outil interactif de cartographie, permet aux utilisateurs de trouver n'importe quelle région du Canada et d'en afficher la carte, accompagnée des chiffres de sa population. Une vaste collection d'autres documents de référence géographiques et de cartes est également offerte.

## Lecture : les jeunes Québécois en surclassement

[VOIR DÉBUT DU DOSSIER DANS REVUE DE PRESSE 16 au 30 avril 2008](#)

### THE GAZETTE : Quebec education survey should be a wakeup call : English school boards need to be concerned about the low standards of English, by SAM ALLISON – Friday, May 02, 2008

The recent survey by the Council of Ministers of Education assessed the performance of Canadian 13-year-olds in reading, mathematics and science. The results showed that Quebec's French-speaking students performed well above the national averages in those areas as compared with Quebec's English-speaking students whose results were below that of their Quebec counterparts and that of average English Canadian students.

This should be a wakeup call to English school boards, as well as the Quebec and federal governments.

For the last 30 years, these official organizations have emphasized that Quebec's English sector was doing well, indeed there were claims it was privileged. Only last year the Patterson Commission reported that, except for the possibility of a decline in enrollment, Quebec's English educational system was in fine shape. The Official Languages Program claimed that over the years millions of dollars in transfers ensured that Quebec's English minority received educational treatment comparable to the French majority. Unfortunately, some of that money was misdirected. Now that Quebec's English school sector is obvi-

ously under-performing, will heads roll for allowing this to happen?

Yet, this does not mean that the results of the CMEC Survey should be believed without some skepticism. The results are questionable. This was a sample survey, not a measure of all the children in Canada.

Just how representative was the sample? As far as English Quebec was concerned, approximately 25-30 per cent of the children in Grade 6 were measured, a huge sample. As for French Quebec, Ontario and others, however only three to five per cent of their children were measured. The survey did not reveal how many private, urban, rural or suburban children were involved so we do not know if the sample accurately reflected the entire population.

More important, of those French Quebec schools chosen, more than one-third of the children did not take part in the study. This was a much lower participation rate than for English Canadian provinces and for English Quebec.

This unrepresentative sample could have easily skewed the results for French Quebec. There is a strong probability that French Quebec's schools are not as good as the results would indicate.

Most significant is that these results do not square with the huge dropout rate in Quebec's French public schools where approximately 50 per cent of the boys drop out by the last year of high school. Children who are not doing well tend to drop out, not children who are doing well.

Added is the problem of two languages. Comparing reading levels in French with English is difficult. For example, investigations indicated that the compulsory Quebec History 414 examination in French had a Grade 7 -8 level of vocabulary whereas the English one was written at a grade 11-12 level. One wonders if the examination taken by the 13-year-old students in this survey was written at a Grade 6 level of vocabulary in both language groups.

Immersion schools are not taken into account in this survey. Did the study differentiate between native speakers and immersion students? There are no programs of English immersion in French schools, so how did the survey take that into account?

It is disappointing that in an officially bilingual country, the survey failed to measure a student's reading levels in both official languages. It would be interesting to compare the second language



levels across Canada. Had this been done, it is highly likely that English Quebecers would have performed exceptionally well. Reading proficiency is a highly subjective concept. Reading proficiency in both languages was ignored in this study. Why? Defining reading proficiency in terms of one language per child is not an especially accurate measure of reading proficiency in an officially bilingual country. What does the survey show? First, English Canadians in general and English Quebecers in particular, are probably not performing as well in their native language as French Canadians are in

theirs. It indicates that although English Quebecers might well be the most bilingual group in Canada, their reading level in English is below average. Have the many years of studying in French slowed English Quebecers development in their mother tongue? In addition, the absence of English textbooks appropriate to the Quebec curriculum is now bearing bitter fruit. Children not exposed to English books do not perform well in reading proficiency. Second, French Quebecers are now outperforming English Quebecers and English Canadians in

reading their native language. Why do we need to "protect" the French language if French Quebecers are reading better than English Canadians are reading? After years of concern about the level of French in Canadian schools, it is refreshing to see concern by a federal body about the comparatively low level of English in schools throughout Canada. But how can we trust the school boards and organizations to rectify this situation when it was these very same groups that brought about this problem in the first place

## Les titres quotidiens de *Courrier international*

### les titres du 13 juin 2008



#### CHINA DAILY

##### Les vols réguliers reprennent entre la Chine et Taïwan

Menées par deux organismes semi-officiels, les négociations entre l'île nationaliste et la Chine – première du genre depuis 1995 – ont abouti jeudi 12 juin à Pékin à un accord sur l'ouverture réciproque de bureaux de représentation et la mise en place de vols réguliers entre le continent et Taïwan. L'apaisement entre les deux parties, initié en mai dernier par la prise de fonctions du nouveau président taiwanais Ma Ying-jeou, se confirme. Un responsable chinois se rendra cette année à Taïwan.



#### THE IRISH TIMES

##### L'Union européenne retient son souffle sur le traité de Lisbonne

L'Irlande entame ce vendredi le décompte des voix du référendum sur le traité de Lisbonne, dont le résultat incertain est attendu par près de 500 millions d'autres Européens, souligne le quotidien. Près de 3 millions d'électeurs étaient appelés aux urnes pour ce référendum, le seul dans l'UE tenu sur le traité. Aucun chiffre officiel de participation n'a été annoncé, mais une estimation de la radio-télévision irlandaise RTE faisait état jeudi soir d'une faible participation d'environ 40 %.



#### THE NEW YORK TIMES

##### La Cour suprême inflige un camouflet à Bush sur Guantanamo

La Cour suprême des Etats-Unis a estimé jeudi 12 juin que les prisonniers de Guantanamo étaient en droit de contester leur détention devant la justice fédérale, infligeant ainsi un nouveau revers à l'administration Bush. La Cour a annulé une décision de justice qui maintenait une loi adoptée en 2006 par le Congrès, alors sous majorité républicaine. Cette loi privait les détenus de Guantanamo des droits de l'habeas corpus et les empêchait de faire appel de leur détention devant des tribunaux civils.



#### FINANCIAL TIMES

##### Yahoo! s'allie finalement à Google

Le groupe Internet Yahoo! a définitivement rejeté jeudi 12 juin l'offre de rachat par Microsoft. Le groupe

a ensuite annoncé un partenariat dans la publicité en ligne de quatre à dix ans avec Google, pourtant son concurrent. Yahoo! espère tirer 800 millions de dollars de recettes supplémentaires par an de cet accord, note le quotidien britannique. Le partenariat ne concerne que les activités de Yahoo! aux Etats-Unis et au Canada et n'est pas exclusif, Yahoo! pouvant passer des accords similaires avec d'autres sociétés.



#### YOMIURI SHIMBUN

##### La technologie japonaise au service du nucléaire nord-coréen

Dans son édition du 12 juin, le quotidien japonais révèle que des pompes à vide de fabrication japonaise – pouvant entrer dans la chaîne de fabrication d'armes nucléaires – ont été découvertes en Corée du Nord en juillet 2007 par les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) chargés de contrôler les installations nucléaires de Yongbyon. Informée par l'agence en mai dernier, la police japonaise a perquisitionné au siège de deux entreprises privées, Tokyo Vacuum et Nakano Corp., susceptibles d'être les fournisseurs.



#### LA LIBRE BELGIQUE

##### Un colosse dans la mousse

Le groupe belgo-brésilien InBev (Stella Artois...) a proposé jeudi 12 juin plus de 46 milliards de dollars pour le rachat de l'américain Anheuser-Busch (Budweiser), troisième producteur mondial, ce qui donnerait naissance au premier brasseur mondial. Pour contrer cette offre non sollicitée, Anheuser-Busch pourrait racheter la totalité du mexicain Modelo (Corona). Plusieurs pétitions circulent déjà sur Internet pour que la Budweiser reste dans des mains américaines.



#### DIE WELT

##### Merkel proclame la république de l'éducation

Dans un discours prononcé à Berlin, le 12 juin, la chancelière allemande a déclaré que l'éducation serait le principal défi à relever pour son pays dans les prochaines décennies et a annoncé la convocation d'un sommet national sur le sujet en octobre prochain. Le jour même était publié la deuxième enquête

nationale, qui note des progrès dans les mathématiques et les sciences naturelles, mais constate que les enfants de familles défavorisées et immigrées sont de plus en plus en difficulté.



#### CLARÍN

##### Après les agriculteurs, les routiers bloquent l'Argentine

Le bras de fer qui oppose depuis plusieurs mois le "campo" – mouvement de protestation qui se définit comme le représentant de la campagne argentine –, allié de plusieurs syndicats, et le gouvernement, se poursuit. Les transporteurs routiers ont annoncé jeudi 12 juin qu'ils continueraient le blocage des routes, alors même que les agriculteurs avaient accepté lundi dernier de lever leur mouvement de grève. Ce blocage menace les supermarchés et les stations d'essence de pénurie.



#### LE POTENTIEL

##### L'armée française a aidé Djibouti

Six soldats djiboutiens ont été tués lors d'accrochages entre l'armée djiboutienne et les troupes érythréennes à Ras Doumeira et dans l'île de Doumeira, dans le nord de Djibouti. L'Erythrée a cependant affirmé n'avoir "aucune intention hostile" contre son voisin, rapporte le journal de Kinshasa. La France a reconnu avoir soutenu en logistique et renseignement l'armée djiboutienne. Le conseil de sécurité de l'ONU a condamné "l'action militaire de l'Erythrée contre Djibouti".



#### ALTERPRESSE

##### Haiti toujours sans Premier ministre

Le choix de Robert Manuel comme Premier ministre a été rejeté le 12 juin par la Chambre des députés. C'est le deuxième Premier ministre désigné par le président René Préal à être écarté. Le pays vit depuis deux mois au rythme des affaires courantes que liquide un gouvernement démissionnaire, après avoir été censuré par le sénat le 12 mars à la suite des émeutes déclenchées par la crise alimentaire. C'est un revers cinglant pour le président dont l'avenir politique s'assombrit.

### les titres du 12 juin 2008



#### THE INDEPENDENT

##### Gordon Brown est-il un winner ou un loser ?

C'est la question que pose en une le quotidien de Londres, au lendemain d'une journée chargée pour le Premier ministre britannique. Mercredi 11 juin, son projet de loi antiterroriste d'allonger à quarante-deux jours la durée de détention des suspects en terrorisme a été adopté à 315 voix contre 306 malgré l'opposition de quarante députés travaillistes. Le jour même, des documents hautement confidentiels appartenant à un "officiel" du gouvernement ont été trouvés dans un train. "Embarrassant !" commente *The Independent*.



#### THE NEW YORK TIMES

##### La Pakistan en colère après une frappe aérienne américaine

"Une attaque aérienne américaine à la frontière afghane a tué onze paramilitaires pakistanais. L'événement soulève des inquiétudes quant aux relations déjà tendues entre les deux pays alliés", titre le quotidien de New-York. Islamabad a dénoncé une "agression infondée et lâche", et averti que le dérapage avait "frappé les fondations de la coopération entre les soldats pakistanais et la coalition américaine dans la guerre contre le terrorisme".



#### LE SOIR

##### L'Irlande tient toute l'Europe en haleine

Quelque 3 millions d'Irlandais sont appelés aux urnes ce jeudi pour se prononcer sur la ratification du traité de Lisbonne. "Une victoire du "non" plongerait à coup sûr l'Europe dans une nouvelle crise majeure, elle qui tourne au ralenti et sans cap clair depuis des mois. Cette nouvelle commotion interviendrait trois ans après le rejet de la Constitution lors des référendums en France et aux Pays-Bas, illico suivi par un gel du processus de ratification dans plusieurs Etats membres, avant un laborieux dégel", s'inquiète le quotidien bruxellois.



### LE DEVOIR

#### Afghanistan : Ottawa fixe ses priorités

Le gouvernement Harper donne un sérieux coup d'accélérateur à ses efforts de développement et de reconstruction en Afghanistan, avec à la clé 600 millions de dollars canadiens (380 millions d'euros) en argent frais sur trois ans, annonce le quotidien. Ottawa se fixe des objectifs plus clairs à atteindre d'ici à 2011 et a décidé de concentrer davantage ses actions dans la province de Kandahar.



### TAIPEI TIMES

#### Reprise de dialogue entre la Chine et Taïwan

"Le négociateur taïwanais, Chiang Pin-kun, président de la Fondation des échanges entre les deux rives (SEF), a rencontré le mercredi 11 juin à Pékin son homologue chinois pour une rencontre marquant une reprise historique du dialogue", annonce le quotidien. C'est en effet le premier dialogue direct depuis 1995 entre la Chine communiste et l'île nationaliste. Il doit notamment porter sur l'établissement de vols directs réguliers entre les deux pays.



### POLITIKA

#### Un fugitif recherché pour crimes de guerre arrêté en Serbie

Stojan Zupljanin, un des quatre derniers fugitifs recherchés en ex-Yougoslavie pour crimes de guerre commis pendant la guerre de Bosnie (1992-1995), a été arrêté le 11 juin dans les environs de Belgrade. L'arrestation des fugitifs réclamés par le Tribunal

pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye demeure une condition pour que la Serbie poursuive son rapprochement avec l'Union européenne après la signature fin avril de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA).



### LE POTENTIEL

#### Le torchon brûle entre la Zambie et le Zimbabwe

Le président de la Zambie Lévy Mwanawasa, en ayant qualifié le 10 juin le régime zimbabwéen de "Titanic" en train de sombrer", a fait monter d'un cran la tension déjà forte entre les deux pays. Les proches de Robert Mugabe ont lancé une campagne anti-Mwanawasa. Contrairement à la Namibie, l'Angola et l'Afrique du Sud, la Zambie ne pratique pas la politique de l'autruche, et reconnaît ouvertement que le Zimbabwe est en crise, précise le quotidien de Kinshasa. La Zambie a envoyé une lettre à Mugabe pour protester contre les colomnies dont elle est la cible.



### THE KOREA TIMES

#### Les Sud-Coréens appellent à la démission de leur président

La crise politique se durcit en Corée du Sud. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé, mardi soir 10 juin, dans le centre de Séoul pour demander la démission du président Lee Myung-bak à l'occasion de la plus spectaculaire des protestations quasi quotidiennes déclenchées il y a plus d'un mois par la réouverture de la Corée du Sud à la viande bovine américaine. Au lendemain de l'annonce de la démission du gouvernement, Lee Myung-bak a annoncé

mercredi qu'il était prêt à faire prendre "un nouveau départ" à la Corée.



### THE JAPAN TIMES

#### Le Premier ministre japonais confronté à une motion de censure

Mercredi 11 juin, le Sénat a voté une motion de censure sans précédent contre le Premier ministre japonais Yasuo Fukuda. C'est la première fois depuis l'adoption de la Constitution de 1947 que les sénateurs votent la censure d'un chef de gouvernement. Pour contrer ce coup porté au Premier ministre, la Chambre des députés japonaise lui a voté une motion de confiance ce jeudi matin. Trois partis d'opposition ont boycotté le vote, estimant que M. Fukuda n'avait pas tenu compte de la censure de la veille.



### GRANMA

#### Cuba veut réformer sa politique salariale

Le gouvernement cubain a annoncé la suppression du principe du plafond salarial, poursuivant les mesures d'assouplissement impulsées au compte-gouttes par Raúl Castro depuis son accession officielle au pouvoir en février. L'information a été donnée par le vice-ministre du Travail cubain Carlos Mateu, dans un entretien publié le 11 juin par le quotidien officiel Granma. "La tendance était que tout le monde recevait la même chose, et cet égalitarisme n'est pas opportun", explique Carlos Mateu.

## les titres du 11 juin 2008



### THE GLOBE AND MAIL

#### Le gouvernement canadien présente des excuses officielles aux peuples autochtones

Stephen Harper, le Premier ministre canadien, doit présenter ce mercredi 11 juin devant le Parlement des excuses solennelles aux peuples autochtones du pays. Les 1,3 million d'Indiens et d'Inuits que compte le Canada réclament la reconnaissance du "génocide culturel" dont ils estiment avoir été victimes. Aucun détail, y compris concernant les mauvais traitements et les abus sexuels subis par les enfants indigènes dans les internats, ne devra être omis, a déclaré le ministre des Affaires indiennes, Chuck Strahl.



### THE WALL STREET JOURNAL

#### L'inflation s'accélère partout dans le monde

L'inflation, qui touche de plus en plus de pays dans le monde, dérègle les marchés financiers et inquiète les observateurs. Mardi 10 juin, le marché chinois est le dernier à en avoir subi les effets : l'indice Shanghai Composite a chuté de 7,7 %, son plus bas depuis un an. Le même jour, les autorités vietnamiennes ont dévalué leur monnaie afin d'atténuer la pression des marchés financiers. De son côté, la Réserve fédérale américaine a annoncé son attention d'intervenir pour redonner aux Etats-Unis un dollar fort.



### L'EXPRESSION

#### Kadhafi dit non au projet d'Union pour la Méditerranée

Un minisommet arabe était organisé par Muammar Kadhafi le 10 juin à Tripoli, la capitale libyenne, pour débattre du projet d'Union pour la Méditerranée, proposé par Nicolas Sarkozy. Le guide de la révolution libyenne a qualifié l'initiative du chef de l'Etat français de "projet passager", relate le quotidien algérien, qui précise que, pour Kadhafi, ce projet est une sorte d'humiliation. Le sommet s'est terminé sans qu'aucune déclaration ne soit faite.



### THE IRISH TIMES

#### Irlande : les principaux partis dénoncent la campagne malhonnête des partisans du "non"

Le Premier ministre irlandais, Brian Cowen, le représentant du Fine Gael, parti de centre droit, et plu-

sieurs leaders de partis de gauche se sont unis, mardi 11 juin pour dénoncer les partisans du "non" au référendum sur le traité de Lisbonne prévu jeudi 12 juin. Ils les accusent de mener "une campagne malhonnête" et critiquent leur argument principal, qui consiste à dire qu'une fois le traité rejeté les Irlandais pourront négocier pour obtenir un nouvel accord, plus favorable.



### THE INDEPENDENT

#### Le prix du pétrole pourrait doubler

Le directeur d'une des plus grandes compagnies d'énergie du monde a lancé un grave avertissement concernant l'augmentation du prix du pétrole en annonçant qu'il pourrait dépasser les 250 dollars le baril "dans un futur prévisible". Cette prédiction d'Alexei Miller, patron du géant gazier russe Gazprom, qui prévoit une onde de choc dans l'économie mondiale, survient quelques jours après que le prix du pétrole a enregistré sa plus importante augmentation, atteignant les 139,12 dollars le baril.



### ZAMAN

#### Turquie : le Premier ministre interpelle la Cour suprême

Mardi 11 juin, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a accusé la Cour constitutionnelle de Turquie d'agir de manière inconstitutionnelle et d'avoir outrepassé ses droits. Il reproche à la Cour suprême d'avoir invalidé, la semaine dernière, une réforme de son gouvernement islamo-conservateur autorisant le port du voile dans les universités. "La Turquie glisse vers la crise politique", commente le quotidien.



### LA REPUBBLICA

#### La "clinique de l'horreur" fait frémir les Italiens

Les Italiens ont découvert avec effroi, le 10 juin, l'existence de la clinique Santa Rita de Milan, qui pratiquait des opérations de façon abusive afin d'obtenir des remboursements plus élevés de la part de la sécurité sociale. Le quotidien romain annonce que dix autres cliniques privées sont dans le collimateur des enquêteurs. En attendant, les victimes de tous âges des chirurgiens véreux de Milan font la une de la presse, avec des témoignages qui font froid dans le dos.



### NEPALNEWS.COM

#### L'ancien roi du Népal se prépare à quitter son palais

Le roi déchu du Népal, Gyanendra, se prépare mercredi 11 juin à quitter son palais de Katmandou, deux semaines après l'abolition de la monarchie. L'ex-monarque fera une déclaration vers 17 heures avant de s'installer temporairement dans une ancienne résidence royale de la banlieue de la capitale népalaise. Le gigantesque palais de Narayanhiti, situé au cœur de Katmandou, sera transformé en musée national.



### DAILY NATION

#### Un avion soudanais prend feu à Khartoum

Un Airbus de la compagnie nationale Sudan Airways a pris feu au moment où il atterrissait sur la piste de l'aéroport de Khartoum, à la suite de l'explosion d'un de ses moteurs. Plus de 100 personnes, sur les 203 passagers présents à bord de l'avion, auraient perdu la vie dans l'incendie. Selon le ministre des Transports soudanais, les mauvaises conditions climatiques sont la raison principale de cette tragédie. Tempête de sable et pluies diluviennes se sont abattues sur Khartoum le jour de l'accident, mardi 10 juin.



### EL MUNDO

#### La grève endeuillée des chauffeurs routiers espagnols et portugais se poursuit

Le gouvernement espagnol et la Commission nationale des transports, qui représente 82 % du secteur et regroupe essentiellement les organisations non grévistes, sont parvenus mardi soir à un accord pour améliorer les conditions du secteur des transports. La ministre des Transports, Magdalena Alvarez, a dit espérer que les deux organisations minoritaires en "grève illimitée" depuis lundi adhèrent au plus vite à cet accord. En attendant, la grève va se poursuivre", précise le quotidien. Mardi, deux grévistes, l'un espagnol, l'autre portugais, ont trouvé la mort après avoir été renversés par des véhicules à des piquets de grève.

## les titres du 10 juin 2008





### FRANKFURTER RUNDSCHAU

#### Accord franco-allemand : l'harmonie retrouvée

La chancelière allemande et le président Nicolas Sarkozy devaient se retrouver à Straubing, en Bavière, à l'occasion du Conseil des ministres franco-allemand, pour une rencontre de routine et a priori sans grand intérêt pour l'amitié franco-allemande. Mais, surprise, la rencontre a débouché sur une déclaration de position commune concernant le plan d'action européen de lutte contre le réchauffement climatique et sur la réduction des émissions de CO2 par les automobiles. C'est le "sommet de l'harmonie", titre le journal allemand.



### THE KOREA HERALD

#### Le gouvernement sud-coréen annonce sa démission

"Le président sud-coréen Lee Myung-bak devrait remplacer dix de ses ministres et secrétaires d'Etat dans le courant de la semaine, afin de calmer la crise suscitée par la levée de l'embargo sur les importations de bœuf américain", annonce le *Korea Herald*. Ce mardi 10 juin, le Premier ministre Han Seung-soo et d'autres ministres ont remis leur démission au président. La décision de la Corée du Sud, fin avril, de mettre fin à la quasi-totalité des restrictions sur les importations de bœuf américain imposées pour empêcher la propagation de l'encéphalite spongiforme bovine a donné lieu à des semaines de violentes manifestations, les Coréens reprochant à leurs dirigeants de ne pas protéger suffisamment les citoyens.



### LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

#### Cafouillage des médias sur les attentats de Kabylie

Lundi 9 juin, on déplorait en Kabylie un double attentat suicide portant la marque d'Al-Qaïda au Maghreb, qui aurait fait au moins treize morts et de nombreux blessés. Le 10 juin, le ministre de la Défense algérien contredisait ces informations, précisant que l'explosion des bombes avait fait deux victimes, un Français et son chauffeur algérien. Entre les rumeurs d'attentat, la psychose et les manipulations, il devient de plus en plus difficile pour la presse de rester objective.



### KAYHAN

#### Le numéro un iranien dénonce l'occupation américaine en Irak

Le guide suprême iranien Ali Khamenei a estimé que "l'occupation américaine en Irak [était] le principal problème de ce pays", lors de sa rencontre avec le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki, le 9 juin à Téhéran. Le guide a adopté un ton très virulent contre l'ingérence des Américains dans les affaires irakiennes, dans une référence indirecte à l'accord de coopération et d'amitié négocié actuellement entre Washington et Bagdad. L'Irak craint que l'Irak serve de base arrière à une attaque.



### EL COLOMBIANO

#### Une libération à venir d'otages des FARC n'est pas exclue

D'après Luis Eladio Pérez, ancien membre du Congrès et captif des FARC jusqu'en février dernier, la fin de semaine pourrait être marquée par la libération de nouveaux otages des Forces armées révolutionnaires de Colombie, à la suite de l'appel lancé à leur nouveau chef par le président vénézuélien Hugo Chávez dimanche 8 juin. Certains analystes estiment envisageable que Chávez parvienne à les convaincre de libérer des otages et d'abandonner la lutte armée, rapporte le quotidien.



### DAILY NATION

#### L'accord de paix de l'ONU pour la Somalie a échoué

Afin de mettre un terme à dix-huit ans de guerre civile en Somalie, un accord de paix a été signé le 9 juin à Djibouti, à l'initiative de l'ONU, entre le gouvernement et une coalition d'opposition. Mais, ce mardi 10 juin, coup de théâtre de dernière minute, un des principaux chefs islamistes somaliens a annoncé qu'il ne signerait pas cet accord. Cheikh Dahir Aweys a déclaré à la radio qu'il continuerait "à combattre jusqu'à la libération de la Somalie des ennemis d'Allah".



### THE INDEPENDENT

#### Un Afghan de 14 ans qui préparait un attentat suicide a été arrêté

Son visage s'affiche pleine page, en une du quotidien. Shakirullah Yasin Ali, âgé de tout juste 14 ans, a été arrêté à Khost, dans l'est de l'Afghanistan, alors qu'il s'apprêtait à perpétrer un attentat suicide contre des

cibles américaines et britanniques. "C'est un jeune homme comme Shakirullah Yasin Ali qui a tué les trois soldats britanniques morts dans un attentat suicide à Helmand, dimanche 8 juin", commente le quotidien, qui raconte que le garçon a été "éduqué à tuer les soldats étrangers".



### JERUSALEM POST

#### La famille de Gilad Shalit reçoit une lettre du soldat kidnappé

Lundi 9 juin, une lettre manuscrite du sergent Gilad Shalit a été remise à la famille de ce soldat israélien enlevé le 25 juin 2006 par des Palestiniens armés et détenu dans la bande de Gaza. Ce document, transmis par l'intermédiaire du Centre Carter à Ramallah (en Cisjordanie), atteste que Gilad Shalit est encore en vie. Toutefois, le soldat aurait écrit être en mauvaise santé et demandé au gouvernement israélien de ne pas l'abandonner.



### EL PAÍS

#### Espagne: les chauffeurs routiers poursuivent la grève

Les représentants du gouvernement espagnol et divers membres du patronat des transports se réunissent mardi 10 juin dans la matinée pour reprendre des négociations après que la Fenadismer (principal syndicat des transports) a annoncé lundi sa décision de poursuivre la grève. Les transporteurs routiers, qui réclament une baisse du prix des carburants, ont jugé insuffisantes les propositions du gouvernement. La grève a déjà provoqué des embouteillages monstres dans le pays, et les premiers signes de pénurie dans les stations d'essence se font sentir.



### USA TODAY

#### Aux Etats-Unis, la police contrainte d'économiser l'essence

L'augmentation du prix du pétrole oblige certains départements de la police américaine à prendre des mesures pour faire des économies de carburants. Les policiers sont incités à se déplacer à pied plutôt qu'à utiliser leurs véhicules. D'autres ne peuvent plus – comme la loi le permet pour renforcer la présence policière dans certains quartiers – rentrer chez eux à bord de leur voiture de fonction. "Les mesures prises pour économiser de l'essence pourraient provoquer une réduction importante de l'action policière", ont estimé des chercheurs du ministère de la Justice.

## les titres du 9 juin 2008



### THE DAILY TELEGRAPH

#### Cent soldats britanniques tués en Afghanistan depuis 2001

Un attentat suicide survenu dimanche 8 juin et ayant fait trois morts porte à 100 le nombre de militaires britanniques tués en Afghanistan depuis 2001. Les trois militaires ont trouvé la mort alors qu'ils patrouillaient à pied à un kilomètre de leur base, dans la vallée de Sangin. "Les combats et les violences contre les troupes britanniques se sont surtout concentrés pendant les étés 2006 et 2007, et plus de 90 des militaires britanniques ont été tués ces deux dernières années", précise le quotidien.



### AL HAYAT

#### L'Irak rejette une frappe contre l'Iran à partir de son territoire

Le Premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, en visite à Téhéran, a assuré, dimanche 8 juin, que son pays ne servirait pas de base pour porter atteinte à la sécurité de l'Iran, rapporte le quotidien panarabe. Ces déclarations surviennent à un moment où Bagdad et Washington négocient un accord sur la présence future des troupes américaines en Irak. Parallèlement, Américains et Israéliens ont haussé le ton ces derniers jours, menaçant d'attaquer les installations nucléaires iraniennes.



### EL TIEMPO

#### Hugo Chávez appelle les FARC à libérer les otages

"Le président vénézuélien a surpris, dimanche 8 juin, en s'adressant pour la première fois au nouveau chef des FARC, Alfonso Cano. "Cano, libère les FARC en échange de rien du tout", a-t-il lancé lors de son programme télévisé dominical *Aló Presidente*. "Le moment est venu pour les FARC de libérer tout le monde. [...] Ce serait un grand geste humanitaire et

inconditionnel. C'est ce que je propose au nouveau chef des FARC", a-t-il poursuivi après avoir qualifié la guérilla des FARC de "dépassée historiquement".



### CHINA DAILY

#### Chine : nouvelle réplique autour du lac de Tangjianshan

Une réplique de magnitude 5,1 a provoqué de nouvelles coulées de boue autour du lac de Tangjianshan, formé par le séisme du 12 mai dans la province du Sichuan. Les autorités s'inquiètent. Malgré l'effort des équipes de secours pour dégager les rochers et la boue qui retiennent les eaux du lac, le niveau de l'eau ne cesse de monter et pourrait faire céder le barrage qui vient d'être construit. Plus de 1 million de personnes vivant en contrebas sont menacées.



### MAIL & GUARDIAN

#### La police du Zimbabwe accentue sa pression sur l'opposition

Le 7 juin, la police du Zimbabwe a de nouveau brièvement arrêté le leader de l'opposition, Morgan Tsvangirai, candidat à la succession du président Robert Mugabe. Elle a également arrêté un avocat proche de Tsvangirai et interdit tout rassemblement du Mouvement pour le changement démocratique (MDC). La justice zimbabwéenne ayant décidé que cette interdiction était illégale, plusieurs meetings électoraux ont quand même pu avoir lieu. Le second tour du scrutin est prévu le 27 juin prochain.



### LA REPUBBLICA

#### Les Tsiganes manifestent à Rome

Plus de 3 000 personnes appartenant à la communauté tsigane installée en Italie ont manifesté le 7 juin dans les rues de Rome contre la xénophobie dont elles se sentent victimes depuis le retour de la droite au pouvoir. En tête du cortège, ponctué de musique

et de danse, Piero Terracina, déporté à Auschwitz pendant la guerre, portait sur le revers de sa veste un triangle noir. C'est la première fois que le peuple rom s'organise et sort des bidonvilles dans lesquels il est habituellement confiné, note le quotidien romain.



### EL WATAN

#### Double attentat à la bombe en Kabylie

Le 8 juin, un double attentat visant une entreprise française aurait fait au moins treize morts dont un ingénieur français, son chauffeur et huit membres des forces de sécurité. L'attentat n'a pas été revendiqué mais porte la marque d'Al-Qaïda au Maghreb, très active dans cette région de l'Algérie. Pour le quotidien, il ne fait aucun doute que les terroristes cherchent à dissuader les étrangers de travailler en Algérie. Leur action coïncide avec le lancement de la Foire internationale d'Alger.



### EL PAÍS

#### Les routiers espagnols lancent une grève illimitée

La Fédération nationale des associations de transport d'Espagne (Fenadismer) a entamé dans la nuit de dimanche à lundi une grève illimitée afin de réclamer au gouvernement des aides pour pallier l'augmentation du prix du pétrole de 20,1 % en un an. Cette grève, qui n'est pas soutenue par les grandes entreprises représentées par la Confédération espagnole du transport de marchandises (CETM), a été rejointe par des associations de transport françaises et portugaises, qui pourraient s'unir pour bloquer la frontière franco-espagnole.



### LE SOIR

#### La Belgique (aussi) grogne contre la baisse du pouvoir d'achat





Des milliers de personnes manifesteront cette semaine à Liège, Mons, Arlon et Bruxelles pour réclamer une hausse de leur pouvoir d'achat. Les actions débutent ce lundi à Anvers et Liège. Entre 6 000 et 9 000 personnes sont attendues dans les rues du centre-ville de Liège. Les trois principales organisations syndicales belges sont parvenues à s'entendre sur des revendications communes, notamment le relèvement du salaire minimum et l'élimination de

l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes.



#### **USA TODAY**

### **La crise économique porte un coup au rêve américain**

Dans un sondage que publie ce lundi 9 juin le quotidien américain, 54 % des Américains estiment que leur niveau de vie n'est pas meilleur aujourd'hui qu'il y a cinq ans. Et 45 % d'entre eux seulement espèrent

que leurs enfants auront une vie meilleure que la leur. "Le rêve américain est-il mort ?" s'interroge le journal. "Disons, au moins, qu'il a pris un sacré coup." Le malaise économique que traverse le pays, marqué par la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires, se répercute très concrètement sur la vie de l'Américain moyen.

## les titres du 6 juin 2008



#### **TIME**

### **Le Prozac arme secrète des soldats américains ?**

"Pour la première fois de l'Histoire, des milliers de soldats américains ont pris des antidépresseurs pour faire face au stress des champs de bataille", titre l'hebdomadaire américain. L'augmentation de l'usage de ce type de médicaments est révélatrice du prix psychologique que paient les soldats combattant en Irak et en Afghanistan. D'après une enquête du Pentagone, de retour de la guerre, 20 % des soldats souffrent de "traumatismes temporaires de stress" et 10 % de "maladies liées au stress".



#### **DIE PRESSE**

### **La Slovénie a déclenché une alerte nucléaire injustifiée**

La Slovénie s'est excusée le 5 juin auprès de ses voisins de ne pas les avoir correctement informés à propos de la fuite d'eau existant dans le circuit de refroidissement de la centrale de Krsko. "Les autorités locales chargées du nucléaire ont trop vite qualifié de 'très dangereux' cet incident", explique le quotidien autrichien. Une procédure d'alerte européenne sur les risques radioactifs a été déclenchée dans la foulée. Or, il n'y aurait finalement aucune conséquence sur l'environnement.



#### **EL TIEMPO**

### **Un général colombien devant la justice**

Un tribunal colombien a convoqué le général à la retraite Farouk Yanine Diaz pour l'entendre à propos des massacres dits "de La Rochela", où 19 commerçants en 1987 et 12 enquêteurs deux ans plus tard ont trouvé la mort. Le général aurait laissé les paramilitaires perpétrer ces assassinats. Un tribunal militaire l'avait acquitté en 1997, mais la Cour interaméricaine des droits de l'homme a estimé qu'il y avait suffisamment d'éléments à charge pour rouvrir le dossier.



#### **MAIL & GUARDIAN**

### **Zimbabwe : diplomates occidentaux interpellés et ONG suspendues**

A l'approche du second tour de la présidentielle, prévu pour le 27 juin, la tension monte à nouveau au Zimbabwe. Des diplomates américains et britanniques

ont été détenus quelques heures par la police alors qu'ils enquêtaient sur les violences survenues après le premier tour. Ils sont soupçonnés de soutenir l'opposant Morgan Tsvangirai. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni parlent d'"incident grave" et ont saisi le Conseil de sécurité. Le régime de Mugabe a par ailleurs suspendu le travail des organisations non gouvernementales qui apportent de l'aide aux personnes déplacées.



#### **ZAMAN**

### **La justice turque interdit le port du voile dans les universités**

"A 9 voix contre 2, la Cour de cassation de Turquie a annulé l'amendement qui autorisait les femmes à porter le voile dans les universités turques", annonce le quotidien. L'amendement – que le Parti pour la justice et le développement (AKP, parti islam-conservateur) avait fait passer en février dernier – a été jugé contraire aux articles de la Loi fondamentale mentionnant le caractère laïc de la république de Turquie. Cette décision pourrait préfigurer une interdiction du parti, au pouvoir depuis 2002.



#### **LIBERTÉ**

### **L'Autriche œuvre à la libération de ses citoyens détenus au Sahara**

La ministre des Affaires étrangères autrichienne, Ursula Plassnik, a effectué une visite à Alger et à Bamako dans l'espoir de parvenir à la libération de ses compatriotes détenus en otages depuis le 22 février par le groupe islamiste d'Al-Qaïda au Maghreb. Les deux Autrichiens ont été kidnappés alors qu'ils se trouvaient dans le sud de la Tunisie. Les négociations menées depuis cette date n'ont pas abouti. Les ravisseurs réclament une rançon de 5 millions d'euros ainsi que la libération des islamistes détenus en Algérie et en Tunisie.



#### **LA REPUBBLICA**

### **La FAO trouve à Rome un accord décevant**

Les pays membres de la FAO (l'organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation) ont adopté jeudi 4 juin la déclaration finale du sommet de Rome dans laquelle ils s'engagent à investir 6,5 milliards de dollars pour lutter contre la faim dans le monde. Mais cet accord final est jugé décevant par

selon le quotidien italien qui pointe une déclaration jugée trop générale, un consensus mou sur les biocarburants et les positions divergentes du Venezuela, de Cuba et de l'Argentine.



#### **AL-HAYAT AL-JADIDA**

### **Israël multiplie les opérations militaires dans la bande de Gaza**

Une fillette palestinienne de 4 ans a été tuée jeudi 5 juin dans la bande de Gaza au cours d'un raid aérien de l'armée israélienne. Ce raid avait été mené après la mort d'un Israélien touché par un obus de mortier qui avait été tiré depuis le territoire palestinien. Les incursions militaires et raids israéliens se sont poursuivis dans la nuit du jeudi au vendredi. Les responsables israéliens menacent de lancer une opération militaire d'envergure contre la bande de Gaza.



#### **THE INDEPENDENT**

### **Les vétérans britanniques commémorent le D-Day**

Quelques-uns des 3 000 vétérans de la Seconde Guerre mondiale vont se rassembler ce vendredi 6 juin sur les plages de Normandie pour y célébrer le 64e anniversaire du D-Day (le débarquement en Normandie, le 6 juin 1944). Alors qu'on débat actuellement au Royaume-Uni sur les salaires des soldats envoyés en Irak et en Afghanistan, cette journée devrait pousser le gouvernement à s'interroger sur le sort qu'il réserve à ses vétérans – particulièrement mal indemnisés, estime *The Independent*.



#### **24 HEURES**

### **Ridoré, le Barack Obama suisse**

"Si Carl-Alex Ridoré gagne le second tour du 22 juin prochain, il sera le premier préfet noir de Suisse. Ce qui fait de lui, actualité oblige, notre Barack Obama à nous", ose le quotidien de Lausanne. Ce jeune avocat de 36 ans, socialiste et ancien basketteur de haut niveau – comme Obama – se distingue également par un parcours sans fautes. "Que l'Amérique soit dirigée par un Noir ou par une femme est secondaire. Ce qui me séduit avant tout, c'est de sentir dans ce pays une réelle volonté de rompre avec le statisme", estime l'intéressé.

## les titres du 5 juin 2008



#### **THE INDEPENDENT**

### **Un plan secret pour maintenir l'Irak sous contrôle américain**

"Un plan secret visant à perpétuer indéfiniment l'occupation américaine en Irak sans tenir compte des résultats de la présidentielle de novembre va être négocié à Bagdad", révèle en une le quotidien britannique. D'après ce plan, George W. Bush voudrait maintenir 50 bases militaires en Irak, contrôler l'espace aérien et offrir une immunité juridique aux soldats américains engagés sur le terrain. Le but ? Permettre à Bush de déclarer une victoire militaire et soutenir que l'invasion de 2003 était justifiée, mais surtout empêcher le candidat démocrate Barack Obama d'honorer sa promesse de retirer les troupes d'Irak s'il est élu en novembre.



#### **JERUSALEM POST**

### **L'Iran au centre de la rencontre Bush-Olmert**

George W. Bush et Ehoud Olmert étaient sur la même longueur d'onde lors de leur rencontre, le mercredi 4 juin, à la Maison-Blanche. Alors que le président américain, en fin de mandat, rappelait que Téhéran est une "menace existentielle pour la paix", le Premier

ministre israélien, empêtré dans un scandale de corruption, qualifiait le régime iranien de "principale menace pour nous tous". Le dossier palestinien, le Liban et les discussions avec la Syrie ont également été évoqués.



#### **L'ORIENT-LE JOUR**

### **La formation du gouvernement libanais freinée par des incidents à Beyrouth-Ouest**

"A deux jours d'une visite très attendue du président Sarkozy au Liban (...), le climat politique s'est soudain assombri et un coup de frein a été donné aux tractations devant aboutir à la formation du gouvernement", annonce le journal francophone. Le Courant du Futur, mouvement fondé par l'ancien Premier ministre assassiné Rafic Hariri, a notamment décidé de ne plus participer aux concertations gouvernementales. En cause : les nouveaux incidents survenus à Beyrouth-Ouest, notamment contre un militant du mouvement du Futur.



#### **THE NEW YORK TIMES**

### **Hillary Clinton prête à tirer sa révérence**

C'est finalement le samedi 7 juin que la sénatrice Hillary Clinton avalisera officiellement la victoire de Barack Obama dans la course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle et mettra un terme à une campagne longue de dix-sept mois. Sa décision a été prise à la suite des pressions des militants démocrates, qui l'ont exhortée à quitter la course le plus vite possible pour que le parti puisse enfin s'unir autour de leur candidat, Obama.



#### **LIBERTÉ**

### **La garde républicaine d'Alger visée par un double attentat suicide**

Un double attentat suicide a été perpétré le 4 juin, en fin d'après-midi, à Alger. Après avoir fait diversion avec une première bombe, les terroristes ont visé la caserne de la garde républicaine, située dans un quartier est de la capitale. Selon des témoignages concordant, il y aurait un mort, le kamikaze, et au moins six blessés. Le corps du terroriste, sans doute un adolescent, a été complètement déchiqueté. Le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), à l'origine de ces attentats, a voulu prouver qu'il conservait sa capacité de nuisance, estime le quotidien.





### LA REPUBBLICA

#### Un incident dans une centrale nucléaire slovène inquiète l'Italie (et l'Europe)

Le 4 juin, la Commission européenne a déclenché le système d'alerte européen sur les risques radioactifs provoqués par des fuites dans une centrale nucléaire de Slovénie, à Krško, ville située à une centaine de kilomètres de Trieste. Il s'agit d'une fuite de liquide sur le circuit de refroidissement, rapporte le quotidien romain. Selon les techniciens sur place, cette fuite ne serait pas radioactive, mais la proximité de la frontière italienne provoque une polémique dans la péninsule.



### ZIMBABWE INDEPENDENT

#### Le candidat de l'opposition zimbabwéenne détenu, puis relâché par la police

Le 4 juin, au Zimbabwe, le chef du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), Morgan Tsvangirai, a été arrêté à un barrage routier et interrogé pendant de longues heures par la police avant d'être libéré sous caution dans la soirée, sans être pour

autant inculpé. Tsvangirai était accusé d'avoir pris la parole sans autorisation lors d'un meeting électoral. Le 27 juin, il affrontera Robert Mugabe au second tour de l'élection présidentielle.



### TAIPEI TIMES

#### Dix-neuvième anniversaire de Tian'anmen : le président taïwanais fait profil bas

"Un nouveau Ma ?" s'interroge le quotidien anglophone de Taïwan. Contrairement aux années précédentes, le président taïwanais, Ma Ying-jeou (surnommé "Ma"), a fait profil bas cette année à l'occasion des commémorations du massacre de la place Tian'anmen en 1989. Dans une déclaration très courte, le président a félicité la Chine d'avoir fait des progrès dans de nombreux domaines et espéré voir Pékin "se maintenir sur la route vers la liberté, la démocratie et l'égalité répartition des richesses".



### LA LIBRE BELGIQUE

#### Les pêcheurs européens en colère à Bruxelles

La manifestation d'une centaine de pêcheurs - essentiellement originaires de France, d'Italie et

d'Espagne - a dégénéré mercredi matin en plein cœur du quartier européen de Bruxelles. Les pêcheurs étaient venus exprimer leur désarroi face à la hausse du prix du pétrole. "Pourquoi s'adresser à l'Europe ? Parce que le gouvernement français leur a rétorqué que les Etats membres étaient pieds et poings liés vis-à-vis du Fonds européen pour la pêche et que, sans modification de cette aide opérationnelle, il n'y aurait pas de solution immédiate", souligne le quotidien de Bruxelles.



### ZAMAN

#### La Turquie et L'Azerbaïdjan renforcent leur coopération énergétique

Le mercredi 4 juin, le président de l'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, et le Premier ministre de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, ont annoncé que l'Azerbaïdjan voulait augmenter sa production de gaz naturel via le pipeline de Bakou-Tbilissi-Erzurum (BTE) et en faire profiter la Turquie. Les exportations de gaz de l'Azerbaïdjan par le pipeline BTE, également connu comme le pipeline du sud du Caucase, ont commencé en 2007.

## les titres du 4 juin 2008



### THE WASHINGTON POST

#### Barack Obama remporte l'investiture démocrate

Les journaux américains et du monde entier en font leur une : Barack Obama a obtenu le nombre nécessaire de délégués pour devenir le candidat démocrate à la présidentielle américaine. L'événement est partout qualifié d'"historique". Le sénateur de l'Illinois est le premier candidat noir en course pour la magistrature suprême. Il sera officiellement désigné lors de la convention démocrate qui se tiendra à Denver fin août.



### INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

#### Les pays riches critiqués au sommet de la FAO à Rome

Jacques Diouf, le directeur général de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), a vivement critiqué les pays riches mardi à Rome. Le leur a reproché d'avoir mis fin aux financements de certains programmes pour l'agriculture à destination des pays pauvres tout en continuant à dépenser des milliards d'indemnités pour leurs propres agriculteurs et pour la production de biocarburants.



### HA'ARETZ

#### Olmert pense qu'il faut stopper l'Iran par tous les moyens

Le Premier ministre israélien Ehoud Olmert a déclaré, le 3 juin à Washington, que "tous les moyens possibles" devaient être mis en œuvre pour stopper le programme nucléaire iranien. "La communauté internationale a le devoir et la responsabilité de faire comprendre à l'Iran, au travers de mesures drastiques, que les répercussions du développement d'armes nucléaires seront dévastatrices", a-t-il ajouté. Il s'agit du plus ferme avertissement adressé par Olmert à l'Iran jusqu'à présent.



### LA NACIÓN

#### La justice chilienne rouvre le dossier sur la mort de Victor Jara

Le juge Juan Eduardo Fuentes avait classé, la semaine dernière, le dossier de l'assassinat du chanteur Victor Jara après avoir reconnu coupable de ce crime un colonel en retraite. Cet artiste emblématique et très engagé fut l'un des milliers d'hommes et de femmes arrêtés

et emprisonnés dans le grand stade de Santiago, après le coup d'Etat du 11 septembre 1973. La famille de Jara avait protesté contre la décision du juge Fuentes, en estimant que tous les responsables n'avaient pas été poursuivis. Le magistrat a accepté le 3 juin de rouvrir ce dossier.



### IRISH INDEPENDENT

#### L'ancien Premier ministre Bertie Ahern au tribunal

Celui que l'on surnomme le "Teflon-Taoiseach" (*Taoiseach*, qui se prononce "ti-choc", signifie "Premier ministre" en gaélique) en référence à tous les scandales qui "glissent" sur lui est attendu ce mercredi au tribunal de Mahon, spécialisée dans les affaires financières. Il comparait quatre mois après une révélation selon laquelle il aurait détourné 40 000 euros pour les prêter à son ancienne compagne, qui voulait s'acheter une maison.



### THE INDEPENDENT

#### Nouvelle technique de production d'un médicament antipaludéen

"Les vies de millions d'enfants qui meurent chaque année de paludisme pourraient être épargnées par une nouvelle technique de fabrication d'un médicament issu d'une plante chinoise utilisée depuis plus de 2 000 ans", annonce le quotidien britannique. Des scientifiques ont fait savoir mardi que cette substance, appelée artemisinine, serait le premier produit à faire l'objet d'une nouvelle technique de production pharmaceutique, dite de "biologie synthétique", dans laquelle des bactéries génétiquement modifiées grâce à l'insertion de chromosomes artificiels se développent dans des cuves de fermentation géantes.



### L'EXPRESSION

#### Condamnation de quatre Algériens convertis au christianisme

Le 3 juin, le tribunal correctionnel de Tiaret a condamné les quatre Algériens convertis au christianisme à des peines allant de deux à six mois de prison avec sursis, assorties d'une amende de 2 000 euros. Ils étaient poursuivis pour "pratique illégale d'un culte non musulman". Deux autres convertis du même groupe ont été relaxés après avoir renié leur foi chrétienne devant le tribunal. Le quotidien rappelle qu'une peine de trois ans ferme a été

requise à l'encontre d'une jeune femme arrêtée en possession de plusieurs exemplaires de la Bible en avril dernier.



### LE PAYS

#### Les Touaregs maliens se réfugient au Burkina Faso

Devenus indésirables dans leur pays, le Mali, et en proie à une rébellion qui perdure, plus de 900 Touaregs ont trouvé refuge à ce jour au Burkina Faso voisin. Un stade de la capitale, Ouagadougou, a été mis à leur disposition par les autorités. Trois cents réfugiés, hommes, femmes et enfants, pris en charge par la Croix-Rouge burkinabè et par la Commission nationale pour les réfugiés (CONAREF), y sont déjà installés. D'autres ont préféré se réfugier dans de petites localités.



### THE HINDU

#### Les corps de Gujjars assassinés ont été incinérés

"Les corps de protestataires Gujjars tués par la police à Pilupura, dans la région de Bharatpur, ont été incinérés mardi, treize jours après leur mort", annonce le quotidien. L'impasse persiste au Rajasthan (nord-ouest de l'Inde) après le déclenchement, fin mai, de la révolte de la caste des Gujjars, dont le bilan s'élève à 43 morts. Ils protestent contre leur marginalisation sur les plans économique et social et remettent en cause le système des quotas en faveur des basses castes.



### LE TEMPS

#### A Bâle, le grand cirque de l'art peut commencer

La 39e édition d'Art Basel, la célèbre foire d'art moderne et contemporain, ouvre ses portes au public aujourd'hui à Bâle. On y trouvera, entre autres, des dessins d'Egon Schiele ou de Gustav Klimt, des explosions de couleurs signées Joan Mitchell, une sculpture molle et suspendue en tissu dans laquelle sont enfermées des épices odorantes du Brésilien Ernesto Neto, des Picasso et un Francis Bacon, etc. Mais, estime le quotidien suisse, "du chef-d'œuvre à l'imposture, on croise de tout dans cette foire qui est d'abord et avant tout "un marché".

## les titres du 3 juin 2008



### THE INDEPENDENT

#### La présence de Mugabe à Rome indigne le Royaume-Uni (et le reste du monde)

"Il a infligé la famine à son pays et maintenant Mugabe arrive en Europe pour participer à un sommet de l'ONU visant à mettre fin à la crise alimentaire mondiale", titre le quotidien. La photo du président du Zimbabwe publiée en une du journal et barrée de l'adjectif "obscène" exprime bien l'indignation des

Britanniques à la vue du dictateur arpentant les allées du sommet de la FAO pour la sécurité alimentaire qui se tient actuellement à Rome.



### THE NEW YORK TIMES

#### Obama : dernière ligne droite avant l'investiture

"Barack Obama cherche à rallier les derniers superdélégués encore indécis afin de pouvoir proclamer sa victoire dans la course à l'investiture démocrate avant la fin des primaires, mardi soir", lit-on dans le quoti-

dien new-yorkais, qui, comme la plupart des journaux américains, annonce la victoire à venir du sénateur de l'Illinois. Quant à Hillary Clinton qui prépare déjà son discours d'adieu, elle ne semble vouloir se retirer qu'en fin de semaine, quand la victoire de son concurrent sera officielle.



### LA REPUBBLICA

#### Pour l'ONU, la clandestinité ne peut être un délit



L'ONU mais aussi le Vatican ont dit non au projet de loi italien qui fait de la clandestinité un délit. Le 2 juin, le ministre de l'Immigration du Saint-Siège et le haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Louise Arbour, se sont opposés à ce projet, qui sera bientôt débattu au Parlement. Dans une interview au quotidien romain, Nicolas Sarkozy a expliqué qu'il était d'accord avec Silvio Berlusconi sur ce sujet et indique qu'il proposera un pacte européen sur l'immigration quand la France prendra la présidence de l'Europe, en juillet prochain.



#### **PÁGINA 12**

### **Les agriculteurs argentins poursuivent leur combat**

Les agriculteurs argentins, en conflit depuis près de trois mois avec le gouvernement, ont annoncé le 2 juin la poursuite de leur mouvement, au moins jusqu'à lundi, en dépit des mesures d'ouverture prises la semaine dernière par les autorités locales. Les organisations agricoles ont annoncé leur intention de poursuivre la grève de la commercialisation des grains (céréales et soja) destinés à l'exportation. Elles dénoncent une taxation trop forte sur les exportations de ces produits.



#### **DAWN**

### **Attentat meurtrier contre l'ambassade du Danemark au Pakistan**

Une voiture piégée a explosé lundi 2 juin devant l'ambassade du Danemark à Islamabad, située dans un des quartiers résidentiels les plus sécurisés. L'attentat a tué 8 personnes et en a blessé 25 autres. "D'après plusieurs sources, quelques jours auparavant des agences de renseignements avaient informé la police et le ministère de l'Intérieur que des terroristes pourraient viser l'ambassade en représailles à la

publication des caricatures de Mahomet dans la presse danoise", souligne le quotidien.



#### **THE CITIZEN**

### **Interdire les camps de réfugiés dans les faubourgs de Johannesburg**

La colère monte, depuis le 1er juin, dans différents faubourgs de Johannesburg contre l'installation de camps de réfugiés pour accueillir les étrangers victimes de la violence xénophobe. Afin de vider les commissariats et les bâtiments publics où ces étrangers se sont réfugiés en masse depuis le 11 mai, le gouvernement sud-africain a ouvert des abris provisoires. Les habitants des quartiers concernés se disent solidaires des victimes, mais craignent une poussée de la criminalité.



#### **CHINA DAILY**

### **La Chine cherche à prévenir les épidémies postséisme**

Les autorités sanitaires chinoises ont promis de prendre des mesures pour préserver la santé des victimes et prévenir toute irruption de maladie après le séisme meurtrier qui a dévasté la région du Sichuan le mois dernier. Sécurité alimentaire, hygiène dans les abris et les refuges, et dispositions concernant les cadavres et les débris sont les priorités du ministère de la Santé. "Si nous respectons ces quatre engagements, il n'y aura pas d'épidémies postséisme", a annoncé le porte-parole du ministre de la Santé.



#### **LE TEMPS**

### **Vers un nouveau parti de droite en Suisse ?**

Au lendemain du rejet massif du projet de "naturalisations démocratiques" de l'Union démocratique du centre (UDC), Samuel Schmid, le ministre de la

Défense, a clairement pris ses distances avec l'UDC en déclarant soutenir les élus modérés du canton de Berne qui veulent convaincre leur section cantonale de quitter le parti national. "Si une telle procédure venait à échouer, l'aile libérale serait prête à créer un nouveau parti", a annoncé Samuel Schmid. "Verra-t-on émerger une nouvelle formation à droite de l'échiquier politique ?" s'interroge le quotidien.



#### **ASHARQ AL-AWSAT**

### **La Syrie veut un parrainage américain des négociations avec Israël**

Le président syrien Bachar El-Assad a déclaré lundi 2 juin, lors de sa visite dans les Emirats arabes unis, que les pourparlers avec Israël avaient besoin, dans une étape ultérieure, d'un parrainage international, notamment celui des Etats-Unis, en leur qualité de superpuissance ayant des relations privilégiées avec Israël, rapporte le quotidien panarabe. Le département d'Etat américain s'est dit favorable à toute initiative de paix, mais a estimé que la priorité était aux discussions avec les Palestiniens.



#### **JERUSALEM POST**

### **Un blocus de la bande de Gaza par Israël critiqué par un officiel américain**

Un membre du département d'Etat américain a déclaré au *Jerusalem Post* que le blocus continu de la bande de Gaza par Israël était une erreur et avait contribué à aider le Hamas au lieu de lui faire du tort. Cette déclaration survient alors que le Premier ministre israélien, Ehoud Olmert, se trouve actuellement aux Etats-Unis, où il doit être reçu mercredi par le président George Bush.

## **les titres du 2 juin 2008**



#### **FRANKFURTER RUNDSCHAU**

### **Grève du lait en Allemagne**

"La vague blanche" ne faiblit pas, titre le quotidien allemand. Depuis mardi dernier, les producteurs de lait sont en grève des livraisons pour protester contre les prix trop bas que leur consentent laiteries et grandes surfaces. Dimanche 1er juin, des premiers pourparlers se sont tenus entre les laiteries et les producteurs de lait. L'objectif : trouver une sortie de crise alors que s'accroissent les risques d'une pénurie de lait.



#### **AL-QUDS AL-ARABI**

### **Manifestation copte après de violents heurts en Haute-Egypte**

Quelques centaines de chrétiens ont manifesté, dimanche 1er juin, pour dénoncer la passivité des autorités face aux attaques dont ils sont victimes, rapporte le quotidien panarabe. La veille, le monastère Abou Fena, à Malaoui en Haute-Egypte, avait été attaqué. Un musulman a été tué, quatre Coptes blessés et trois moines ont été séquestrés jusqu'à dimanche matin. Les heurts ont eu lieu à la suite de travaux de construction du mur d'un monastère sur des terres qui appartiendraient à des musulmans.



#### **INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE**

### **Le Premier ministre de Macédoine revendique la victoire**

"Nikola Gruevski, le Premier ministre macédonien, s'est déclaré victorieux des élections législatives anticipées, marquées par des violences ayant fait un mort et huit blessés", titre le quotidien américain. Gruevski a annoncé que son parti (centre droit) avait remporté suffisamment de suffrages pour obtenir la majorité des 120 sièges du Parlement. Radmila Sekerinska, le chef de l'opposition, a admis sa défaite.



#### **THE AGE**

### **L'Australie retire ses troupes de combat d'Irak**

Le Premier ministre Kevin Rudd l'avait promis : s'il était élu, il retirerait avant la mi-2008 les 550 hommes des unités de combat australiennes déployées en Irak. Depuis dimanche, la fameuse promesse se concrétise. Le ministre de la Défense

australien a annoncé que l'Australie avait mis fin à ses opérations de combat et entamé son retrait du pays. L'Australie, proche alliée des Etats-Unis, avait été l'un des premiers pays à envoyer des troupes en Irak en renfort du contingent anglo-américain.



#### **EL DIARIO**

### **Deux régions de Bolivie disent oui à l'autonomie**

Beni et Pando, deux régions pauvres du nord-est et du nord de la Bolivie, ont voté à 81 % en faveur de leur autonomie dimanche 1er juin. Les gouverneurs libéraux de Beni et de Pando suivent donc l'exemple de la puissante région de Santa Cruz, qui a fait approuver massivement par un référendum, le 4 mai, un statut d'autonomie, que le président Evo Morales a déclaré illégal, comme les deux scrutins de dimanche, que la Cour nationale électorale n'a pas non plus reconnus.



#### **LOS ANGELES TIMES**

### **Hillary Clinton remporte les primaires à Porto Rico**

La candidate à l'investiture démocrate a remporté haut la main les primaires de Porto Rico. "Cette victoire attendue souligne l'avance prise par Hillary Clinton sur son rival Barack Obama auprès de l'électorat latino", souligne le quotidien. Obama reste néanmoins le favori de l'investiture démocrate. Après le vote de dimanche, le sénateur de l'Illinois s'est encore rapproché du seuil fatidique des 2 118 délégués nécessaires pour être le rival de McCain le 4 novembre. Il reste deux primaires à disputer



#### **DAILY NATION**

### **Le président somalien échappe à un attentat**

Le 1er juin, des rebelles islamistes somaliens ont visé au mortier l'avion du président de la République, Abdullahi Yusuf, qui se rendait à Djibouti pour une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Le président, qui est sorti indemne de cette tentative d'attentat, a pu se rendre à la réunion. Les rebelles demandent le départ des troupes éthiopiennes venues en Somalie en 2006 pour aider le gouvernement et l'armée dans sa lutte contre les islamistes.



#### **MAIL & GUARDIAN**

### **Un leader de l'opposition zimbabwéenne a été arrêté**

Accusé d'avoir publié des mensonges sur le régime de Robert Mugabe et d'outrage à magistrat, Arthur Mutambara, un des plus anciens opposants zimbabwéens, a été arrêté le 1er juin à Harare, la capitale. Dans le même temps, deux rassemblements de l'opposition, qui prépare le second tour de l'élection présidentielle du 27 juin, ont été interdits. Arthur Mutambara faisait campagne aux côtés de Morgan Tsvangirai, le candidat du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), opposé à Robert Mugabe.



#### **THE GUARDIAN**

### **Les Etats-Unis accusés de détenir des prisonniers dans des bateaux-prisons**

"Les Etats-Unis utilisent des 'prisons flottantes' où sont retenus des prisonniers de leur guerre contre le terrorisme", annonce en une le quotidien de Londres. D'après l'association de défense des droits de l'homme Reprieve, depuis 2001, les Etats-Unis auraient ainsi détourné l'usage de plus de 17 navires pour dissimuler le nombre et l'identité de détenus. Cette information a émergé grâce à des déclarations de membres de l'armée et du Parlement américains, du Conseil de l'Europe, et grâce aux témoignages d'anciens prisonniers.



#### **24 HEURES**

### **Les Suisses disent non au durcissement des procédures de naturalisation**

C'est un revers cuisant pour la droite populiste. Le 1er juin, les Suisses ont rejeté à 63,8 % le projet de "naturalisations démocratiques" de l'Union démocratique du centre (UDC). Le parti populiste proposait que les candidatures à la naturalisation soient approuvées (ou rejetées) par un vote populaire dans les communes, sans recours possible, et non plus agréées par une commission ad hoc. Pour le quotidien de Lausanne, il s'agit d'un rejet des "méthodes centralisées et 'coup de poing'" de l'UDC.



## les titres du 30 mai 2008



### EL PAÍS

#### Madrid et Paris divergent sur l'immigration

"Les gouvernements français et espagnol travaillent depuis quatre mois sur une proposition commune en vue d'un pacte européen sur l'immigration", explique le quotidien. Or, un point semble bloquer les discussions : le contrat d'intégration, déjà appliqué en France. Cette idée avait été avancée par le Parti populaire lors des dernières législatives espagnoles et vivement critiquée par le Parti socialiste espagnol du Premier ministre José Luis Rodríguez Zapatero. Lequel continue de s'y opposer.



### AL HAYAT

#### La conférence de Stockholm insiste sur les progrès en Irak

La première conférence de suivi du Contrat international d'objectifs pour l'Irak (ICI), qui s'est tenue le 29 mai à Stockholm en présence d'une centaine de délégations, a souligné que "l'Irak était sur la voie du redressement", rapporte le quotidien panarabe. L'ICI, plan quinquennal pour renforcer la sécurité et redresser l'économie irakienne, avait été adopté à Charm El-Cheikh (en Egypte) le 3 mai 2007. Le même jour que la conférence, deux attentats dans le nord de l'Irak ont fait au moins 20 morts et 42 blessés.



### THE MIAMI HERALD

#### Le nombre de suicides bat des records dans l'US Army

Au moins 115 soldats en service, gardes nationaux et militaires de réserve se sont suicidés en 2007, contre 102 l'année précédente. Jamais depuis vingt ans leur nombre n'avait été aussi élevé, selon un rapport militaire américain rendu public le 29 mai. Au demeurant, l'armée a recensé 935 tentatives de suicide. Le rapport établit "un rapport significatif" entre le risque de suicide et le nombre de jours passés en Irak ou en Afghanistan, précise le quotidien de Miami.



### HANDELSBLATT

#### La justice allemande perquisitionne chez Deutsche Telekom

L'affaire Deutsche Telekom continue de prendre de l'ampleur depuis que l'on sait que le groupe allemand

des télécommunications a espionné certains de ses salariés durant les années 2005 et 2006. Des perquisitions ont été menées, le 29 mai, au siège de la société à Bonn. Le quotidien financier allemand annonce que le conseil de surveillance du groupe a pour l'instant décidé de garder sa confiance au PDG René Obermann, entré en fonctions à la fin 2006.



### LE POTENTIEL

#### La grogne des soldats guinéens tourne à la mutinerie

Après avoir obtenu gain de cause sur le paiement de leurs arriérés de solde, une partie des soldats guinéens réclament maintenant la démission de leurs officiers généraux. Ils accusent ces derniers, qui sont une dizaine, de ne pas avoir soutenu leur mouvement. Pour le quotidien de Kinshasa, leur demande revient "tacitement" à réclamer la démission du président-général Lansana Conté, au pouvoir depuis 1984. Le 29 mai, pour la première fois, soldats rebelles et soldats mutins ont échangé des tirs.



### THE ASIAN AGE

#### Une caste mécontente paralyse New Delhi

Le 29 mai, des membres de la caste hindoue des Gujjars ont bloqué les voies d'accès à New Delhi et "perturbé la vie dans la capitale indienne jusqu'en fin d'après-midi". A New Delhi et dans l'Etat de l'Haryana, des heurts avec la police ont fait deux morts et une quinzaine de blessés. Il y a un an, les Gujjars sont entrés en croisade pour obtenir d'être relégués au rang de classe défavorisée. Cela leur donnerait droit à des quotas d'emplois dans l'administration.



### THE MOSCOW TIMES

#### Quand Nicolas Sarkozy donne du "tu" à Vladimir Poutine...

La visite de Vladimir Poutine en France a été l'occasion de vérifier l'importance des liens qui unissent Paris et Moscou. Le 29 mai, le Premier ministre russe a été invité à dîner à l'Élysée, un "rare honneur" d'habitude réservé aux chefs d'Etat. Le quotidien anglophone précise par ailleurs que Nicolas Sarkozy a pris l'habitude de tutoyer Poutine et de l'appeler par son prénom. En juin, un sommet UE-Russie doit avoir

lieu en Sibérie, juste avant le début de la présidence française de l'UE.



### BANGKOK POST

#### Un ministre thaïlandais tombe pour crime de lèse-majesté

"Jakrapob Penkair devrait démissionner ce 30 mai sous la pression des militaires et sous le coup de poursuites policières pour crime de lèse-majesté", annonce le quotidien anglophone de Bangkok. La police a annoncé avoir les preuves que ce ministre, rattaché au cabinet du Premier ministre Samak Sundaravej, avait critiqué le roi lors d'un discours tenu en août 2007. De son côté, l'intéressé a toujours démenti ces accusations.



### CHOSUN ILBO

#### Les Sud-Coréens ne veulent pas de boeuf américain dans leur assiette

Séoul a décidé jeudi 29 mai la reprise des importations de boeuf américain, sous embargo intermittent depuis 2003 en raison des craintes causées par la maladie de la vache folle. L'opposition estime que le gouvernement n'a pas pris suffisamment de mesures de contrôle sanitaire. Alors que les syndicats ont promis d'empêcher la reprise de la distribution, des manifestations se déroulent depuis une semaine sur la péninsule. Plus de 200 personnes ont été interpellées par la police depuis dimanche.



### THE TIMES

#### L'exception vinicole française bat de l'aile

"Enfin, les Français s'interrogent sur ce que nous voulons boire !" s'exclame le chroniqueur du quotidien londonien. "Après avoir longtemps méprisé le penchant des étrangers pour le vin 'commun', les Français ont décidé, le 29 mai, de descendre dans l'arène et d'autoriser les viticulteurs à produire et commercialiser leur vin selon le goût du Nouveau Monde." Un plan de modernisation, adopté en Conseil des ministres, encourage les exploitants à valoriser leurs cépages.

## les titres du 29 mai 2008



### JERUSALEM POST

#### Le Premier ministre israélien s'accroche à son poste

Ehoud Olmert a demandé le 28 mai aux membres de son parti, Kadima, de lui accorder "le bénéfice du doute" et de lui laisser le temps de prouver son innocence. Il rejette ainsi les appels à démissionner lancés par Ehoud Barak, son ministre de la Défense et leader du Parti travailliste. Ehoud Olmert est mis en cause dans une affaire de corruption. Il aurait financé plusieurs campagnes électorales avec de l'argent en espèces que lui aurait versé un homme d'affaires israélo-américain.



### FINANCIAL TIMES

#### Nicolas Sarkozy veut durcir la politique migratoire de l'UE

Le quotidien financier londonien révèle ce qui sera "au cœur de la présidence française de l'Union européenne", qui doit débiter le 1er juillet : "un durcissement sur l'immigration, qui obligerait les demandeurs d'asile à déposer leur dossier en avance et renforcerait l'efficacité des procédures d'expulsion". Nicolas Sarkozy compte proposer aux Vingt-Sept "un pacte sur l'immigration" qui inclurait également la mise en place des passeports biométriques et l'imposition de cours de langue.



### LE POTENTIEL

#### Les soldats guinéens se rebellent et déstabilisent le pays

La violence s'est propagée à plusieurs casernes de Guinée-Conakry après l'annonce du limogeage du ministre de la Défense, Bailo Diallo. Toutefois, les mutins qui demandent le versement de leur arriéré de solde ont obtenu un accord, le 27 mai, avec le nouveau Premier ministre, Ahmed Tidiane Souaré. On a

dénombré plus de vingt personnes blessées par les balles de militaires incontrôlés, précise le quotidien de Kinshasa.



### LA LIBRE BELGIQUE

#### Michel Fourniret restera en prison à jamais

Le 28 mai, la cour d'assises des Ardennes a condamné Michel Fourniret à la perpétuité incompressible. Monique Olivier, sa femme et complice, écope de la perpétuité avec une mesure de sûreté de vingt-huit ans. Le couple était jugé pour sept meurtres et trois agressions, commis entre 1987 et 2001 en France et en Belgique. En éditorial, le quotidien de Bruxelles évoque un verdict "aussi sévère que naturel" qui ouvre, "au moins, un avenir sans 'Fournirets'".



### EKANTIPUR.COM

#### Le Népal est maintenant une république

L'Assemblée constituante népalaise, dominée par les anciens rebelles maoïstes, a voté le 28 mai l'abolition de la monarchie, vieille de deux cent quarante ans. Par 560 voix pour et 4 contre, les députés ont proclamé la république démocratique fédérale du Népal. Ils ont laissé deux semaines au roi Gyanendra pour quitter son palais, lequel devrait être transformé en musée public. L'Assemblée doit maintenant désigner un président, mais un désaccord subsiste au sein des élus sur le processus à suivre.



### CHINA DAILY

#### Hu Jintao relance les pourparlers avec Taïwan

Hu Jintao, le secrétaire général du Parti communiste chinois, a promis le 28 mai de "restaurer au plus tôt le dialogue avec Taïwan", explique le quotidien anglophone de Pékin. Il recevait à Pékin Wu Poh-hsiung, le

président du Kouomintang (KMT), nouvellement arrivé au pouvoir sur l'île. Premier sujet qui devrait être abordé : le rétablissement de vols directs entre Taïwan et la Chine continentale. Le 29 mai, Taipei a accepté l'invitation de Pékin à des discussions bilatérales, du 11 au 14 juin.



### EL WATAN

#### Le mufti de Marseille appelle à la tolérance religieuse en Algérie

La menace qui pèse sur les chrétiens d'Algérie inquiète beaucoup le mufti de Marseille, Soheib Bencheikh. Habiba Kouider, une Algérienne, est en cours de jugement à Tيارت pour pratique sans autorisation d'un culte non musulman. Le verdict est attendu pour mardi. Interviewé par le quotidien d'Alger, le mufti de Marseille lance un appel à la tolérance et au respect des autres religions. Il demande au président Bouteflika d'intervenir pour "apaiser cette atmosphère".



### THE TIMES OF INDIA

#### En Inde, la justice rattrape les puissants

"Une fois de plus, les efforts des riches et des puissants pour manipuler le système et détourner la loi ont échoué." Vikas Yadav, le fils d'un politicien indien influent, a été jugé coupable du meurtre d'un jeune homme amoureux de sa sœur. Décrit comme "agressif, arrogant et sans remords", il encourt la mort ou la perpétuité. Récemment, trois affaires impliquant des "fils de" ont suscité beaucoup d'émoi en Inde. Le père de Yadav avait été accusé de faire pression sur les témoins.




### THE NEW YORK TIMES

#### Paralysies : les singes robots créent l'espoir

"Deux singes macaques, à qui on avait implanté de fines électrodes dans le cortex, ont réussi à contrôler un bras robotisé par la seule pensée", rapporte le quotidien new-yorkais. L'expérience, relatée sur le site du magazine britannique *Nature*, constitue de "la mise en pratique la plus frappante à ce jour d'interface machine-cerveau". Les scientifiques espèrent que

cette technologie permettra à des personnes handicapées ou paralysées de gagner en autonomie.

 **SÜDDEUTSCHE ZEITUNG**  
**L'Allemagne vole au secours des forêts vierges**


Le 28 mai, à l'occasion du sommet de Bonn sur la biodiversité, le gouvernement allemand a dévoilé un programme ambitieux pour protéger les forêts vierges

du globe. La chancelière Angela Merkel a promis le versement de 500 millions d'euros supplémentaires d'ici à 2012 et annoncé qu'à partir de 2013 la participation annuelle de l'Allemagne passerait de 200 à 500 millions d'euros. Depuis dix jours, les représentants de 191 pays réfléchissent à Bonn aux moyens de freiner les disparitions d'espèces.


**les titres du 28 mai 2008**

 **LE QUOTIDIEN D'ORAN**  
**Son équipe de football reléguée, Oran part en flammes**

Un "climat de terreur" s'est abattu sur Oran les 26 et 27 mai. Tous les quartiers de la ville ont été touchés par des émeutes qui ont éclaté après l'annonce de la relégation de l'équipe de football locale en seconde division. Bâtiments publics et magasins ont été saccagés, pillés par les émeutiers surexcités. Au-delà de la déception sportive, cette révolte est "dirigée contre tout", souligne le quotidien local, faisant référence au contexte algérien. Plus de 30 policiers ont été blessés et 70 personnes ont été interpellées. "Le pire reste à craindre", s'inquiète le journal.

 **L'ORIENT-LE JOUR**  
**Fouad Siniora est reconduit à la tête du gouvernement libanais**

Le Bloc du 14 mars, la coalition majoritaire au Parlement libanais, a décidé le 27 mai de reconduire Fouad Siniora au poste de Premier ministre. Michel Sleimane, le nouveau président élu dimanche, devrait valider ce choix et lancer, dès ce 28 mai, des négociations sur la formation du gouvernement. Alors que "l'opposition exprime des réserves", la rue reste "en ébullition", précise le quotidien. Le 27 mai, des échanges de tirs ont fait un mort à Doha-Aramoun, un village au sud de Beyrouth.

 **LA STAMPA**  
**Une tempête judiciaire s'abat sur l'équipe chargée des déchets de Naples**

Le 27 mai, 25 personnes ont été mises en examen et assignées à résidence à Naples. Elles sont soupçonnées d'avoir commis, il y a un an, des irrégularités et des escroqueries dans la gestion des déchets. Le non-ramassage des débris est à l'origine d'une crise dont le gouvernement de Silvio Berlusconi a fait l'une de ses priorités. Le préfet de la ville, Alessandro Pansa, est également concerné par cette enquête.


 **SÜDDEUTSCHE ZEITUNG**  
**Les agriculteurs allemands font la grève du lait**

Pour dénoncer le faible cours du lait, les agriculteurs allemands ont décidé le 27 mai de cesser leurs livrai-

sons aux laiteries du pays. Cette grève du lait a été plus suivie qu'espérée, annonce le quotidien de Munich : dans certaines régions d'Allemagne, elle aurait concerné 90 % des exploitants. Selon la fédération allemande des producteurs de lait (BDM), qui a lancé le mouvement, les supermarchés pourraient rapidement être à court de lait frais, de yaourts et de fromage blanc.

 **NEW STRAITS TIMES**  
**La Malaisie ne veut plus vendre d'essence aux étrangers**

"Les stations-service près de la frontière seront durement touchées", annonce le quotidien de Kuala Lumpur. Le gouvernement malaisien a décidé d'interdire la vente d'essence aux étrangers à moins de cinquante kilomètres de la frontière. L'essence, en Malaisie, est particulièrement bon marché en raison d'importantes subventions publiques. Des habitants de Singapour et surtout beaucoup de Thaïlandais avaient pris l'habitude de venir s'approvisionner dans le pays, aux frais des contribuables malaisiens.

 **THE GLOBE AND MAIL**  
**Le ministre des Affaires étrangères du Canada a remis sa démission**

L'opposition réclamait sa tête depuis des semaines. Maxime Bernier, le chef de la diplomatie canadienne, a finalement remis sa démission le 26 mai au soir. Sa faute : il avait laissé des documents secrets chez sa maîtresse, autrefois mariée à une figure du crime organisé. Son départ ne met cependant pas fin à la polémique : l'opposition voudrait maintenant savoir pourquoi la maîtresse en question, Julie Couillard, a mis cinq semaines à rendre les précieux documents.

 **USA TODAY**  
**Les prix de l'immobilier s'effondrent aux Etats-Unis**

Au premier trimestre 2008, le prix des maisons a chuté de 14,1 % par rapport à ce qu'il était à la même période en 2007. Le cours de l'immobilier chute cinq fois plus vite que lors des précédentes crises, souligne le quotidien de Washington. La baisse est particulièrement sensible à Las Vegas (- 25,9 %), Miami (- 24,6 %), Phoenix (- 23 %) et Los Angeles (- 21,7 %). En revanche, le prix des maisons neuves

est reparti à la hausse en avril, pour la première fois depuis six mois.

 **LA PRENSA**  
**Matchs en altitude : la FIFA fait volte-face**

"Les matchs éliminatoires pour le Mondial 2010 de football se joueront à La Paz", se réjouit le quotidien bolivien. La Fédération internationale de football (FIFA) a suspendu le 27 mai l'interdiction des matchs en altitude. Le onze bolivien pourra donc affronter à domicile, au stade Hernando Siles de La Paz, le Chili et le Paraguay, les 14 et 17 juin prochain. Pour la santé des joueurs, la FIFA avait interdit les matchs à plus de 3 000 mètres d'altitude, mesure qui frappait en premier lieu la Bolivie.

 **THE GUARDIAN**  
**Oxford veut rivaliser avec les grandes universités américaines**

L'université d'Oxford veut récolter des fonds pour se développer et se hisser au niveau des universités américaines Yale et Harvard. Elle voudrait lever 1,25 milliard de livres sterling (1,7 milliard d'euros), une somme sans précédent à l'échelle européenne. Le quotidien londonien raconte qu'elle aurait recruté "un ancien Premier ministre canadien, un sénateur républicain en vue et un économiste renommé du gouvernement indien" pour faire campagne en sa faveur auprès des grands patrons.

 **THE AGE**  
**Le Premier ministre d'Australie se met les artistes à dos**

L'actrice Cate Blanchett et le Prix Nobel de littérature John Maxwell Coetzee, qui a enseigné en Australie, comptent parmi les signataires d'une lettre ouverte adressée à Kevin Rudd. Ils accusent le Premier ministre australien d'entacher la "réputation culturelle" du pays et de favoriser "un climat de répression et de condamnation hystérique". En cause : la polémique à propos de l'exposition à Sydney de photographies de Bill Henson représentant des adolescents nus. Kevin Rudd y a vu de la "pornographie infantile".

**les titres du 26 mai 2008**


 **EL COLOMBIANO**  
**La mort de leur chef porte un coup dur aux FARC**

Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont annoncé le 25 mai que Manuel Marulanda, leur chef historique, était décédé le 26 mars dernier. Alfonso Cano, l'idéologue du mouvement, a été désigné pour lui succéder. Lors d'une conférence de presse, Juan Manuel Santos, le ministre de la Défense colombien, a déclaré que ce changement de tête ouvrait une brèche au dialogue. Les FARC avaient déjà perdu en mars leur numéro deux, Raúl Reyes, abattu par l'armée colombienne. L'éditorialiste du quotidien décrit des guerriers démoralisés, désunis, et veut croire qu'ils seront contraints de négocier la paix.

 **AN-NAHAR**  
**Le Liban a enfin un président**

Le général Michel Sleimane a été élu président du Liban dimanche 25 mai, par 118 voix sur 127, lors d'une séance parlementaire marquée par une impressionnante présence régionale et internationale. Etaient présents, entre autres, les ministres des Affaires étrangères syrien, iranien et saoudien, une délégation du Congrès américain, le Premier ministre

turc, les chefs des diplomaties française, italienne et espagnole, sans oublier l'émir du Qatar, qui est devenu l'"ange gardien" des Libanais.

 **LA REPUBBLICA**  
**Un accord a été trouvé pour ouvrir de nouvelles décharges à Naples**

Ce week-end, la population de Chiaiano a manifesté jour et nuit contre la décision du gouvernement d'installer une décharge dans ce quartier de Naples. Douze personnes ont été blessées dans des heurts avec les forces de l'ordre. Mais le 25 mai au soir, un accord a été trouvé entre le maire et le gouvernement. Dès le 27 mai, des experts viendront à Chiaiano étudier la faisabilité du projet. Il s'agit de la première mesure de Silvio Berlusconi pour résoudre le problème du ramassage des ordures à Naples.


 **LE POTENTIEL**  
**Le Congolais Jean-Pierre Bemba a été arrêté à Bruxelles**

L'opposant Jean-Pierre Bemba, président du Mouvement de libération du Congo (MLC), a été arrêté le 24 mai à Bruxelles, sur mandat d'arrêt lancé par la Cour pénale internationale (CPI). Cet ancien chef de guerre de république démocratique du Congo (RDC) est accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis sur le territoire de la République

centrafricaine entre octobre 2002 et mars 2003, écrit le journal de Kinshasa. Il aura à répondre de viols et de tortures à l'encontre de la population civile.

 **CHINA DAILY**  
**Une forte réplique sismique ébranle le Sud-Ouest de la Chine**

Le 25 mai, une secousse de 6,4 sur l'échelle de Richter a ébranlé le Sichuan et le Shanxi, dans le sud-ouest de la Chine. Ce séisme aurait fait deux morts et provoqué l'écroulement de 70 000 maisons, chiffre le quotidien du régime. Il s'agit d'une réplique au séisme du 12 mai, qui a fait 62 600 morts et 23 000 disparus, selon les derniers bilans. Les glissements de terrain ont formé un vaste lac sismique, que les autorités craignent de voir inonder les alentours.

 **CLARIN**  
**Les agriculteurs argentins reprennent l'épreuve de force**

C'est une véritable démonstration de force que les agriculteurs argentins ont menée ce week-end. Le 25 mai, ils étaient entre 200 000 et 300 000 à manifester à Rosario, le principal port d'exportation de produits agricoles du pays. Ils dénoncent la volonté du gouvernement d'augmenter les taxes sur les exportations de soja. Le gouvernement de Cristina Kirchner peut se le tenir pour dit, alors que des



négociations doivent reprendre ce 26 mai. Cela fait plus de deux mois que le conflit perdure.



#### **JAM É JAM**

### **Un rival du président devrait prendre la tête du Parlement iranien**

Les conservateurs iraniens ont désigné, le 25 mai, Ali Larijani comme candidat au poste de président du Parlement. L'ancien responsable du dossier nucléaire devrait être élu sans difficulté le 27 mai, les partis conservateurs ayant obtenu la majorité au Majlis lors des récentes élections législatives. Ali Laridjani, un proche du guide suprême Ali Khamenei, avait quitté subitement ses fonctions en octobre 2007, à la suite de désaccords avec le président iranien Mahmoud Ahmadinejad.



#### **THE TELEGRAPH**

### **En Inde, le Parti du Congrès subit sa douzième défaite d'affilée**

Le 25 mai, le Bharatiya Janata Party (BJP, nationaliste hindou) a remporté les législatives organisées dans l'Etat du Karnataka, dans le sud de l'Inde. A trois sièges seulement de la majorité dans la nouvelle Assemblée, il devance nettement le Parti du Congrès de Sonia Gandhi. Depuis que celui-ci a pris les rênes du pays, en 2004, il n'a plus gagné aucune bataille électorale, constate le quotidien de Calcutta. C'est la première fois que le BJP va gouverner un Etat du Sud indien.



#### **THE WASHINGTON POST**

### **La NASA réussit son atterrissage sur Mars**

Partie en août 2007 de la Terre, la sonde Phoenix s'est posée sans encombre sur Mars, le 25 mai. Elle n'aurait subi aucun dommage dans l'opération. C'est la première fois depuis 1976 qu'une sonde atterrit sans problème sur la planète rouge. La sonde de la

NASA doit explorer le pôle nord de Mars. Les scientifiques tenteront de déceler la présence d'eau gelée dans le sol, pour déterminer si la vie existe ou a jadis existé sur la planète.



#### **THE INDEPENDENT**

### **Londres poursuit l'offensive contre les jeunes fumeurs**

Alan Johnson, le ministre de la Santé britannique, a annoncé le 25 mai que le gouvernement n'allait pas s'en tenir à l'interdiction de fumer dans les lieux publics édictée l'été dernier. Pour combattre le tabagisme des jeunes, il devrait proposer de nouvelles mesures dans le courant de la semaine : suppression des distributeurs de cigarettes, interdiction d'exposer les cigarettes dans les magasins, disparition des paquets de dix cigarettes, le plus souvent achetés par les jeunes.

## les titres du 23 mai 2008



#### **LA STAMPA**

### **L'Italie compte revenir au nucléaire**

Vingt ans après un référendum qui avait scellé la sortie du nucléaire, le gouvernement italien a annoncé sa volonté de revenir à l'atome pour sortir le pays de sa dépendance énergétique. Claudio Scajola, le nouveau ministre du Développement économique, a promis la construction de centrales de nouvelle génération pour la fin de la législature, en 2013. Un délai qui laisse dubitatifs de nombreux experts. Sans compter les antinucléaires, qui entendent donner de la voix.



#### **THE TIMES**

### **Gordon Brown subit un nouveau "désastre" électoral**

Le 22 mai, un autre bastion travailliste est tombé dans l'escarcelle des Tories. Le parti du Premier ministre Gordon Brown a perdu la législative partielle organisée dans la circonscription de Crewe et Nantwich (nord-ouest de l'Angleterre), à gauche depuis 1983. Cette défaite symbolique renforce les doutes sur la capacité de Brown à diriger le parti et le pays. Lors d'élections locales, le 2 mai, les travaillistes avaient perdu la mairie de Londres et subi leur pire débâcle électorale en quarante ans.



#### **THE NATION**

### **Une "coalition de la pitié" vole au secours du Myanmar**

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'ONU et la junte birmane ont décidé de former une cellule de crise, qui a été baptisée "coalition de la pitié" par Surin Pitsuwan, le secrétaire général de l'ASEAN. Cette cellule de crise organisera l'aide aux sinistrés du cyclone Nargis, qui a fait 134 000 morts et disparus les 2 et 3 mai au Myanmar. Sa mission fait débat : Rangoon juge terminées les opérations de sauvetage et veut de l'aide pour reconstruire le pays. La communauté internationale préfère vérifier sur place.



#### **THE WASHINGTON POST**

### **Catastrophes naturelles : les Américains de moins en moins généreux**

Qu'est-il arrivé aux Américains ? Ils avaient donné 207 millions de dollars aux victimes du tsunami en Asie, en 2004, puis 226 millions de dollars pour réparer les dégâts causés par les cyclones Rita et Katrina dans le sud du pays. Mais, pour l'instant, ils n'ont versé que 57 millions de dollars aux victimes du séisme en Chine et du cyclone au Myanmar. En cause, selon le journal : la crise économique, la réticence vis-à-vis des régimes chinois et birman, la méfiance envers les organisations caritatives.



#### **DAILY NATION**

### **Le gouvernement kényan refuse la clémence aux émeutiers**

Le gouvernement, quoique divisé, a refusé le 22 mai d'accorder une amnistie aux milliers de jeunes Kényans qui ont été arrêtés après les émeutes de ce début d'année. A l'époque, la réélection du président Kibaki, contestée, avait suscité dans le pays une flambée de violence qui avait fait 1 200 victimes. Une commission a été mise en place, chargée d'identifier les causes et les acteurs précis de la violence. En attendant, les jeunes resteront en prison.



#### **JORNAL DE ANGOLA**

### **La France va aider à la reconstruction de l'Angola**

Nicolas Sarkozy est arrivé vendredi 23 mai à Luanda, où il doit s'entretenir avec son homologue José Eduardo dos Santos. Dans un entretien exclusif avec le quotidien angolais, le président affirme que "la France souhaite participer pleinement à l'effort de reconstruction de l'Angola [ravagé par quarante ans de guerre civile]. Ce qui est important, c'est de regarder ensemble [notre] avenir commun", a ajouté le président, en évoquant le trafic d'armes (Angolagate, de 1993 à 2000) entre les deux pays.



#### **HANDELSBLATT**

### **Le président allemand veut tenter la passe de deux**

Le démocrate-chrétien Horst Köhler a annoncé le 22 mai qu'il se portait candidat pour sa réélection à la présidence allemande en 2009. Il devrait avoir à affronter Gesine Schwan, une candidate du Parti social-démocrate (SPD). Dans ce duel annoncé, il pourra en tout cas compter sur "le soutien clair" du

secteur économique, prévient le quotidien financier de Düsseldorf. Ludwig Georg Braun, le président des Chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK), a déjà publiquement salué sa candidature.



#### **LA VOIX DU LUXEMBOURG**

### **Au Luxembourg, 2008 sera placé "sous le sceau du social"**

A un an des élections législatives, le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker a présenté le 22 mai sa déclaration sur l'état de la nation. Il a annoncé de nombreuses mesures pour lutter contre la précarité, comme la hausse du revenu minimum garanti. "Il semble que le gouvernement ait compris le danger que court la société en laissant se creuser de manière trop importante le fossé entre nantis et démunis", commente l'éditorialiste du quotidien.



#### **JERUSALEM POST**

### **Les rabbins de droite jouent contre Ehoud Olmert**

Un groupe de rabbins de droite a déclaré jeudi 22 mai avoir encouragé le milliardaire américain Morris Talansky à venir témoigner contre Ehoud Olmert. Le Premier ministre israélien aurait reçu de l'argent de Talansky pour financer des campagnes électorales. Olmert doit être entendu pour la deuxième fois par la police ce vendredi 23 mai. Talansky confirme avoir reçu la bénédiction d'un rabbin important avant son témoignage, mais dément fermement avoir été encouragé à venir témoigner en Israël.



#### **CLARÍN**

### **Gouvernement et paysans argentins s'échangent à propos du soja**

Le 22 mai, une rencontre entre les organisations agricoles argentines et le gouvernement "a tourné court", titre le quotidien de Buenos Aires. "La tension est revenue" faute d'avoir trouvé un accord sur la taxation des exportations de soja. Le conflit dure depuis plusieurs mois, émaillé de périodes de grève et de blocage des routes. Cristina Kirchner justifie la hausse des taxes par l'augmentation des cours mondiaux du soja et sa politique de redistribution des revenus.

## les titres du 22 mai 2008



#### **HA'ARETZ**

### **Israël et la Syrie prêts pour des négociations de paix**

Des contacts, qualifiés d'historiques par le Premier ministre israélien Ehoud Olmert, ont été établis avec la Syrie par l'intermédiaire de la Turquie. Ces efforts ont commencé en février 2007 sous les auspices du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, avant d'être confirmés, mercredi 21 mai, par des communiqués publiés de façon coordonnée par les parties impliquées dans ces échanges. Les discussions se poursuivront à Istanbul dans les semaines prochaines.



#### **CIVIL GEORGIA**

### **Le décompte des voix se poursuit sous tension en Géorgie**

Le 21 mai, les Géorgiens étaient appelés aux urnes pour élire une nouvelle Assemblée législative. Un sondage à la sortie des urnes accorde une large victoire au parti du président Saakachvili, qui remporterait près de 63 % des voix. L'opposition a cependant d'emblée contesté la validité de ce sondage et dénoncé des élections truquées. Si les prévisions se confirment, le parti au pouvoir remporterait la majorité constitutionnelle au Parlement, soit deux tiers des 150 sièges.



#### **THE CITIZEN**

### **En Afrique du Sud, l'armée est appelée en renfort**

Le 21 mai, le président sud-africain Thabo Mbeki a annoncé qu'il approuvait le déploiement de l'armée dans les townships de Johannesburg, où la violence

xénophobe continue à faire rage. A la demande du ministre de la Sécurité, l'armée pourrait intervenir pour secourir la police. Les violences contre les étrangers réfugiés en Afrique du Sud, qui ont commencé le 16 mai dernier, ont fait 44 victimes à ce jour. Elles sont en train de gagner d'autres régions du pays.



#### **DAWN**

### **Au Pakistan, les talibans de la vallée de Swat déposent les armes**

"Les talibans de Swat renoncent au militantisme", titre le quotidien de Karachi. Le 21 mai, le nouveau gouvernement pakistanais a signé un accord de paix avec les combattants islamistes de cette vallée du nord-ouest du pays. Les talibans ont accepté de cesser d'attaquer l'armée et les installations gouver-

nementales ainsi que de former de futurs kamikazes. En échange, l'armée devrait se retirer progressivement et le gouvernement appuyer l'application stricte de la charia (loi islamique) dans la région.

 **THE HINDU**  
**L'Inde et le Pakistan jouent la carte du rapprochement**

"Notre gouvernement est prêt pour la grande réconciliation", a déclaré le 21 mai Shah Mehmood Qureshi, le ministre des Affaires étrangères pakistanais. Il recevait à Islamabad Pranab Mukherjee, son homologue indien, pour une nouvelle cession de négociations de paix. Les deux hommes ont scellé un accord sur les prisonniers détenus de chaque côté de la frontière, auxquels leurs consulats pourront désormais rendre visite. Ils ont aussi affirmé leur volonté de régler le problème du Cachemire, écrit le journal indien.

 **LE POTENTIEL**  
**Le Premier ministre de Guinée a été limogé**

Le 20 mai, le chef de l'Etat guinéen, Lansana Conté, a limogé le Premier ministre, Lansana Kouyaté. Ce dernier a été immédiatement remplacé par Tidiane Souaré, un technocrate très proche du clan présidentiel, précise le quotidien de Kinshasa. Cette nomination a rendu les Guinéens perplexes et provoqué la méfiance des institutions internationales. Kouyaté avait en effet été nommé Premier ministre en 2007

sous la pression internationale, après des émeutes qui avaient fait plus de 130 morts dans le pays.

 **PÁGINA 12**  
**Cuba fait un geste envers l'Argentine**

"Et Raúl vint..." Le quotidien de Buenos Aires se réjouit que le frère de Fidel Castro, au pouvoir depuis février, mette fin à une polémique qui durait depuis 2004. Le 21 mai, La Havane a rendu son passeport à Hilda Morejon, la mère d'Hilda Molina, une célèbre neurochirurgienne que le régime considère comme une dissidente. Celle-ci a à son tour entamé des démarches. Elle souhaite quitter l'île avec sa mère, âgée de 89 ans et en mauvaise santé, pour rendre visite à son fils qui s'est installé en Argentine.

 **THE TIMES**  
**Gordon Brown veut en finir avec les bombes à fragmentation**

Le Premier ministre britannique a fait sensation, le 21 mai, à Dublin, lors de la conférence des Nations unies sur les armes à sous-munitions (ou bombes à fragmentation). Par la voix de son porte-parole, Gordon Brown a annoncé qu'il comptait interdire l'usage des bombes à fragmentation au sein de son armée. Cette déclaration a pris à contre-pied ses ministres des Affaires étrangères et du Commonwealth. Cent pays sont réunis dans la capitale irlandaise pour finaliser un traité d'interdiction des armes à sous-munitions.

d'interdiction des armes à sous-munitions.


 **THE MIAMI HERALD**  
**American Airlines fait passer les voyageurs à la caisse**

"American Airlines augmente les taxes, réduit le nombre d'emplois et de vols". Résumée par le quotidien de Miami, c'est la nouvelle stratégie mise en place par la compagnie aérienne pour faire face à l'envolée du prix du pétrole. Entre autres, elle prévoit désormais de faire payer à ses usagers américains l'enregistrement du premier bagage (15 dollars). "La tendance du secteur est de 'dégrupper' les services, pour que le passager paye tout sauf son siège dans l'avion", commente le journal.

 **LE MATIN**  
**Suisse: "Arrêtons de taper sur les Français!"**

A quinze jours de l'Euro de football, co-organisé par la Suisse et l'Autriche, le tabloïd de Lausanne juge utile de faire la leçon à ses compatriotes. L'équipe de France doit être logée au Mont-Pèlerin, en Suisse romande, et les mauvaises langues prêtent aux Bleus de Domenech des exigences de divas. Le secteur touristique, "choqué par le manque d'hospitalité" des Suisses, dément les rumeurs. Et rappelle que les touristes français sont la deuxième clientèle vaudoise (quatrième sur toute la Suisse).

## les titres du 21 mai 2008

 **EL DIARIO VASCO**  
**Le numéro un présumé d'ETA a été interpellé près de Bordeaux**

L'un des plus hauts dirigeants d'ETA a été interpellé dans le sud de la France, le 20 mai, avec trois membres de l'organisation terroriste basque. Francisco Javier López Peña, alias "Thierry", avait participé en 2006 aux pourparlers engagés par le gouvernement Zapatero. Mais il était surtout, comme le rappelle en une le quotidien de Saint-Sébastien, "le chef politique qui avait ordonné la rupture du cessez-le-feu", soupçonné d'avoir commandité l'attentat contre l'aéroport de Madrid (deux morts en décembre 2006).

 **AS-SAFIR**  
**Annnonce imminente d'un accord inter-libanais**

Réunis au Qatar depuis six jours, les protagonistes libanais - représentants de la majorité parlementaire antisyrienne et de l'opposition regroupée derrière le Hezbollah, soutenu par la Syrie et l'Iran - sont arrivés à un accord parrainé par la Ligue arabe. Une cérémonie officielle est prévue ce mercredi 21 mai en fin de matinée à Doha pour annoncer les termes du compromis, obtenu à l'arraché. Il devrait ouvrir la voie à l'élection du général Michel Sleimane à la présidence de la République.

 **THE AGE**  
**Brisés, épuisés, les Birmans observent trois jours de deuil national**

"La ville de Bogale [delta de l'Irrawaddy] est détruite. Toutes les maisons se sont écroulées. La catastrophe a fait 130 000 morts. Les habitants des villages sont sans électricité, privés de repas, désespérés. Les gens sont brisés." Le quotidien de Melbourne publie le récit d'un Australien qui a réussi à pénétrer au Myanmar. Trois semaines après le cyclone Nargis, des cadavres flottent dans les rizières. Le 20 mai, pour la première fois, le chef de la junte s'est rendu dans le delta, la zone la plus touchée.

 **LE POTENTIEL**  
**Les combats reprennent au Soudan**

Le 20 mai, de très violents combats ont opposé l'armée régulière soudanaise aux anciens rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA) dans la région d'Abyei, située sur la ligne de démarcation entre le nord et le sud du pays. Les deux parties, qui avaient pourtant signé un accord de paix en 2005, se disputent cette région riche en pétrole. Le quotidien de Kinshasa rappelle que, selon les termes de l'accord, la population doit décider par référendum en 2011 si la région reste au Nord, est intégrée au Sud ou bien encore devient semi-autonome.

 **IL GIORNALE**  
**Le gouvernement italien invente le délit de clandestinité**

Malgré la mise en garde du Parlement européen, qui l'appelle à respecter l'Etat de droit, Silvio Berlusconi présentera ce 21 mai à Naples, où se tiendra le Conseil des ministres, son projet de loi sur la sécurité. La clandestinité y sera considérée comme un délit, puni par une peine de six mois à quatre ans de prison. Le quotidien milanais rappelle à ceux qui se sentent choqués par les mesures annoncées que Berlusconi a obtenu une majorité très claire lors du scrutin du 13 avril dernier.


 **THE NEW YORK TIMES**  
**Barack Obama estime son investiture "à portée de main"**

Le 20 mai, deux primaires démocrates avaient lieu aux Etats-Unis : Barack Obama a remporté celle de l'Oregon, Hillary Clinton celle du Kentucky. Alors qu'il reste trois consultations, la sénatrice de New York n'a plus aucune chance de rattraper son retard en nombre de délégués. Barack Obama est désormais passé à une autre phase de sa campagne, relève le quotidien new-yorkais : rallier à sa candidature les électeurs d'Hillary et se positionner vis-à-vis de John McCain, le candidat républicain.


 **SARMAYEH**  
**Le gouvernement iranien joue sur les chiffres**

Très critiqué pour sa gestion économique, le gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad s'est défendu, le mardi 20 mai, en affirmant que la hausse du coût de la vie en Iran était liée à la conjoncture mondiale.


Ainsi, le porte-parole du gouvernement, Gholam-Hossein Elham, a assuré que l'inflation en Iran, qui est de 18 % selon les chiffres officiels, était en réalité de 13 %, car il fallait en retrancher 5 % dus à la crise économique mondiale. Selon les experts, l'inflation en Iran serait bien supérieure à 18 %.

 **THE INDEPENDENT**  
**Les députés britanniques refusent de réduire le délai pour avorter**

Les avortements en deçà de la vingt-quatrième semaine de grossesse resteront légaux au Royaume-Uni. Le 20 mai dans la soirée, les députés britanniques ont rejeté plusieurs tentatives de réduire ce délai à 12, 16, 20 ou 22 semaines. C'est la première fois depuis dix-huit ans que la Chambre des communes était appelée à se prononcer sur le sujet, précise le quotidien londonien. Le vote avait été précédé de très vifs débats entre conservateurs et travaillistes.

 **DIE WELT**  
**Les députés allemands renoncent à leur augmentation**

Les 612 députés fédéraux ont finalement renoncé à augmenter leurs indemnités. Ils ne profiteront pas d'une revalorisation générale des salaires de la fonction publique. L'annonce que leur salaire passerait à 8 159 euros mensuels avait suscité la polémique, en plein débat sur l'instauration d'un salaire minimum et alors qu'un quart de la population vit en dessous ou autour du seuil de pauvreté, selon des chiffres récents. Les élus s'étaient déjà accordé une première augmentation à la fin de l'année 2007.

 **L'EXPRESSION**  
**Le spectre de la peste plane sur Alger**

Après la saleté et les détritiques, ce sont les rats qui envahissent la capitale algérienne. Jadis confinés dans les égouts, ils sont aujourd'hui partout - même dans les quartiers les plus huppés - et se fauillent en plein jour dans les rues et les boulevards les plus passants. C'est ce qui ressort de la journée d'étude sur la dératisation qui a eu lieu le 20 mai à Alger. Malheureusement, déplore le quotidien, les autorités locales négligent les opérations de dératisation, malgré les maladies que le rat propage.


## les titres du 20 mai 2008

 **LA REPUBBLICA**  
**Roms et déchets à Naples : l'Union européenne épingle l'Italie**

La situation des Roms et les déchets à Naples sont deux sujets qui fâchent, entre l'Italie et l'Union européenne. D'un côté, Bruxelles s'inquiète de voir Naples

crouler sous les déchets et demande au gouvernement italien d'agir rapidement. Dans le même temps, le Parlement européen doit débattre ce 20 mai de la situation des Roms en Europe, à partir du cas italien. Ce débat est organisé à la suite de tensions créées entre l'Italie et l'Espagne sur le sujet, cette dernière

accusant Silvio Berlusconi de considérer les immigrés comme des criminels, au travers des lois très dures qu'il compte faire passer.

 **MAIL & GUARDIAN**  
**Johannesburg connaît une nouvelle journée de violence xénophobe**



Au moins 22 morts : c'était le dernier bilan, le 19 mai au soir, des violences xénophobes qui enflamment les faubourgs de Johannesburg depuis vendredi dernier. On déplore également de nombreux blessés ; 217 personnes ont été arrêtées. Selon l'édition Internet du magazine, la violence n'est pas près de s'éteindre. Les chômeurs, nombreux dans ces quartiers déshérités, accusent les étrangers de leur voler femmes et travail. Le gouvernement reconnaît quant à lui qu'il n'avait pas prévu un tel accès de rage.



#### **EL DIARIO DE CARACAS**

**Le Pentagone admet avoir violé l'espace aérien vénézuélien**

Nicolás Maduro et Gustavo Rangel Briceño, respectivement ministres des Affaires étrangères et de la Défense du Venezuela, ont annoncé avoir convoqué ce mardi 20 mai l'ambassadeur des Etats-Unis dans le pays, Patrick Duddy. Ils lui demanderont d'expliquer pourquoi un avion de surveillance de l'US Navy a violé l'espace aérien vénézuélien samedi dernier. Côté américain, on avance que l'engin a eu des problèmes de navigation et que cette violation a été involontaire.



#### **JERUSALEM POST**

**Israël négocie avec le Hamas via l'Egypte**

Le président égyptien, Hosni Moubarak, et son responsable des services secrets, Omar Souleimane, jouent le rôle de médiateurs entre le ministre de la Défense israélien, Ehoud Barak, et des chefs du Hamas en vue d'aboutir à une trêve. Les discussions se sont intensifiées lundi 19 mai. Toutefois, Israël reste sceptique et se prépare à une vaste offensive militaire dans la bande de Gaza.



#### **EL PAÍS**

**Karina : "Les FARC sont décimées"**

Le 19 mai, "Karina" a tenu à Medellín une conférence de presse organisée par l'armée colombienne. De son vrai nom Nelly Avila Moreno, cette dirigeante de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) s'est rendue ce week-end. Affirmant que la résistance des FARC était bien entamée, elle a appelé ses anciens compagnons d'armes à se rendre. Elle pourrait bénéficier de la loi Justice et paix, qui allège les peines encourues par les guérilleros qui acceptent de déposer les armes.



#### **LE QUOTIDIEN D'ORAN**

**L'Algérie reprend sa médiation dans le conflit des Touaregs maliens**

La décision de l'Algérie de reprendre son rôle de négociateur dans le conflit qui oppose la rébellion touarègue à l'armée malienne a été saluée par le ministre des Affaires étrangères du Mali, en visite à Alger le 19 mai. Le quotidien oranais rappelle qu'en juillet 2007 un accord de paix avait été signé à Alger. En avril 2008, critiquée, l'Algérie avait suspendu sa médiation. Or la violence entre les deux parties a repris de plus belle dans le nord du Mali depuis cette date.



#### **THE TIMES**

**Le Royaume-Uni passe au temps des chimères**

Les députés britanniques ont donné leur aval, le 19 mai, à la création d'embryons mi-humains minimaux à des fins de recherche. Des travaux étaient déjà en cours, dans des universités de Londres et de Newcastle, pour trouver des traitements alternatifs aux maladies de Parkinson ou d'Alzheimer, à partir de cellules souches : ce vote va permettre aux chercheurs de continuer sur leur lancée. "N'attendez pas de remède miracle pour demain", prévient cependant le quotidien britannique.



#### **ZAMAN**

**L'islamophobie européenne menace l'adhésion de la Turquie**

"Quelle mouche a donc piqué l'Europe ?" s'interroge le quotidien turc (version anglophone). Il constate que la droite - au pouvoir dans plusieurs pays d'Europe - a partout tendance à glisser plus à droite pour glaner des voix. "Les plus grandes victimes de ce durcissement des discours sont les minorités, parmi lesquelles les Turcs et les citoyens européens naturalisés, mais aussi le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne", s'inquiète-t-il.



#### **THE HINDU**

**Des alcools frelatés font 68 morts en Inde**

Le nombre de décès par empoisonnement ne cesse d'augmenter dans les Etats indiens du Tamil Nadu et du Karnataka. En cause des alcools trafiqués, qui ont déjà tué 68 personnes et en ont conduit 47 autres à l'hôpital. Le breuvage frelaté, qui contenait sans doute du méthanol, a fait des ravages dans les familles pauvres des deux Etats. En réponse, ceux-ci envisagent de baisser le prix de certains alcools pour les rendre abordables aux plus démunis, précise le quotidien de Madras.



#### **THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR**

**La Cour suprême américaine interdit la publicité de la pornographie**

Le 19 mai, "la Cour suprême américaine a finalement apporté son soutien à une tentative du Congrès pour interdire la promotion de la pornographie, même quand aucune image d'enfant réel, voire aucune image du tout, n'est utilisée." La plus haute juridiction étatsunienne devait se prononcer sur une loi votée en 2003, dénoncée par ses détracteurs comme attentatoire à la sacro-sainte liberté d'expression. Elle a préféré accorder la priorité à la protection des enfants.

## Les titres du 19 mai 2008



#### **THE CITIZEN**

**La violence xénophobe prend de l'ampleur en Afrique du Sud**

Une vague de violence contre les étrangers a fait au moins quatorze morts depuis le 16 mai à Johannesburg, la capitale économique de l'Afrique du Sud. Les associations de défense des droits de l'homme ont lancé un appel au gouvernement pour qu'il mette fin à l'anarchie. Certaines demandent même que le président Thabo Mbeki fasse intervenir l'armée. Les quelque 3 millions de Zimbabwéens réfugiés dans l'est du pays sont les premiers visés par ces violences xénophobes.



#### **CHINA DAILY**

**La Chine décrète trois jours de deuil national**

Le 18 mai, "les autorités chinoises ont ordonné que tous les drapeaux soient mis en berne et que les activités de divertissement soient suspendues pour trois jours", rapporte le quotidien anglophone pékinois. A compter de ce 19 mai, le pays observe trois jours de deuil national, en hommage aux victimes du séisme qui a secoué le Sichuan et le sud-ouest de la Chine lundi dernier. Pour l'instant, les chiffres officiels font état de 32 500 morts, mais ce bilan devrait considérablement s'alourdir.



#### **DAWN**

**Un attentat suicide fait treize morts au Pakistan**

Le 18 mai, un kamikaze a fait exploser la bombe qu'il transportait sur lui. L'attentat, survenu près de Peshawar (nord-ouest du pays), a fait treize victimes. Les talibans ont revendiqué cette attaque. Selon eux, il s'agissait de "venger" la mort de quatorze combattants islamistes tués la semaine dernière par des missiles américains dans la région. Cet attentat a eu lieu alors que les talibans sont en train de négocier la paix avec le gouvernement.



#### **CORRIERE DELLA SERA**

**La crise des déchets risque de plonger Naples dans le chaos**

Les habitants de Naples sont excédés par les déchets qui s'accumulent dans toute la ville, faute de moyens

suffisants pour les traiter. En attendant l'arrivée le 21 mai de Silvio Berlusconi, qui doit y réunir son Conseil des ministres comme promis lors de la campagne électorale, la violence s'installe. Les habitants se rebellent et mettent le feu aux poubelles dans tous les quartiers de la ville, jettent des pierres et barrent les rues avec des tas d'immondices, comme aux pires moments de la crise, il y a un an.



#### **AL-WATAN**

**Les islamistes radicaux remportent les législatives au Koweït**

Selon les résultats publiés le 18 mai, les islamistes salafistes sont les grands gagnants du scrutin qui s'est déroulé le samedi 17 mai au Koweït. Ainsi, sur les 50 membres siégeant au Parlement, dissous en mars dernier par l'émir cheikh Sabah Al-Ahmad Al-Sabah, la majorité des députés nouvellement élus est originaire des régions tribales. Les femmes, qui avaient obtenu en 2005 le droit de voter et de se présenter aux élections, n'ont eu aucun siège alors qu'il y avait 27 candidates.



#### **EL COLOMBIANO**

**Une figure des FARC se rend aux autorités colombiennes**

Le 18 mai, "Karina s'est rendue", titre le journal de Medellín. "Karina" est le surnom de Nelly Avila Moreno, une dirigeante très active de la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Elle opérait dans la région d'Antioquia (nord-ouest du pays) et était recherchée pour avoir mené des enlèvements. Elle aurait aussi organisé l'assassinat du père du président Uribe. Pour les FARC, il s'agit d'un revers de plus sur le "front 47", ainsi qu'elles nomment à leurs troupes dans la région.



#### **EL WATAN**

**Des heurts entre Arabes et Berbères font deux morts en Algérie**

Des renforts de police ont été dépêchés le 18 mai à Berriane pour tenter de rétablir le calme dans cette ville du sud de l'Algérie. Depuis le 16 mai, une "guerre de quartiers" oppose les communautés berbère et arabe qui se partagent la ville, relate le quotidien algérois. Des affrontements ont fait deux morts et

une trentaine de blessés. "De nombreux commerces ont été saccagés et brûlés. Des maisons sont encore fumantes. La chaussée est envahie de pierres et de gravats", décrit l'envoyé du journal.



#### **FINANCIAL TIMES**

**Microsoft repart à l'assaut de Yahoo!**

Le dimanche 18 mai, Microsoft a annoncé vouloir poursuivre ses efforts de rapprochement avec Yahoo! Après le rejet d'une première offre de rachat, le géant américain de l'informatique aurait cependant renoncé à acheter l'intégralité du portail Internet. Dans un communiqué, Microsoft déclare "étudier une solution alternative qui pourrait aboutir à une transaction avec Yahoo! - mais pas une acquisition de 100 %". Un partenariat commercial serait envisagé, précise le quotidien financier britannique.



#### **THE WASHINGTON POST**

**L'obésité : un problème de poids négligé par Washington**

Etude à la clé, le quotidien dénonce "l'inertie" du gouvernement fédéral face à la progression de l'obésité. Depuis que le problème est connu, à la fin des années 1990, les mesures prises ont été "fragmentaires et disparates". En particulier, elles auraient pâti d'"un manque de moyens et d'attention" de la part des autorités fédérales. En matière de prévention, les Etats-Unis, se situent bien loin derrière la France, le Royaume-Uni ou l'Espagne, constate le journal.



#### **DER SPIEGEL**

**Combien cela coûte-t-il se sauver la nature ?**

A partir de ce lundi 19 mai, Bonn accueille une conférence de l'ONU sur la biodiversité. A cette occasion, l'hebdomadaire allemand s'interroge sur "le coût de la (sur)vie". Il dévoile le contenu d'une étude intitulée "L'économie des écosystèmes et de la biodiversité", commandée par l'Union européenne, qui doit être dévoilée à cette occasion. Selon cette étude, la destruction de la nature coûterait 2 milliards d'euros par an au monde, un montant que supporteraient en grande partie les pays pauvres.



## les titres du 16 mai 2008



### **CARETAS**

#### **Que faut-il attendre du sommet UE-Amérique latine ?**

Une cinquantaine de dirigeants européens et latino-américains se réunissent ce 16 mai en un sommet bilatéral à Lima pour débattre du réchauffement climatique et de la lutte contre la pauvreté. L'hebdomadaire péruvien se demande quelle coopération est envisageable, au vu des fortes tensions qui existent actuellement dans la région. Elles se cristallisent notamment autour du président vénézuélien Hugo Chávez, qui s'est dit prêt à affronter ses nombreux détracteurs lors de cette réunion dans la capitale du Pérou.



### **AN-NAHAR**

#### **Au Liban, ni vainqueur ni vaincu**

Le calme est revenu à Beyrouth après une semaine de combats rappelant les pires moments de la guerre civile, et après plusieurs mois de blocage politique empêchant l'élection d'un président. Une issue a été trouvée grâce à la médiation de la Ligue arabe. Les discussions se poursuivront dès ce vendredi 16 mai à Doha (Qatar) pour aboutir à un accord entre majorité (soutenue par la communauté internationale) et opposition (soutenue par la Syrie et l'Iran) sur la base d'un compromis, sans vainqueur ni vaincu.



### **THE GUARDIAN**

#### **Au Nigeria, l'explosion d'un oléoduc provoque une tragédie**

Le 15 mai, un oléoduc a explosé et s'est enflammé dans la banlieue nord de Lagos, la capitale économique du Nigeria. L'accident a fait plus d'une centaine de morts. "Une erreur humaine a plongé bon nombre de familles dans la peine, la douleur et le deuil", relève le quotidien local. L'oléoduc aurait en effet explosé après avoir été heurté par un gros engin de travaux publics sur un chantier. Les incidents sur les oléoducs sont fréquents au Nigeria.



### **LA REPUBBLICA**

#### **Berlusconi lance la chasse aux clandestins**

Depuis le 7 mai était engagée une vaste opération de police dans toute l'Italie contre la criminalité et l'im-

migration clandestine. Elle a abouti à l'arrestation de 383 personnes, dont 268 étrangers, rapporte le journal romain. Cinquante-trois d'entre eux ont été immédiatement expulsés du pays. Les Roms, en particulier, sont dans le collimateur du nouveau gouvernement de droite. Le quotidien déplore que cette "chasse aux Roms" suscite au mieux de "l'inconfort" au sein de la population, et non "une révolte morale".



### **LISTÍN DIARIO**

#### **En République dominicaine, la campagne présidentielle finit dans le sang**

Ce vendredi 16 mai, les électeurs dominicains sont appelés aux urnes pour élire leur président et leur vice-président. Dans la nuit de mercredi à jeudi, peu après la clôture de la campagne électorale, des incidents ont éclaté entre des militants du Parti de la libération dominicaine (PLD, au pouvoir) et ceux du Parti révolutionnaire dominicain (PRD). Ils ont fait trois morts et trois blessés. Le président sortant, Leonel Fernandez, est donc favori de ce scrutin.



### **LE POTENTIEL**

#### **Le Katanga plonge le secteur minier dans la panique**

Le 15 mai, le gouverneur du Katanga (sud-est de la République démocratique du Congo) a interdit la sortie de sa province de minerai de cobalt. Il veut ainsi contraindre les groupes miniers à traiter le cobalt sur place et à n'exporter que du concentré, à plus forte valeur ajoutée. Les groupes miniers regimbent, après l'imposition d'une mesure analogue sur le cuivre. On s'inquiète aussi en Zambie voisine : c'est là qu'est traitée une bonne partie du cobalt congolais.



### **DIE WELT**

#### **Économie : l'Allemagne est la locomotive de l'Europe**

En dépit de la crise financière, l'économie allemande se porte bien, se réjouit le quotidien berlinois. Au premier trimestre, elle a affiché un taux de croissance de 1,5 %, ce qui n'était pas arrivé depuis douze ans. Le gouvernement allemand, qui mise actuellement sur une croissance de 1,7 % pour 2008, pourrait revoir ce chiffre à la hausse. Ces chiffres encourageants relaient le débat sur le soutien aux classes moyennes et

défavorisées : l'équilibre du budget fédéral doit-il rester la priorité ?



### **FINANCIAL TIMES**

#### **Carl Icahn se lance à l'assaut de Yahoo!**

Le milliardaire américain Carl Icahn passe à l'offensive pour précipiter le portail Internet Yahoo! dans l'escarcelle de Microsoft. Au cours des dix derniers jours, il a acheté environ 4 % du capital de la société, relate le journal financier anglais. Il a annoncé vouloir utiliser cette participation pour faire tomber le conseil d'administration de Yahoo! Icahn est soutenu par d'autres actionnaires, mécontents que l'entreprise ait récemment rejeté une offre de rachat par Microsoft, pourtant plutôt juteuse.



### **ZAMAN**

#### **Le gouvernement turc promeut la vie à cinq**

A l'occasion de la Journée de la femme célébrée le 8 mars, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait incité les familles à avoir "au moins" trois enfants. Ces propos avaient suscité l'ire des associations de planning familial et des groupes féministes. Ils étaient pourtant fondés, rapporte le quotidien (proche du pouvoir) dans sa version anglophone : selon un rapport de l'Institut pour la sécurité sociale remis au gouvernement, le taux de vieillissement de la population turque serait l'un des plus élevés au monde.



### **LOS ANGELES TIMES**

#### **La Cour suprême de Californie ouvre la voie aux mariages gays**

Par cinq voix contre quatre, la Cour suprême de Californie a reconnu le 15 mai que chacun avait le droit fondamental de se marier avec la personne de son choix. Toute restriction fondée sur l'orientation sexuelle a été jugée contraire à la Constitution de l'Etat, au même titre que les discriminations fondées sur le sexe ou la couleur de peau. Cette décision pourrait influencer d'autres cours suprêmes dans le pays. Dès la mi-juin, des unions homosexuelles pourront être célébrées en Californie.

## les titres du 15 mai 2008



### **AN-NAHAR**

#### **Le gouvernement libanais recule pour éviter une guerre civile**

Le Conseil des ministres libanais a annulé, mercredi 14 mai au soir, les deux décisions prises la semaine dernière pour enquêter sur un réseau de télécommunications installé par le Hezbollah. Ces mesures ont déclenché la colère du Parti de Dieu et mené aux affrontements qui ont paralysé le pays. Pendant ce temps, la mission ministérielle arabe, arrivée à Beyrouth mercredi matin, poursuit le dialogue avec toutes les parties et un document d'entente serait en gestation.



### **EL CORREO**

#### **Au Pays basque, ETA assassine un garde civil**

"Des tonnes de débris, des éclats de verre, du métal calciné..." Un attentat à la voiture piégée a tué un garde civil et en a blessé quatre autres, le 14 mai, au Pays basque espagnol. Cela "confirme qu'ETA a toujours l'intention de rompre la solidité de l'Etat de droit", relève le premier quotidien basque. Pour lui, le droit à l'autodétermination que réclament certains politiques ne mettrait pas fin à la violence : tous les partis doivent s'unir pour assurer la "défaite" de l'organisation séparatiste.



### **CHINA DAILY**

#### **Séisme : les Chinois se mobilisent pour retrouver des survivants**

Dans le sud-ouest de la Chine, c'est la course contre la montre pour retrouver des survivants après le séisme du 12 mai. Le 14 mai a offert quelques "instants de magie", titre le journal de Pékin. Une femme

enceinte et une fillette de 3 ans ont été retrouvées vivantes, après plus de quarante heures sous les décombres. Le même jour, 600 soldats ont pu atteindre la ville de Wenchuan (Sichuan), l'épicentre du séisme : pas une maison n'était encore debout. Le dernier bilan est de 15 000 morts et 27 000 disparus.



### **THE WASHINGTON POST**

#### **John Edwards rallie le camp Obama**

Alors que Hillary Clinton refuse toujours de déposer les armes, un autre candidat à l'investiture démocrate s'est rallié le 14 mai à la candidature de Barack Obama. John Edwards a appelé le Parti démocrate à s'unir derrière le sénateur de l'Illinois pour se consacrer à la préparation de l'élection présidentielle. Depuis qu'il s'était retiré de la course à la présidentielle, il y a trois mois, Edwards avait été courtois autant par Hillary que par Barack. Il a préféré ce dernier, arguant que "les électeurs ont fait leur choix."



### **TABNAK**

#### **Un proche d'Ahmadinejad est nommé à l'Intérieur**

Mahmoud Ahmadinejad a promu le 14 mai par décret son vice-ministre de l'Intérieur, Mehdi Hachemi, au poste de ministre de l'Intérieur. Celui-ci remplace Mostapha Pour-Mohammadi, qui avait été limogé sans explication début avril, en pleine période électorale. En désignant Mehdi Hachemi, le président choisit un de ses proches, Hachemi ayant été son adjoint lorsqu'il dirigeait la mairie de Téhéran (2003-2005).

Ahmadinejad rompt également avec la tradition qui veut qu'un religieux occupe ce poste.



### **LA RAZÓN**

#### **L'UE s'inquiète des nationalisations en Bolivie**

"La Commission européenne a manifesté le 14 mai son désaccord et son inquiétude au sujet de la manière dont est réalisé le processus de nationalisation d'entreprises d'origine étrangère dans ce pays", rapporte le quotidien. Depuis son arrivée au pouvoir, le président bolivien Evo Morales a lancé un vaste programme de nationalisations. Les dernières en date, officialisées début mai, visent trois groupes pétroliers. L'Europe souhaite que ces opérations respectent un cadre juridique déterminé.



### **THE DAILY TELEGRAPH**

#### **Londres ouvre une enquête sur la mort d'un détenu irakien**

C'est la plus grave accusation d'abus portée contre l'armée britannique depuis l'enquête sur les événements irlandais du *Bloody Sunday*, annonce le quotidien. Le 14 mai, le ministère de la Défense britannique a annoncé l'ouverture d'une enquête publique sur le décès d'un réceptionniste irakien, en 2003. Baha Mousa, fait prisonnier par les forces britanniques à Bassorah, aurait été torturé à mort : 93 blessures avaient été comptabilisées sur son cadavre.



### **THE GLOBE AND MAIL**

#### **Le Canada pourrait renoncer à postuler au Conseil de sécurité**

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper pourrait, cette semaine, renoncer à briguer un siège au Conseil de sécurité de l'ONU pour l'année 2011-



2012. Le Canada craint d'enregistrer un échec cinglant alors qu'il se trouvera en concurrence avec le Portugal, et hésite donc à mettre toutes ses forces dans la bataille. Le peu d'empressement d'Ottawa à lutter contre le réchauffement climatique, tout comme sa proximité avec Bush, aurait indisposé bon nombre d'Etats membres.



### **LE POTENTIEL** La Chine plante du riz en Afrique

Après l'or noir puis l'or vert, c'est l'"or blanc" qui pourrait venir au secours de l'Afrique. Face à la crise

alimentaire latente, qui pourrait toucher la République démocratique du Congo (RDC) en octobre, le quotidien de Kinshasa préconise de relancer la culture du riz dans le pays. La Chine a déjà développé quelques plantations, mais leur produit sera pour partie rapatrié en Asie. La RDC est l'un des rares pays du monde où le riz peut être cultivé 365 jours par an, rappelle le journal.



### **HET LAATSTE NIEUWS** La Belgique dit merci à Justine

Ce 15 mai, il y a au moins un sujet sur lequel les quotidiens belges, qu'ils soient francophones ou flamands, sont tombés d'accord. Tous saluent Justine Hémin, la championne de tennis qui a porté haut les couleurs du pays. La numéro un mondiale, tout juste âgée de 25 ans, a annoncé le 14 mai qu'elle mettait immédiatement un terme à sa carrière. Usée mentalement, en perte de motivation, elle ne voulait pas faire la "saison de trop", a-t-elle déclaré en conférence de presse.

## les titres du 14 mai 2008



### **HINDUSTAN TIMES** Attentats meurtriers : le couvre-feu est décrété dans la ville de Jaipur

"Sept explosions. Quatre-vingts morts. Cent cinquante blessés." Les quotidiens indiens publient le même décompte macabre, après la série d'attentats simultanés qui a ravagé la ville de Jaipur, le 13 mai. La capitale de l'Etat du Rajasthan (nord-ouest, à la frontière avec le Pakistan) a été prise pour cible car elle accueille beaucoup de touristes étrangers, remarque le journal. Les terroristes étaient sûrs d'"attirer l'attention internationale". Les attentats n'ont pour l'heure pas été revendiqués.



### **HA'ARETZ** Israël et l'Autorité palestinienne discutent de l'avenir de Jénine

Les négociations entre l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien ont connu quelques avancées sous la houlette des Etats-Unis et de Tony Blair, envoyé spécial du Quartet. Entre autres, l'Autorité palestinienne prendrait en charge la sécurité de toute la région de Jénine (nord de la Cisjordanie). Selon le journal de Tel-Aviv, Israël aurait également accepté la construction d'une nouvelle prison à Jénine, pour remplacer celle détruite par Tsaïhal lors de la seconde Intifada. Bush est attendu ce 14 mai à Jérusalem.



### **THE WASHINGTON POST** Les Etats-Unis expérimentent les expulsions sous sédatif

Aux Etats-Unis, des immigrants en cours d'expulsion se sont vu injecter, sans aucune justification médicale, de dangereux psychotropes. Le quotidien de Washington a recensé 250 abus de ce genre depuis 2003, année où l'expulsion des immigrés a été confiée à une toute nouvelle agence, chargée de l'immigration et des douanes au sein du département de sécurité intérieure. Certaines personnes étaient si abruties par les médicaments qu'elles devaient être transportées dans les avions en fauteuil roulant.



### **BANGKOK POST** La Thaïlande solidaire des victimes birmanes

Le roi de Thaïlande, Bhumibol Adulyadej, a appelé le mardi 13 mai les Thaïlandais à venir en aide aux

victimes du cyclone Nargis, qui a dévasté le Myanmar les 2 et 3 mai. Nargis aurait fait plus de 62 000 morts et 1,5 million de sinistrés. A la demande du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le Premier ministre de Thaïlande, Samak Sundaravej, devrait par ailleurs se rendre ce 14 mai sur place pour tenter de convaincre la junte birmane d'ouvrir davantage le pays à l'aide internationale.



### **HANDELSBLATT** Deutsche Telekom aurait des visées sur France Télécom

"France Télécom serait le partenaire idéal en Europe", selon une source au ministère des Finances allemand. Le quotidien économique de Düsseldorf révèle ce 13 mai que Berlin presse Deutsche Telekom de mener une "politique agressive d'expansion" en Europe, soit en fusionnant, soit en rachetant un concurrent étranger. France Télécom serait dans le viseur - information que dément le ministère des Finances allemand. Mais l'heure est bien aux concentrations dans le secteur.



### **EL COLOMBIANO** Le "13" ne porte pas chance aux paramilitaires colombiens

Le mardi 13 mai, quatorze chefs paramilitaires colombiens ont été extradés vers les Etats-Unis, où ils doivent être jugés pour trafic de drogue. Ils ne collaboraient pas suffisamment avec la justice colombienne, a justifié le président Uribe. Le quotidien de Medellín y voit "un signal catégorique" envoyé au reste du monde : Bogotà veut montrer son engagement à défendre l'Etat de droit, commente-t-il. D'autres craignent que ces extraditions ne mettent à mal le processus de démobilitation des paramilitaires.



### **THE TIMES** Scotland Yard veut mettre un terme à la guerre des couteaux

Le 13 mai, Scotland Yard a annoncé le lancement d'une vaste opération de police à Londres. Objectif : mettre fin à une série d'attaques à l'arme blanche qui ont fait de nombreuses victimes parmi les adolescents de la capitale. Des équipes de policiers seront autorisées à fouiller les passants, des missions de sensibilisation seront menées dans les écoles. En 2007,

26 adolescents ont été tués à Londres, dont 16 au couteau. Cette année, 13 ont déjà été tués, dont 9 à l'arme blanche.



### **LA VANGUARDIA** A Barcelone, l'eau potable arrive par la mer

Complètement à sec, la ville de Barcelone est depuis le 13 mai approvisionnée en eau par bateau, depuis Tarragone (nord-est de l'Espagne). Au cours des trois prochains mois, six navires effectueront 189 voyages, dont certains à partir du sud de la France. Chaque livraison se fait "à prix d'or", chiffre le quotidien local : 280 000 euros pour 20 000 mètres cubes. Le 13 mai, le gouvernement catalan a levé l'interdiction d'arroser et de remplir les piscines. Ce qui fait grincer des dents du côté de Tarragone.



### **THE CITIZEN** Des émeutes xénophobes font deux morts à Johannesburg

Le président sud-africain Thabo Mbeki a condamné les attaques xénophobes qui ont ensanglanté depuis le 11 mai un bidonville de Johannesburg, Alexandra, faisant deux morts et près de quarante blessés. Accusés d'être responsables de la criminalité, des ressortissants du Mozambique, du Malawi et du Zimbabwe voisins ont été pris pour cible trois nuits durant par des habitants sud-africains de la township. Les immigrés zimbabwéens affluent en Afrique du Sud, alors que Mbeki tarde à prendre ses distances avec Mugabe.



### **O ESTADO DE SÃO PAULO** Usée, la ministre de l'Environnement brésilienne démissionne

Marina Silva possédait le portefeuille de l'Environnement depuis l'arrivée au pouvoir du président Luiz Inácio Lula da Silva, en 2003. Elle a présenté le 13 mai sa lettre de démission. Née dans l'Etat amazonien de l'Acre, elle avait travaillé comme récolteuse de latex aux côtés de Chico Mendes, le défenseur de l'Amazonie assassiné en 1988. Sa défense tenace de l'environnement a souvent provoqué des heurts avec d'autres membres du gouvernement qui voyaient en elle une "entrave" au développement.

## les titres du 13 mai 2008



### **RENMIN RIBAO** Après le séisme, la Chine découvre les vertus de la transparence

Le tremblement de terre qui a secoué la moitié de la Chine, le 12 mai, a ému la nation tout entière. Des bilans encore provisoires font état de 9 219 morts. Très vite, l'onde de choc a été suivie d'un flot d'informations sur la situation à Wenchuan, l'épicentre du séisme situé au Sichuan, dans le sud-ouest de la Chine, et sur l'action du gouvernement. Dans les heures qui ont suivi, souligne l'éditorialiste du quotidien, organe du Parti communiste chinois, les autorités ont multiplié les bulletins d'information, bilans, communiqués des sismologues. Or ce flot d'informations non seulement n'a pas semé la panique, mais il a même apaisé les craintes de la population et contribué à rassembler les forces. Un succès décisif pour un décret sur la publication des informations datant du 1er mai 2008.



### **AS-SAFIR** L'armée monte en première ligne au Liban

"L'armée fera respecter l'ordre public en ayant recours à la force si nécessaire", a annoncé, le lundi 12 mai, un communiqué du commandement de l'armée libanaise. Sur le terrain, le calme est précaire. Les combats entre partisans du gouvernement et miliciens pro-syriens ont repris dans la ville de Tripoli (nord). On dénombre déjà plus de 100 morts à travers le pays. La séance parlementaire prévue ce mardi pour désigner un président de la République a été reportée pour la 19e fois et fixée au 10 juin.



### **DIE PRESSE** "Les Serbes se dirigent vers l'Europe"

Le journal autrichien consacre sa une à la victoire des partis pro-européens lors des législatives serbes du 11 mai. Le Parti démocrate (DS) du président Tadic a recueilli, avec ses alliés, 38,8 % des suffrages. "Qu'à Belgrade quelqu'un qualifié de 'traître à la patrie' fasse un tel score est une assez bonne nouvelle", commente l'éditorialiste du quotidien. Pour autant, cela ne suffit pas à former une majorité gouverne-

mentale. C'est désormais l'heure des tractations et des marchandages.



### **DAWN** Le Pakistan replonge dans la crise politique

La Ligue musulmane du Pakistan (PML-N), de Nawaz Sharif, s'est retirée le 12 mai de la coalition au pouvoir, formée il y a seulement six semaines. Le parti de l'ancien Premier ministre était en désaccord avec le Parti du peuple pakistanais (PPP), son principal partenaire, au sujet de la réintégration des 60 juges limogés en novembre 2007 par le président Musharraf. Officiellement, le PML-N annonce qu'il "soutiendra le gouvernement au cas par cas". Il possédait neuf ministères, dont celui des Finances.



### **MAIL & GUARDIAN** Le gouvernement soudanais poussé dans ses retranchements

Les observateurs internationaux suivent attentivement la situation au Soudan, après l'attaque rebelle lancée le 10 mai contre Khartoum. "Pour la première fois depuis des décennies de conflit entre les Arabes

de Khartoum et les rebelles de la périphérie soudanaise, des combats ont eu lieu dans l'arrière-cour du gouvernement", soit dans un faubourg de la capitale, précise le journal sud-africain. Khartoum doit choisir : s'investir davantage dans les négociations de paix ou effectuer une riposte musclée.

#### **EL TIEMPO**

**Hugo Chávez s'en prend à Angela Merkel**

Angela Merkel débutera le 14 mai sa première visite en Amérique du Sud en tant que chancelière d'Allemagne. Elle doit participer, vendredi, au sommet entre les pays de l'Union européenne et ceux d'Amérique latine et des Caraïbes organisé à Lima. Dans une récente interview, elle a invité les pays de la région à "prendre leurs distances" avec Caracas. Le président du Venezuela, Hugo Chávez, a vivement réagi à ces propos en rappelant que "Merkel appartient à la même droite que celle qui a soutenu Hitler et le fascisme".



#### **THE INDEPENDENT**

**L'immobilier britannique est au plus mal depuis trente ans**

Pratiquement la totalité des agents immobiliers britanniques ont observé en avril une baisse des prix :

du jamais-vu depuis au moins 1978. Telle est la conclusion d'une étude que doit publier ce mardi 13 mai l'association professionnelle RICS (Royal Institute of Chartered Surveyors). Plus les prix baissent, plus les prêteurs limitent l'accès à l'emprunt pour les ménages qui désiraient acheter un logement. Pour le RICS, la situation devrait encore se dégrader.

#### **ALTERPRESSE**

**Depuis un mois, Haïti est sans Premier ministre**

La Chambre basse haïtienne a refusé de valider, le 12 mai, la nomination d'Éric Pierre au poste de Premier ministre. Cela fait un mois exactement qu'Haïti est sans gouvernement : le 12 avril, des "émeutes de la faim" provoquées par la pénurie de riz, avaient fait chuter le Premier ministre Jacques Édouard Alexis. Les parlementaires ont prétexté des anomalies dans le dossier d'état civil d'Éric Pierre. Le président d'Haïti, René Préval, devra maintenant présenter un nouveau candidat.

#### **LE QUOTIDIEN D'ORAN**

**Union pour la Méditerranée : "Alger se donne encore du temps"**

Bernard Kouchner, le ministre des Affaires étrangères et européennes français, a effectué le 12 mai une visite éclair à Alger, où il a rencontré le président Abdelaziz Bouteflika. Selon lui, les discussions sur le projet d'Union pour la Méditerranée ont été "très prometteuses". Mais Alger réserve sa réponse, alors qu'un sommet préparatoire est prévu le 13 juillet à Paris. Israël doit y assister, et Alger ne compte pas s'y rendre au cas où la situation à Gaza continuerait de se dégrader.



#### **THE MIAMI HERALD**

**Les immigrants aux Etats-Unis s'intègrent de plus en plus vite**

En ce début de XXIe siècle, les immigrants aux Etats-Unis s'intègrent beaucoup plus rapidement qu'il y a cent ans. Le boom économique des années 1990 y serait pour beaucoup. Le quotidien de Miami publie le résultat d'une enquête qui doit être rendue publique ce 13 mai, à l'initiative du Manhattan Institute, un think tank conservateur. Les Mexicains sont les plus lents à s'intégrer, mais cela proviendrait des difficultés qu'ils rencontrent pour légaliser leur situation.

## 12 mai férié en France

### les titres du 9 mai 2008



#### **AN-NAHAR**

**Le Liban au bord du gouffre**

Des combats de rue opposent depuis mercredi 7 mai les hommes du Hezbollah, parti soutenu par la Syrie et l'Iran, aux partisans du gouvernement antisyrrien soutenu par la communauté internationale. Ces affrontements de nature politique prennent également une tournure confessionnelle et des lignes de démarcation commencent à se former dans Beyrouth entre quartiers sunnites et chiites. L'aéroport de Beyrouth est fermé et le pays est paralysé. On déploré déjà au moins 7 morts et plusieurs blessés.



#### **THE STAR**

**Le Myanmar refuse la venue de travailleurs humanitaires sur son sol**

L'aide de l'ONU a commencé à arriver au Myanmar, dévasté par un cyclone le week-end dernier. Mais la junte au pouvoir entend gérer elle-même l'aide internationale, dans un des pays les plus fermés au monde. Elle refuse aux avions américains le droit de se poser sur son sol et traîne des pieds pour accorder des visas au personnel humanitaire. Le 8 mai, seul un avion de l'ONU parti de Rome a pu se poser. Le bilan du cyclone dépasserait les 100 000 morts. Et il pourrait être encore plus dramatique faute de secours adéquats.



#### **LA PRENSA**

**Le président bolivien accepte de soumettre son mandat à référendum**

L'opposition conservatrice bolivienne, en conflit ouvert avec le président socialiste Evo Morales, a voté le 8 mai au Sénat la convocation d'un référendum révocatoire. Quelques heures plus tard, le chef de l'Etat a annoncé qu'il acceptait la convocation de ce scrutin, qui pourrait l'obliger à abandonner le pouvoir dans un délai de 90 jours. Le pays connaît une vive crise politique depuis que le département de Santa Cruz a massivement voté en faveur de son autonomie.



#### **HA'ARETZ**

**Olmert promet de démissionner s'il est inculpé pour corruption**

Le 8 mai, la police israélienne a partiellement levé l'embargo médiatique sur une enquête en cours concernant Ehoud Olmert. Le Premier ministre est soupçonné d'avoir accepté plusieurs centaines de milliers de dollars de pots-de-vin. Il a reconnu avoir touché de l'argent liquide de la part de Morris Talansky, un homme d'affaire new-yorkais, mais affirme l'avoir utilisé pour financer des campagnes électorales. "Je n'ai jamais empoché un centime", a-t-il déclaré. Son avenir politique paraît bien compromis.

#### **LA LIBRE BELGIQUE**

**La Belgique a connu un répit politique de court terme**

"Ceci n'est pas un Premier ministre", titre le quotidien bruxellois au-dessus de la silhouette transparente d'Yves Leterme. Entré en fonction le 20 mars après des mois de tractation entre Flamands et Wallons, le gouvernement semble déjà en sursis. Dans la nuit du 8 au 9 mai, les députés flamands ont obtenu que soit porté à l'ordre du jour du Parlement un projet de scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde, le seul bilingue du pays. Un dossier explosif qui relance la crise.



#### **LE MESSAGER**

**La lutte anticorruption fait une victime au Cameroun**

Depuis le 7 mai, Zacchaeus Mungwe Forjindam est sous les verrous. Directeur du Chantier naval et industriel du Cameroun, une société d'Etat, il est soupçonné de corruption. Forjindam est la dernière victime en date de l'opération Epervier, une mission anticorruption exigée en 2004 par des bailleurs de fonds internationaux. Son entreprise était devenue "un nid de jeu astucieux d'écritures comptables, de marchés fictifs, de prestations surfacturées ne profitant qu'aux copains ou aux parents", décrit le journal.



#### **LA REPUBBLICA**

**Le nouveau gouvernement italien se met au travail**

L'équipe gouvernementale dirigée par Silvio Berlusconi a prêté serment le 8 mai. Sa composition avait été annoncée la veille : une équipe restreinte de douze ministres résolument à droite. Parmi eux se trouve Umberto Bossi, chef du parti populiste la Ligue du

Nord, qui occupe le poste de ministre des Réformes. Le quotidien rappelle que l'un des projets phares de Bossi est la mise en place du "fédéralisme fiscal" en vertu duquel les régions les plus riches reverseraient moins d'impôts aux plus pauvres.



#### **THE STAR**

**Une Malaisienne obtient le droit de renier l'islam**

La Haute Cour malaisienne de la charia a finalement autorisé, le 8 mai, Siti Fatma Tan Abdallah à abjurer la religion musulmane. Cette Malaisienne appartenant à la minorité chinoise du pays s'était convertie en 1998, comme l'impose la loi, pour pouvoir épouser un Iranien. Divorcée, elle souhaitait renouer avec la religion bouddhiste. C'est la première fois dans ce pays majoritairement musulman qu'une personne convertie à l'islam obtient légalement le droit de retourner à son ancienne foi.



#### **THE INDEPENDENT**

**Le débat sur l'avortement relancé au Royaume-Uni**

Les militants pro et antiavortement fourbissent leurs armes au Royaume-Uni. Le 12 mai, la Chambre des communes examinera le projet de loi sur la fertilisation humaine et l'embryologie. Ils veulent saisir l'occasion de réformer la loi sur l'avortement. Les pro-IVG ont trouvé de nouveaux arguments avec la publication, ce 9 mai, d'une étude qui montre que le taux de survie des bébés nés avant 24 semaines est très bas. Les IVG sont autorisées jusqu'à 24 semaines, mais les antiavortement voudraient réduire cette période.



#### **THE NEW YORK TIMES**

**De Guantanamo à Karachi : la trajectoire impossible d'un général américain**

En mars, le Pentagone avait annoncé la promotion du général Jay W. Hood au rang de plus haut gradé américain au Pakistan. Il s'agissait alors de nommer un homme expérimenté pour accompagner Karachi dans sa lutte contre les insurgés talibans et Al-Qaïda. Deux mois plus tard, Washington a dû annuler sa décision. Jay W. Hood a été éreinté par la presse pakistanaise, peu admirative de ses états de service : il a dirigé la prison de Guantanamo de 2004 à 2006.

## 08 mai férié en France



## les titres du 7 mai 2008



### **KOMSOMLSKAJA PRAVDA**

**Comment seront les cent premiers jours de Medvedev ?**

Ce mercredi 7 mai, au Kremlin, Dmitri Medvedev doit prêter serment comme nouveau président de la Russie. Dès jeudi, il succédera à son mentor Vladimir Poutine, qui prendra la tête du gouvernement. A cette occasion, le quotidien populaire moscovite a sondé plusieurs politologues renommés (parmi lesquels certains sont proches du Kremlin). Ils énumèrent quelques-uns des défis qui attendent le nouveau président : notamment la lutte contre l'inflation et la difficulté de lancer des réformes face aux lourdeurs de l'appareil bureaucratique. Ils ne s'attendent à aucune confrontation au sommet du pouvoir entre Medvedev et Poutine.



### **THE NEW YORK TIMES**

**Hillary Clinton voit s'amenuiser ses chances d'être nommée**

Le 6 mai, les électeurs de l'Indiana et de la Caroline du Nord devaient choisir leur candidat démocrate pour la présidentielle de 2008. Hillary Clinton s'est imposée de justesse dans la première primaire, mais elle a été largement devancée par son rival Barack Obama dans la seconde. Le quotidien salue son succès en Indiana, dans un Etat qui, il y a peu, semblait acquis à Barack Obama, mais souligne qu'il ne suffira pas à la sénatrice de New York pour rattraper son retard.



### **THE IRRAWADDY**

**Les envoyés de l'ONU découvrent l'ampleur des destructions au Myanmar**

Les Nations unies annoncent avoir réussi à fournir des rations alimentaires à un million de Birmans restés sans abri. Après le cyclone qui a ravagé ce week-end les côtes du Myanmar, de nombreuses zones du pays restent cependant inaccessibles. Le bilan est de plus en plus lourd : plus de 22 000 morts et 41 000 disparus. Selon les envoyés de l'ONU, les destructions avoisinent les 100 % dans certaines zones, notamment dans le delta du fleuve Irrawaddy.



### **IRISH INDEPENDENT**

**L'Irlandais Bertie Ahern tire sa révérence**

Le Premier ministre irlandais Bertie Ahern a officiellement démissionné le 6 mai au soir, comme il l'avait annoncé au début du mois d'avril. Après onze années au pouvoir, son départ marque "la fin d'une ère", titre le quotidien de Dublin. Son successeur, Brian Cowen, n'aura pas la tâche facile puisque doit avoir lieu en Irlande, le 12 juin, un référendum sur le traité de Lisbonne au résultat incertain. Ce sont des rumeurs persistantes de corruption qui ont poussé M. Ahern vers la sortie.



### **SUD QUOTIDIEN**

**Des violences interethniques ont éclaté au Ghana**

Le 4 mai dernier, suite au meurtre d'un leader d'opinion musulman, de violents affrontements entre deux ethnies ont éclaté à Bawku, ville du nord-est du Ghana. Ce pays d'Afrique de l'Ouest est pourtant réputé stable. Les heurts ont fait au moins six morts et plusieurs blessés. D'importantes forces de police ont été déployées sur place, le gouvernement a envoyé l'armée et instauré un couvre-feu pour une durée indéterminée. C'est la deuxième fois en un an que des affrontements de ce type ont lieu dans la région, rappelle le quotidien de Dakar.



### **FOLHA DE SÃO PAULO**

**En Amazonie, un projet de réserve indienne fait parler les armes**

Le 6 mai, la police fédérale brésilienne a arrêté Paulo César Quartiero, un important riziculteur, par ailleurs maire de la ville de Paracaima, dans l'extrême nord du pays. Il est accusé, avec onze autres personnes, d'avoir tiré des coups de feu et blessé dix Indiens qui tentaient d'occuper ses terres. En 2005, le président Lula avait décidé de créer une immense réserve indienne dans cette région d'Amazonie, mais les fermiers blancs refusent de quitter leurs terres.



### **LA PRENSA**

**Le Nicaragua accueille un sommet sur la sécurité alimentaire**

Plusieurs chefs d'Etat latino-américains sont attendus ce 7 mai à Managua pour participer à un sommet régional consacré à la crise alimentaire. Ils doivent notamment créer un fonds destiné à financer des mesures pour lutter contre la hausse des prix de certains aliments. Le président vénézuélien Hugo

Chávez, qui a déjà lancé des projets en ce sens par le biais de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques, sera le grand absent. Selon ses collaborateurs, il connaît quelques problèmes de santé.



### **THE TIMES OF MALTA**

**Sur l'immigration, Malte n'attend pas grand-chose de la France**

Le 6 mai, le ministre de l'Immigration français était à La Valette, où il a rencontré le ministre des Affaires intérieures maltais, Carmelo Mifsud Bonnici. Brice Hortefeux a promis que l'immigration constituerait un enjeu prioritaire pour la France, qui doit prendre la présidence de l'UE en juillet. Le quotidien local, qui l'a interviewé, prend ses dires avec des pincettes et souligne le flou de ses promesses. Malte, l'une des portes d'entrée des clandestins en Europe, trouve que les Vingt-Sept en font bien peu pour l'aider à porter ce fardeau.



### **THE INDEPENDENT**

**Gordon Brown part en croisade contre le cannabis**

Le Premier ministre britannique devrait annoncer, ce 7 mai, un durcissement de la législation en vigueur sur le cannabis. Il devrait annuler une réforme votée il y a quatre ans, et rendre de nouveau passible de cinq ans de prison la possession de cette drogue. Argument avancé : la composition du cannabis mis en vente évolue, et la substance est de plus en plus nocive pour ses usagers. Le quotidien londonien y voit une mesure "fumeuse" et "pitoyable" pour tenter de courtiser l'opinion.



### **LA REPUBBLICA**

**La Foire du livre de Turin va ouvrir ses portes sur fond de polémique**

C'est sous haute surveillance que la 21e Foire du livre de Turin ouvrira ses portes le 8 mai. Israël est l'invité d'honneur : ce choix a suscité des critiques, notamment de la part de Tariq Ramadan. Le président de la République italienne, Giorgio Napolitano, a apporté son soutien aux écrivains israéliens et maintient sa décision de faire le déplacement à Turin pour inaugurer la manifestation. Le quotidien romain titre sur "la peur d'un autre G8", en référence aux violentes manifestations contre le sommet du G8 de Gênes lors desquelles il y avait eu un mort en 2001.

## les titres du 6 mai 2008



### **THE GUARDIAN**

**Le cyclone Nargis contraint le Myanmar à entrouvrir ses portes**

La junte birmane au pouvoir n'a pas eu d'autre choix, cette fois, que d'en appeler à la communauté internationale. Elle a sollicité une aide d'urgence face aux dégâts causés ce week-end par le cyclone Nargis. Dans la journée du 5 mai, le bilan officiel n'a cessé de s'alourdir : il est passé de 351 morts (sic) à plus de 15 000. La tempête tropicale, "la plus grande catastrophe qui frappe l'Asie depuis le tsunami de 2004", aurait également laissé 1 million de personnes sans abri, chiffre le quotidien londonien. Symbole de l'autisme du régime : lundi, alors que les habitants de Rangoon cherchaient désespérément de quoi manger, la télévision d'Etat diffusait en boucle un spectacle d'opéra.



### **LA NACIÓN**

**Les évacuations se poursuivent en Patagonie**

Situé à environ 1 300 kilomètres au sud de la capitale chilienne, le volcan Chaiten crache depuis plusieurs jours un nuage de cendres. Les autorités chiliennes ont procédé, le 5 mai, à de nouvelles évacuations de villages dans la région après avoir déplacé les habitants de la ville éponyme, située à une dizaine de kilomètres du volcan. Le vent a également ramené des cendres vers différentes localités argentines dans la province de Chubut. Le Chili compte environ 2 000 volcans.



### **ETEMAD-E MELLI**

**Hillary Clinton et Barack Obama en désaccord sur l'Iran**

"Obama critique, Hillary se défend : les deux candidats à l'investiture démocrate pour la présidentielle américaine sont en désaccord sur l'Iran. Hillary Clinton a répété le 4 mai que l'Iran serait 'annihilé' en cas d'attaque contre Israël. Barack Obama a dénoncé cette attitude, qui est dans la lignée du président actuel George W. Bush", affirme le quotidien de Téhéran, qui affiche sa préférence pour le sénateur de l'Illinois. Deux primaires décisives ont lieu ce mardi en Indiana et en Caroline du Nord.



### **SUD QUOTIDIEN**

**Des émeutes de la faim éclatent en Somalie**

Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue le 5 mai à Mogadiscio, la capitale de la Somalie, pour protester contre les prix de plus en plus élevés des denrées alimentaires. Des soldats ont ouvert le feu sur la foule en colère, faisant au moins deux victimes et plusieurs blessés. Selon un rapport des Nations unies, cité par le quotidien de Dakar, une poursuite de la hausse des prix au rythme actuel plongerait la moitié de la population somalienne dans la famine.



### **AL-QUDS AL-ARABI**

**En Egypte, forte hausse des taxes sur fond de tensions sociales**

Le Parlement égyptien a adopté, lundi 5 mai, un projet de loi, présenté par le Parti national démocratique au pouvoir, pour augmenter les recettes de l'Etat, rapporte le quotidien panarabe. Ce projet implique notamment une hausse de 30 à 50 % du prix des produits pétroliers. La vignette automobile et le tabac sont, entre autres, également touchés par cette augmentation des impôts. Les députés de l'opposition

ont voté contre le projet de loi et mettent en garde contre une "explosion sociale".



### **ASAHI SHIMBUN**

**Au Japon, Hu Jintao arrive dans un pays méfiant**

Hu Jintao est arrivé ce mardi 6 mai au Japon pour une visite de cinq jours. C'est la première fois depuis dix ans qu'un président chinois se rend sur l'archipel nippon. Au cours de cette période, une interdépendance économique accrue a poussé les deux pays à améliorer leurs relations. Pour autant, l'éditorialiste du journal nippon souligne que des motifs de crispation subsistent : la qualité de la nourriture importée de Chine, la répression au Tibet et l'exploration gazière en mer de Chine orientale.



### **DAWN**

**Le report d'élections partielles suscite la colère au Pakistan**

La commission électorale pakistanaise a décidé, le 5 mai, de reporter de deux mois les élections partielles qui auraient dû avoir lieu le 18 juin. Argument invoqué : l'insécurité grandissante, notamment dans le nord-ouest du pays. "Ce revirement a été si abrupt qu'il a suscité une condamnation générale", écrit le quotidien anglophone. Les leaders des partis de la coalition au pouvoir, en particulier, ont protesté ; ils comptent se présenter pour un siège à l'Assemblée nationale.



### **ZAMAN**

**Tayyip Erdogan dément vouloir former un nouveau parti**

Le cabinet de Tayyip Erdogan s'est empressé, le 5 mai, de démentir les rumeurs qui commençaient à circuler. Non, le Premier ministre turc ne se prépare

pas à fonder un nouveau parti. Plusieurs médias avaient annoncé qu'il caressait ce projet pour se ménager une porte de sortie au cas où le Parti de la justice et du développement (AKP) serait légalement interdit. Un procureur accuse l'AKP de menacer la démocratie en voulant faire du pays un Etat islamique.



#### [LA REPUBBLICA](#)

**La polémique autour de la violence extrémiste rebondit en Italie**

Les déclarations du nouveau président de la Chambre des députés, Gianfranco Fini, ont jeté un froid en

Italie. Le leader du mouvement de droite Alliance nationale a réagi à la mort, le 5 mai, d'un jeune de Vérone que des néofascistes avaient passé à tabac cinq jours plus tôt. Selon lui, cette agression est bien moins grave que les attaques antisémites autour de la Foire du livre de Turin, qui ouvrira ses portes le 8 mai. Plusieurs personnalités protestent contre le choix d'Israël comme invité d'honneur.



#### [THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR](#)

**Aux Etats-Unis, votre graisse vaut de l'or**

Le propriétaire d'un fast-food californien a déposé une plainte d'un genre bien particulier : en un mois, on lui avait dérobé à cinq reprises l'huile usagée qu'il avait utilisée pour faire des frites. A en croire le quotidien de Boston, ce cas ne serait pas isolé. En effet, certaines matières grasses entrent dans la composition des agrocarburants, et leur prix a connu le même envol que celui du blé et des autres ingrédients. De quoi attiser la convoitise des voleurs.

## les titres du 5 mai 2008



#### [EL NUEVO DIA](#)

**Une province rebelle défie le président bolivien**

"La province de Santa Cruz entre dans l'histoire", titre le quotidien local. Le 4 mai, la population de cette région, la plus riche de Bolivie, était appelée aux urnes. A près de 85 %, selon des résultats encore provisoires, elle a voté en faveur de l'autonomie. Ces derniers mois, le Santa Cruz était le fer de lance de la contestation contre Evo Morales. Le président socialiste, qui nie la validité du scrutin, voudrait redistribuer les richesses au profit des régions défavorisées des Andes. Le résultat du vote marque "une victoire pour toute la Bolivie", assure l'éditorialiste du journal : "L'autonomie doit être considérée comme une occasion importante de sauver le pays de la désintégration", qui menace depuis l'arrivée de Morales au pouvoir.



#### [THE INDEPENDENT](#)

**Contesté dans les urnes, Gordon Brown plie mais ne rompt pas**

Le 1er mai, le Parti travailliste britannique a subi une défaite historique. Il a perdu la mairie de Londres, conquise par Boris Johnson, et de nombreux sièges lors d'élections locales en Angleterre et au pays de Galles. Ce week-end, Gordon Brown a multiplié les interviews pour reprendre l'initiative. Mis en cause dans son camp, au plus bas dans les sondages, le Premier ministre a reconnu des erreurs au cours de ses dix premiers mois d'exercice. Il prépare un ensemble de mesures pour regagner la confiance de l'électorat.



#### [SOIRINFO](#)

**Le désarmement des ex-rebelles ivoiriens a commencé**

C'est assurément un pas important vers la sortie de crise, estime le quotidien d'Abidjan. Après plusieurs reports, le regroupement des ex-rebelles en vue d'un désarmement a en effet commencé le 2 mai et devrait durer jusqu'à l'élection présidentielle de novembre 2008. Une cérémonie officielle a marqué le début de l'opération dans le fief des anciens rebelles à Bouaké, dans le nord de la Côte-d'Ivoire. Environ 26 000 soldats seront démobilisés et devront rendre leurs armes. Une insertion sociale et professionnelle leur sera ensuite proposée.



#### [THE IRRAWADDY](#)

**Au Myanmar, le bilan du cyclone s'alourdit**

Le cyclone Nargis, qui a balayé le Myanmar les 2 et 3 mai, a fait plus de 350 morts et causé d'importants dégâts. Des milliers de maisons ont été détruites, notamment dans la région de l'Irrawaddy (sud-ouest). A Rangoun, la capitale, les habitants sont privés d'eau et d'électricité. Pour autant, la junte militaire a refusé ce week-end de reporter le référendum constitutionnel prévu le 10 mai. En jeu, un texte qui pérennise l'influence de l'armée, au pouvoir depuis quarante-six ans.



#### [LA JORNADA](#)

**Le Mexique connaît un week-end de violences**

La recrudescence de la violence liée au crime organisé a entraîné la mort ce week-end de vingt personnes, dont quatre policiers fédéraux. L'attaque la plus violente s'est produite dans la localité de Petatlán (Etat de Guerrero), où quelque 60 tueurs à gages ont abattu neuf personnes. Le gouvernement a déployé 36 000 militaires et des milliers de policiers dans les Etats où opèrent les cartels. Depuis le début de l'année, le Mexique a enregistré plus de 1 100 assassinats liés au crime organisé.



#### [CHINA DAILY](#)

**La torche olympique fait un retour triomphal en Chine**

Après un parcours sous haute tension sur les cinq continents, la torche olympique est revenue sur le sol chinois. Le 3 mai, elle a fait escale à Hong Kong et Macao et, le dimanche 4 mai, elle est arrivée à Sanya, sur l'île méridionale de Hainan. La championne olympique de patinage de vitesse Yang Yang a assuré le premier relais, sous l'œil de célébrités réunies pour l'occasion. Ce même dimanche 4 mai, des responsables chinois ont par ailleurs rencontré des émissaires du dalaï-lama. Sans résultat notable pour l'instant.



#### [AL-AYYAM](#)

**Condoleezza Rice au Proche-Orient pour dynamiser le processus de paix**

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, arrivée en Israël le samedi 3 mai, a tenu dimanche 4 des entretiens successifs avec les dirigeants et négocia-

teurs palestiniens et israéliens. Des réunions rassemblant les deux parties ont également eu lieu. Rice a insisté sur la nécessité de supprimer les barrières militaires en Cisjordanie et de geler la colonisation, mais sans réussir à obtenir aucun engagement de la part d'Israël.



#### [EL WATAN](#)

**Michèle Alliot-Marie se rend en visite officielle en Algérie**

La ministre de l'Intérieur française doit arriver ce 5 mai à Alger pour une visite officielle de deux jours, à l'invitation de son homologue algérien Yazid Zerhouni. Ce voyage a lieu un mois après l'annulation, à la dernière minute, de la venue du ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner. La lutte antiterroriste et la sécurité internationale compteront parmi les sujets abordés, avec en toile de fond le projet d'Union pour la Méditerranée cher à Nicolas Sarkozy.



#### [LE TEMPS](#)

**Le retour des farines animales se prépare en catimini**

En France, en Allemagne, en Suisse... Dans plusieurs pays d'Europe, les éleveurs donnent de la voix. Confrontés à la hausse du prix du blé, ils plaident pour le retour des farines animales, bannies au début des années 1990 car tenues pour responsables de l'apparition de la maladie de la vache folle. "Ce lobby sait se faire entendre", constate le quotidien genevois. L'UE a déjà autorisé l'utilisation de certaines farines de poisson.



#### [THE WALL STREET JOURNAL EUROPE](#)

**Microsoft rompt ses négociations avec Yahoo!**

Après trois mois de tractations, Microsoft a annoncé le 3 mai qu'il renonçait à racheter Yahoo!, le numéro deux de la publicité mondiale en ligne. Le géant américain du logiciel a retiré son offre de rachat de 47,5 milliards de dollars, jugée insuffisante par l'état-major de Yahoo!. S'agit-il d'une manœuvre pour faire plier Yahoo! ? Les connaisseurs du dossier estiment que non. Pour autant, la direction du portail Internet devra maintenant calmer ses actionnaires, irrités par l'échec des négociations.

## 1<sup>er</sup> mai et 02 fériés en France

